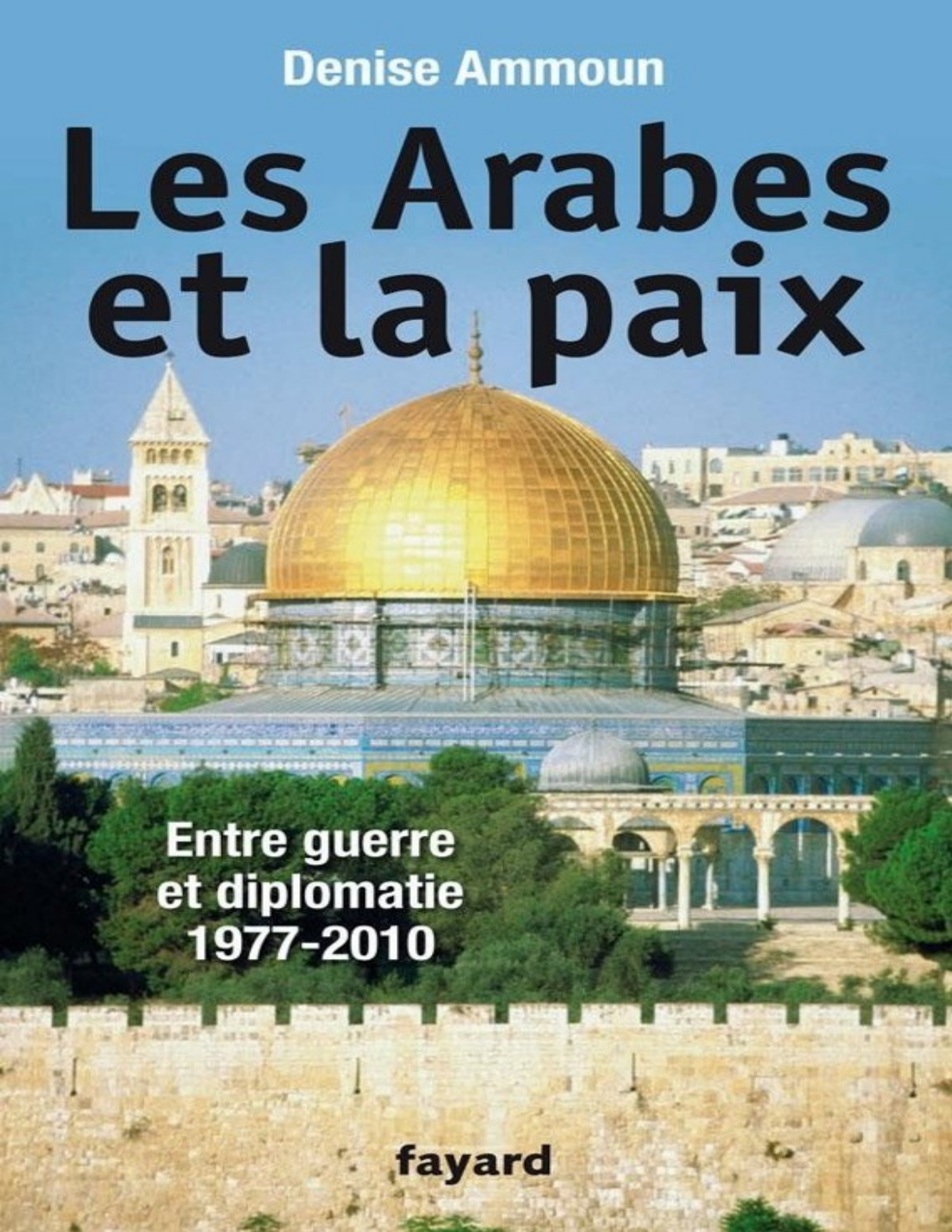
Denise Ammoun

Les Arabes et la paix



Entre guerre et diplomatie 1977-2010

fayard

Table des Matières

Table des Matières

Page de Copyright

DU MÊME AUTEUR

1

Chapitre premier - 1977, l'Égypte en ébullition

Carter refuse les « petits pas »

« C'est un paysan comme moi »

Kadhafi veut supprimer Sadate

Le Caire, cible des terroristes

Comment compter sur le camp arabe

Chapitre II - Briser le mur de la haine

Israël refuse un État palestinien

Sadate : « J'irai prier à al-Aqsa »

Fahmy : « Organiser un sommet à Jérusalem-Est »

Un coup de théâtre audacieux

Chapitre III - Le voyage historique à Jérusalem

« Anouar, tu peux être assassiné »

« Donnez-moi une chance de réussir »

L'événement du siècle

« Sadate, traître à la nation arabe »

« Le retour aux frontières de 1967 »

Chaque dirigeant rassure son camp

« Vive Sadate, le héros de la paix »

Chapitre IV - Le blocage ?

Begin ne fait pas de cadeaux

Sadate se plaint à Carter

Le raïs ordonne l'arrêt des négociations

« Là Falestine baâda al-yom »

Une force internationale au Liban

Carter invite Sadate et Begin à Camp David

Chapitre V - À Camp David, l'Égypte récupère le Sinaï

« Remettre Gaza à la Jordanie »

Begin : « Jérusalem, capitale d'Israël »

« L'Égypte a trahi la nation arabe »

La foule acclame Sadate

Chapitre VI - Le traité de paix

Sadate : « L'Égypte n'est pas à vendre »

Une victoire à l'arraché

Échange de lettres pour la Palestine

Israël entre au Proche-Orient

Chapitre VII - Israël défie la légalité

Begin, un touriste en Égypte

99,95 % des Égyptiens approuvent la paix

Le drapeau égyptien flotte sur El-Arich

Pas d'entente sur l'autonomie palestinienne

Les Égyptiens prient à El-Arich

Israël refuse l'autonomie palestinienne

Le mont Sinaï en liesse

Sadate : « Gaza d'abord »

Chénouda III accuse l'État

Israël annexe Jérusalem-Est

Épilogue d'une paix

Moubarak : « L'Égypte respectera les traités signés »

Moubarak n'a pas le charisme de Nasser

Chapitre VIII - Le Liban : proie d'Israël et de la Syrie

L'armée libanaise se désintègre

Israël aidera les phalangistes

« Orienter les maronites vers la Syrie »

Tall el-Zaatar s'effondre

Des Syriens coiffés d'un béret vert

Le pays chrétien vit un enfer

La FAD s'effrite

Bachir unifie les milices

Zahlé, ville martyre

La crise des missiles

Chapitre IX - Bachir Gemayel, président du Liban

Le Front libanais choisit Bachir

L'opération « Paix en Galilée »

Les désillusions de Yasser Arafat

Washington tient à l'OLP

La fin de « l'État dans l'État »

Begin exige un traité de paix

Le « plan Reagan » élaboré en secret

Le président élu est mort

Chapitre X - Négociations israélo-libanaises

La tragédie de Sabra et Chatila

Amine Gemayel reconnaît Israël

Le président joue la carte américaine

Reagan s'engage à soutenir le Liban

Sharon veut imposer son plan

Israël gagne le « match de l'agenda »

Les Pasdarans dans la Bekaa

Chapitre XI - L'accord mort-né du 17 mai 1983

32 séances sans résultat

Damas recherche un appui américain

« Un pacte de sujétion »

Les contre-lettres détruisent l'accord

Le fiasco syrien de Shultz

« Une complicité entre Israël et la Syrie »

Reagan : « Nous tenons à l'accord du 17 mai »

ChapitreXII - Proclamation de l'État palestinien

Le CNP sanctionne Arafat

Abrogation de l'accord du 17 mai 1983

Un exécutif d'union nationale en Israël

Hussein révèle l'accord d'Amman

Cuisine secrète israélo-palestinienne

Hussein rompt toute relation avec l'OLP

La guerre fratricide des Forces libanaises

Arafat proclame l'État palestinien

Chapitre XIII - Arafat reconnaît implicitement Israël

Rabin propose un plan de paix à l'OLP

Rabin admet l'échange de la terre contre la paix

Shamir refuse l'initiative égyptienne

Les propositions de James Baker

Rabin pose une seule question

La « Tempête du désert » contre l'Irak

Baker prépare la conférence internationale

Assurances américaines aux Palestiniens

Chapitre XIV - La conférence de Madrid

Bush : « Des compromis territoriaux sont essentiels »

CEE : « L'échange de la terre contre la paix »

Abdel-Chafi : « L'autodétermination est un droit sacré »

Baker : « Madrid a brisé les vieux tabous »

Chapitre XV - Les négociations d'Oslo

Rabin et Arafat en contact indirect

Rabin et Peres veulent la paix

La Norvège propose ses services

Rencontre secrète à Londres

Un scénario de roman policier

Abou Ala : « Pas de lignes rouges »

Oslo à la croisée des chemins

Holst fait pression sur Arafat

Chapitre XVI - Arafat et Rabin se serrent la main

Deux signatures pour l'accord d'Oslo

Rabin privilégie Oslo

Une nouvelle ère commence

« L'événement du demi-siècle »

Arafat critiqué par ses opposants

La tragédie d'Hébron

Chapitre XVII - Sabotage de Netanyahou

« Oslo 2 » coûte la vie à Rabin

Vingt-huit dirigeants pour sauver la paix

Arafat a le sens de la realpolitik

« Il n'y aura jamais d'État palestinien »

Le mémorandum de Wye River

Clinton rend visite à Arafat

Chapitre XVIII - L'échec de Camp David II

L'accord de Charm el-Cheikh reprend celui d'Oslo

Barak donne la priorité à la Syrie

Asad : « Barak ne veut pas la paix »

Arafat : « Jérusalem, capitale de deux États »

Chapitre XIX - La montée de l'extrémisme

« Arafat a été assassiné »

Fatah-Hamas, les frères ennemis

Garder espoir

Notes

Bibliographie

Remerciements

© Librairie Arthème Fayard, 2010
978-2-213-65925-1

D U MÊME AUTEUR

Histoire du Liban contemporain, *t. 1 : 1860-1943* ; *t. 2 : 1943-1990*, Paris, Fayard, 1997 et 2004.

Chapitre premier

1977, l'Égypte en ébullition

Janvier 1977, Le Caire. Anouar el-Sadate va bouleverser l'histoire du Moyen-Orient, mais il ne le sait pas encore. Les échanges de vœux du Nouvel An terminés, le raïs se retrouve en face d'une sévère réalité. L'Égypte ne va pas bien, il le sait. La crise socio-financière, qui s'aggrave de jour en jour, a relégué dans les archives toutes les retombées de la « victoire d'Octobre ».

Sadate aime souvent à réfléchir aux grands problèmes assis dans son jardin, sa pipe entre les mains. Il prend une bouffée de temps en temps, puis s'immobilise, comme pour mieux se concentrer. Le tour d'horizon est rapide, déprimant.

La politique des « petits pas », instaurée par Kissinger, sera-t-elle poursuivie par son successeur Cyrus Vance ? De toute façon, l'ombre de *Dear Henry* ne flottera plus lors des négociations égypto-israéliennes. Sur un autre plan, la politique de l'Infitah (« de la porte ouverte ») n'a pas encore donné les résultats escomptés. La dette extérieure du pays est supérieure à 15 milliards de dollars, et l'intérêt de cette dette, souvent impayé, vient alourdir la somme initiale.

Le Fonds monétaire international (FMI) s'impatiente et presse Sadate d'adopter des réformes économiques radicales. Le FMI recommande de supprimer les subventions accordées aux produits de première nécessité, qui coûtent annuellement à l'État plus d'un milliard de dollars. Gamal Abdel Nasser avait institué cette aide pour assurer à chaque famille les denrées de base indispensables à la vie quotidienne. Il faudrait donc abroger la notion d'« État paternaliste ». Les classes déshéritées – la majeure partie de la population – ne pourraient plus acheter dans les coopératives le pain, le sucre, l'huile, la viande, le riz ou même le thé, boisson dont les Égyptiens sont très amateurs, à des prix bien inférieurs au tarif normal.

Supprimer les subventions d'un trait de plume est un acte très dangereux, susceptible de plonger des millions de citoyens dans la misère et peut-être aussi de déboucher sur une révolte sociale. Sadate l'a expliqué à son créancier, qui a fait la sourde oreille. Le FMI menace même de suspendre tout

nouveau crédit, ce qui porterait un coup très grave au pays.

Forcé d'adopter un décret qu'il réprouve, le raïs charge la commission économique parlementaire d'étudier les mesures nécessaires. Réunis sous la houlette d'Abdel-Moneim Kaissouni, ministre de l'Économie, les députés acceptent l'exigence du FMI. Mais l'accord de l'exécutif est indispensable.

Le 17 janvier, le gouvernement, après d'orageuses discussions, donne son aval. Au matin du 18, le peuple égyptien apprend qu'il n'aura plus droit aux subventions. L'État providence n'existe plus. La consternation règne dans les quartiers populaires du Caire. Le spectre de la faim menace les familles qui comptent une dizaine d'enfants. Elles sont la règle, et non l'exception. Des groupes se forment. La colère s'exprime par des injures contre les ministres, puis les rangs des mécontents se resserrent, et des manifestations spontanées s'organisent.

Anouar el-Sadate vient de se rendre à Assouan en hélicoptère pour accueillir un hôte de marque, le maréchal Tito. Cette situation explosive le contraint à modifier son programme. La visite de Tito est annulée, et le raïs regagne la capitale en toute hâte.

Le ministre de l'Intérieur a immédiatement pris les mesures nécessaires pour contrer les manifestants, mais elles se sont montrées insuffisantes. Des agitateurs encadrent cette foule de citoyens désespérés et guident ses actes. Il faut détruire, piller, incendier… Le lieu d'élection de l'émeute sera la route des Pyramides, bordée de boîtes de nuit et de restaurants luxueux. Les mêmes directives ont été suivies en janvier 1952 lors de l'incendie du Caire, prélude à l'abdication du roi Farouk.

Au cours de l'après-midi, l'agitation s'amplifie au centre du Caire. Les manifestants arpentent les avenues en scandant à pleins poumons des slogans hostiles à Sadate et à son épouse : *« Ya batal al-oubour, fein al-foutour ? »* (« héros de la traversée du Canal, où est notre nourriture ? »), *« Jihane, Jihane, al-chaab jouaâne »* (« Jihane, Jihane, le peuple a faim »), ou encore : *« Jihane enti labsa ala al-mouda, wa nahnou sabaatachar fil ouda »* (« Jihane, tu es habillée à la mode, et nous vivons à dix-sept par chambre »)[1]. En langue arabe, la rime est parfaite. En langage politique, un renversement de régime pourrait se préparer.

Le soir, c'est le centre de la capitale qui s'embrase. Depuis plusieurs heures, les brigades antiémeute ont remplacé les forces de sécurité, mais la

foule est munie de gourdins, de couteaux, et parfois d'armes à feu. Les provocateurs sont décidés à transformer Le Caire en champ de bataille. Les manifestants incendient des immeubles, des restaurants, des cinémas, et le pillage des boutiques provoque même des querelles entre les voleurs. Comment s'étonner si les brigades antiémeute font usage de gaz lacrymogène, de matraques et même de revolvers ?

Anouar el-Sadate comprend qu'il faut rétablir les subventions. L'annonce est faite le 20 janvier, tandis que le ministre Kaissouni, bouc émissaire indiqué, perd son portefeuille et se voit officiellement désavoué. Les émeutes se poursuivent pendant trois jours, mais à un rythme plus mesuré. Le bilan de cette révolte, la première du genre depuis le coup d'État des officiers libres, se chiffre à 44 morts et plus de 600 blessés. Des millions de livres égyptiennes se sont évanouies en fumée et les autorités ont procédé à des centaines d'arrestations. Selon la version officielle, les instigateurs des troubles sont des communistes opposés à la politique libérale de Sadate. Quoi qu'il en soit, le FMI renonce à ses exigences et consent même de nouveaux crédits.

La fin de cette crise, très éprouvante pour Sadate, l'incite à remettre en question des choix politiques d'une extrême gravité. Depuis la création de l'État d'Israël, l'Égypte a payé un lourd tribut à la cause palestinienne. Plus de 100 000 soldats et civils sont morts au cours des diverses batailles, des villes telles que Port-Saïd, Ismaïlia ou Suez ont été bombardées et ont subi de lourdes pertes, tandis que des sommes colossales sont toujours consacrées à l'achat d'armes et de munitions. Le budget militaire est très lourd, malgré le deuxième accord de désengagement. Dans de telles conditions, comment relever le niveau de vie des citoyens et lancer le pays sur la voie du progrès ?

Dans son jardin et le plus souvent dans la solitude de son bureau, le raïs analyse les données du problème proche-oriental pendant de longues heures. Il faut trouver le moyen de forcer les portes du destin.

Carter refuse les « petits pas »

Au début de son mandat, Jimmy Carter, le trente-neuvième président des États-Unis, doit encore faire ses preuves. Ses ennemis républicains ne lui pardonnent pas un passé politique modeste. Il n'était pas célèbre au début de la campagne présidentielle, seuls 2 % des Américains connaissaient son nom.

Pourtant, cet homme de cinquante-trois ans, souriant et affable, saura séduire ses électeurs par sa franchise, son ouverture d'esprit, ses choix politiques et ses principes moraux. Le 6 novembre 1976, le « planteur de cacahuètes », comme l'appellent les républicains, détrône Gerald Ford.

Le grand public américain va très vite se familiariser avec son nouveau chef. Sa biographie, très simple à retenir, ne comporte aucune fausse note. Né en 1924 à Plains, une petite ville du sud-ouest de la Géorgie où sa famille possède des terres depuis plusieurs générations, Jimmy Carter fréquente l'école locale, décroche ses diplômes secondaires puis s'inscrit à l'Académie navale. Il va servir dans les sous-marins et naviguer pour un temps dans le Pacifique et l'Atlantique. En 1953, au décès de son père, il est contraint de démissionner pour s'occuper de la plantation familiale.

Pendant plusieurs années, Carter concentre son attention sur sa ferme, améliore les cultures et obtient d'excellents résultats. Ses moments de loisirs sont consacrés à la lecture et la politique l'attire. Il prend l'habitude de fréquenter les cercles régio naux. Il brigue un mandat de sénateur de Géorgie et est élu deux fois. En 1970, il devient même le gouverneur de cet État. Ses succès l'encouragent à voir plus grand. En 1975, il affiche l'ambition de devenir le président des États-Unis et se lance dans la course avec Walter Mondale en qualité de vice-président. Le pari est gagné.

Sitôt établi à la Maison-Blanche, Carter inaugure un nouveau style. Il se penche sur le problème du Proche-Orient relégué dans les tiroirs pendant la campagne électorale. Justement, au cours de la campagne, il a souvent proclamé aux citoyens juifs qui l'interrogeaient sur l'avenir d'Israël son souci de donner un nouvel élan au problème israélo-arabe. Mais il n'a pas l'intention de poursuivre la politique des « petits pas » instaurée par Kissinger sous Ford. Il cherche une solution globale et surtout un contact direct avec tous les dirigeants de la région. Persuadé qu'un dialogue sincère avec les chefs des États arabes, tout comme avec le Premier ministre israélien offrirait l'avantage de clarifier la situation, il invite le président Anouar el-Sadate aux États-Unis.

« C'est un paysan comme moi »

En avril 1977, le président égyptien se trouve donc à Washington en visite d'État. Le raïs sait qu'il détient une carte majeure, celle d'être le premier

dirigeant du Proche-Orient à rencontrer le chef du plus puissant pays du monde. Il a l'intention de plaider avec chaleur la cause palestinienne et d'expliquer à Carter toutes les données du problème israélo-arabe. Il lui faut réussir sa mission, par conviction pour les justes droits du peuple palestinien et aussi parce que seule la paix régionale, une paix juste et durable, permettrait à l'Égypte de réduire ses dépenses militaires et de redresser son économie.

Reçu solennellement, Sadate se sent à l'aise. Le banquet terminé, les deux hommes montent au premier étage, dans les appartements privés du président américain. Ils auront un très long tête-à-tête, marqué par une confiance et une sympathie réciproques. Sadate écrit dans ses Mémoires : « C'est un paysan comme moi[2]. »

Le raïs est un magicien du verbe. Il évoque les événements, s'indigne… Il affirme que la récupération du Sinaï ou celle du Golan ne déboucheront pas sur une paix régionale : le nœud du problème, c'est la Palestine. Il expose ensuite sa propre stratégie de la paix. Il ne conteste pas à Israël le droit d'être reconnu par tel ou tel pays arabe, mais à la condition de rendre justice au peuple palestinien. « Le traité de paix doit comporter la création d'un État palestinien à Gaza et en Cisjordanie. Il faut donc qu'Israël se retire des territoires occupés en 1967[3]. »

Assis en face de son hôte, Jimmy Carter écoute attentivement. Sadate développe les grandes lignes de sa stratégie : « Il faut donner à Israël toutes les garanties qu'il demande, mais les États arabes riverains devront jouir des mêmes garanties[4]. » Il réfute la thèse sécuritaire de Ben Gourion qui consisterait à imposer aux Arabes « la paix par la force » parce que, selon ce concept, l'une des parties dicterait ses conditions à l'autre. Il rejette aussi la récente déclaration de l'État hébreu relative à « la nature de la paix ». Pour lui, « c'est un nouveau moyen d'entraver toute négociation. […] Par cette notion, Israël cherche à gagner du temps, et à construire davantage de colonies[5] ». Il souligne que les relations diplomatiques et l'ouverture des frontières n'ont jamais empêché deux États de se faire la guerre. Un exemple choisi parmi beaucoup d'autres : l'ambassadeur du Japon à Washington se trouvait chez le secrétaire d'État américain au moment où les forces japonaises bombardaient Pearl Harbor. Il achève son exposé en mettant en relief le fait que les États arabes ont toujours respecté les intérêts américains tandis qu'Israël, leur allié privilégié, n'hésite pas à les sacrifier si son propre

intérêt l'exige.

En fait, Sadate prêche un converti. Après son élection, Carter, pour tenir parole envers ses électeurs juifs, a soigneusement étudié la position officielle de ses prédécesseurs sur le conflit israélo-arabe. Il a constaté l'accord des États-Unis sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité. Approuvées à l'unanimité et toujours applicables, elles soulignent « l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la guerre, et la nécessité d'œuvrer pour une paix juste et durable permettant à chaque État de la région de vivre en sécurité ». L'instauration de cette paix devrait répondre à certains principes. Carter prend note : « L'acquisition par Israël des territoires par la force est illégale, Israël doit se retirer des territoires occupés, Israël a le droit de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues, le problème des réfugiés doit trouver un juste règlement, la communauté internationale devrait favoriser des négociations qui mèneraient à une paix juste et durable au Moyen-Orient[6]. » De plus, selon la politique des États-Unis, les colonies israéliennes à Gaza et en Cisjordanie sont « illégales et constituent des obstacles à la paix[7] ».

Sur la base de ces principes, auxquels il croit fermement, Carter soulève une polémique en affirmant dans l'un de ses premiers discours : « Il faudrait assurer un foyer aux réfugiés palestiniens qui souffrent depuis de nombreuses, nombreuses années[8]. » Cette déclaration démontre le sens de la justice du nouveau président, mais suscite des réactions violentes. Les milieux juifs et de nombreux autres Américains ne sont pas prêts à admettre une telle proposition. Carter, lui, voit dans cette formule « un premier pas vers la constitution d'un État palestinien[9] ».

Dans cet état d'esprit, le chef de l'exécutif américain accueille avec satisfaction le long exposé de Sadate. « Il devenait évident que son désir d'œuvrer avec moi pour des négociations de paix était déjà bien arrêté, mais il n'avait encore adopté aucun plan précis pour atteindre ce qui pourrait devenir notre objectif commun. Sadate m'a dit clairement qu'il était prêt à prendre des mesures audacieuses en direction de la paix, toutes fondées sur les résolutions du Conseil de sécurité. Nous avons même discuté la possibilité d'éventuelles négociations directes à l'avenir : les frontières permanentes d'Israël, les droits des Palestiniens et même – inconcevables à l'époque – la liberté de commerce et des frontières ouvertes entre les deux nations, une reconnaissance

diplomatique totale et l'échange d'ambassadeurs[10]. »

À la fin de ce premier entretien, les deux hommes ont le sentiment d'être de vieux amis. Le personnage de Jimmy Carter, ses répliques, sa vision du conflit proche-oriental marquent profondément Anouar el-Sadate. Il le juge honnête et sincère. Il respecte son sens des valeurs, ses principes politiques. À dater de ce jour, les deux dirigeants vont échanger des lettres par le truchement de leurs ambassades et parfois faire par téléphone le point de la situation. Le raïs a maintenant la certitude que le Proche-Orient va connaître des changements majeurs.

Le mois suivant apportera en effet une modification spectaculaire sur la scène régionale. Mais sera-t-elle dans l'intérêt de la paix ?

Tout a commencé en mars. Leah Rabin, l'épouse du Premier ministre israélien, retire une somme de 2 000 dollars de la National Bank de Washington. Le couple y possède un compte depuis l'époque où Rabin était ambassadeur dans la capitale fédérale. L'information parvient aux employés de l'ambassade d'Israël. C'est une grave infraction. Un Israélien n'a pas le droit d'ouvrir un compte à l'étranger sans l'autorisation de la banque centrale. Les Rabin ne l'avaient pas.

Yitzhak Rabin se voit contraint de démissionner et de retirer sa candidature en qualité de leader du Parti travailliste aux prochaines législatives. Shimon Peres lui succède… et c'est l'échec aux élections du 17 mai. Ce jour voit le triomphe du Likoud et de l'extrême droite.

Le chef du Likoud, Menahem Begin, est un nationaliste pur et dur. C'est l'ancien patron de l'Irgoun, qu'il a fondé en 1942. Les Britanniques qualifiaient ce mouvement de « terroriste ». Les membres de l'Irgoun n'ont-ils pas réussi à faire sauter l'hôtel King David à Jérusalem en 1946 ?

Pour Begin, il existe une seule terre d'Israël, et elle appartient aux Juifs. Les administrations et les médias reçoivent l'ordre de ne plus utiliser les termes de « Cisjordanie » ou de « rive ouest du Jourdain ». Une seule appellation est valable, c'est celle de « Judée-Samarie ».

À Washington, Jimmy Carter éprouve une vive déception. Ses projets de négociations risquent d'être paralysés.

Kadhafi veut supprimer Sadate

La présence de Begin à la tête du gouvernement ne modifie pas la politique tracée par Israël à l'égard de l'Égypte. Les dirigeants des partis politiques de tous bords savent que, depuis le deuxième accord de désengagement égypto-israélien signé le 1er septembre 1975, le plus puissant État arabe a renoncé à la guerre. L'article premier de l'accord stipule : « Le conflit existant entre ces deux pays au Proche-Orient ne sera pas résolu par la force militaire, mais par des moyens pacifiques. »

L'Égypte étant le seul interlocuteur arabe, il faut veiller à la sécurité d'Anouar el-Sadate, et le Mossad en a reçu l'ordre. Au mois de juin 1977, le service de renseignements israélien évente un complot libyen. Le colonel Kadhafi s'est juré de faire assassiner Sadate, et le KGB a accepté d'envoyer des instructeurs chargés d'entraîner une unité de commandos. Il faut donc alerter les autorités égyptiennes.

La préparation d'un complot libyen n'est pas une chose étonnante. Il y aura bientôt deux ans que les relations entre l'Égypte et la Libye se dégradent continuellement. Le fougueux colonel Kadhafi n'a jamais pardonné à Sadate l'accord sur le deuxième désengagement signé avec Israël, sorte de prélude à Camp David, qui écarte l'armée égyptienne du champ de bataille. Fier de la bénédiction de Nasser qui lui a dit un jour : « Vous me rappelez ma jeunesse », le guide de la révolution libyenne est pour la guerre totale avec l'État hébreu. Aussi, depuis l'automne 1975, ses attaques incessantes contre le raïs lui attirent des répliques tout aussi cinglantes.

Ce duel verbal attise la tension politique et incite Kadhafi à prendre des mesures de rétorsion. Le 10 mars 1976, près de 3 000 travailleurs égyptiens sont expulsés de Libye. Cinq mois plus tard, le 14 août, une bombe éclate dans le train qui va d'Alexandrie à Assouan. Le bilan de la tragédie s'élève à huit morts et plusieurs dizaines de blessés. Le Caire accuse officiellement Tripoli. Un conflit armé est évité de justesse, mais dans chacun de ses discours Sadate appellera désormais Kadhafi « le fou de Libye » *(majnoun libya)*.

Le colonel éprouve une haine totale pour le chef de l'État égyptien, et décide d'éliminer un dirigeant indigne de succéder à Nasser. D'où l'appel aux bons offices de l'URSS, et les préparatifs militaires décelés par le Mossad.

Le gouvernement israélien veut prévenir le raïs, mais à travers un contact

direct. Un canal est trouvé. À Vienne, l'ambas sadeur israélien accrédité auprès de l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA) entretient d'assez bonnes relations de travail avec son collègue égyptien. Mis au courant des grandes lignes du complot, l'ambassadeur Hassan Touhami prend aussitôt l'avion pour Le Caire et fait son rapport au président de la République. Très sensible à ce geste israélien, Sadate autorise Touhami à rencontrer en secret le chef du Mossad.

À Casablanca, sous l'égide du roi Hassan II du Maroc, le diplomate égyptien retrouve le général Hofi, chef du service de renseignements israélien. Hofi explique, et Touhami prend note. Cet entretien, le premier du genre, va tracer la voie à d'autres réunions secrètes. La loi du silence sera religieusement observée en Égypte comme en Israël.

Dès le retour de Touhami, l'Égypte met un terme au complot en gestation. Un commando héliporté attaque la base d'entraînement où les agents du KGB initiaient les combattants d'élite libyens aux méthodes de déstabilisation d'un pays.

Les dissensions entre l'Égypte et la Libye connaissent une escalade. Le 21 juillet, des troupes égyptiennes pénètrent en territoire libyen et avancent sur une profondeur de 20 kilomètres. Des bombardements sporadiques ont lieu, mais la guerre sera de portée limitée. Le cessez-le-feu est accepté le 24 juillet. La haine de Kadhafi pour Sadate monte de plusieurs crans.

Le Caire, cible des terroristes

Le complot libyen n'est pas la seule menace contre le régime de Sadate. Depuis le début de l'année, Le Caire est le théâtre d'attentats sanglants. Une bombe a éclaté dans le quartier populaire d'Ataba faisant plusieurs victimes, une autre au cinéma Sphinx, une troisième à l'Institut de musique… Sans compter les bombes désamorcées. Les officiers du service de renseignements *(al-moukhabarate)* sont sur les dents. Ce service puissant et redouté, dont le seul nom inquiète les citoyens les plus innocents, n'a pas encore réussi à arrêter le cerveau de cette organisation terroriste.

Les enquêteurs ont cependant réussi à constituer des dossiers. Au fil d'interrogatoires parfois violents, les responsables présumés de ces actes criminels ont fini par avouer qu'ils appartiennent à un groupement religieux,

Al-Takfir wal Hijra (« anathème et émigration »). Ce mouvement prône un islam fondamentaliste radical. Son chef, Choucri Ahmed Moustapha, un ingénieur agronome de trente-cinq ans, a le titre de calife, c'est l'émir des croyants. Ils n'en savent pas davantage, ou ne veulent pas en dire plus.

La doctrine de cet « émir » consiste à jeter l'anathème sur la société musulmane actuelle, qui n'obéit plus aux normes du véritable islam. Dans plusieurs mosquées libres, certains prédicateurs soutiennent cette thèse.

Al-Azhar, la plus haute autorité de l'islam sunnite, condamne ce faux islam. D'autres dignitaires religieux, tel cheikh Mohamed Hussein el-Zahabi, ancien ministre des *Wakf* (biens religieux), adoptent la même attitude.

Ces divergences doctrinales vont se solder par une tragédie. À l'aube du 3 juillet, cheikh el-Zahabi est kidnappé dans sa villa située à la périphérie de Hélouan, au sud du Caire. Les péripéties de cet enlèvement sont dignes d'un roman policier et aucun membre de sa famille ne les oubliera.

À 2 heures du matin, on frappe violemment à la porte d'entrée de la villa. Le fait n'est pas extraordinaire parce que le fils aîné de l'ouléma, Moustapha, est un spécialiste des maladies pulmonaires à l'hôpital Kasr el-Aini ; le médecin n'hésite jamais, même la nuit, à porter secours à l'un de ses voisins. Il se dirige aussitôt vers la porte, et trouve sur le seuil un officier de gendarmerie et quatre soldats. « Où est le Dr Zahabi ? – C'est moi. – Non, nous voulons le cheikh, nous sommes des fonctionnaires du service de renseignements[11]. »

Éveillé par le bruit, l'ancien ministre gagne le seuil de la pièce. Les soldats l'entourent aussitôt, et l'officier ordonne : « Suivez-nous. » Il tente de comprendre : « De quoi s'agit-il ? Donnez-moi l'adresse de votre bureau, et je m'y rendrai demain matin[12]. » Aucune réponse. Deux voitures longent la véranda. Les soldats le portent littéralement et le jettent dans la première, tandis que l'officier braque son pistolet sur la tempe de Moustapha qui ne peut réagir. Les voitures partent à toute vitesse. L'ancien ministre des *Wakf* a bel et bien été enlevé.

Le médecin téléphone aussitôt à la police. Le vice-ministre de l'Intérieur accourt en personne, tandis que les journaux, alertés par leurs correspondants judiciaires, consacrent leurs colonnes à l'enlèvement.

L'Égypte entière se demande pourquoi un homme de Dieu, estimé et aimé de tous, a subi un tel sort. La réponse ne tardera pas à être donnée. Au cours de

l'après-midi, les agences de presse et les journaux gouvernementaux reçoivent un message téléphonique. Al-Takfir wal Hijra revendique la responsabilité de l'enlèvement, et déclare qu'il a été perpétré pour punir cheikh el-Zahabi d'avoir condamné la doctrine de son mouvement religieux. C'est la première apparition publique de cette secte qui occupe aujourd'hui encore une place de choix dans l'actualité.

Mamdouh Salem, chef du gouvernement et ministre de l'Intérieur, applique alors une mesure inédite en Égypte. À l'insu du grand public, il fait ceinturer Le Caire par les forces de l'ordre et ordonne un ratissage systématique de tous les appartements meublés de la région de Gizeh. Selon les interrogatoires, la confrérie a loué plusieurs bases dans ce gouvernorat.

L'opération est un plein succès. À la lisière de Gizeh, dans un quartier proche des Pyramides, les agents de la Sûreté se heurtent à deux personnes qui refusent de les laisser inspecter leur appartement. La porte forcée, ils découvrent un véritable arsenal : des mitraillettes, d'innombrables munitions et aussi un croquis de la région où se trouve la villa de cheikh el-Zahabi. Les preuves sont évidentes.

Arrestations immédiates, interrogatoires, aveux… On retrouve le cadavre de l'ancien ministre dans un appartement meublé situé sur la route des Pyramides. Il a été assassiné sur l'ordre du calife d'Allah, Choucri Ahmed Moustapha.

D'un aveu à l'autre, le rythme des arrestations est rapide, mais il est aussi alarmant. Une vingtaine d'appartements meublés sont bourrés d'explosifs, d'armes et de munitions. Al-Takfir wal Hijra s'était donné les moyens de faire régner la terreur dans le pays.

Reste à capturer cet « émir » meurtrier. La chasse à l'homme commence. Le service de renseignements détient désormais l'adresse de sa résidence principale, et il a loué d'autres appartements dans les grandes villes. Officiers et soldats, en vêtements civils, encerclent son domicile de Ezbet el-Nakhl, une bourgade du Grand Caire. Il arrive en fin de journée avec sa femme et son jeune fils. Les agents le laissent entrer chez lui, puis surgissent l'arme au poing. Il proteste, nie son identité, mais il est trop tard.

Le ministère de l'Intérieur tient à donner une très large publicité à cette arrestation. Les médias locaux et internationaux sont convoqués. Les flashes crépitent, les télévisions filment. Les Égyptiens et les téléspectateurs du monde

entier verront cet « émir » vêtu d'une galabieh noire, menottes aux mains, le regard haineux, la barbe touffue.

Choucri Moustapha se verra contraint de dévoiler l'objectif de son mouvement. Un plan de terreur avait été mis au point. Il consistait à déstabiliser les pays qui ne pratiquent plus le véritable islam, à commencer par l'Égypte dont les dirigeants ont des relations avec Israël. Dans les milieux où les fidèles sont pauvres et ignorants, il n'est pas difficile de rallier de nombreux adeptes et de les dresser contre la société. Force est de constater que cet islam, dont les principes sont erronés, attire les démunis.

À l'heure où les théologiens d'al-Azhar et de nombreux oulémas dénoncent sa doctrine, Choucri Moustapha décide de liquider ses détracteurs. Cheikh Mohamed el-Zahabi aura été sa première victime. Les enquêteurs trouvent dans les tiroirs de son bureau la liste des futurs assassinats. Elle compte plusieurs oulémas, les directeurs des journaux gouvernementaux, des responsables du ministère de l'Intérieur…

À dater de ce jour, il serait difficile de préciser le nombre d'arrestations. Les autorités agissent avec diligence et sans pitié. Il faut assurer la sécurité nationale. Au Caire comme dans certaines grandes villes du delta, à commencer par Alexandrie ou Mansourah, les agents trouvent dans des appartements meublés quantité d'armes et de charges explosives. Fait très grave, plusieurs officiers et une centaine de policiers sont incriminés au cours de l'enquête. Cette organisation terroriste se proposait sans nul doute de renverser le régime du président Sadate.

Choucri Moustapha sera pendu le 19 mars 1978, mais la graine est semée. Quelques années plus tard, Al-Takfir wal Hijra reprendra ses activités.

Comment compter sur le camp arabe

L'Égypte est en ébullition, ce constat est inéluctable. En haut lieu, on se pose de très graves questions. Quel mouvement puissant ou même quel État a pu encourager Choucri Moustapha à fomenter son plan, puis le financer ? Un simple ingénieur agronome n'a pas les moyens de mettre sur pied pareille organisation.

Cette situation affecte profondément Anouar el-Sadate. En moins de six

mois, Le Caire a été le théâtre d'une sorte de révolte populaire inconnue depuis la révolution, un complot libyen a menacé le régime et une organisation terroriste a réussi à étendre ses ramifications dans la capitale et plusieurs grandes villes. Le seul remède serait d'améliorer le niveau de vie des citoyens en augmentant leur pouvoir d'achat, en assurant leurs besoins scolaires et sanitaires… Mais une telle politique exige des fonds, et les caisses de l'État sont pratiquement vides.

Le président Sadate songe, encore une fois, que l'unique moyen serait de mettre un terme au conflit israélo-arabe. Depuis son entretien avec Carter et les missives échangées avec lui, le raïs pense que l'administration américaine, et ce, sans doute pour la première fois, recherche véritablement une paix juste et durable au Proche-Orient. Le camp arabe devrait prendre l'initiative d'une action audacieuse, susceptible d'arracher la région à l'immobilisme, susceptible de contraindre Israël à accepter les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité. Mais comment compter sur le camp arabe quand ses chefs se déchirent ? L'Irakien et le Syrien sont les « frères ennemis » du Baath, l'autorité de Yasser Arafat ne s'exerce pas sur tous les groupes palestiniens, le colonel libyen a des réactions incontrôlables, le Liban vit une guerre des plus meutrières… Anouar el-Sadate sait bien qu'il serait puéril de miser sur une manœuvre arabe commune. L'unanimité enregistrée lors de la guerre d'octobre 1973 a été éphémère.

Chapitre II

Briser le mur de la haine

L'Égypte traverse une période difficile au moment où, le 19 juillet, Menahem Begin, répondant à l'invitation de Jimmy Carter, se rend à la Maison-Blanche. Au cours de son premier entretien avec le nouveau chef de l'exécutif américain, Begin manifeste une ouverture politique que Carter n'attendait pas. Il souligne devant son interlocuteur l'impossibilité pour Israël de revenir aux frontières de 1967 pour des « raisons de sécurité », mais accepte la reprise de la conférence de Genève. Il expose aussi son projet : Israël pourrait conclure des traités de paix avec chacun de ses voisins arabes, l'Égypte, la Syrie, la Jordanie et le Liban. Nulle mention de l'OLP, qui ne saurait être officiellement représentée à Genève.

Carter ne peut admettre la mise à l'écart d'un peuple et demande à Begin s'il accepterait des Palestiniens au sein de la délégation jordanienne. Le Premier ministre israélien limite son accord à la condition qu'ils n'appartiennent pas à l'OLP, tenue par Israël pour une organisation terroriste. Carter insiste et finit par obtenir la présence de membres de l'OLP qui ne seraient pas très connus.

Cette petite victoire américaine sera de courte durée. Cyrus Vance, en tournée dans la région, se heurte au refus syrien et jordanien. Le 9 août, il se rend à Jérusalem pour dire à Begin et Dayan que les pays arabes exigent la participation officielle de l'OLP à la conférence de Genève. Les perspectives de cette réunion s'amenuisent.

Malgré cet immobilisme, l'histoire du Proche-Orient passe à une vitesse supérieure. Begin se rend en Roumanie avec ses principaux collaborateurs et s'isole pendant près de six heures avec Nicolae Ceausescu. Le président roumain entretient d'excellentes relations avec Sadate et il le sait. Il lui confie une mission de médiation. Il le charge de transmettre au raïs son souhait de le rencontrer, d'une façon secrète ou publique, et laisse entrevoir la possibilité de négocier divers problèmes.

Ce premier pas accompli, les dirigeants israéliens vont plus loin. Le ministre des Affaires étrangères, Moshe Dayan, remet le 14 août au Premier

ministre indien, puis le 19 au chah d'Iran des missives destinées à Sadate. Ismaïl Fahmy, ministre égyptien des Affaires étrangères, est tenu à l'écart de cette correspondance. Il écrit dans ses Mémoires : « J'ai reçu des dépêches de nos ambassades à Vienne, Londres et Washington me disant que des personnalités sionistes aimeraient avoir un entretien secret avec le chef de l'État[13]. » Le ministre communique les requêtes au président Sadate et lui conseille de les refuser, afin de ne pas soulever de violentes oppositions dans le monde arabe.

Fahmy continue : « Par la suite, le roi Hassan II du Maroc envoie dire à Sadate que Begin souhaite le rencontrer. […] La position de Sadate a laissé beaucoup de questions sans réponses. Il n'a opposé aucune résistance quand je lui ai conseillé de ne pas recevoir les personnalités sionistes. […] Cependant, peu de semaines plus tard, il a accepté la suggestion d'un dialogue direct avec Begin, et il a envoyé Touhami à Rabat. Sadate a choisi de ne pas me montrer la lettre de Begin et sa propre réponse. C'était la première fois qu'il ne me tenait pas au courant de ses décisions. Il a dû le faire en prévoyant mon opposition à une telle action. Un autre point n'est toujours pas clair dans mon esprit : y a-t-il une relation directe entre le départ de Touhami pour Rabat et l'initiative de Sadate de se rendre à Jérusalem[14] ? »

L'entretien Moshe Dayan-Hassan Touhami a certainement marqué le cours des événements. Le roi du Maroc a organisé cette rencontre secrète, le 16 septembre, sur la demande de Dayan. Les dirigeants israéliens jugent les circonstances favorables et sont prêts à lâcher du lest sur la base de minutieux calculs. Sadate prête une oreille attentive à leur démarche, mais recommande à Touhami de ne faire aucune concession au sujet des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité. Israël, on le sait, refuse de revenir aux frontières de 1967, et la négociation sera ardue.

Le roi Hassan II lui-même reçoit Touhami et Dayan, de façon très discrète, dans l'un de ses palais de Rabat. C'est la première entrevue à ce niveau entre Égyptiens et Israéliens. Touhami est à présent vice-Premier ministre et Dayan ministre des Affaires étrangères. Les États-Unis, pour la première fois, ne soupçonnent même pas cette réunion.

Le monarque chérifien prend la parole et souligne que le problème essentiel concerne l'évacuation totale des territoires occupés en 1967. Il invite ensuite Touhami et Dayan à se revoir régulièrement, afin de mettre au point un accord

de principe. Anouar el-Sadate et Menahem Begin pourraient alors négocier de façon fructueuse.

Touhami développe ensuite la position égyptienne. Il déclare à Dayan que Sadate considère Begin et son ministre des Affaires étrangères comme des dirigeants forts et courageux, capables de prendre des décisions difficiles pour aboutir à une paix régionale au Proche-Orient. Il définit les conditions de cette paix selon les directives données par Sadate. Il s'exprime avec éloquence, rappelle les droits des Palestiniens et affirme que la restitution des territoires est le seul moyen de freiner l'extrémisme régional. En contrepartie, l'Égypte est prête à discuter la question des garanties internationales exigées par Israël.

Moshe Dayan, lui, pèse ses mots et évite de s'engager. Il est l'envoyé personnel de Begin, mais il ne peut répondre aux exigences territoriales définies par Touhami sans consulter son Premier ministre. De son côté, Begin ne peut trancher sans l'accord du gouvernement et de la Knesset. Il ajoute que son pays a des droits sur certaines régions qualifiées par les Arabes de « territoires occupés ». Il cite notamment le Mur des lamentations, le quartier juif de la vieille ville de Jérusalem, l'Université hébraïque, certaines « implantations » dans le Sud d'Israël…

À ce stade, l'entretien se poursuit sur un terrain épineux. Pour éviter l'impasse, le roi Hassan II assure le rôle de modérateur. Il affirme que le président Sadate acceptera de rencontrer Begin si les négociations se déroulent sur la base d'une entente au sujet de l'évacuation des territoires. Dayan rappelle l'approbation indispensable du Conseil des ministres et de la Knesset. La discussion s'intensifie et s'étend sur plus de deux heures sans résultat concret.

« Moshe Dayan a-t-il, au cours de cet entretien, promis formellement ou seulement laissé entendre que l'Égypte pourrait récupérer la totalité du Sinaï à l'issue de négociations bilatérales avec Israël ? Visiblement non. On ne retrouve pas un mot à ce sujet dans le rapport que le ministre des Affaires étrangères soumettra à Begin le lendemain. Mais des responsables des services de renseignements israéliens, qui ont écouté l'enregistrement secret de cette conversation, affirment que Touhami a parfaitement pu en conclure qu'il n'y aurait pas de problème territorial entre Israël et l'Égypte à l'issue des négociations à venir. Il est certain en tout cas que la visite de Sadate à Jérusalem n'a pas été décidée au cours de cet entretien à Rabat[15]. »

L'analyse des agents du Mossad a sans doute son importance : elle prouve que Touhami n'a pas pu transmettre à Sadate un engagement précis au sujet des négociations bilatérales. Ses propres conclusions ne sont pas d'un poids considérable pour le raïs, qui ne compte pas le vice-Premier ministre au nombre de ses conseillers.

Israël refuse un État palestinien

Dans ses Mémoires, Anouar el-Sadate consacre plusieurs pages aux motifs qui lui ont inspiré son audacieuse initiative. Il affirme que, deux mois avant son départ pour la Roumanie, puis l'Iran et l'Arabie saoudite, soit au début de septembre et avant le départ de Touhami pour Rabat, ses réflexions l'ont incité à imaginer une approche nouvelle pour lancer le proces sus de paix au Proche-Orient. Il mesure parfaitement le poids de la barrière psychologique, faite de doute et de haine, qui sépare les Israéliens et les Palestiniens, chaque partie étant incapable de faire confiance à l'autre. Il se dit également que si Begin invoque une dimension religieuse pour justifier ses prises de position, cette dimension existe aussi chez les Arabes.

Convaincu de la nécessité d'une innovation, il écrit : « J'ai senti que ce que j'ai appris dans la cellule n° 54 de la prison égyptienne me donnait une force nouvelle, une immense énergie en faveur du changement. […] Dans cette cellule isolée, j'ai appris, au cours de mon analyse de l'être humain et de la vie, que celui qui est incapable de modifier son mode de pensée ne peut en aucun cas initier un changement dans la réalité et donc ne peut réaliser aucun progrès. Le progrès est impossible sans le changement. Il ne s'agit pas là d'une simple pensée qui m'a été inspirée, mais d'un principe d'action et de vie, depuis que j'ai appris à me connaître dans cette cellule n° 54[16]. »

« Mais alors que puis-je changer ? Nous nous sommes habitués à considérer Israël comme un sujet très sensible et dangereux, au point de ne pas l'approcher. Cette situation s'est prolongée pendant de trop longues années et a fini par rendre tout changement impossible. Tout comme s'est durcie la vision d'Israël envers les Arabes. […] Si nous devons aborder le cœur du problème et ses racines dans le but d'aboutir à une paix durable, il nous faut trouver une méthode complètement nouvelle, qui dépasse les procédures et les formes, et brise la barrière du manque de confiance réciproque, afin de ne pas être

enfermés dans un cercle vicieux et l'impasse totale[17]. »

Cet état d'esprit va bientôt bouleverser l'histoire du Proche-Orient, mais à ce stade, Sadate n'a pas encore conçu le projet de se rendre à Jérusalem. Du reste, divers événements agitent la scène régionale.

Le 1er octobre, les États-Unis et l'URSS, les deux parrains de la conférence de Genève, publient une déclaration commune sur le problème du Proche-Orient. Ce texte marque un tournant historique puisqu'il stipule notamment : « Dans le cadre d'un règlement global de la crise du Proche-Orient, toutes les questions importantes devraient être réglées : retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés en 1967, règlement de la question palestinienne assurant les droits légitimes du peuple palestinien, fin de l'état de guerre, enfin normalisation des relations entre les parties sur la base d'une reconnaissance des principes de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique[18]. »

Cette déclaration commune est une sorte de révolution politique. Les « droits légitimes du peuple palestinien » sont évoqués pour la première fois. Les dirigeants arabes exultent. Leurs revendications sont désormais soutenues par les deux Grands. Mais, en Israël, il fallait s'y attendre, tous les partis politiques se déchaînent. De son côté, le président Sadate n'est pas enchanté. Les relations de l'Égypte et de l'Union soviétique ne sont plus très bonnes, et il ne souhaite pas voir celle-ci jouer un rôle important dans la région.

La joie des uns et l'inquiétude des autres seront de courte durée. Moshe Dayan doit être reçu à la Maison-Blanche. Son entretien avec Carter lui permet de réaliser une remontée spectaculaire, à laquelle les Juifs américains ne sont pas étranger. Par la voix de Dayan, Israël affirme son refus de voir l'OLP siéger à la conférence de Genève et son opposition à la création d'un État palestinien. Revue et corrigée par les dirigeants de l'État hébreu, la résolution 242 du Conseil de sécurité n'implique pas un retour à la situation territoriale antérieure à la guerre de 1967.

La Maison-Blanche ne publie aucun communiqué condamnant les propos de Moshe Dayan. De toute évidence, les États-Unis n'exerceront aucune pression pour contraindre Israël à accepter la déclaration du 1er octobre 1977. L'Égypte ne réagit pas non plus, mais la Syrie s'insurge. Abdel-Halim Khaddam accuse les États-Unis et Israël de saboter la conférence de Genève.

Sadate : « J'irai prier à al-Aqsa »

Le 28 octobre, Anouar el-Sadate, en compagnie de son ministre des Affaires étrangères, effectue une importante tournée politique. Le raïs doit se rendre en Roumanie, puis en Iran et enfin en Arabie saoudite. La première escale sera la source d'un changement inédit sinon révolutionnaire dans le mode de pensée régional. « À mon arrivée en Roumanie, je me suis longuement entretenu avec Ceausescu. Il m'a fait part de sa rencontre avec Menahem Begin, Premier ministre israélien, qui a duré huit heures (deux heures avec les deux délégations, et six heures de tête à tête). J'ai demandé à Ceausescu son impression, il m'a répondu : "Begin veut aboutir à une solution." Je lui ai dit : "Tout ce qui compte pour moi, c'est de savoir si Israël veut véritablement la paix. Pour ma part, je veux la paix, et je l'ai prouvé de façon à ne laisser aucun doute à personne. Cependant, Israël, aujourd'hui – et en particulier Begin, chef du parti radical Likoud –, veut-il la paix ? Begin qui utilise un langage extrémiste veut-il la paix ?" Il m'a répondu : "Laissez-moi vous répéter qu'il veut absolument la paix." Ceausescu avait pleinement confiance, et moi je me fie à son jugement. Par ailleurs, il a constamment entretenu d'excellentes relations avec les Israéliens. Voilà pourquoi, quand il m'a assuré que "Begin veut la paix, et qu'il est un homme fort", cela a renforcé ma conviction dans ce sentiment lancinant d'un changement nécessaire… Un changement de part et d'autre. Voilà pourquoi, quand je suis monté en avion pour me rendre en Iran – et plus précisément quand l'avion survolait la Turquie –, j'ai senti pointer en moi les prémices de mon initiative[19]. »

Sadate affirme qu'à bord il a confié sa première idée à Ismaïl Fahmy. Elle consistait à réunir à Jérusalem les cinq grandes puissances, celles qui détiennent un droit de veto au Conseil de sécurité, ainsi que les cinq pays arabes riverains d'Israël (la Syrie, la Jordanie, le Liban, les Palestiniens et l'Égypte), afin de préparer d'une façon efficace la conférence de Genève. Jusque-là, Cyrus Vance n'avait pas réussi à former un « comité de travail » parce que les parties en présence étaient sur la défensive, se méfiaient… « Begin verrait ainsi le sérieux de la préparation de la conférence de Genève, un agenda de travail précis, comportant les grandes lignes de la négociation, afin d'assurer la réussite de la réunion de Genève[20]. »

Sadate aurait voulu que cette conférence se tienne au moment de la fête

d'Al-Adha. Il pourrait ainsi prier dans la mosquée d'al-Aqsa, troisième lieu saint de l'islam. Ensuite, tous les participants visiteraient ensemble l'église de la Résurrection… Il assure que c'était sa première idée. Mais il n'abordera pas ce thème avec le chah d'Iran et le roi d'Arabie saoudite. « J'ai voulu assumer tout seul la responsabilité de cet acte[21]. »

De retour au Caire, le raïs déclare qu'il a pris conscience d'un problème majeur, celui du temps. Le délai est trop court pour assurer la présence de tous les chefs d'État. Cette raison l'a incité à opter pour une initiative différente, celle d'aller prier seul à Jérusalem le jour de cette fête.

« Cette image s'est cristallisée dans mon esprit, et j'ai décidé de l'annoncer le jour de l'inauguration de la nouvelle session de l'Assemblée du peuple[22]. »

Fahmy : « Organiser un sommet à Jérusalem-Est »

Ismaïl Fahmy, compagnon de voyage du raïs, donne une version différente des faits et s'attribue la paternité de l'idée d'une conférence internationale à Jérusalem. Selon lui, alors qu'ils étaient encore en Roumanie, le président Sadate lui a relaté son entretien avec Ceausescu dans les moindres détails, puis lui a soudain demandé son avis sur une visite à Jérusalem qui lui permettrait de prononcer un discours à la Knesset. Très étonné, Fahmy demande au raïs s'il souhaite entreprendre une opération médiatique d'envergure, ou si Begin lui a fait une promesse secrète. Le terme d'opération médiatique irrite Sadate, et il affirme que le Premier ministre israélien ne lui a fait aucune promesse susceptible de justifier ce déplacement.

Le ministre s'efforce alors de convaincre son président des retombées négatives d'une telle initiative. « L'Égypte ne possède que deux cartes politiques : la reconnaissance d'Israël ou la fin de l'état de guerre. […] Si nous prenons un avion pour nous rendre à Jérusalem, nous reconnaissons Israël, et nous supprimons l'état de guerre. Nous aurons alors perdu ces deux cartes essentielles sans contrepartie. Israël sera le seul bénéficiaire[23]. » Il rappelle aussi l'irritation du monde arabe, en particulier des Palestiniens, et l'isolement possible de l'Égypte après un tel acte.

Sadate s'obstine et fait valoir qu'un tel voyage révélera les intentions véritables d'Israël devant le monde entier. Fahmy suggère une rencontre à

Washington, à Genève ou au Caire. Elle n'aurait pas les mêmes conséquences et le raïs pourrait toujours, en cas d'échec, dénoncer l'attitude de l'État hébreu au cours d'une conférence de presse internationale. Il évoque ensuite les problèmes économiques de l'Égypte qui pourraient être résolus grâce à des mesures adéquates, et avec l'aide financière des pays du Golfe, des États-Unis et de l'Occident.

Le ministre constate que le président l'écoute attentivement et ne soulève aucune objection. Son silence l'encourage à formuler une démarche plus actuelle : Sadate pourrait tenter d'organiser à Jérusalem-Est un sommet qui rassemblerait les cinq chefs d'État des pays membres permanents du Conseil de sécurité, ceux des pays arabes voisins d'Israël, le chef de l'OLP et le secrétaire général de l'ONU. Cette réunion, d'une durée de deux ou trois jours, permettrait de tracer les grandes lignes d'un traité de paix au Proche-Orient. Les recommandations adoptées à Jérusalem-Est serviraient de base à la conférence de Genève.

Toujours selon Fahmy, le raïs aurait accueilli cette idée avec une joie évidente. Le ministre lui propose alors de rédiger un projet de lettre développant cette initiative, qui serait signée par Sadate et adressée simultanément à tous les chefs d'État concernés. Anouar el-Sadate accepte.

Au Caire, le 4 novembre, Ismaïl Fahmy fait aussitôt préparer le projet de lettre par ses collaborateurs, puis se rend au palais présidentiel. Sadate refuse d'envoyer toutes les lettres au même moment, et dit : « Non, Ismaïl, je dois commencer par avertir mon ami Carter[24]. »

Le ministre des Affaires étrangères convoque, le même soir, l'ambassadeur des États-Unis en Égypte et lui remet la missive adressée par Sadate à Carter. Le lendemain, la réponse du président américain est négative. Jimmy Carter redoute des complications qui porteraient préjudice à la conférence de Genève prévue pour le mois de décembre.

Un coup de théâtre audacieux

Sadate a-t-il renoncé à convoquer une rencontre au sommet à Jérusalem faute de temps, comme il l'affirme, ou face au refus de Carter, selon le témoignage de Fahmy ? Cette question n'aura sans doute jamais de réponse

précise.

Le raïs mesure parfaitement les réactions violentes de certains pays arabes dans le cas où il se rendrait à Jérusalem, et il n'ignore pas le danger physique auquel il s'exposerait. Il a cependant le sentiment que seul un choc psychologique puissant, un coup de théâtre audacieux, pourrait briser ce mur de haine qui sépare les Arabes et les Israéliens.

Jehane el-Sadate ignore totalement le projet du président. « J'étais loin de soupçonner la décision de mon mari. Il en avait sans doute discuté avec certains de ses proches amis et conseillers, dont Sayed Mareï, le beau-père de ma fille Noha. Moi, je le voyais, les derniers soirs, fumer en silence sa pipe, assis sur son balcon, les yeux rivés sur le Nil. J'ai toujours respecté son besoin de solitude, signe de choix très difficiles[25]. »

Tout en réfléchissant, Sadate contemple en effet le Nil, ce fleuve-dieu, ce témoin muet de toute l'histoire de l'Égypte.

Chapitre III

Le voyage historique à Jérusalem

Anouar el-Sadate a longuement mûri sa décision : il ira à Jérusalem. Les réticences de certains de ses proches collaborateurs ne modifient pas son option. Selon Ismaïl Fahmy, il a parlé de son initiative le 5 novembre, lors de la réunion du Conseil national de sécurité. Le général Abdel-Ghani Gamassi, ministre de la Défense, s'est alors écrié : « Non, pas Jérusalem ! Ce n'est pas nécessaire[26]. » Le raïs n'a pas répondu et a continué de résumer les résultats de son périple en Roumanie et en Arabie saoudite. Il a ensuite quitté la pièce, laissant ses ministres dans une incertitude totale.

Le raïs a choisi d'annoncer son projet le 9 novembre, lors du discours qu'il doit prononcer à l'occasion de la séance inaugurale de l'Assemblée du peuple. D'ordinaire, cette séance solennelle est retransmise par les deux chaînes nationales de télévision, les radios nationales et régionales. Un grand nombre de correspondants étrangers assistent également à la cérémonie. En quelques minutes, son initiative sera connue dans le monde entier. Israël, mis au pied du mur, sera forcé de réagir. Sadate veut aussi que Yasser Arafat, le chef de l'OLP, soit présent. Dans ce but, il demande à Fahmy de l'inviter officiellement. Le ministre convoque Saïd Kamal, responsable du bureau de l'OLP au Caire, et le charge de transmettre à Arafat l'invitation du président de la République.

Kamal téléphone au leader palestinien, toujours domicilié à Beyrouth, et se heurte à un silence semblable à un refus. Arafat finit par avouer que, le 9 novembre, il doit être reçu en Libye par Kadhafi, qui va lui remettre une somme importante pour renflouer l'OLP. Renoncer à ce voyage reviendrait à défier le colonel, attitude dangereuse susceptible de faire perdre une aide financière indispensable à la bonne marche de l'organisation. Saïd Kamal a pour mission d'exprimer à Fahmy les regrets de Arafat, tenu, pour des raisons majeures, à avoir un entretien avec Kadhafi. Mais le raïs ne renonce pas à la présence d'Abou Ammar. Il répond au ministre des Affaires étrangères qu'un avion militaire égyptien se rendra à Tripoli pour assurer le transfert d'Arafat vers Le Caire dès la fin de son rendez-vous.

Sadate garde un silence total sur l'initiative qui va bouleverser les cartes du Proche-Orient. Il n'en parle à Jimmy Carter que quelques heures avant de prononcer son discours au Parlement. Le chef de l'exécutif américain n'a aucun moyen de dissuader son interlocuteur.

Le mercredi 9 novembre, à 19 heures, Yasser Arafat, en sa qualité d'hôte d'honneur, est assis au premier rang de l'assistance. Il en est très fier. Selon son habitude, il salue les personnalités en joignant les paumes de ses deux mains au-dessus de sa tête.

L'entrée du président dans l'hémicycle est accueillie par de vifs applaudissements. Il gagne sa place, face aux parlementaires et aux invités, et commence son discours. Il a un visage serein, aucun signe ne trahit la gravité de la déclaration qu'il s'apprête à faire. Le texte a été préparé par ses collaborateurs, en particulier Moussa Sabri, rédacteur en chef d'*Al-Akhbar*. Il s'étend longuement sur la situation intérieure en Égypte où l'année a été difficile et annonce avec une profonde conviction des jours meilleurs. Il aborde ensuite le thème de la paix au Proche-Orient, affirme que l'Égypte ne craint pas une nouvelle guerre avec Israël, la victoire d'octobre 1973 ayant démontré que l'invincibilité de Tsahal est une légende.

Soudain, le raïs abandonne le texte dactylographié et déclare d'une voix émue : « Je suis résolu à me rendre jusqu'au bout de la terre si cela doit éviter à un seul de nos soldats, un seul de nos officiers, à un seul d'entre mes fils d'être non point tué, mais simplement blessé. Et j'affirme à présent cette volonté qui est la mienne de me rendre jusqu'au bout de la terre. La surprise des Israéliens sera grande de m'entendre déclarer à présent, devant vous, que je suis prêt à me rendre sur leur sol, dans la Knesset même, pour discuter avec eux. »

Des applaudissements éclatent. La majeure partie de l'assistance est persuadée qu'il s'agit d'une simple figure de style : le président veut simplement dire qu'il ne négligera aucun effort pour relancer le processus de paix au Proche-Orient. Mais Fahmy, Gamassi et plusieurs ministres comprennent qu'Anouar el-Sadate est déterminé à tenir parole. Yasser Arafat a applaudi, tout comme les autres. À la fin de la séance, il retrouve Saïd Kamal et interroge : « Sadate a-t-il vraiment l'intention de se rendre à Jérusalem ? Que faire dans ce cas[27] ? »

Les correspondants étrangers se précipitent vers les téléphones et les télex

et annoncent cette inimaginable déclaration. C'est bien ce que souhaitait le raïs.

« Anouar, tu peux être assassiné »

Dans l'élégante villa présidentielle située à Gizeh, en bordure du Nil, les deux filles du raïs ont suivi le discours et ont eu la surprise de l'entendre dire qu'il était prêt à se rendre à la Knesset… À l'arrivée de Jehane el-Sadate, qui participait à une réunion de l'Association des femmes, elles lui annoncent la nouvelle. Une immense inquiétude envahit Mme Sadate. Dès le retour de son mari, elle interroge avec anxiété : « "Que viens-tu de dire ? Que vas-tu faire ? Les Arabes pourraient dénoncer ton initiative, te boycotter… – Je le sais. Mais ils vont se joindre à moi quand ils verront les réalisations." Anouar avait une confiance totale, étrange dans tout ce qu'il entreprenait. J'ai répondu : "Anouar, tu pourrais être assassiné… – Alors, mon heure sera venue." Rien ne lui importait. J'ai poursuivi : "Suppose que Begin t'envoie une invitation pour te rendre à la Knesset. Tu as dit au Parlement que tu étais prêt à aller en Israël ? – S'il m'invite, j'irai… – Et s'il ne t'invite pas ?… – Dans un tel cas, le monde entier constatera qu'il refuse la paix. J'ai annoncé mon intention de me rendre à la Knesset, et il n'a pas donné suite. Donc, je l'ai placé au pied du mur. Les Israéliens disent constamment : 'Nous voulons la paix, nous voulons la paix… Ce sont les Arabes qui refusent.' Bien, moi j'ai déclaré ma volonté d'aller à la Knesset. Si Begin ne réagit pas, je dirai devant le monde entier qu'il ne veut pas la paix[28]." »

La femme de Sadate poursuit : « Begin a mis une semaine avant d'inviter officiellement Anouar. Les dirigeants israéliens, très embarrassés, ne savaient que faire. Cette déclaration pouvait être un bluff, une stratégie pour lancer une nouvelle guerre. Ils redoutaient de voir l'avion présidentiel transporter des commandos qui auraient aussitôt tiré sur les responsables de l'État hébreu venus accueillir le chef de l'État égyptien. Nous avons appris par la suite qu'ils avaient placé des francs-tireurs sur les toits de toutes les maisons encerclant l'aéroport. Mais c'est bien Anouar el-Sadate qui a atterri à l'aéroport David Ben Gourion[29]. »

« Donnez-moi une chance de réussir »

Ce 9 novembre à Jérusalem, Menahem Begin suit un film d'aventures à la télévision, son passe-temps favori, quand un coup de téléphone lui annonce l'initiative du président égyptien. À l'issue de quarante-huit heures de concertations avec ses conseillers, il finit par prononcer officiellement un discours sur les ondes de la radio et de la télévision israéliennes. Il s'adresse à la nation égyptienne : « Votre président a déclaré il y a deux jours qu'il est prêt à venir à Jérusalem, dans notre Parlement, à la Knesset, afin d'éviter la blessure d'un soldat égyptien. C'est une bonne déclaration que je salue. J'aurai le plaisir de recevoir votre président, avec l'hospitalité traditionnelle que nous avons héritée de notre ancêtre commun, Abraham. Pour ma part, je serai prêt, bien entendu, à me rendre dans votre capitale, Le Caire, pour la même raison. Plus de guerre, la paix, la véritable paix, pour toujours[30]. »

Le monde entier assiste avec passion à ce stupéfiant échange oratoire entre Sadate et Begin. S'agit-il d'une spectaculaire partie de poker politique, ou bien est-ce un inoubliable événement historique ?

En Israël, le chef des services de renseignements militaires et celui du Mossad partagent la surprise du grand public. Aucun de leurs agents, pourtant réputés pour leur compétence, n'a signalé ou même soupçonné les prémices d'une telle initiative.

Le 15 novembre, le général Mordechaï Gour, le chef d'état-major israélien, laisse entendre dans une interview accordée au journal *Yedioth Aharonoth* que la déclaration du président Sadate pourrait marquer les préparatifs d'une nouvelle guerre égyptienne contre Israël. Pourtant, le même jour, Menahem Begin envoie une lettre officielle d'invitation à Anouar el-Sadate par l'intermédiaire de l'ambassadeur des États-Unis au Caire.

Le président égyptien accepte l'invitation, mais décide de se rendre à Damas pour expliquer ses options à Hafiz al-Asad, l'allié de la guerre d'octobre 1973. L'avion présidentiel quitte le territoire égyptien le mercredi 16 novembre, à partir d'Ismaïlia, sans le ministre des Affaires étrangères. Ismaïl Fahmy prétexte un malaise. En fait, il n'a pas modifié sa position à l'égard de l'initiative du raïs, et il s'apprête à présenter sa démission.

Asad attend son hôte à l'aéroport, et les deux présidents échangent une chaleureuse accolade devant les caméras de télévision. Mais le tête-à-tête est

beaucoup moins fraternel. Le Syrien interroge : « Penses-tu vraiment ce que tu as dit dans ton discours au sujet de ta visite à Jérusalem ? – Oui, je ne dis pas une chose que je ne pense pas. – Mais comment cela se fera-t-il[31] ? »

Le raïs développe ses arguments avec une éloquence qui laisse Asad indifférent. Il s'étend sur la possibilité d'appliquer les articles 242 et 338 du Conseil de sécurité et d'aboutir à une paix viable et juste. Le président syrien souligne qu'Israël, dont la puissance militaire est bien supérieure à celle de ses voisins arabes, ne fera aucune concession. En revanche, par cette visite à Jérusalem, Sadate reconnaît solennellement l'État hébreu. Il a cédé sur l'essentiel sans contrepartie. « Notre discussion a duré pendant quatre heures. J'ai fini par lui dire : "Écoute, Hafiz, […] même si c'était ma dernière mission en tant que président de la République, je l'accomplirais. Je retournerai ensuite en Égypte, afin de présenter ma démission à l'Assemblée du peuple, comme le stipule la Constitution. Quant à moi, je suis convaincu à cent pour cent par la réalisation de cette initiative." Nous nous sommes quittés après cette longue discussion au cours de laquelle il n'a pas réussi à me convaincre, et je n'y suis pas parvenu non plus. Je l'ai dit au cours de la conférence de presse à laquelle il n'a pas assisté[32]. »

Sadate regagne Ismaïlia ulcéré. Son allié syrien sera désormais son adversaire. Il confie sa déception à Jehane : « J'ai dit à Hafiz : "Si j'échoue, je serai le seul à blâmer. Si je réussis, chacun d'entre vous pourra négocier à son tour. Je vous demande seulement de la patience. Ne commencez pas à attaquer, à insulter. […] Donnez-moi une chance de réussir." Mais il n'y a pas eu moyen. Mon mari était à peine revenu en Égypte que Radio-Damas se déchaînait contre lui, et contre ceux qui auraient l'intention de l'accompagner en territoire ennemi… Ce seraient des traîtres à la cause arabe[33]. »

C'est bien le sentiment de Yasser Arafat, même s'il n'ose pas encore le clamer à voix haute. Le 9 novembre, le moment de surprise passé, le chef de l'OLP a parfaitement compris qu'Anouar el-Sadate comptait se rendre à Jérusalem. En sa qualité de leader palestinien, il ne peut cautionner un tel acte et il déclare à Saïd Kamal : « Je pense que c'est ma dernière visite en Égypte[34]. » Kamal l'interrompt, proteste, mais en vain. Arafat est formel : « Sadate veut se rendre à la Knesset, c'est une décision très dangereuse. De nombreux pays arabes vont le blâmer, et peut-être même boycotter l'Égypte… Je ne peux pas approuver cette initiative et je dois officialiser mon

désaveu[35]. »

Un silence. Les deux hommes se regardent sans trouver les mots qui traduiraient leur pensée. Yasser Arafat tranche : « Toi, Saïd, tu vas rester au Caire. Tu seras responsable de la petite communauté palestinienne qui vit en Égypte. Je t'enverrai de l'argent. Tu es capable de gérer cette situation. Elle est difficile, épineuse, je le sais, mais j'ai pleine confiance en toi[36]. » Le lendemain, le leader de l'OLP reprend l'avion pour Beyrouth sans faire la moindre déclaration aux journalistes égyptiens qui le pourchassent.

L'événement du siècle

Ismaïl Fahmy, qui avait prévu la réaction hostile de certains pays arabes, présente sa démission à Sadate. Le président l'accepte et nomme à ce poste Mahmoud Riad, un diplomate chevronné. Quelques heures plus tard, Riad décline la fonction de ministre des Affaires étrangères. Anouar el-Sadate fait aussitôt appel à Boutros Boutros-Ghali, ce ministre d'État dont le nom est très connu dans les organisations internationales. Le vice-président Hosni Moubarak est chargé d'annoncer ce choix à Boutros-Ghali, qui accepte sa nouvelle fonction. Par cette désignation, Sadate renoue avec une tradition ancienne. Le ministre appartient à une célèbre famille copte orthodoxe qui a joué un rôle de poids dans le pays. Il suffit de rappeler que son grand-père avait été nommé Premier ministre par le khédive Abbas Helmi II au début du XX^{e} siècle.

Le départ de Sadate est très discret. Un hélicoptère le transporte de sa résidence de Gizeh vers l'aéroport militaire d'Ismaïlia, où l'attend le Boeing 01 aux couleurs de la République arabe d'Égypte. Un groupe de personnalités est venu saluer le raïs et lui souhaiter plein succès. Certains d'entre eux, tels Moustapha Khalil, futur président du Conseil, Osman Ahmed Osman, grand industriel et ami personnel du raïs, et bien sûr Boutros-Ghali montent dans l'avion présidentiel. Une poignée de journalistes égyptiens et étrangers, soigneusement sélectionnés, ont déjà gagné les places assignées.

Anouar el-Sadate est calme. À le voir bavarder avec Ahmed Osman, on pourrait croire qu'il effectue un voyage d'agrément. Quarante minutes plus tard, le Boeing 01 atterrit à l'aéroport Ben-Gourion de Lod. On rapproche la

passerelle et le « voyage historique de Jérusalem » commence.

Deux mille deux cents journalistes, de soixante-dix nationalités, sont venus assister à l'événement le plus incroyable du siècle. Ce samedi 19 novembre 1977 occupe une place de choix dans l'histoire du Proche-Orient. La réalité dépasse la fiction. Anouar el-Sadate, le chef du plus puissant pays arabe, va fouler du pied le sol d'Israël, un État qui n'existe pas dans les manuels scolaires arabes. Des millions de télespectateurs égyptiens, israéliens, moyen-orientaux, américains, européens… sont vissés devant leur petit écran pour assister à ce spectacle inouï.

Au bout de la passerelle, tous les dirigeants israéliens attendent le raïs. Au premier rang, on retrouve côte à côte le président de la République Ephraïm Katzir, le président du Conseil Menahem Begin, tous les ministres et même Golda Meir, la « grand-mère d'Israël ». À 20 h 01, la porte de l'avion s'ouvre, les journalistes descendent en hâte, puis Hassan Kamel, le chef de cabinet, se place devant la porte et invite le raïs à descendre. Le président Sadate apparaît. Il s'immobilise un instant, tandis qu'un tonnerre d'applaudissements éclate. Parvenu au bas de la passerelle, Anouar el-Sadate salue Katzir, puis Begin. Les photographes se battent littéralement pour fixer sur pellicule ce moment historique.

Une salve d'honneur de vingt et un coups de canon accueille Sadate, puis l'hymne national égyptien retentit, suivi par l'hymne israélien. Le raïs, parfaitement à l'aise, salue les personnalités venues l'accueillir. Il échange aussi quelques mots avec plusieurs ministres et fait sourire Golda Meir. Il confiera plus tard à Jehane el-Sadate qu'il a dit à Meir : « En Égypte, on vous appelle l'homme fort d'Israël[37] ! » On lit dans son autobiographie qu'il a menacé amicalement Ariel Sharon : « Si vous revenez dans la région du canal de Suez, je vous ferai mettre en prison ! » Sharon a répondu en souriant : « Je suis désormais le ministre de l'Agriculture. » Au général Mordechaï Gour, qui doutait de sa visite, il lance : « Vous voyez, ce n'était pas un bluff, je suis venu[38]. »

Des drapeaux égyptiens et israéliens flottent sur tous les bâtiments voisins de l'aéroport, et d'immenses banderoles souhaitent la bienvenue au président Sadate en arabe, en hébreu et en anglais. Dans l'assistance, certains invités pleurent. La paix est proche. Ils en ont la certitude.

Les voitures officielles s'avancent. Le raïs monte dans la première avec

Katzir et Begin, tandis que Boutros-Ghali et Moshe Dayan, les deux ministres des Affaires étrangères, prennent place dans la deuxième. Les autres membres de la délégation égyptienne suivent dans une troisième. Tout au long du chemin qui mène à Jérusalem, des centaines d'Israéliens agitent des drapeaux égyptiens et scandent : « Sadate… Sadate… » Des mères portent à bout de bras leur enfant pour qu'il puisse voir le cortège officiel.

Massés tout autour de l'hôtel King David, détruit en 1946 par des membres de l'Irgoun (organisation de Menahem Begin), une foule compacte réserve une nouvelle ovation au président égyptien. Il y a désormais quelque chose de changé dans cette partie du monde.

« Sadate, traître à la nation arabe »

Les réactions sont radicalement différentes dans plusieurs pays arabes. À l'instant où l'avion du raïs atterrit en Israël, le colonel Kadhafi proclame la rupture des relations diplomatiques avec l'Égypte, tandis que des fanatiques mettent le feu à l'immeuble des Relations égyptiennes. À Damas, des manifestations s'organisent et l'on dénonce « Sadate, ce traître à la nation arabe ». Dans la périphérie de la capitale syrienne, habitée par des réfugiés palestiniens, on brûle l'effigie de Sadate en le couvrant d'injures grossières. Dans les camps palestiniens du Liban-Sud, les scènes sont même plus violentes, et des coups de feu accompagnent les malédictions. En Irak, en Algérie et au Yémen du Sud, les foules se déchaînent. Dans les pays du Golfe, les monarques gardent un silence total. Aucun d'entre eux n'a été consulté par le président Sadate, et il leur faut désormais trouver un langage susceptible de répondre à l'attente de leur opinion publique. Seul Hassan II du Maroc appuie le geste de Sadate dans un communiqué. N'a-t-il pas joué un rôle de poids dans la préparation du dialogue égypto-israélien ? Mais il imaginait une rencontre dans un pays neutre et non pas ce voyage spectaculaire.

« Le retour aux frontières de 1967 »

Menahem Begin accompagne son hôte jusqu'à son appartement. Les deux dirigeants vont ensuite s'asseoir au salon. C'est leur premier tête-à-tête. Il sera

entouré d'une discrétion absolue. On saura simplement que Begin a félicité Sadate pour son courage, a souligné la chaleur de l'accueil israélien et a insisté sur la nécessité d'éviter à l'avenir toute guerre entre l'Égypte et l'État hébreu. Sadate a consenti, mais à condition de ne pas oublier le problème palestinien, cœur du conflit israélo-arabe.

Le programme du dimanche 20 novembre est très chargé. L'événement majeur de la journée est le discours du président Sadate à la Knesset, qui sera suivi par des millions de téléspectateurs. Mais c'est aussi la fête d'Al-Adha (le sacrifice d'Abraham), et le raïs a choisi la date de son voyage afin de prier à la mosquée d'al-Aqsa, troisième lieu saint de l'islam.

La délégation égyptienne, en apparence impassible, est aux aguets. Un extrémiste musulman ou israélien a pu se glisser dans la foule des fidèles. En 1951, Abdallah de Jordanie, accusé de collaboration avec Israël, a bien été assassiné par un Palestinien à l'entrée de la célèbre mosquée. Les Égyptiens n'ignorent pas que les services de sécurité israéliens ont passé au crible chaque coin de la mosquée et minutieusement fouillé chaque personne. Mais, sait-on jamais, un assassin n'est jamais à court d'invention. Ce sentiment est partagé par Jehane el-Sadate qui regarde à la télévision son mari prier. Étranger à ce genre de réflexion, Anouar el-Sadate s'incline, récite les prières d'usage et croit vivre un rêve. Il est bien dans la mosquée d'al-Aqsa, un lieu béni.

À la fin de la prière, le raïs se rend au Dôme du Rocher d'où, selon la tradition musulmane, le prophète Mohamed se serait élevé vers le ciel. Une vingtaine de Palestiniens, contenus par le service d'ordre israélien, l'insultent en signe de protestation.

Les officiels gagnent ensuite l'église de la Résurrection où les accueille l'Amba Basilios, archevêque de la communauté copte orthodoxe de Jérusalem. Brève escale, empreinte d'émotion pour les chrétiens venus recevoir le raïs. Seconde halte, peut-être plus impressionnante, la délégation égyptienne se dirige vers Yad Vashem, le monument élevé à la mémoire des Juifs victimes de la Shoah. Sadate ne fait aucun commentaire, mais il écrit dans le livre d'or : « Que Dieu guide nos pas vers la paix ! Mettons fin à la souffrance des nations. »

Le déjeuner doit avoir lieu à l'hôtel King David où se trouvent déjà Menahem Begin, Yigal Yadin et Moshe Dayan. La conversation est courtoise,

un peu guindée. Sadate et Begin évitent tout sujet politique, un exercice peut-être dangereux, avant l'échange de discours à la Knesset.

À 16 heures, le président égyptien pénètre dans l'hémicycle israélien où il est accueilli par une véritable ovation. Les députés se sont levés pour l'applaudir. Il gagne la tribune, prenant place entre Yitzhak Shamir et Menahem Begin. Vêtu d'un complet bleu sombre aux fines rayures grises, le visage un peu tendu, Sadate écoute le bref discours prononcé par Shamir pour le recevoir, puis se lève à son tour. Il s'exprime en arabe, et un traducteur s'efforce de suivre son rythme en hébreu. L'assistance a les yeux braqués sur cet homme qui, bravant les interdits et sans doute la vindicte de certains pays arabes, est venu à Jérusalem adresser son message à la Knesset.

Le texte, soigneusement préparé par Moussa Sabri sur la base des grandes lignes dictées par Sadate, est assez long. Un passage essentiel proclame le droit d'Israël à vivre sur le territoire reconnu par l'ONU en novembre 1947 : « Vous souhaitez vivre avec nous dans cette partie du monde. En toute bonne foi, je vous déclare que vous êtes les bienvenus parmi nous et que nous sommes prêts à garantir la sécurité de vos personnes et de vos biens. C'est là en soi un fantastique tournant, l'amorce d'un changement décisif dans notre histoire. » Mais la paix a ses conditions et l'ensemble du texte n'est pas modéré : « Le retrait total des territoires occupés en 1967 s'impose en bonne logique et ne prête à aucune contestation… On ne peut construire aucune paix sur l'occupation de la terre des autres. » Sadate dépasse même les plus sombres prévisions israéliennes : « Je vous déclare ici, mesdames et messieurs, qu'il est parfaitement vain de s'opposer à la reconnaissance du peuple palestinien et à son droit légitime de fonder un État sur le sol qui est le sien. Cette réalité, vous devez la regarder en face. »

Le discours déçoit la majeure partie des parlementaires israéliens. S'attendaient-ils à une offre de paix séparée, ou tout au moins à un pacte de non-belligérance ? Pourtant, ce discours renferme un élément de poids : la reconnaissance officielle de l'existence d'Israël par l'Égypte. À travers le monde entier, les téléspectateurs l'ont compris, en particulier les dirigeants arabes opposés au voyage.

Chaque dirigeant rassure son camp

Menahem Begin, visiblement nerveux, prend la parole à son tour. Il rappelle les sources bibliques communes au judaïsme et à l'islam, évoque le sacrifice d'Abraham… Mais le fond de son discours est dur. Il lance ainsi : « Nous ne croyons pas en la force, nous n'avons jamais fondé notre attitude envers le peuple arabe sur la force. Durant toutes les années de cette génération, nous n'avons cessé d'être attaqués ; on voulait détruire notre peuple, anéantir notre indépendance, annuler nos droits. […] Le président Sadate sait que nous avons une position différente de la sienne au sujet de nos frontières avec nos voisins. »

Selon certains diplomates occidentaux invités à la Knesset, « chaque dirigeant a plaidé pour soi, chacun a voulu rassurer son camp, affirmer qu'il ne cédera pas un pouce de terrain ». En fin de compte, les deux positions sont difficiles à concilier. La paix n'est pas encore pour demain, même si le peuple égyptien et le peuple israélien ont le sentiment que la guerre est finie.

Le soir, les principaux acteurs se retrouvent sans grande sympathie. Dans *Le Chemin de Jérusalem*, Boutros-Ghali écrit : « Nous retournâmes au King David pour un dîner auquel étaient conviés quinze Égyptiens et autant d'Israéliens. Le président Sadate prit place entre Menahem Begin et Moshe Dayan, à côté duquel j'étais assis. L'atmosphère était tendue et glaciale, bien qu'on eût allumé le chauffage. Les Israéliens étaient déçus par le discours du président Sadate, et les Égyptiens étaient choqués par celui de Begin. Le fossé séparant les positions égyptienne et israélienne apparaissait dans toute sa splendeur. L'espoir que cette visite pût faire tomber les barrières politiques et psychologiques s'évanouissait peu à peu. La délégation égyptienne avait cru un moment que la visite du président Sadate résoudrait tout comme par miracle[39]. »

« Vive Sadate, le héros de la paix »

Le lendemain matin, Anouar el-Sadate rencontre à la Knesset les leaders politiques, puis discute à nouveau avec Menahem Begin. Mais ce dialogue est précédé par une longue conversation avec Golda Meir, l'ancien Premier ministre israélien. Shimon Peres assiste à cet entretien très cordial entre des dirigeants qui ont tracé des plans de guerre l'un contre l'autre. Très émue, Golda Meir affirme que la présence de Sadate en Israël est pour elle « le

commencement de la paix ». Elle reprend la position de son parti, le Parti travailliste, prêt à accepter des compromis territoriaux, mais de nature à assurer sa sécurité. Elle souligne l'opposition de son parti à la création d'un État palestinien, mais non pas « à une solution du problème palestinien[40] ». Le raïs répète qu'aucun pays au monde n'a de frontières qui lui assurent une sécurité totale : « Il faut nous accrocher à l'objectif qu'il n'y ait plus jamais de guerre entre nous, et que nous résolvions nos problèmes par des négociations pacifiques[41]. »

Le tête-à-tête entre Sadate et Begin sera long, mais les deux dirigeants se contenteront de phrases laconiques devant les journalistes. « Nous allons prendre des mesures de sécurité réciproques. […] À dater de ce jour, il n'y aura plus de guerre. […] Le président Sadate peut retourner en Égypte l'esprit tranquille[42]. »

Les cérémonies du départ sont rapides. Avant de monter dans l'avion, le président Sadate échange une longue poignée de main avec Begin. Il y aura des retrouvailles, elles sont déjà inscrites au programme.

Durant le court laps de temps qui sépare l'aéroport Ben-Gourion de celui du Caire, quelles pensées ont pu traverser l'esprit d'Anouar el-Sadate, quel bilan a-t-il pu dégager ? Songeait-il à revenir avec une promesse de paix globale, ou voulait-il simplement tracer les prémices de la paix ? Le raïs ne l'a pas dit, mais, selon l'ancien ministre Ahmed Maher : « Sadate, en homme qui croit beaucoup aux grands gestes et s'attend en retour à de grands gestes, s'est donc rendu à Jérusalem où il a prononcé un très beau discours à la Knesset. Il s'attendait à ce que Begin fasse un discours aussi grand, aussi généreux. Il a donc été fondamentalement déçu par la réponse de Begin. Mais il s'était lancé sur la route, il fallait continuer… Avec l'espoir aussi qu'après un tel geste les Américains aideraient, s'impliqueraient davantage en faveur de la paix[43]. »

À l'aéroport du Caire, une foule en délire attend son raïs. Ce retour solennel, cette liesse populaire, contrastent avec le départ discret du 19 novembre. Les phrases inscrites sur les banderoles sont reprises en chœur par des dizaines, peut-être des centaines de milliers de personnes : « Vive Sadate, le héros de la paix ! », « Dieu est avec toi, Sadate »… Le président, debout dans une longue voiture noire décapotable, salue des deux bras les Égyptiens venus l'acclamer. À ses côtés, souriants et visiblement heureux, se

tiennent Sayed Mareï, le président de l'Assemblée, et Hosni Moubarak, le vice-président de la République.

Le trajet de 20 kilomètres qui mène de l'aéroport à la villa du président peut être parcouru en une demi-heure, mais la foule est si dense que le cortège officiel mettra près de deux heures pour atteindre Gizeh. Le serment traditionnel est repris maintes fois : *« Bil rouh, bil damm, nefdika ya Sadate »* (« Corps et âme, nous sommes prêts à nous sacrifier pour toi, Sadate »)… Des hélicoptères militaires survolent le parcours. On jurerait que la moitié du Caire est dans les rues. Sadate vit son heure de gloire.

Chapitre IV

Le blocage ?

Au retour, Sadate confie à Boutros-Ghali la mission d'expliquer aux ambassadeurs en poste au Caire l'objectif de ce voyage. Le ministre déclare qu'il s'agit d'une « tentative audacieuse » destinée à relancer le processus de paix, et à assurer les droits des Palestiniens.

Le 26 novembre, Sadate abat une nouvelle carte. Après avoir dressé devant l'Assemblée du peuple les résultats de son voyage à Jérusalem, il invite au Caire tous les participants à la future conférence de Genève. Cette rencontre, dite « informelle », devrait leur permettre de tracer les grandes lignes du programme de la conférence.

À la fin de la séance, le raïs fait appeler Boutros-Ghali dans son salon privé et le charge d'inviter pour le 3 décembre des représentants des États-Unis, de l'URSS, d'Israël, de la Syrie, de la Jordanie, ainsi que l'OLP. Le ministre lui suggère d'inviter aussi le Liban et les Nations unies, puisque la résolution 242 est à la base du processus de paix.

Nombre d'invitations n'auront aucune suite. L'URSS juge que l'Égypte n'a pas le droit d'organiser une telle conférence, l'ambassadeur de Jordanie exprime les regrets de son gouvernement, la Syrie ne répond pas, l'OLP non plus. Le Liban souligne que, n'ayant pas été invité à Genève, il n'a aucune raison de venir au Caire. Le raïs fulmine : « La réunion du Caire se tiendra, affirme-t-il dans une interview à la chaîne NBC, même si Israël devait y être notre seul interlocuteur. »

Les pays arabes radicaux se déchaînent. Le colonel Kadhafi s'efforce de réunir à Tripoli les principaux leaders opposés à la politique de Sadate. Le 1er décembre, un mini-sommet se tient dans la capitale libyenne. Il groupe, outre le belliqueux colonel, les présidents syrien et algérien, celui du Yémen du Sud, et le chef de l'OLP, Yasser Arafat. Les discussions sont houleuses, passionnées, et il faudra cinq jours aux dirigeants arabes pour tracer une plate-forme commune. Leur communiqué condamne la politique du président Sadate, qualifié de « traître et d'agent au service des intérêts israéliens ». Le lendemain, 6 décembre, Anouar el-Sadate rompt les relations diplomatiques

de l'Égypte avec les pays signataires de ce texte, ferme le bureau de l'OLP au Caire et la Voix de la Palestine.

Les préparatifs de la conférence prennent du retard. Elle se tiendra du 14 au 17 décembre à l'hôtel Mena House, où s'étaient rencontrés durant la Seconde Guerre mondiale Winston Churchill, Franklin Roosevelt et Tchang Kaï-chek. Dans l'intervalle, le raïs reçoit le 10 décembre Cyrus Vance, le secrétaire d'État américain, dans sa résidence d'Al-Kanatir al-Khayriya, voisine du plus ancien barrage sur le Nil.

Le président commence par s'entretenir avec Vance seul, puis les délégations américaine et égyptienne rejoignent les deux responsables. Côté américain, on retrouve l'ambassadeur Hermann Eilts, Alfred Atherton, Harold Saunders et Philip Habib. Le groupe égyptien comprend notamment le vice-président Hosni Moubarak, le chef du gouvernement Mamdouh Salem, le général Gamassi, le Dr Boutros-Ghali… Le secrétaire d'État confirme le soutien de son gouvernement à l'initiative de Sadate, et le raïs souligne le rôle principal dévolu aux États-Unis dans les efforts de paix au Proche-Orient. Le ministre Boutros-Ghali a l'impression d'assister à un scénario diplomatique. Mais il se trompe. « C'est seulement plus tard que j'appris que les Américains tenaient à cette rencontre parce que le président les avait convaincus qu'il était prêt à faire cavalier seul[44]. »

La réunion du Caire est loin de répondre à son titre pompeux de conférence préparatoire à la conférence de Genève, mais elle attire une marée de journalistes étrangers. C'est de nouveau une grande première : jamais, dans l'histoire du Proche-Orient, des Israéliens ne sont venus en Égypte négocier les grandes lignes d'une paix régionale.

Dès le 13 décembre, les rues du Caire sont peuplées de journalistes pressés de décrire l'atmosphère. Pour répondre à ce souhait, les avenues de la capitale sont parées de banderoles qui affirment le soutien du peuple à son chef. « Nous appuyons l'initiative de paix du président. […] Vive le chef de la traversée du Canal, et le héros de la paix ! […] Sadate, que Dieu te protège contre les ennemis de l'humanité et de la paix… » Des arcs de triomphe sont dressés le long de la route qui mène de l'aéroport au centre-ville et aux principaux ronds-points.

De simples citoyens très fiers d'être interviewés par un journaliste ne

tarissent pas d'éloges sur leur raïs : « Il va nous tirer du bourbier où nous ont jetés les guerres israélo-arabes. […] Notre président sait comment mater ce fou de Kadhafi. […] Nous voulons la paix, nous voulons la prospérité. »

La classe aisée est aussi enthousiaste. Plus d'un grand industriel, plus d'un grand commerçant imagine déjà le retour des entreprises étrangères ou évoque une reprise économique. Le problème de l'isolement de l'Égypte est rejeté avec dédain : « Tous les pays arabes vont suivre l'exemple de Sadate. […] Quel dirigeant arabe aurait osé risquer sa vie pour lancer le processus de paix ? »

Il serait cependant faux de penser que l'Égypte entière appuie son président. Le Parti nassérien et celui Rassemblement progressiste-socialiste affichent leur refus de toute négociation avec l'État hébreu. Plus grave sans doute est le désaveu de la puissante organisation des Frères musulmans.

Le 14 décembre, au pied des Pyramides, l'hôtel Mena House ressemble à une forteresse. Des milliers d'agents montent la garde. Le ministre de l'Intérieur n'a ménagé aucun effort pour assurer la sécurité des participants.

Les discussions se tiennent au niveau des experts et Boutros-Ghali n'y assiste pas. La délégation égyptienne est dirigée par le Dr Esmat Abdel-Méguid, l'ambassadeur aux Nations unies ; celle d'Israël par Eliahu Ben Elissar, directeur du cabinet de Menahem Begin ; celle des États-Unis par Alfred Atherton, l'adjoint de Cyrus Vance. Le général Ensio Silasvuo, chef des casques bleus au Proche-Orient, représente le secrétaire général de l'ONU et le Vatican a délégué un observateur. Comme prévu, les pays arabes voisins d'Israël et l'OLP ont boudé la conférence.

Les journalistes parqués dans le jardin assistent à l'entrée dans la salle des diverses personnalités. Ils voient Esmat Abdel-Méguid dialoguer en souriant avec Eliahu Ben Elissar. Ils entendent vaguement Alfred Atherton plaisanter avec les deux responsables. Mais cette harmonie est purement formelle. Les Israéliens sont décidés à ne faire aucune concession. Dès le départ, ils annoncent la couleur. Le chef de la délégation constate que le drapeau de l'OLP est planté au fronton de l'hôtel et menace de ne pas assister à la réunion si on ne le décroche pas. Un moment de concertation, puis l'ordre est donné d'enlever tous les drapeaux. Ben Elissar obtient satisfaction et prend note.

L'ancien ministre Ahmed Maher souligne : « Il serait faux de penser, comme certains l'affirment, que les Palestiniens auraient pu gagner quelque chose en

allant au Mena House. Les Israéliens ne seraient pas entrés dans la salle de conférence… Et les Égyptiens, on l'a bien vu, ont ôté tous les drapeaux[45]. »

Aucun résultat positif ne peut être inscrit au bilan de cette rencontre. Elle aura simplement permis de maintenir le contact entre négociateurs égyptiens et israéliens, de prolonger l'onde de choc de Jérusalem.

Pour ôter tout caractère négatif à la conférence du Mena House, les éditorialistes des journaux gouvernementaux du Caire soulignent que les experts ne peuvent rien trancher. Les décisions incombent aux chefs et, justement, Begin sera à Ismaïlia le 25 décembre.

Begin ne fait pas de cadeaux

La première visite d'un dirigeant israélien en terre d'Égypte a, elle aussi, un grand impact. À nouveau des centaines de jour nalistes de toutes nationalités se retrouvent. Ils aiguisent leur plume, ils imaginent déjà la signature d'un traité de paix égypto-israélien. Les leaders arabes radicaux partagent cette opinion et, depuis Tripoli, Damas ou Bagdad, ils lancent des appels à l'assassinat de Sadate.

Menahem Begin préside une délégation qui comprend Moshe Dayan, Ezer Weizmann et le général Avraham Tamir. Un hélicoptère aux couleurs égyptiennes les transporte de l'aéroport du Caire à celui d'Ismaïlia. La cérémonie d'arrivée est bien plus simple que celle préparée pour le raïs à l'aéroport Ben-Gourion. Le sourire plutôt figé de Begin en serait-il le constat ? En fait, l'ancien chef de l'Irgoun est un homme d'un tempérament sévère.

Sadate a choisi de recevoir ses hôtes dans la superbe villa dont dispose le chef de l'État égyptien à Ismaïlia. La sécurité sera plus facile à assurer et les responsables vont cohabiter, ce qui facilitera les contacts.

Les retrouvailles commencent par un déjeuner auquel assistent plusieurs membres du gouvernement et le vice-président Moubarak. Au cours du repas, Sadate annonce qu'il fête ce même jour son cinquante-neuvième anniversaire. Begin se lève aussitôt et fait l'éloge du raïs, de son personnage, de ses réalisations… Les convives applaudissent et une note de gaieté marque la fin du déjeuner.

Un tête-à-tête entre Sadate et Begin marque le début des négociations.

L'entretien dure une heure et demie, mais aucune information ne filtre. Les dirigeants annoncent seulement la formation de deux comités bilatéraux. Le premier, dont la tâche est politique, comprendra les deux ministres des Affaires étrangères et se réunira à Jérusalem ; le deuxième, dirigé par les ministres de la Défense, sera chargé des questions militaires et aura son siège au Caire.

Tout au long de l'après-midi, les deux leaders, entourés par leurs collaborateurs, mènent des discussions intensives. Mais aucune résolution ne se profile. Le plan de Begin consiste à maintenir les colonies israéliennes implantées dans le Sinaï, soit entre El-Arich et Rafah, ainsi que sur la route d'Eilat à Charm el-Cheikh. Sadate refuse catégoriquement cette exigence. Dans le cas d'un traité de paix égypto-israélien, le Sinaï devra être totalement libéré et ne plus comprendre une seule colonie ou un seul aéroport israéliens. Begin maintient son option, et Sadate aussi.

L'atmosphère s'alourdit encore quand Begin développe longuement sa conception de « l'autonomie palestinienne ». Il s'agirait, en fait, de créer une « entité palestinienne », en apparence autonome, dont le contrôle resterait entre les mains des Israéliens. À nouveau Sadate refuse. Il rappelle les engagements arabes de l'Égypte, la nécessité d'appliquer la résolution 242 du Conseil de sécurité, soit l'évacuation totale par Israël des territoires occupés en 1967. Il réclame aussi pour les Palestiniens une autodétermination et non une autonomie fictive.

C'est l'impasse. La rédaction d'un communiqué commun est remise au lendemain. Dans le camp égyptien, Boutros-Ghali ressent une profonde amertume. Les études préparées par le ministère des Affaires étrangères, le mémorandum, les rapports n'ont même pas été utilisés. De son côté, le général Gamassi, ministre de la Défense, ne se prive pas pour dire : « C'est un échec total[46]. » Moshe Dayan éprouve le même sentiment et le confie à son homologue égyptien.

Le 26 décembre, il n'y aura pas de communiqué conjoint. Une conférence de presse sert d'épilogue à ce sommet qui n'a débouché sur aucun résultat.

Une grande tente est dressée derrière la villa, et les journalistes se disputent les meilleures places. Le président Sadate se borne à lire sa déclaration : « Les délégations égyptienne et israélienne ont examiné le problème palestinien. La position de l'Égypte est qu'un État palestinien doit être créé en

Cisjordanie et à Gaza. La position israélienne est que les Arabes palestiniens vivant dans ces deux territoires s'autogouvernent. La question sera examinée par la commission politique[47]. »

Sadate se plaint à Carter

Cette deuxième rencontre avec Begin déçoit profondément Sadate. Il le dit à Jimmy Carter et ajoute que ces vaines discussions pourraient être fatales à son initiative de paix.

Le président américain ne peut demeurer insensible à cet appel et prend son bâton de pèlerin. Sa démarche sera inutile. Il écrit : « Au cours d'une rapide tournée dans la région durant la période du Nouvel An, j'ai discuté avec le plus grand nombre possible de leaders arabes modérés. J'ai constaté que, d'une certaine façon, ils soutenaient Sadate dans les entretiens privés, mais étaient parfaitement critiques à son égard dans leurs déclarations publiques, honorant ainsi une promesse d'unanimité avec leurs autres frères arabes[48]. »

Hafiz al-Asad, lui, ne voile pas sa condamnation. À son avis, l'impasse est due à la stratégie erronée de Sadate. Recevant à Damas une délégation du parti des Phalanges libanaises, il résume son dernier entretien avec le chef de l'État égyptien : « Sadate a agi comme un chef de tribu. Les litiges entre la nation ne se règlent pas par une simple visite, comme les litiges entre tribus. Je lui ai affirmé qu'Israël ne céderait rien, redoublerait d'intransigeance, et que la paix globale serait compromise[49]. »

Le raïs ordonne l'arrêt des négociations

Anouar el-Sadate est profondément irrité par les attaques de ses voisins. Le colonel Kadhafi multiplie les appels à l'assassinat du raïs, tandis que Hafiz al-Asad et Yasser Arafat demandent au peuple égyptien de « s'opposer à la trahison de son chef envers le monde arabe ». Face à la réaction des radicaux, les dirigeants modérés se limitent à de prudentes déclarations de désaveu. Même le roi du Maroc, qui a pourtant joué un rôle important dans le rapprochement égypto-israélien, ne soutient pas ouvertement le raïs. Il aurait admis une rencontre entre Sadate et Begin à Washington ou à Genève, mais le

voyage de Jérusalem a bouleversé toutes les données du processus de paix au Proche-Orient. Désormais, le plus grand pays arabe a reconnu l'existence d'Israël et a choisi la voie de la négociation.

Sadate aurait pu répondre qu'après la guerre d'octobre 1973 l'Égypte et la Syrie n'ont pas signé d'accords de désengagement avec un pays fantôme. Mais il se borne à afficher un profond mépris à l'égard de ses détracteurs, des dirigeants incapables de concevoir une politique d'avenir.

Le 15 janvier 1978, la commission politique égypto-israélienne doit se réunir à Jérusalem, selon le plan tracé à Ismaïlia. La délégation égyptienne est présidée par Mohamed Ibrahim Kamel, le nouveau ministre des Affaires étrangères, mais comprend aussi le ministre d'État Boutros-Ghali. Dès son arrivée à l'aéroport, peu avant le crépuscule, Kamel lit aux journalistes une brève déclaration en anglais. Il réaffirme la nécessité d'un retrait israélien total des territoires occupés en 1967 et celle de reconnaître les droits légitimes du peuple palestinien. Pour l'Égypte, cette double obligation est le seul moyen de parvenir à une paix juste et durable au Proche-Orient. Moshe Dayan, qui accueille la délégation, ne fait aucun commentaire.

Le lendemain, les négociations commencent à l'hôtel Hilton en présence de Cyrus Vance, délégué par Jimmy Carter. C'est une simple passe d'armes, chaque partie développant ses arguments pour l'oreille attentive de Vance. Dans l'après-midi, Kamel et Boutros-Ghali rendent visite à Begin. Il les reçoit dans le bureau qu'il occupe à la Knesset, et s'étend longuement sur la différence entre une guerre défensive ou offensive. Contrairement à l'évidence, il soutient que la guerre de juin 1967 était défensive : Israël n'est donc pas tenu de restituer tous les territoires occupés pendant les affrontements. Les deux ministres plaident sans succès la thèse inverse. Mais la discussion demeure courtoise.

Le même soir, Menahem Begin donne un dîner à l'hôtel Hilton en l'honneur de la délégation égyptienne. C'est une attention particulière, puisque cette initiative incombait à Moshe Dayan en sa qualité de ministre des Affaires étrangères. L'atmosphère est bonne et ne laisse nullement présager la suite des événements. À la fin du repas, Begin se lève et prononce un long discours. Il attaque avec virulence la position égyptienne, s'adresse à Mohamed Kamel avec une condescendance voulue, l'appelle « mon jeune ami »… Le ministre se lève à son tour, place ostensiblement dans sa poche le discours qu'il

s'apprêtait à lire, déclare qu'un dîner n'est pas un lieu approprié pour des discussions politiques, puis se rassied et n'adresse plus la parole à ses voisins.

Ce sera l'épilogue de la première réunion de la commission bilatérale. Sadate, mis au courant de l'attitude de Begin, ordonne aussitôt l'arrêt des négociations. La journée du lendemain traîne en longueur, mais les ministres égyptiens et israéliens ont des apartés. Moshe Dayan confie à Boutros-Ghali qu'il ne « partage pas l'avis de Begin sur un grand nombre de questions relatives aux négociations avec l'Égypte[50] ». La délégation regagne Le Caire. Encore une fois, c'est l'échec.

Le président Sadate adresse alors un message confidentiel à Jimmy Carter. Il lui annonce son intention de se rendre à Washington et de dénoncer publiquement le blocage du processus de paix par le Premier ministre israélien.

Carter tient à calmer son allié. Il invite Anouar et Jehane el-Sadate à Camp David, résidence d'été des présidents américains. Un week-end à la campagne favorise les conversations paisibles, les promenades, une réflexion dénuée de toute passion. À la fin du week-end, Sadate renonce à son projet et accepte de poursuivre avec Carter sa quête de la paix.

« Là Falestine baâda al-yom »

Malheureusement, le 18 février marque d'une date noire le calendrier égyptien. Youssef el-Sebaï, journaliste et romancier, est assassiné à l'hôtel Hilton de Nicosie par des extrémistes palestiniens. Sebaï, qui dirigeait le groupe d'édition d'*Al-Ahram*, était un proche ami de Sadate. Très affecté, le raïs ne tarit pas d'injures contre les « terroristes palestiniens ».

La dépouille est ramenée au Caire, où des milliers d'Égyptiens assistent à l'enterrement. La foule crie : *« Là Falestine baâda al-yom »* (« Plus de Palestine à partir d'aujourd'hui »). Boutros-Ghali et Moustapha Khalil, qui marchent côte à côte, échangent à voix basse quelques réflexions. L'assassinat a desservi la cause palestinienne aux yeux du peuple égyptien, sans nul doute, mais si le président Sadate décidait d'accorder désormais la priorité absolue aux intérêts de l'Égypte ?

Une force internationale au Liban

Carter n'aura pas beaucoup de temps pour tenter d'assouplir la position de Begin. Une délégation israélienne se trouve justement à Washington au moment où un attentat palestinien de grande envergure, lancé à partir du Liban-Sud, secoue l'État hébreu.

Le fameux accord du Caire étant relégué dans un tiroir depuis la guerre libanaise de 1975[51], les Palestiniens agissent dans le Sud sans entraves. Le 11 mars, une quinzaine de fedayins quittent Tyr sur des canots pneumatiques et parviennent à atteindre Haïfa en déjouant la surveillance des gardes-côtes israéliens. Une fois à terre, les commandos agissent avec une maîtrise remarquable. Ils avancent en direction de Tel-Aviv et interceptent deux autobus transportant une soixantaine de passagers. Leur plan, semble-t-il, est de se rendre dans la capitale israélienne pour faire sauter plusieurs hôtels et centres d'habitation. Mais l'intervention de la police permet seulement aux fedayins de tuer 35 civils avant d'être abattus à leur tour.

Le Fatah, la branche militaire de l'OLP, revendique avec fierté le raid. La délégation israélienne en visite à Washington interrompt ses pourparlers pour regagner immédiatement son pays. Le président Carter qualifie l'acte palestinien de « criminel et inhumain ». Le monde occidental s'émeut. De son côté, l'Égypte condamne l'agression, tandis qu'à Damas comme à Bagdad ou Tripoli les manchettes des journaux glorifient l'exploit des « martyrs » palestiniens. Au Liban, dans les camps du Sud et de Beyrouth, la joie s'exprime par des barouds d'honneur. À Tel-Aviv, les responsables planifient leur réponse. Ils n'ont pas l'intention de s'en tenir à de simples représailles.

À l'aube du 15 mars, Israël lance l'opération « Litani » et attaque le Sud du Liban avec une puissance de feu jamais égalée jusqu'ici. Des milliers de soldats et plusieurs divisions de blindés, protégés par l'aviation, pénètrent en territoire libanais sur une profondeur d'environ 10 kilomètres. Le raid palestinien du 15 mars a donné au gouvernement israélien le prétexte nécessaire pour concrétiser le plan établi depuis des mois. L'offensive commence par un intense barrage d'artillerie, puis les blindés entrent en action. Parallèlement, l'aviation bombarde les positions des forces palestino-progressistes et en particulier le port de Tyr, lieu de passage des armes et des munitions, ainsi que la ville de Damour où les commandos s'étaient entraînés,

et le faubourg d'Ouzaï à la porte de Beyrouth. L'objectif proclamé d'Israël est de liquider les bases de fedayins. Les combats font rage pendant toute la journée.

À Washington, Jimmy Carter s'émeut : « J'ai considéré cette invasion comme une réponse démesurée à l'attaque de l'OLP. J'y ai également vu une menace sérieuse pour la paix régionale et peut-être une partie d'un plan tendant à établir une présence israélienne permanente au Liban-Sud[52]. »

D'autre part, Israël a utilisé un matériel de guerre américain, et des bombes à fragmentation dans le Sud, comme à Beyrouth et dans d'autres villes, tuant des centaines de civils et faisant des milliers de sans-abri. « Israël a violé l'accord aux termes duquel les armes américaines doivent être strictement utilisées lors d'une guerre défensive[53] », écrit le président.

D'une honnêteté foncière, Carter se sent personnellement concerné. Après avoir consulté plusieurs sénateurs pro-israéliens, il prévient Menahem Begin que si ses troupes demeurent au pays du Cèdre, il devra prévenir le Congrès que les armes américaines sont utilisées illégalement au Liban. Cette accusation gèlera immédiatement toute aide militaire américaine à Israël.

Le 16 mars, un communiqué militaire israélien déclare que l'opération de « nettoyage » est un plein succès. Begin et Weizmann affirment que leur pays n'a pas l'intention d'occuper le Liban-Sud, mais d'empêcher tout retour des fedayins grâce à une « ceinture de sécurité » de 10 kilomètres tout au long de sa frontière avec le Liban. Il s'agira en fait d'une invasion suivie d'une occupation.

À Beyrouth, les parlementaires se réunissent en toute hâte. De nombreux députés veulent déposer une plainte au Conseil de sécurité. Mais certains, tout en condamnant l'invasion israélienne, ne manquent pas d'en faire porter la responsabilité aux Palestiniens, dont la présence illégale dans le Sud et les activités valent de terribles épreuves au Liban. Le Conseil de sécurité se réunit le 17 mars à la demande du gouvernement libanais, suivie par celle de l'État hébreu qui invoque, pour sa part, les menaces contre sa sécurité.

L'ambassadeur du Liban, Ghassan Tuéni, s'exprime en premier et réclame avec véhémence le retrait immédiat des troupes israéliennes. Les discussions se poursuivent ensuite sur un rythme assez lent, mais une proposition émerge, celle d'envoyer une force internationale au Liban-Sud.

Le 18 mars, quand le Conseil de sécurité reprend ses travaux,

l'ambassadeur des États-Unis provoque une certaine surprise en concentrant son intervention sur deux thèmes : le retrait de l'armée israélienne et le retour des territoires frontaliers à la souveraineté libanaise. C'est un fait nouveau. Le Liban n'a jamais connu un défenseur aussi illustre. Si le Conseil donne son accord à la mise en place d'une force internationale dans le Sud, plus de 3 000 casques bleus seront immédiatement envoyés dans cette région.

Les débats de l'ONU n'empêchent pas les soldats de Tsahal de poursuivre leur avancée en direction de Tyr et du Litani. Du reste, comme l'invasion porte le nom d'opération « Litani », on pourrait y voir une deuxième étape, au cours de laquelle les troupes israéliennes approfondissent leur pénétration.

Le 19 mars, le Conseil de sécurité adopte à une majorité de douze voix la résolution 425, fondée sur la motion américaine. Cette résolution, qui va jouer pendant plus de vingt ans un rôle primordial au Liban, exige notamment le respect de l'intégrité territoriale, de la souveraineté et de l'indépendance politiques du Liban à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues, demande à Israël de cesser son action militaire et de retirer sans délai ses forces de tout le territoire… L'alinéa 3 stipule que le Conseil de sécurité « décide, compte tenu de la demande du gouvernement libanais, d'établir immédiatement sous son autorité une force intérimaire des Nations unies pour le Sud du Liban aux fins de confirmer le retrait des forces israéliennes, de rétablir la paix et la sécurité internationales et d'aider le gouvernement libanais à assurer la restauration de son autorité effective dans la région, cette force étant composée de personnel fourni par les États membres ». En fin de journée, le Conseil approuve par la résolution 426 le rapport du secrétaire général qui décrit la mission et le fonctionnement de cette troupe internationale, appelée Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL). Celle-ci est déléguée pour six mois, mais continuera par la suite à fonctionner, si besoin est, à condition que le Conseil de sécurité le décide.

Une force internationale au Liban-Sud… Pour bien des Libanais, tous les espoirs sont permis. Aux termes de la résolution 425, les Israéliens devront se retirer jusqu'à leur frontière internationale avec le Liban, tracée par la convention d'armistice général de 1949, tandis que les Palestiniens ne pourront plus utiliser le Sud pour lancer des attaques contre Israël.

Malheureusement, sur le terrain, les données seront différentes. Les soldats de Tsahal se retirent par étapes suivant un calendrier établi par Begin et

Weizmann. Le 12 juin, parvenu à la « bonne frontière », suivant l'appellation donnée par le ministère israélien de la Défense, les généraux refusent de retirer leurs troupes. En fait, c'est la « ceinture de sécurité », une bande large de 5 à 10 kilomètres, qui couvre environ 500 km^2 entre le littoral à l'ouest et Marjeyoun à l'est, où le major Haddad exerce son pouvoir avec le soutien d'Israël et défie l'autorité libanaise.

L'État hébreu déclare qu'il n'a pas livré de bataille dans la bande frontalière, et n'a donc pas à la livrer à la FINUL. Cette fois-ci, les États-Unis ferment les yeux. La mission de la force internationale est déjà limitée ; elle ne pourra pas se poster à la frontière israélo-libanaise.

Du côté des forces palestino-progressistes, la bataille est aussi ardue. Quelle sera l'autorité de la FINUL dans cette région ? Va-t-elle contrôler le territoire qui sera libéré par les Israéliens, ou également les zones au sud du Litani demeurées entre les mains des fedayins ? En tournée au Proche-Orient, le secrétaire général de l'ONU, Kurt Waldheim, précise que la région demeurée libre ne sera pas comprise dans la zone d'opérations de la FINUL. D'autre part, les casques bleus reçoivent l'ordre de ne pas désarmer et de renvoyer, au besoin par la force, les fedayins se trouvant dans l'aire de la force internationale au fur et à mesure des retraits israéliens. Cela aussi longtemps que les commandos ne se déplaceront pas. Mais peut-on préjuger de l'avenir ? Quelques mois plus tard, ils reprendront leurs attaques contre les miliciens du major Haddad et, bien sûr, contre les colonies israéliennes les plus proches. À chaque fois, les sudistes subiront les mesures de représailles de Tsahal.

Ainsi s'évanouit le rêve des Libanais qui pensaient échapper à l'étau palestinien et israélien.

Peu après sa création, la FINUL a déjà perdu son rôle de pacificateur. Sa mission se limite à la mise en place et à la préservation d'une zone tampon à l'intérieur même du Liban-Sud, et non pas entre les territoires libanais et israélien. À New York, certains officiers supérieurs de l'ONU avaient prévu son inefficacité.

Carter invite Sadate et Begin à Camp David

Tout au long du printemps, les efforts américains pour ranimer le processus de paix se sont avérés vains. Mais il faut désormais tenir compte d'un calendrier. Au mois d'octobre, le mandat des casques bleus expire dans le Sinaï, et Sadate a laissé entendre qu'il pourrait ne pas demander son renouvellement. La menace d'une guerre pèserait à nouveau.

Dans ce climat de tensions, les États-Unis relancent un dialogue égypto-israélien le 17 juillet à Leeds Castle, dans le Kent. Le ministre des Affaires étrangères, Ibrahim Kamel, est à la tête de la délégation égyptienne, Moshe Dayan dirige celle d'Israël. Cyrus Vance, Alfred Atherton et les ambassadeurs américains au Caire et à Tel-Aviv sont à la fois les témoins et les médiateurs.

Pour les Égyptiens, la solution du problème palestinien est essentielle. La formule d'autonomie de Begin leur paraît insuffisante, et ils réclament le retour aux frontières de juin 1967. De telles exigences sont évidemment rejetées par la délégation israélienne. La rencontre de Leeds Castle a permis des retrouvailles, mais elle n'a enregistré aucun progrès.

À la Maison-Blanche, Jimmy Carter pense qu'il faut désormais lancer une opération au sommet. Il décide d'inviter à Camp David le président Sadate et le Premier ministre Begin. Ce lieu de villégiature favoriserait des négociations plus paisibles, et il servirait lui-même de médiateur aux deux dirigeants. L'un et l'autre acceptent son invitation.

Chapitre V

À Camp David, l'Égypte récupère le Sinaï

Le président Sadate arrive à Camp David le 5 septembre 1978 avec la ferme intention de gagner la partie, c'est le voyage de la dernière chance. Mais il faut prévoir la possibilité d'un échec. Dans ce cas, le raïs le veut grave au point de contraindre les États-Unis à se ranger aux côtés de l'Égypte. Israël se verrait alors isolé, montré du doigt par le monde entier.

Dans l'avion présidentiel en route pour Washington, le chef de l'État reprend son argumentation devant sa délégation. Boutros-Ghali écrit : « Il nous dit sa conviction que tout serait bientôt terminé. Il présenterait sa position qui serait rejetée par Israël. […] Carter constaterait que la position égyptienne était la bonne, tandis que celle d'Israël était la mauvaise. Les États-Unis feraient alors pression sur Israël pour qu'il accepte l'offre égyptienne. C'était simple, pensait-il. J'avais quelques doutes que ce fût aussi simple, car je craignais que les Américains n'exercent aucune pression sur Israël et que Sadate fasse alors des concessions[54]. »

La crainte du ministre est partagée par toute l'équipe. Le Dr Nabil Elaraby, ancien juge à la Cour internationale de La Haye, était alors le conseiller juridique du ministère des Affaires étrangères. Il explique : « J'ai négocié avec les Israéliens pendant treize ans, depuis Camp David jusqu'à Taba. Je sais comment ils procèdent. Israël est le seul pays au monde pour lequel le facteur temps est une arme stratégique. Gagner du temps leur permet de changer de tactique, ou d'être beaucoup plus fort face à l'adversaire. Begin a utilisé cet outil à la perfection. Sadate s'est rendu à Jérusalem en novembre 1977, et les négociations ont commencé en décembre. Si elles s'étaient terminées en janvier 1978, il aurait dû répondre à la plupart des exigences du raïs. Sa position était faible par rapport à celle d'Anouar el-Sadate, alors au haut de la vague[55]. »

Trente ans plus tard, le juriste évoque les faits avec lucidité : « Le Premier ministre israélien a donc décidé de gagner du temps. Les négociations n'ont abouti à aucun résultat à Ismaïlia, à Jérusalem et plus tard à Leeds Castle, dans le Kent… Dix mois se sont écoulés, le président Sadate ne pouvait plus

attendre davantage, d'autant que les pays arabes l'attaquaient avec virulence. Les Israéliens ont misé sur cet atout psychologique : le raïs devait obtenir quelque chose, et vite. La restitution du Sinaï donnerait satisfaction aux Égyptiens… et Sadate aurait peut-être moins d'exigences[56]. » Dans cet état d'esprit, les hauts fonctionnaires redoutent le déroulement des négociations, mais gardent un visage souriant durant tout le trajet.

Le vice-président Walter Mondale et Cyrus Vance attendent la délégation égyptienne à la base militaire d'Andrews, proche de Washington. Sadate prononce une courte allocution, puis monte avec ses collaborateurs en hélicoptère en direction de Camp David. Vu du ciel, le paysage est splendide. Pour recevoir ses hôtes, Carter a fait placer des bungalows dans la forêt. Dans ce cadre fleuri et verdoyant va se jouer pendant treize jours la bataille politique la plus grave du Proche-Orient.

Jimmy Carter et son épouse Rosalyn accueillent leurs invités à la porte de leur propre bungalow. Le président des États-Unis a un mot aimable pour chaque membre de la délégation. Les diplomates se dispersent ensuite pour s'installer dans leurs habitations respectives. Ils se regroupent à l'heure du dîner, et se rendent à la salle à manger où la délégation israélienne les a précédés. Menahem Begin est entouré par Moshe Dayan, Ezer Weizmann et plusieurs spécialistes. Sadate constate que le Premier ministre est accompagné de sa femme, tandis que Jehane est restée à Paris pour assister sa fille Noha, dont le fils suit un traitement destiné à calmer ses crises d'asthme aiguës. Les deux groupes se saluent sans chaleur.

Tous les invités sont présents. Les négociations vont se dérouler sans journalistes, ces témoins encombrants. L'accès de Camp David leur est interdit, et même le Dr Morsi Saadeddine, porte-parole officiel égyptien, n'est pas reçu à la résidence d'été des présidents américains. « Le raïs me dictait par téléphone ce que je devais déclarer pendant ma conférence de presse quotidienne[57]. »

Jimmy Carter commence par s'entretenir avec Menahem Begin. « Sadate veut qu'Israël accepte le principe de la non-acquisition des territoires par la force », lui dit-il. C'est le préambule de la résolution 242 du Conseil de sécurité. Begin refuse et reprend son argument de « guerre défensive ». Il se montre aussi intraitable sur divers sujets : gel des implantations à Rafah et en Cisjordanie, problèmes palestiniens…

Sadate fait remettre à la délégation israélienne le document de travail égyptien. Rédigé par les spécialistes du ministère des Affaires étrangères, il reprend mot pour mot la résolution 242 en exigeant le retrait israélien du Sinaï, du Golan, de Gaza, de la Cisjordanie…, le droit de retour des réfugiés palestiniens, leur droit à l'autodétermination. Begin s'emporte. Il ne cédera sur aucun point. C'est l'impasse.

Le 7 septembre, le président des États-Unis rencontre à nouveau Begin assisté par Moshe Dayan et Ezer Weizmann. Les discussions sont stériles. Carter s'énerve et demande à Begin de préciser les données relatives à la sécurité d'Israël. Il pense pouvoir obtenir de Sadate toutes les garanties attachées à la sécurité de l'État hébreu. Il se rend ensuite avec le Premier ministre au bungalow d'Anouar el-Sadate.

Les discussions, souvent très violentes, se poursuivent pendant trois heures. Le raïs, d'ordinaire souriant et cordial, est très tendu, très nerveux. Begin est très agressif. Carter assiste à ce duel verbal sans intervenir et se contente de noter les points de divergence. Begin refuse de démanteler la moindre implantation dans le Sinaï, dans le Golan, en Cisjordanie… Il rejette catégoriquement la création d'un État palestinien…

Les trois dirigeants se retrouvent dans l'après-midi. Nouveaux débats passionnés. Selon Carter, le Premier ministre israélien a fini par dire que l'Égypte récupérera le Sinaï, mais il maintient son exigence fondamentale : les 2 000 colons continueront d'habiter les 13 implantations. Sadate, exaspéré, invective Begin. La riposte est immédiate. Carter décide alors que les deux hommes n'auront plus d'entretien en face à face. Il leur servira d'intermédiaire et sera même parfois le trait d'union entre les deux délégations. Cela le contraindra à travailler jour et nuit, mais il y voit le seul moyen d'éviter le naufrage de Camp David.

Sadate convoque ses collaborateurs dans son bungalow et fait le point de ses entretiens avec Begin et Carter. Il leur dit que le Premier ministre israélien a totalement rejeté le projet d'accord égyptien et a repris son argument de « guerre défensive ». Quant à Carter, il s'est borné à noter les points de divergence sur un calepin et n'a pas fait le moindre geste en faveur de l'Égypte. Les membres de la délégation constatent l'exactitude de leur analyse : les États-Unis n'exerceront aucune pression sur Israël. Le raïs devra maintenir son intransigeance.

« Remettre Gaza à la Jordanie »

Égyptiens et Israéliens se croisent parfois dans cette forêt parsemée de bungalows, où ils se promènent à deux ou à trois tout en discutant. D'ordinaire, les deux groupes échangent un salut sans s'arrêter. Mais Ezer Weizmann, qui a noté l'horaire où Sadate fait sa marche quotidienne, trouve souvent le moyen de monter à bicyclette au même moment. À la vue du raïs, il se dirige aussitôt vers lui, et les deux hommes se saluent chaleureusement. Sadate prend plaisir à bavarder avec Weizman, qu'il juge ouvert et très intelligent.

Jimmy Carter, afin de distraire les membres des deux délégations, organise une randonnée au parc national militaire de Gettysburg. Il monte en voiture avec Sadate et Begin, mais s'assied à côté du chauffeur pour leur laisser la banquette arrière et favoriser un dialogue. Il atteindra son but.

Le 10 septembre, Boutros-Ghali croise dans la forêt Anouar el-Sadate qui fait sa marche quotidienne au pas de course. Invité à partager le jogging présidentiel, le ministre reçoit les confidences du raïs. Pour aboutir à un accord qui ne ressemblerait pas à une paix séparée, Sadate pense obtenir des Israéliens la remise de Gaza à la Jordanie. L'Égypte, à son avis, devrait avoir son mot à dire sur ce territoire qu'elle a géré pendant vingt ans. Le roi Hussein aurait ainsi un port sur la Méditerranée. Ce cadeau fastueux l'amènerait à participer aux négociations.

Le même jour, les Américains présentent leur propre document de travail. Ils exposent en dix-sept pages leurs prises de position sur les différents points litigieux. Sadate n'est pas satisfait, les Israéliens non plus.

Le président égyptien convoque son équipe dans son bungalow et charge Boutros-Ghali de lire le document à voix haute. Mais le texte étant très long, les délégués demandent à l'étudier calmement avant de donner leur avis.

Le projet américain comporte deux parties. L'une concerne le futur traité de paix égypto-israélien, l'autre la question palestinienne. Le ministre Ibrahim Kamel et ses collaborateurs relèvent que la seconde partie, assez confuse, permet aux Israéliens d'éviter tout accord définitif sur la question palestinienne. Ils retournent chez le président et lui font part de cette constatation. Mais Sadate, pour sa part, est furieux pour une autre raison : le document contient une clause aux termes de laquelle le Sinaï serait rendu à

l'Égypte par étapes. Il menace d'arrêter les négociations.

Les membres de la délégation s'efforcent de calmer le raïs. Son départ de Camp David serait mal vu par la communauté internationale. En janvier, l'arrêt des pourparlers à Jérusalem n'avait pas joué en faveur de l'Égypte. Le texte devrait simplement être remanié.

Le document américain, sans cesse revu et corrigé, connaît une dizaine de versions différentes. Le 12 septembre, Sadate, à bout de nerfs, fait appeler Cyrus Vance et lui annonce que les Égyptiens quittent Camp David. Le secrétaire d'État en informe Carter, lequel se rend immédiatement chez le raïs. Un long moment plus tard, Jimmy Carter quitte le bungalow de son hôte le visage radieux.

L'ancien ministre des Affaires étrangères Ahmed Maher, alors directeur de cabinet du chef de la diplomatie égyptienne, se trouvait à Camp David : « Je crois savoir ce qui s'est passé. Carter voulait absolument réussir Camp David, et il a rappelé à Sadate qu'un échec mettrait en cause sa réélection. Il lui a également promis qu'il lui obtiendrait par la suite la plupart de ses exigences. En revanche, son départ de Camp David créerait un froid entre lui et les États-Unis[58]. »

Ahmed Maher évoque le plan initial de Sadate : « En cas d'échec, il voulait avoir les Américains aux côtés de l'Égypte, et les Israéliens isolés. En menaçant de partir, il se trouvait dans une situation parfaitement différente. Les Israéliens et les Américains seraient d'un côté et lui, le lâcheur, de l'autre. En soi, cela était un élément de pression, mais équilibré par le fait que Carter lui avait promis de régler ensuite tous les problèmes. Sadate avait pleinement confiance en Carter, d'où son accord[59]. »

Begin : « Jérusalem, capitale d'Israël »

Le 13 septembre, Jimmy Carter modifie sa stratégie. Il choisit pour interlocuteurs exclusifs le Dr Oussma el-Baz, directeur général du ministère égyptien des Affaires étrangères, et Aharon Barak, conseiller juridique israélien. Ils travaillent toute la journée et mettent au point un nouveau texte. Il ne sera pas à l'abri des critiques de Sadate et de Begin. Le raïs exige le départ des colons établis au Sinaï, et le Premier ministre israélien maintient son refus.

C’est l’écueil principal.

Au bout de deux jours, l’absence d’accord exaspère Sadate. Avec son sens inné du théâtre, il pense qu’un choc, un coup d’éclat pourrait débloquer la situation. Le 15 septembre, il décide à nouveau de quitter Camp David et demande à ses collaborateurs de préparer leurs valises. Cyrus Vance l’apprend et se précipite chez Carter. Le président américain téléphone au raïs et lui dit qu’il tient à le rencontrer pour une ultime conversation.

Le téléphone sonne à nouveau dans le bungalow de Sadate. Cette fois-ci, c’est Jehane qui l’appelle de Paris pour s’enquérir de la situation. Il lui annonce qu’il quitte Camp David. « Begin ne veut absolument rien entendre. Pas question pour lui d’accepter que la rive occidentale retourne sous mandat arabe. Et Moshe Dayan m’a confié hier soir que les Israéliens n’ont pas la moindre intention de signer un accord actuellement. Donc inutile de chercher à aller plus loin. Tout ce que nous avons fait jusque-là ne sert strictement à rien. – Anouar, je t’en prie, ne renonce pas. Tu as fait preuve de patience pendant si longtemps. Persiste encore, ne serait-ce que pendant quelques jours. […] Le président Carter est au courant ? – Bien sûr. Il m’a demandé d’avoir avec lui une dernière conversation privée, mais je n’en vois pas l’utilité. – Anouar, tu t’es engagé auprès de lui à faire l’impossible pour ramener la paix[60]. »

Jehane insiste, supplie… En réalité, Sadate joue sa dernière carte et tient à cette rencontre avec son homologue américain. Il reçoit son hôte avec sa cordialité habituelle, mais se montre inflexible : l’Égypte doit récupérer un Sinaï libre de toute entrave. Carter lui promet de faire pression sur le Premier ministre israélien pour obtenir, ou plutôt arracher une évacuation totale du Sinaï.

Reçu par Begin, le président Carter tient parole, mais il ne reçoit aucune assurance formelle. Begin hésite pour des questions de sécurité. Ariel Sharon, consulté par téléphone, affirme que le départ des colons ne présente aucun danger stratégique. Le dirigeant israélien donne alors son accord personnel, mais explique à Carter qu’il doit soumettre la question au vote de la Knesset. C’est déjà un pas en avant.

Jimmy Carter retrouve Sadate et lui expose sans détour son entretien avec Begin. Le vote de la Knesset sera probablement positif, mais le raïs doit assouplir sa position sur certains points de litige. Sadate comprend qu’il doit lâcher du lest. Il se contente de dire à ses collaborateurs qu’il a accepté de

signer le document amendé.

Ibrahim Kamel fait ensuite une longue marche en forêt avec Boutros-Ghali et ne cache pas son désespoir. Il est persuadé que Sadate va faire d'énormes concessions… Et l'Égypte sera condamnée par ce monde arabe dont elle a toujours été le chef de file.

Le 16 septembre, en fin de matinée, Sadate reçoit son équipe et semble d'excellente humeur. Il aborde toutes sortes de sujets étrangers à la politique, disserte… Il a récupéré tout son humour. Oussama el-Baz et le juriste Aharon Barak s'attellent à l'élaboration du texte final en présence de Jimmy Carter.

Deux documents sont rédigés. Le premier est un « accord-cadre pour la paix au Proche-Orient ». Fondé sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité, il affirme dans son préambule que la paix exige le respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance de chaque pays de la région, et ce, à l'intérieur de frontières sûres et reconnues.

Les signataires de cet accord, Anouar el-Sadate et Menahem Begin, ainsi que Jimmy Carter en qualité de témoin, invitent les autres pays impliqués dans le conflit israélo-arabe à y adhérer. Selon la version égyptienne, maintes fois reprise : « Cet accord doit servir d'ombrelle à la signature d'autres traités de paix entre l'État hébreu et ses voisins. »

En ce qui concerne la Cisjordanie et Gaza, l'accord stipule que l'Égypte, Israël, la Jordanie et des représentants du peuple palestinien devront participer à des négociations pour la résolution du problème palestinien dans tous ses aspects.

L'accord, dans ses grandes lignes, prévoit une période transitoire de cinq ans. Les quatre parties devront s'entendre sur les modalités d'élection du conseil administratif de l'autorité autonome de Gaza et de la Cisjordanie. La période transitoire commencera dès que ce conseil prendra ses fonctions.

Un retrait progressif des forces israéliennes aura lieu, mais des soldats seront redéployés sur des secteurs déterminés. Une force de police locale, forte, sera établie… Des forces israéliennes et jordaniennes formeront des patrouilles conjointes pour assurer la sécurité des frontières.

Le conseil administratif une fois élu, les négociations destinées à déterminer le statut définitif de la Cisjordanie et de Gaza débuteront. Il s'agira de trancher la question du tracé des frontières et de définir la nature des dispositions relatives à la sécurité. Le règlement issu des négociations devra aussi

reconnaître le droit légitime du peuple palestinien et ses justes besoins. « Ainsi, les Palestiniens participeront à la détermination de leur avenir. »

Par le second document, intitulé « Cadre pour la conclusion d'un traité de paix entre l'Égypte et Israël », l'État hébreu reconnaît la souveraineté égyptienne sur toute la péninsule du Sinaï et affirme qu'il en retirera ses forces armées. Les aéroports militaires ne seront utilisés qu'à des fins civiles, y compris commerciales, par les deux pays. De son côté, l'Égypte reconnaît la liberté de navigation des navires israéliens dans le golfe de Suez, le canal de Suez, le détroit de Tiran et le golfe d'Aqaba… L'accord définit également des arrangements de sécurité. Le Premier ministre israélien doit soumettre le problème de l'évacuation du Sinaï par les colons à la Knesset.

Au matin du 17 septembre, les dirigeants égyptien et israélien conviennent, en présence de Jimmy Carter, que les points de désaccord seront temporairement décalés par un échange de lettres attaché aux accords de Camp David.

La question de Jérusalem est au centre des débats. Sadate adresse à Carter une lettre dans laquelle il déclare que « la Jérusalem arabe, partie intégrante de la Cisjordanie, doit être sous souveraineté arabe. Ses habitants devront avoir la possibilité d'exercer leur droit national légitime en tant que partie du peuple palestinien de Cisjordanie ». Pour sa part, Begin rappelle que, depuis le 28 juin 1967, la Knesset a imposé la souveraineté d'Israël sur l'ensemble de Jérusalem qui est « une ville une, indivisible et la capitale d'Israël ». En réponse, le président américain reprend les déclarations faites en 1967 et en 1969 par les ambassadeurs de son pays à l'ONU. En d'autres termes, les États-Unis ne reconnaissent pas l'annexion de la partie orientale de Jérusalem par Israël.

Dans une autre lettre, l'Égypte déclare qu'elle prendra la place de la Jordanie, au cas où ce pays refuserait de participer aux négociations relatives à l'autonomie en Cisjordanie et à Gaza. Au sujet des colonies de peuplement dans les « territoires occupés », Begin déclare à Carter qu'Israël n'autorisera pas la construction de nouvelles implantations pendant la durée des négociations.

Le ministre égyptien des Affaires étrangères, Ibrahim Kamel, juge qu'Anouar el-Sadate a fait trop de concessions. Les accords de Camp David, semblables à une paix séparée, vont déchaîner la colère arabe. Il présente sa

démission à Sadate, qui l'accepte, mais ne la rend pas publique dans l'immédiat.

Dans l'après-midi du dimanche 17 septembre, toutes les délégations se rendent en hélicoptère à Washington. La céré monie de signature des deux accords doit avoir lieu dans l'un des salons de la Maison-Blanche. Des chaises sont disposées devant une tribune sur laquelle sont assis Sadate, Carter et Begin. Chaque dirigeant prononce une courte allocution, puis la cérémonie se poursuit. Des applaudissements éclatent, Carter et Begin semblent très heureux. Sadate ne l'est pas moins : il va récupérer le Sinaï.

Peut-on dire que Camp David est un succès ? Ahmed Maher donne sa propre interprétation : « Je crois que Camp David a réussi sur la base d'un malentendu fondamental. Il se définit par la façon dont Begin envisageait un accord avec l'Égypte et par la façon dont Sadate concevait un accord avec Israël. Begin était persuadé que Sadate, ayant recouvré le Sinaï, lui laisserait les mains libres pour traiter avec les autres pays arabes. En revanche, Sadate pensait que l'Égypte, ayant libéré le Sinaï, serait bien plus forte et bien plus capable d'aider ses voisins arabes. Il posait le principe d'un retrait israélien de tous les territoires occupés[61]. »

« L'Égypte a trahi la nation arabe »

La colère arabe éclate sitôt connu le contenu des accords de Camp David. De nombreux pays sont désormais décidés à sanctionner l'Égypte, qui a trahi la *Umma* (la nation arabe), et leurs médias annoncent un châtiment exemplaire.

Malgré ce désaveu auquel il s'attendait, la joie de Sadate est immense. Son objectif premier, la récupération d'un Sinaï libre de toute entrave, a réussi. Il souhaite désormais concentrer son énergie sur la cause palestinienne et une paix globale au Proche-Orient. La fureur des « pays frères » est pour lui « une querelle de famille qui s'apaisera en quelques semaines ». Il le croit sincèrement, et il le répétera souvent dans ses discours.

Le 18 septembre, en fin d'après-midi, l'avion du président Sadate atterrit à l'aéroport de Rabat. Cette escale a été planifiée dans un double but : s'assurer du soutien du roi Hassan II et rencontrer le roi de Jordanie pour le convaincre d'adhérer au processus de paix.

Une double désillusion attend le raïs. Hassan II, qui a pourtant accueilli et souvent organisé les rencontres secrètes égypto-israéliennes, juge que Sadate est allé trop loin et n'a pas suffisamment lutté pour garantir les droits du peuple palestinien. D'autre part, le roi Hussein n'est pas venu à Rabat. Il pense qu'il est trop tôt pour s'engager dans le processus de paix, et il est mécontent de voir la Jordanie mentionnée dans les accords de Camp David sans son consentement. « J'ai appris bien plus tard que l'Angleterre avait conseillé au roi Hussein d'adopter cette conduite », déclare Boutros-Ghali[62].

Le lendemain, le président et le monarque marocain ont un long entretien au palais de Sukyayrat, à 40 kilomètres de Rabat. Sadate développe devant Hassan II le déroulement des rencontres de Camp David, puis les deux dirigeants s'isolent. Selon Boutros-Ghali, le chef de l'État égyptien semblait irrité après ce tête-à-tête. Il n'en révélera pas la teneur à ses collaborateurs, et il n'y aura pas de communiqué commun.

Le ministre d'État aux Affaires étrangères suggère à son président de donner une conférence de presse, et le roi Hassan II en ordonne aussitôt l'organisation. Journalistes marocains et correspondants étrangers sont conviés au palais.

Comme à son habitude, Anouar el-Sadate se montre très éloquent et très convaincant. Il affirme que le retrait israélien du Sinaï est lié à celui de Gaza et de la Cisjordanie. Ce lien est repris par la presse. Mais Sadate n'a pas mentionné que ce lien n'a pas encore été convenu avec Israël.

La foule acclame Sadate

À l'aéroport du Caire, une foule évaluée à des dizaines de milliers de personnes réserve à son chef un accueil triomphal. Les acclamations et les slogans inscrits sur les banderoles redoublent la joie de Sadate. Il a réussi à libérer son pays, et son peuple est conscient de cette réalisation magistrale.

Le 25 septembre, les membres de la Knesset, après des débats houleux, approuvent les accords de Camp David par 84 voix contre 19 et 17 abstentions. Les colonies israéliennes du Sinaï seront démantelées.

Le 2 octobre, le président Sadate présente les résultats de Camp David devant l'Assemblée du peuple. Les députés l'acclament debout dans

l’hémicycle. Le peuple aussi est très heureux, la majeure partie des Égyptiens sont persuadés que leur vie quotidienne sera désormais moins dure : « Le raïs a promis la prospérité. »

Chapitre VI

Le traité de paix

Le traité de paix égypto-israélien doit être rédigé et surtout négocié dans un délai de trois mois. Il faut donc se mettre à l'œuvre.

L'ambassadeur Abdallah el-Eriane et une commission d'experts élaborent, sous la direction de Boutros-Ghali, le projet d'accord de paix égyptien. Le texte comporte 22 articles. Le ministre en donne lecture à Sadate en vacances pour une semaine dans la résidence présidentielle du secteur de Gizeh. L'équipe prend ensuite une photo officielle avec le raïs.

Le 11 octobre, la délégation, présidée par le ministre de la Défense, Kamal Hassan Ali, et le ministre par intérim des Affaires étrangères, Boutros-Ghali, se rend à Washington pour négocier avec les Israéliens. Le président reçoit immédiatement les délégués à la Maison-Blanche et leur annonce que ses services ont rédigé un traité de paix entre l'Égypte et Israël. À travers ses propos, ils comprennent que le chef de l'exécutif américain tient à lier ce traité à des progrès relatifs à la question palestinienne. Cela rejoint leur propre plan.

Le lendemain, une cérémonie à la Maison-Blanche marque le début des négociations. Jimmy Carter prononce une allocution de bienvenue, puis les chefs des délégations égyptienne et israélienne lisent chacun leur texte. Le coup d'envoi est donné.

Le 13 octobre, les séances de travail commencent à Blair House, résidence des hôtes des présidents des États-Unis à Washington. Cyrus Vance présente le projet américain dont l'un des articles marque un lien avec un règlement global au Proche-Orient. Moshe Dayan, qui préside la délégation israélienne, rejette catégoriquement ce lien : la Knesset l'a seulement autorisé à négocier une paix avec l'Égypte. Il ajoute que les pays arabes refusent le principe même d'une négociation avec l'État hébreu.

Les discussions entre Dayan et Boutros-Ghali ne modifient pas ce refus. Cyrus Vance décide alors de déplacer cet article et de l'inclure dans le préambule du projet (en droit international, les dispositions de préambule ne sont pas aussi contraignantes que celles du texte). C'est la première concession américaine. Il y en aura d'autres.

Tout de suite, de profondes divergences apparaissent entre les positions des deux pays. Boutros-Ghali écrit : « L'Égypte tenait à une paix globale qui engagerait les Palestiniens et toutes les parties arabes ; Israël cherchait à conclure une paix séparée avec l'Égypte[63]. »

Le même jour, le ministre remet aux Américains le mémorandum égyptien, qui reprend les demandes relatives à Gaza et à la Cisjordanie : gel des implantations, participation de l'OLP aux négociations (si cette organisation accepte les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité), extension à Jérusalem-Est du scrutin sur l'autonomie palestinienne, restitution des terres saisies par Israël dans les territoires occupés…

Durant près d'une semaine, les négociations se poursuivent sans le moindre signe d'entente. Les Israéliens veulent établir avec l'Égypte des relations diplomatiques le plus rapidement possible et tiennent à s'assurer un quota de pétrole égal à celui qu'ils s'appropriaient durant les années d'occupation. Dans le contexte de la Palestine, ils exigent le maintien de leur force militaire à Gaza et en Cisjordanie, quelle que soit la future forme d'autonomie, et refusent de quitter Jérusalem-Est puisque la ville entière est la capitale éternelle de l'État hébreu. Une concession, à leurs yeux : chrétiens et musulmans jouiront d'un libre accès à leurs lieux saints. Pour justifier leur intransigeance, les Israéliens soulignent la présence du front palestinien du refus, l'action des terroristes… Des arguments de nature à refroidir l'insistance américaine.

Le 19 octobre, Jimmy Carter invite les deux délégations à un déjeuner de travail. À nouveau se pose la question du lien entre le traité de paix égypto-israélien et la question palestinienne. Mais les Égyptiens ont le sentiment que Carter soutient leur point de vue. « Il était apparu à l'évidence à Camp David, dit Boutros-Ghali, qu'il existait un lien solide et concret entre l'accord de paix égypto-israélien et un règlement global en général, et la question palestinienne en particulier. Il serait utile que toutes les parties conviennent d'une date pour les élections en Cisjordanie et à Gaza, afin que les Palestiniens puissent se rendre compte du sérieux de nos intentions. Carter suggéra également qu'Israël prenne des mesures concrètes[64]. »

Moshe Dayan, toujours aussi négatif, rejette tout lien et reprend son argument majeur : les Palestiniens refusent les accords de Camp David. La tension monte, Carter l'apaise en déclarant qu'ayant connaissance des

desiderata des deux parties, il va préparer un nouveau projet de traité. Il compte y travailler avec pour assistants Cyrus Vance et Alfred Atherton. L'Égypte sera représentée par Boutros-Ghali et Oussama el-Baz, Israël par Moshe Dayan et Aharon Barak.

Sadate : « L'Égypte n'est pas à vendre »

Les travaux se déroulent pendant quarante-huit heures sur un rythme rapide. Carter convoque ensuite Boutros-Ghali pour lui annoncer qu'il doit quitter la Maison-Blanche pour se rendre dans une autre ville des États-Unis. Il suggère un échange de lettres entre les deux délégations concernant Gaza et la Cisjordanie ; un calendrier serait fixé pour toutes les actions prévues. Les discussions relatives à l'échange de lettres et surtout à leur contenu démontrent encore une fois l'impossibilité de toute entente sur ce terrain. Les Égyptiens sont démoralisés.

Le 25 octobre, le ministre israélien du Pétrole, Yitzhak Modaï, arrive à Blair House en vue de discuter la restitution par Israël des puits de pétrole du Sinaï. Le ministre exige en contrepartie que le pétrole de la péninsule continue d'alimenter son pays sans interruption. Boutros-Ghali, qui s'y oppose, décide de s'occuper du dossier du pétrole en personne. Il estime que l'or noir doit couvrir en priorité les besoins de l'Égypte ; le surplus serait vendu sur le marché international le plus cher possible. Les Américains voudraient qu'Israël, avant tout autre pays, puisse acheter ce pétrole égyptien au prix international.

Un problème très important se pose alors. L'État hébreu, contrairement à la promesse faite par Begin à Carter le 17 septembre à Camp David, annonce l'établissement de nouvelles colonies en Cisjordanie. Le président américain se sent trahi. Il écrit dans son récent ouvrage : « La plus grave omission, lors des discussions de Camp David, est peut-être de n'avoir pas clarifié par écrit la promesse verbale de Begin relative au gel des implantations pendant les négociations de paix suivantes[65]. » La construction de nouvelles implantations viole l'assurance d'accorder aux Palestiniens une autonomie totale et le droit de déterminer le statut final des territoires occupés par Israël. La décision de la Knesset risque de paralyser les négociations entre l'Égypte et l'État hébreu, qui, comme de coutume, utilise la politique du fait accompli.

Le 2 novembre, Kamal Hassan Ali et Boutros-Ghali rencontrent Alfred Atherton. Il revient de New York à la suite d'un entretien avec Begin. Ils apprennent, sans la moindre surprise, que le Premier ministre a sensiblement durci sa position. Ils décident alors de rédiger un rapport détaillé à l'intention du président Sadate.

Le lendemain, une dépêche rappelle au Caire Boutros-Ghali et Oussama el-Baz. Le raïs veut les consulter. La capitale égyptienne vient d'être le théâtre d'un épisode politique aux conséquences imprévisibles. Le sommet de la Ligue arabe, réuni à Bagdad, a envoyé au Caire une délégation de ministres des Affaires étrangères. Ils sont chargés de proposer au raïs une somme de plusieurs milliards de dollars destinée à relever la situation économique du pays, et à mettre un terme aux négociations avec Israël. Sadate refuse de recevoir les ministres et leur fait répondre que « l'Égypte n'est pas à vendre ».

À Bagdad, rois et chefs d'État réagissent aussitôt. Ils accusent l'Égypte d'avoir abandonné la cause palestinienne et préconisent des sanctions économiques à son encontre. Certaines voix réclament même la rupture des relations diplomatiques avec le pays du Nil et son expulsion de la Ligue arabe dont le siège serait transféré dans une autre capitale.

Le président reçoit Boutros-Ghali dans sa résidence de Gizeh. Il a lu le rapport rédigé le 2 novembre par les deux ministres et écoute attentivement les explications du chef de la diplomatie, mais ne semble absolument pas préoccupé. Ses réponses sont rassurantes : un terrain d'entente sera trouvé.

Le 8 novembre, les deux responsables égyptiens regagnent Washington et ont aussitôt une longue séance de travail avec Kamal Hassan Ali. Les discussions reprennent ensuite au sujet de la question palestinienne avec Dayan et Weizmann. Les deux ministres israéliens se montrent très courtois, mais ne peuvent rien trancher. Seul Begin peut assouplir les exigences de l'État hébreu et il n'a nulle intention de le faire après le sommet de Bagdad. Ce sommet souligne, s'il le fallait, l'isolement de l'Égypte dans le monde arabe. Une raison supplémentaire pour Israël de durcir le ton.

Il ne reste plus qu'à définir officiellement la position de l'Égypte sur les points toujours objets de litige. L'exposé de Boutros-Ghali comprend dans ses grandes lignes l'obligation d'un lien entre le traité de paix et la question de la Cisjordanie et de Gaza, les mesures que devrait prendre Israël pour instaurer un climat de confiance dans ces deux territoires et la décision d'échanger des

lettres pour fixer la date du début des négociations entre l'Égypte et Israël au sujet de l'autonomie palestinienne, celle de la tenue d'élections en Cisjordanie et à Gaza…

Le 12 novembre, la délégation égyptienne rencontre Cyrus Vance et ses collaborateurs, qui leur font part de la position définitive de l'État hébreu. Deux points sont essentiels : Israël refuse tout échange de lettres relatif à la Cisjordanie et à Gaza ; il refuse également de fixer la date des élections en Cisjordanie et à Gaza. C'est la fin des négociations de Blair House. Dayan a été rappelé pour consultation en Israël, et Boutros-Ghali demande à regagner Le Caire. Il souhaite rencontrer le président Sadate.

L'audience avec le raïs, prévue pour le 17 novembre, est reportée. Dans l'intervalle, Moshe Dayan a déclaré officiellement que « l'accord était à prendre ou à laisser[66] ».

Le 23, le vice-président Hosni Moubarak convoque au palais Al-Tahrir Moustapha Khalil et Boutros-Ghali. Il faut trouver une nouvelle issue, puisque la page de Blair House est tournée. Mais il est difficile de concevoir une solution quand, la veille, les journaux israéliens ont publié le texte intégral du traité de paix. Le 24 novembre, le journal gouvernemental *Al-Ahram* donne à ses lecteurs la primeur du texte.

Les Israéliens annoncent leur intention de signer le traité « en l'état ». Les Américains semblent n'avoir aucune objection. L'Égypte réserve sa réponse. Sa revendication première, un lien entre le traité de paix et la mise en place de l'autonomie en Cisjordanie et à Gaza, n'a pas été satisfaite. D'autre part, l'article 6 déclare que le traité prévaudrait sur tout autre accord international conclu par l'Égypte. Cette exigence compromet la validité du pacte de défense collective arabe signé en 1950.

Début décembre, le secrétaire d'État Cyrus Vance se trouve au Caire avec son équipe. Le président Sadate les reçoit dans sa résidence de Al-Kanatir al-Khayriya. Le Premier ministre égyptien, Moustapha Khalil, réclame l'amendement de l'article 6, qui empêche l'Égypte de respecter ses engagements envers le monde arabe. Le problème de l'autonomie en Cisjordanie et à Gaza doit également être résolu, les Égyptiens sont formels sur ce point. Cyrus Vance hésite longuement avant de répondre, puis il finit par dire que ces exigences pourraient pousser les Israéliens à demander l'amendement de plusieurs articles. Et tout serait à recommencer.

Sadate se contente de suivre le débat, mais demande soudain l'avis de Boutros-Ghali. Le ministre n'hésite pas, il a déjà plusieurs fois exprimé son point de vue devant ses collègues et répond qu'il existe une échappatoire : l'article 51 de la charte des Nations unies confère à tous les peuples le droit de légitime défense individuelle ou collective ; il suffirait de l'insérer dans le texte pour redonner à l'Égypte sa pleine liberté d'action si un pays arabe était attaqué par Israël. Très satisfait par cette réponse, le raïs dit au ministre qu'il lui confiera la tâche de défendre le traité devant l'Assemblée du peuple. Reste à résoudre la question de l'autonomie palestinienne en Cisjordanie et à Gaza. Cyrus Vance se rend à Jérusalem en pure perte.

Le 10 décembre, le prix Nobel de la paix est attribué à Anouar el-Sadate et à Menahem Begin. Le raïs pourrait en tirer une fierté légitime devant son peuple, même si ses détracteurs accueillent cette nouvelle avec ironie.

Une victoire à l'arraché

En février 1979, les deux lauréats du prix Nobel sont toujours en désaccord. L'Égypte maintient son exigence d'un lien entre le traité de paix et l'autonomie palestinienne, ainsi que le refus de l'article 6. Israël n'a pas obtenu gain de cause sur sa revendication de pétrole et veut une date pour l'échange d'ambassadeurs…

Carter, pour débloquer la situation, demande à Cyrus Vance d'inviter à Camp David Égyptiens et Israéliens. Les deux camps se retrouvent le 21 février. Moustapha Khalil, devenu aussi le chef de la diplomatie, est assisté par le ministre d'État Boutros-Ghali, Oussama el-Baz et Achraf Ghorbal, l'ambassadeur à Washington. Moshe Dayan a pour collaborateurs Élie Rubinstein, Eliahu Ben Elissar et Meir Rosenne. Cyrus Vance représente Carter.

Du 21 au 24 février, les négociations demeurent au point mort. Moshe Dayan n'est pas autorisé à trancher, seul Begin peut le faire. Moustapha Khalil a également les mains liées, seul Sadate peut prendre des décisions. Cyrus Vance tente d'obtenir la participation de Begin, mais il se heurte à un refus. Le Premier ministre israélien ne discutera qu'avec le président Sadate.

Jimmy Carter songeait à passer le week-end avec les délégués, mais cet immobilisme le contraint à modifier son programme. L'échec de la conférence

est officialisé.

Le 1er mars, Menahem Begin, en visite officielle à Washington, confie à Jimmy Carter ses déboires avec Sadate qui ne semble nullement pressé de signer un traité de paix malgré toutes les concessions faites par Israël. L'impasse se prolonge et le Premier ministre israélien est en butte aux attaques des ultra-nationalistes. Carter, lui aussi, a besoin de la signature d'un traité de paix. 1980 sera l'année de la campagne présidentielle, et lui faut un succès politique d'envergure pour affronter ce défi. Il relate dans son journal : « Begin déclare que Sadate veut toujours la destruction d'Israël. […] Il n'a fait aucune proposition pour résoudre les problèmes. Il n'y a donc aucun progrès et la perspective paraît désolante. Sadate subit de lourdes pressions pour se retirer des négociations. Il a donné à Israël tout ce que ce dernier exigeait à l'origine, mais Israël a continué de formuler de nouvelles exigences. J'admets qu'Israël a fait également des concessions majeures[67]. »

Le président américain se sent obligé de peser de tout son poids pour aboutir à la conclusion d'un traité de paix égypto-israélien. Il n'a plus le choix, il lui faut une victoire, même à l'arraché. Sa cote est au plus bas aux États-Unis. La CIA n'avait pas prévu la chute du régime iranien, c'était un revers pour le président américain qui cherchait à assurer sa réélection.

Le 7 mars, Carter décide de désamorcer le dernier champ de mines sur le chemin de la paix et se rend au Caire. Anouar et Jehane el-Sadate attendent au bas de la passerelle le président américain et son épouse Rosalyn. Accolades chaleureuses, coups de canon, hymnes nationaux… L'accueil, tout à la fois officiel et amical, est doublé par les acclamations d'une foule en délire. Les Égyptiens veulent la paix.

Les négociations commencent au Caire, puis les deux dirigeants se rendent à Alexandrie dans le luxueux train qui a appartenu au roi Fouad. Près de chaque gare principale, le conducteur du train diminue la vitesse pour permettre aux fellahs d'applaudir le raïs et son hôte. Tout au long du trajet, le dialogue se poursuit. Carter a des idées précises, et Sadate l'écoute attentivement. Pendant la journée, les discussions les plus importantes ont lieu durant chaque tête-à-tête. Selon Boutros-Ghali, les plus proches collaborateurs du raïs n'ont aucune vue d'ensemble sur les entretiens politiques. Sadate se contente de les rassurer, l'Égypte obtiendra satisfaction.

Le 10 mars, Carter se trouve en Israël pour un nouveau *round* de

discussions. Begin, lui aussi, veut un épilogue. Il faut cependant aplanir plusieurs difficultés. Un compromis sera trouvé.

Une longue escale à l'aéroport du Caire, avant de regagner Washington le 14 mars, permet ensuite au président de s'entretenir avec Sadate pendant plus d'une heure et sans témoins. Les deux chefs d'État quittent le salon d'honneur le visage souriant et se dirigent vers les journalistes. Le président américain déclare : « Nous avons désormais dégagé le principal contenu du traité de paix entre l'Égypte et Israël, traité qui sera la pierre angulaire d'un règlement de paix global pour le Proche-Orient[68]. »

Bien avant la publication officielle du traité de paix, on sait dans les milieux politiques de la capitale que le problème de l'autonomie de la Cisjordanie et de Gaza sera résolu par un échange de lettres et selon un calendrier précis. Carter a réussi à imposer sa suggestion du mois d'octobre aux Israéliens. De même, les accords interarabes de défense collective auront priorité sur le traité. Les deux exigences égyptiennes ont été respectées.

Échange de lettres pour la Palestine

La guerre est finie. Le 26 mars 1979, Anouar el-Sadate et Menahem Begin s'apprêtent à signer le traité de paix qui mettra fin à trente années de guerre. Il n'aura pas été facile d'aboutir à ce résultat.

Cependant, malgré la visite de Carter en Égypte et en Israël, qui a précipité le cours de l'Histoire, d'ardues négociations se poursuivent encore à Washington le 25 mars entre les deux leaders. Begin se rend à l'ambassade d'Égypte où réside le raïs. Plusieurs sujets sont encore à trancher, et tout d'abord celui des puits de pétrole du Sinaï qu'Israël s'apprête à évacuer. L'État hébreu souhaite un délai de dix mois, et l'Égypte de six. En fin de compte, Israël consent à les restituer dans les sept mois. Il est également convenu que les forces israéliennes évacueront la ville d'El-Arich dix mois après la signature du traité de paix. En contrepartie, l'Égypte s'engage à fournir à Israël une quantité de pétrole équivalente à celle qu'il extrayait annuellement depuis 1967.

Le traité de paix, ses annexes, ses lettres explicatives et les mémorandums forment un document de 120 pages. Le traité, fondé sur les résolutions 242 et

338 du Conseil de sécurité, est composé d'un préambule et de 9 articles. Pour s'en tenir à ses éléments principaux, ce traité marque la reconnaissance réciproque des deux pays, la fin de l'état de guerre, et l'établissement de la paix à l'échange des documents de ratification, le retrait des forces militaires et des implantations civiles de la péninsule du Sinaï occupée depuis 1967, la normalisation des relations entre les deux pays sous l'angle diplomatique, économique et culturel, la mise en place de zones tampon, la libre circulation des navires israéliens dans le canal de Suez et la reconnaissance du détroit de Tiran et du golfe d'Aqaba comme des voies de navigation internationales…

D'autre part, six lettres sont échangées entre Jimmy Carter, Anouar el-Sadate et Menahem Begin. Les deux premières, identiques, constituent le texte d'accompagnement sur l'autonomie de la Cisjordanie et de Gaza. Elles prévoient que les négociations commenceront un mois après la signature du traité, et devront s'achever dans un délai d'un an. Les élections pourront ainsi se tenir le plus rapidement possible. Le président Carter reçoit les deux exemplaires signés par Sadate et Begin.

La troisième lettre indique que l'Égypte et Israël échangeront des ambassadeurs dans les six mois. La quatrième est l'acceptation du Premier ministre israélien. Les deux dernières sont adressées, en termes similaires, par le président Carter à Sadate et Begin. Elles affirment la volonté des États-Unis de faire le nécessaire pour assurer le respect du traité de paix.

Deux mémorandums bilatéraux sont également très importants. Le premier, un accord de compréhension, apporte un certain nombre d'assurances américaines à Israël en cas de violation du traité ; mais il ne s'agit pas d'un pacte de défense. Le second accord garantit l'approvisionnement d'Israël en pétrole par les États-Unis pendant quinze ans, au cas où l'État hébreu ne pourrait pas s'en procurer ailleurs.

Ces données suscitent une question grave. Il n'y a pas de lien apparent, en fin de compte, entre l'évacuation du Sinaï et l'autonomie palestinienne. Ce lien avait été maintes fois proclamé par le président Sadate. Boutros-Ghali apporte une réponse catégorique : « Nous signons en même temps avec Israël deux traités – d'une part l'accord sur le Sinaï et d'autre part l'accord, sous forme d'échange de lettres, relatif à l'avenir de la Cisjordanie et de Gaza – qui, dans leurs textes respectifs, stipulent qu'ils sont fondés sur les accords de Camp David, lesquels se réfèrent aux résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité,

qui prévoient l'évacuation des territoires occupés en 1967. Le point de départ des négociations devant conduire à l'établissement du calendrier précis de l'autonomie en Cisjordanie et à Gaza aura obligatoirement lieu, en vertu des accords de paix, un mois après la ratification de ces derniers. Le délai pour aboutir sera alors de douze mois[69]. »

À l'interrogation « Vous parlez de deux traités signés en même temps, le second n'étant cependant qu'un échange de lettres », le ministre d'État répond : « Oui, mais ayant force contraignante au regard du droit international, comme un traité *stricto sensu*. L'Histoire nous fournit une cohorte d'accords déterminants basés sur des échanges de lettres[70]. »

Israël entre au Proche-Orient

Le lundi 26 mars, à 10 heures du matin, Anouar el-Sadate est à la Maison-Blanche, où il s'entretient seul avec Jimmy Carter pendant une bonne heure. Il est suivi par Menahem Begin, qui a aussi droit à une heure d'entretien. Ces rencontres ne peuvent plus rien apporter de nouveau, du moins dans l'immédiat, puisque tout est déjà décidé, mais elles permettent sans doute à Sadate et Begin de dresser le bilan de la situation avec le président américain, « l'homme qui a réalisé ce miracle » selon leur témoignage.

Le raïs regagne l'ambassade d'Égypte sous bonne escorte. Sa joie se nuance d'une certaine amertume : les Palestiniens ne réalisent pas les avantages qu'il s'efforce de leur obtenir. En Cis jordanie, une journée de deuil a été décrétée et, au centre de Washington, un millier de sympathisants de la cause palestinienne défilent avec des pancartes où l'on peut lire : « Sadate, laquais de Washington », « Après le chah, Sadate », « La Palestine n'est pas à vendre »…

Un déjeuner intime réunit à la Maison-Blanche les trois dirigeants et leurs épouses. L'ambiance est décontractée, et la conversation évite tout sujet politique. Un moment plus tard, la cérémonie commence.

Applaudi ou controversé, ce traité de paix est un événement mondial. Des dizaines de millions de téléspectateurs sont rivés à leur petit écran, tandis que 1 600 chaises ont été placées sur la pelouse de la Maison-Blanche, face à l'estrade où vont prendre place Carter, Sadate et Begin.

Ce début d'après-midi est ensoleillé, même si une brise légère souffle sur les invités. Jimmy Carter a placé Anouar el-Sadate à sa droite et Menahem Begin à sa gauche. Le président des États-Unis est visiblement heureux. Un large sourire éclaire son visage pendant que le président égyptien et le Premier ministre israélien signent en trois langues – l'anglais, l'arabe et l'hébreu – le traité de paix, ses annexes, les lettres échangées… Puis Jimmy Carter ajoute sa signature, en qualité de témoin, à celles de Sadate et de Begin.

Les applaudissements montent et se prolongent, pendant que les trois dirigeants concluent ce moment historique par une triple poignée de main. Cette photo n'est pas encore oubliée.

Carter prend ensuite la parole pour célébrer l'événement et rendre hommage à Sadate et Begin. « Le dévouement et la détermination de ces deux hommes d'État ont porté leurs fruits. La paix est venue. » Il se montre cependant très lucide : « Ce n'est pas parce qu'un document a été écrit et signé que tous les problèmes sont automatiquement réglés. […] Des divergences de vues séparent encore les signataires de ce traité et les séparent aussi de plusieurs de leurs voisins qui craignent ce qu'ils ont fait. » Il met l'accent sur la recherche d'une paix juste et globale au Proche-Orient : « Nous devons nous astreindre à nouveau à tout faire pour réaliser cet objectif d'une paix plus large, incluant la justice pour tous ceux qui ont vécu dans un état de conflit au Proche-Orient[71]. »

Le président Sadate prononce ensuite un bref discours : « C'est l'un des instants les plus heureux de ma vie, qui porte une signification profonde pour tous les peuples fervents de paix. » Il rend à son tour hommage à Jimmy Carter : « L'homme qui a fait ce miracle, c'est le président Carter. Ce qu'il a fait est l'une des plus grandes œuvres de notre temps[72]. »

Le raïs souligne aussi les efforts déployés par les Égyptiens et les Israéliens pour réaliser le but sacré que constitue la paix. Fait curieux, il omet de lire deux paragraphes consacrés aux Palestiniens qui figuraient dans le texte écrit de son discours remis à l'avance à la presse. Cette omission n'a pas d'explication précise. Sadate est-il convenu, la veille au soir, avec Begin de ne pas donner lecture de ces deux paragraphes, ou bien a-t-il voulu sanctionner les réactions haineuses qui se déroulaient en Cisjordanie et un moment plus tôt au cœur même de Washington ? Il maintient cependant sa référence au rétablissement de l'autorité arabe en Cisjordanie et à Gaza : « La libération de la terre arabe sur la rive occidentale du Jourdain et à Gaza renforceront

certainement nos intérêts stratégiques communs[73]. » Le chef de l'État rappelle aussi l'engagement pris par le président Carter de réaliser une paix globale au Proche-Orient.

Menahem Begin, à son tour, s'adresse à l'assemblée. Le Premier ministre israélien proclame la volonté de paix de son pays, mais aussi son attachement à Jérusalem. Avec une éloquence souvent émue, mais emphatique, Begin axe son allocution sur l'importance et la signification de Jérusalem dans l'histoire d'Israël. Cette affirmation, apparemment irréductible, ne facilitera pas les prochaines négociations sur l'autonomie palestinienne.

Le Premier ministre israélien admire, lui aussi, Jimmy Carter, « intransigeant soldat de la paix », et salue les prises de position de Sadate : « Face à l'adversité, à l'hostilité, il a su montrer un courage civil, souvent plus important que le courage militaire. […] *Shalom, salaam*, paix pour toujours. Plus de guerre entre nous[74]. » Begin se coiffe ensuite de sa kippa et termine son allocution en citant, en hébreu, le Psaume 126.

Au moment de la signature du traité de paix, entré dans l'Histoire sous le nom de « traité de Washington », les cloches des églises de la capitale sonnent à toute volée. En fin d'après-midi, Carter, Sadate, Begin et leurs épouses ainsi qu'un grand nombre de personnalités assistent à des prières pour la paix récitées en arabe, en anglais et en hébreu par l'imam de Washington, un pasteur et un rabin. Le soir, un dîner fastueux, le plus grand jamais donné à la Maison-Blanche, rassemble 1 600 invités sous des tentes gigantesques.

Israël a fait son entrée au Proche-Orient.

Chapitre VII

Israël défie la légalité

À washington, on célèbre la signature du traité de paix égypto-israélien, mais à Bagdad le front du refus l'emporte sur l'aile modérée. Les sanctions prévues par le sommet arabe de novembre seront appliquées à la lettre. L'Égypte sera expulsée de la Ligue arabe dont le siège sera transféré à Tunis, et les « pays frères » vont rompre leurs relations politiques et économiques avec « le régime traître de Sadate ».

Ces décisions ont été pratiquement arrachées par les « durs ». L'émir Saoud el-Fayçal, ministre saoudien des Affaires étrangères, a refusé une rupture politique avec l'Égypte et l'arrêt de l'aide que son pays octroie au peuple égyptien. Mais Yasser Arafat s'est insurgé, et la délégation palestinienne a quitté la salle de conférences, aussitôt suivie par les représentants libyens et syriens.

La réunion des ministres arabes est suspendue en attendant la fin des tractations qui se déroulent dans les coulisses. Les pays du front du refus dénoncent toute distinction entre le peuple égyptien et le régime au pouvoir. La rupture doit être totale.

Des déclarations belliqueuses sont faites aux journalistes par certains ministres, tandis que leurs homologues discutent dans les salons. Abdel-Halim Khaddam, vice-président du Conseil syrien et chef de la diplomatie, déclare au correspondant du journal koweïtien *Al-Watan* que les États arabes œuvreront « à renverser les régimes du Soudan et du sultanat d'Oman qui n'ont pas appuyé les sanctions contre l'Égypte. […] Cette défection signifie que Khartoum et Oman appuient la politique de Sadate. Nous pourchasserons les dirigeants de ces deux pays partout, n'hésitant pas à recourir à la violence révolutionnaire, et ils verront ce que nous ferons d'eux[75] ».

Le chef de la délégation irakienne, le ministre Hassan Ali, n'est pas moins virulent que son collègue syrien. Il invite les pays arabes « à dépasser le minimum fixé par le sommet de Bagdad, afin de montrer que la traîtrise doit être punie par une sévère sanction politique et économique[76] ».

En fin de compte, les faucons arabes imposent leurs vues. Dans l'après-

midi, l'émir Sultan Ben Abdel-Aziz, ministre saoudien de la Défense et de l'Aviation, annonce que son pays acceptera les résolutions adoptées par le sommet de Bagdad du mois de novembre. De son côté, le cheikh Sabah Ahmad, ministre koweïtien des Affaires étrangères, déclare que « les résolutions du sommet seront appliquées dans leur intégrité[77] ».

L'Arabie saoudite et le Koweït, les deux principaux bailleurs de fonds de l'Égypte, ayant rejoint le camp de la majorité, le pays des Pharaons se trouve pratiquement isolé. Mais pendant des mois le gouvernement du Caire répond : « Personne ne peut isoler l'Égypte. C'est elle qui isole les autres ! »

Begin, un touriste en Égypte

Le lundi 2 avril, à midi, Menahem Begin et son épouse arrivent à l'aéroport du Caire. Cette fois-ci, un accueil officiel a été préparé avec minutie. Des drapeaux israéliens flottent sur les bâtiments proches de l'aire d'atterrissage, et le vice-président Hosni Moubarak est au bas de la passerelle avec son épouse. Plusieurs ministres sont présents, à commencer par Boutros-Ghali. Les hymnes nationaux figent l'assemblée, puis la cérémonie commence. Begin est d'excellente humeur. Il serre avec chaleur les mains des officiels égyptiens et se déclare ravi d'être au Caire et de retrouver son ami Sadate.

Son séjour, d'une durée de trente heures, doit lui permettre d'avoir des entretiens politiques, mais aussi de visiter l'Égypte pharaonique. C'est du reste le principal objectif de la première journée. « Je ne veux pas gaspiller une seule minute[78] », dit-il à Ahmad Moussa, ministre de la Justice et chef de la délégation d'honneur chargée de l'accompagner au cours de ses excursions.

Des mesures de sécurité draconiennes sont appliquées pour permettre aux invités du raïs de se déplacer d'un site à l'autre sans le moindre risque. Le Premier ministre israélien ne dissimule pas son admiration devant les célèbres pyramides et le Sphinx. Il n'avait sans doute jamais imaginé cette visite touristique au pays des Pharaons. Le soir, une réception grandiose est donnée au palais de Koubbeh. Begin entre dans la salle des fêtes en compagnie du président de la République et de Mme Sadate. Il serre la main des officiels avec effusion, applaudit très fort la troupe Reda qui présente un spectacle de chants et de danses traditionnels. Le lendemain matin, une visite au musée du Caire précède l'entretien avec le raïs. Là aussi, Begin s'extasie devant les

monuments et trésors archéologiques. À Koubbeh, où il attend son hôte, le président Sadate déclare aux journalistes : « Nous allons discuter de la nouvelle dynamique du processus de paix, car le traité est la pierre angulaire de la paix globale[79]. »

Begin regagne le palais, où il séjourne, très satisfait de sa visite. Il a d'ailleurs écrit sur le livre d'or du musée : « Avec grande gratitude et admiration. »

Sadate et Begin ont un long entretien en tête à tête. À la fin de cet échange, ils prennent place côte à côte sur un canapé pour répondre aux questions des journalistes admis au salon.

« Un grand pas a été franchi, déclare le président Sadate. Il n'y aura plus de guerre, ce sera le bon voisinage et l'amour remplacera la haine. » Menahem Begin souligne qu'il est « absolument d'accord avec le chef de l'État égyptien à ce sujet ». Le raïs explique aussi : « Nous avons également discuté des travaux futurs des deux commissions ministérielles qui prépareront l'autonomie en Cisjordanie et à Gaza. Elles se réuniront après l'échange des documents de ratification qui aura lieu la semaine prochaine[80]. » Interrogé sur l'éventualité d'une seconde visite à Jérusalem, Sadate répond : « Au cours du processus de paix, nous allons échanger des visites. Nous allons en discuter dans nos entretiens. » De son côté, Menahem Begin affirme : « Nous avons fait de réels progrès au cours de notre conversation, et nous nous sommes promis de poursuivre des contacts directs. Nous avons décidé de montrer aux autres que la paix peut succéder à trente années de guerre[81]. » Le Premier ministre annonce aussi que le président Sadate se rendra à El-Arich le 26 mai, afin de marquer son retour à la souveraineté égyptienne.

La visite de Begin s'achève dans l'après-midi sur une note optimiste. Il semble très satisfait de l'accueil reçu et de son entretien avec le raïs. Arrivé à l'aéroport Ben-Gourion de Lod, il déclare à la presse qu'il « vient de vivre trente heures pleines de signification pour les liens entre l'Égypte et Israël, et pour l'avenir du Proche-Orient[82] ».

99,95 % des Égyptiens approuvent la paix

Les décisions adoptées à Bagdad contre l'Égypte ne peuvent demeurer sans

réponse : dès le 2 avril, Boutros-Ghali fait publier par son ministère une déclaration soulignant que le transfert du siège de la Ligue arabe hors du Caire viole le pacte de la Ligue. L'acte est donc nul et non avenu. Parallèlement, il annonce la mise sous séquestre des archives de la Ligue arabe et le gel de ses comptes bancaires en Égypte. Ces mesures exaspèrent les pays arabes, mais ne les empêchent pas de maintenir leur choix. Le siège de la Ligue est transféré à Tunis, où il va demeurer pendant onze ans.

Le traité de paix égypto-israélien doit encore être approuvé par l'Assemblée du peuple : le 9 avril, les députés se retrouvent dans l'hémicycle, et la majorité se heurte à une opposition menée par Khaled Mohieddine, l'un des officiers libres qui avaient lutté aux côtés de Nasser pour démettre le roi Farouk. Mohieddine reprend tous les points susceptibles de froisser l'amour-propre national : l'Égypte a violé ses engagements envers le monde arabe, elle n'en sera plus jamais le chef de file, elle a signé une paix séparée, elle a ouvert la porte à une hégémonie américaine dans la région… D'autres députés soulignent les difficultés auxquelles vont se heurter les expatriés travaillant dans les pays arabes, la ruine de l'économie égyptienne privée de l'aide et des investissements arabes…

Les partisans du traité, largement majoritaires, chargent les ténors de leur groupe de défendre l'option gouvernementale. Les débats se poursuivent tard dans la soirée et reprennent le lendemain à 11 heures. Le duel verbal se déroule devant la plupart des membres du gouvernement. L'enthousiasme prévaut, et malgré la fureur des membres de l'opposition, en fin de journée, le président de la Chambre déclare la clôture de la séance puis demande à l'huissier de lire ce texte : « Nous approuvons le traité de paix signé à Washington le 26 mars 1979 entre la République arabe d'Égypte et l'État d'Israël, ainsi que ses annexes et l'accord portant sur l'instauration d'un gouvernement entièrement autonome en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, et ce sous réserve de ratification[83]. » Le vote succède à cette lecture et le traité est approuvé par 329 voix contre 15 et 1 abstention.

Ce pas franchi, Sadate veut aller plus loin et rassurer Israël en lui prouvant que le peuple égyptien soutient l'option de la paix : il demande l'organisation d'un référendum. Fixée au 19 avril, la consultation se solde par l'approbation du traité par 99,95 % des électeurs.

En Israël, la Knesset a largement donné son accord. Trente années de guerre

viennent de prendre fin.

Le drapeau égyptien flotte sur El-Arich

Israël tient parole. Le premier retrait du Sinaï aura lieu à la date fixée, mais en deux étapes. Le 25 mai, une brève cérémonie militaire marque le retour d'El-Arich à la souveraineté égyptienne. Seuls quelques médias couvrent l'événement.

À 11 heures du matin, place des Héros, un détachement de l'armée israélienne en tenue de combat amène le drapeau frappé de l'étoile de David. La *Hatikva*, l'hymne national israélien, retentit ensuite. À cet instant, la foule, évaluée à près de 5 000 personnes, hurle des slogans hostiles à l'occupant, lance des pierres sur les soldats de Tsahal qui passent dans des Jeeps. Une centaine de militaires égyptiens s'activent aussitôt pour ramener l'ordre.

Pendant la rixe, que ne retransmet pas la télévision du Caire, la cérémonie officielle se poursuit. Un peloton égyptien en grande tenue hisse les couleurs nationales sur le mât. Aussitôt éclate de chant célèbre *Bilâdî,... Bilâdî...*, cet hymne de la paix joué pour la première fois le 30 mars, lors du retour du président Sadate de Washington. La foule s'apaise et reprend en chœur le refrain.

Le général Abdel-Hamid Hamdi, représentant du ministre de la Défense, prononce alors une courte allocution. Il dit notamment : « Les étapes de la paix ont commencé aujourd'hui au moment où le drapeau égyptien a été hissé sur El-Arich[84]. »

Pas d'entente sur l'autonomie palestinienne

En ce qui concerne le drame palestinien, les étapes ne seront pas faciles. Les Égyptiens s'en rendent compte dès leur premier entretien avec les Israéliens. C'est le 25 mai, à l'université de Beersheba, en territoire israélien, que les négociations sur l'autonomie palestinienne commencent. La délégation égyptienne, conduite par le général Kamal Hassan Ali, comprend aussi Boutros Boutros-Ghali ; celle d'Israël est dirigée par Yosef Burg, ministre de l'Intérieur, et l'on y retrouve Moshe Dayan et Ezer Weizmann. Le médiateur

américain, Cyrus Vance, est accompagné par l'ambassadeur des États-Unis à Tel-Aviv et le chargé d'affaires au Caire.

Les négociateurs prennent place autour d'une table en forme de fer à cheval dont les Israéliens occupent le centre. Chaque chef de délégation prononce un discours et, à travers chaque texte, les opinions s'opposent très vite. Kamal Hassan Ali réclame l'application de la résolution 242 du Conseil de sécurité, conformément à l'accord de Camp David. Il s'agit donc d'un retrait israélien total des territoires occupés en 1967. Yosef Burg répond en alignant des propositions inacceptables par l'Égypte : « L'autonomie n'implique pas la souveraineté sur le territoire […] Rejet total de l'idée d'un État palestinien[85]. » Les deux thèses vont s'affronter pendant des mois. Mais ce jour-là, le duel est reporté et les pourparlers s'achèvent par une petite réception. L'échange de propos courtois peut-il masquer l'échec de la première rencontre ?

Les Égyptiens prient à El-Arich

Un soleil éclatant couvre El-Arich au matin du 26 mai. Une cérémonie solennelle va marquer le retour du Sinaï-Nord à l'Égypte.

Il y a deux mois jour pour jour que le pays tout entier attend cet événement historique. L'agglomération, une sorte de gros village avec des maisons de torchis, des ruelles de terre battue, se prépare à l'arrivée d'Anouar el-Sadate et des officiels. Un stand de bois entouré de tissus en *fan khiami* (tentes de toiles bigarrées d'arabesques en couleur, faites à partir de tissus appliqués sur les tentures) attend les personnalités. Des fonctionnaires, amenés par une dizaine d'autobus, s'efforcent depuis la veille d'effacer les inscriptions en caractères hébraïques figurant sur les principaux bâtiments. Ils ont également distribué des ballons aux enfants. Tout cela donne à la cérémonie une allure de kermesse.

Dès 10 heures du matin, la plupart des officiels, venus en voiture, ont pris place dans le stand. À 11 heures, un avion dépose sur une piste d'atterrissage de fortune le vice-président Hosni Moubarak en grand uniforme, le président du Conseil, tous les ministres, le grand imam d'al-Azhar, le pape copte orthodoxe Chénouda III. Cinq minutes plus tard, l'avion présidentiel se pose sur la piste. Le tapis rouge est ajusté, puis Anouar el-Sadate, en uniforme blanc

d'amiral, apparaît à la porte de l'appareil. Des applaudissements frénétiques éclatent. Tous les habitants d'El-Arich sont venus accueillir leur raïs. Sadate descend les escaliers de la passerelle, suivi par la première dame d'Égypte, le président de l'Assemblée du peuple, diverses personnalités…

Une cérémonie très simple et touchante se déroule. Le chef de l'État et les principaux responsables entourent le grand imam. Leur premier acte en territoire reconquis est une prière d'action de grâces. Pendant qu'ils remercient Dieu le visage tourné vers La Mecque, le pape Chénouda III récite des prières en compagnie des ministres coptes.

Un peu plus tard, rigide dans son uniforme, le visage crispé par l'émotion, Anouar el-Sadate hisse au haut du mât le drapeau égyptien frappé en son centre du faucon de Qorayche. La foule chante *Bilâdî,… Bilâdî*…, tandis que des centaines de colombes sont lâchées dans le ciel. Une sorte de délire s'est emparé de l'assistance, on chante, on pleure, on applaudit… Le président Sadate signe ensuite le décret qui transfère la ville d'El-Arich, devenue la capitale du Sinaï-Nord, aux autorités égyptiennes. Une prière à la mosquée Nasr (la victoire) marque la fin d'une matinée dont des millions d'Égyptiens devant leur poste de télévision se souviendront longtemps.

Le lendemain, le président Sadate retourne à El-Arich pour recevoir Menahem Begin. Une résidence un peu moins délabrée que les autres a été repeinte en moins de quarante-huit heures par des ouvriers égyptiens. Sadate et Begin affichent une bonne humeur manifeste, tandis que leurs ministres se retrouvent comme de vieux amis. Une rencontre groupe ensuite des mutilés de guerre des deux pays, spectacle qui provoque chez certains une réflexion sincère : « Plus jamais la guerre. »

Un peu plus tard, les officiels sont transportés dans deux avions à Beersheba. Une cérémonie historique doit se dérouler à l'université. Anouar el-Sadate, Menahem Begin, Cyrus Vance, Hosni Moubarak, Moustapha Khalil, le président d'Israël Yitzhak Navon et le vice-Premier ministre Yigal Yadin prennent place sur des chaises placées sur une estrade. Assis face à cette estrade, on retrouve ministres et généraux. Un certain silence, celui des événements solennels, flotte sur l'assistance.

Anouar el-Sadate se lève et annonce sa décision d'ouvrir la frontière entre les deux pays. La joie des Israéliens est discrète, ils ont réussi à signer la paix avec le plus grand pays arabe.

Israël refuse l'autonomie palestinienne

Les négociations sur l'autonomie palestinienne reprennent le 10 juin à Alexandrie, à l'hôtel San Stefano, témoin des débats qui ont précédé la création de la Ligue arabe. Encore une fois, d'âpres discussions opposent Moutapha Khalil et Yosef Burg en présence de l'ambassadeur américain James Leonard. Les deux délégations comportent des ministres – Kamal Hassan Ali, Boutros Boutros-Ghali, Ezer Weizmann, Moshe Dayan, Ariel Sharon… – qui tour à tour interviennent. Mais les débats passionnés ne débouchent sur aucun résultat. Les Égyptiens ont le sentiment que les Israéliens n'ont aucune intention de résoudre le problème palestinien et cette conviction alourdit l'atmosphère. Le communiqué de presse exprime simplement la volonté des négociateurs de se réunir à nouveau.

Cette formule, avec de légères variantes, sera reprise de Herzliya à Haïfa, où Moustapha Khalil soutient que le statut de Jérusalem-Est devrait être calqué sur celui de la Cisjordanie. Le ministre israélien de la Justice, Shamuel Tamir, s'oppose à ce lien. Il s'agit en fait d'un dialogue de sourds. Les Égyptiens continuent à brandir la résolution 242 du Conseil de sécurité et les Israéliens maintiennent leur refus. Les uns réclament « l'autonomie de la terre » et les autres reconnaissent strictement « l'autonomie des personnes ». Ils pensent créer en Cisjordanie et à Gaza une sorte de « conseil municipal ». C'est l'impasse totale. Pour Boutros-Ghali, « les négociations relevaient davantage des relations publiques que de la diplomatie[86] ».

La sixième rencontre a lieu à Alexandrie le 26 septembre 1979. Sadate se trouve dans la deuxième capitale, mais ne participe pas aux débats. La séance est ouverte par le Premier ministre Moustapha Khalil qui prononce une courte allocution de bienvenue. Il s'insurge parce que, le 19 septembre, date anniversaire de la signature des accords de Camp David, Israël a autorisé ses citoyens à acheter des terres en Cisjordanie et à Gaza. L'ambassadeur américain James Leonard déclare que son pays s'oppose officiellement à cette mesure. Yosef Burg puis Shamuel Tamir répondent que l'État hébreu a pris cette décision pour réparer une injustice : les Britanniques et les Jordaniens n'avaient jamais permis aux Juifs d'acquérir des terres dans cette région. Boutros-Ghali s'emporte et souligne que par cette autorisation Israël n'encourage pas les Palestiniens à participer aux négociations et au processus

de paix.

Les deux séances de la journée sont consacrées à ce problème et n'aboutissent qu'à des échanges virulents d'arguments. En guise d'épilogue, Ariel Sharon déclare, comme pour verser de l'huile sur le feu : « Le peuple israélien s'interroge sur ce que l'Égypte a donné à Israël en échange du Sinaï et de son pétrole. » Moustapha Khalil répond : « L'Égypte lui a donné la paix[87] ! »

Le Premier ministre égyptien décide de ne pas assister au dîner offert en l'honneur de la délégation israélienne, et Boutros-Ghali préside un repas marqué par une froideur manifeste entre les négociateurs.

Le sujet du lendemain est de trouver le moyen de masquer l'échec des négociations. Pour échapper à l'inquisition des journalistes, les délégués annoncent les dates des prochaines rencontres.

Le mont Sinaï en liesse

Menahem Begin tient à faire un geste amical envers Anouar el-Sadate, peut-être pour apaiser l'amerture née de l'absence de progrès dans les négociations sur l'autonomie palestinienne : l'Égypte va récupérer le mont Sinaï avec dix semaines d'avance sur la date prévue. Sadate pourra ainsi, pour le deuxième anniversaire de son voyage à Jérusalem, prononcer un discours au lieu où, selon la Bible, Dieu a remis à Moïse les Tables de la loi.

Une cérémonie militaire se déroule le 15 à l'aérodrome de Sainte-Catherine, voisin du célèbre monastère. En présence d'un groupe de journalistes, seuls spectateurs de l'événement, le général Dev Sion, chef de la commission militaire aux négociations, lit une brève déclaration : « Le retour anticipé de la zone de Sainte-Catherine a pour but d'accélérer la normalisation des relations égypto-israéliennes. Il témoigne du désir sincère de progresser dans la voie de la paix entre les deux pays voisins[88]. » De son côté, le général Saifeddine Abou Schaf, chef de la commission militaire égyptienne à ces mêmes négociations, analyse le geste israélien comme « un témoignage du désir sincère des deux pays de réaliser la paix ». Il estime aussi que c'est « une réponse aux allégations du front du refus. Le courant de la paix sera toujours le plus fort[89] ».

Les jours suivants, les Bédouins préparent leurs vêtements de fête et leurs instruments de musique, tandis que des centaines d'ouvriers préparent la tribune officielle et placent les chaises où vont s'asseoir près de 2 000 invités. Toute la région est en effervescence. Aucun habitant du mont Sinaï n'a jamais vu le président égyptien et nombre d'enfants sont nés sous occupation israélienne. Mais le drapeau égyptien flotte désormais sur ce territoire de 1 500 km^2. « Il faut que les bonnes volontés s'unissent pour que, dans cette région du monde, il n'y ait plus ni violence, ni haine, ni guerre ; et pour que la paix, désormais enracinée dans ce lieu, rayonne dans le monde[90]. »

La voix grave et forte du président Sadate s'élève à « Ouadi al-Raha » (la vallée du repos), non loin du lieu où se trouvait, selon la légende, le Buisson ardent. Le raïs est arrivé en avion en fin de matinée avec son épouse, Amal Osmane, ministre des Affaires sociales, et les principaux officiels. Deux mille assistants sont déjà présents et accueillent le chef de l'État par des applaudissements.

Tout comme à El-Arich, la cérémonie commence par une prière d'action de grâces. Cette fois-ci, le grand imam d'al-Azhar et le pape Chénouda III sont accompagnés d'un rabbin en vêtements sombres et kippa sur la tête. Les trois religieux mènent les prières musulmane, chrétienne et juive qui montent de la vallée sainte vers Dieu. La présence du rabbin a été voulue par Sadate, qui déclare : « Au nom du peuple égyptien, je déclare qu'à dater de ce jour ce lieu sacré sera ouvert sans discrimination, sans formalités ni complications administratives à tous les fidèles des trois religions[91]. »

De nouveaux applaudissements enthousiastes fusent et se répercutent à travers la montagne, tandis qu'Anouar el-Sadate hisse solennellement le drapeau égyptien. Les chefs des tribus bédouines viennent faire acte d'allégeance et offrent au raïs des cadeaux : une épée ciselée, un bouclier, un *ogal*…

À la fin de la cérémonie, le cortège officiel se dirige vers le monastère de Sainte-Catherine. Les moines grecs orthodoxes, avec à leur tête l'archevêque Damianos, sont massés devant la porte pour accueillir le président. À son arrivée, les cloches sonnent, puis un moine lui présente un bouquet de fleurs et un rameau d'olivier, symbole de la paix.

Sadate : « Gaza d'abord »

En janvier 1980, les responsables égyptiens qui œuvrent pour la paix n'ont pas encore perdu espoir, mais ils se rendent compte que l'intransigeance israélienne, toujours aussi virulente malgré des mois d'entente cordiale, risque de compromettre l'échéance de mai.

Un espoir se dessine le 7 janvier, jour de l'arrivée de Begin à Assouan où il sera l'hôte du président Sadate pendant trois jours. Des séances de négociations sont le cœur de cette invitation, mais des excursions touristiques doivent permettre au Premier ministre israélien et à son épouse de visiter les temples d'Abou-Simbel et les multiples trésors archéologiques de Louxor.

Hymnes nationaux, sourires, poignées de main… Le cérémonial se déroule sans fausse note. Sadate et Begin échangent même une accolade au seuil de la villa présidentielle. Leur premier tête-à-tête est axé sur l'intervention soviétique en Afghanistan survenue en décembre. Les deux leaders se font apporter des cartes du Proche-Orient et de l'Afrique, discutent du rôle de leurs pays respectifs dans ce contexte et de la nature des facilités à accorder à l'allié américain… Au dîner de gala qui a pour cadre le Mena House Oberoï de l'île d'Éléphantine, Begin déclare : « J'ai eu une discussion inoubliable avec le président Sadate. […] Ce tour d'horizon de la situation nous a permis de constater que nos opinions sont très proches[92]. »

Le lendemain, au retour de Begin d'Abou-Simbel, les deux dirigeants ont un second entretien. Ils vont discuter cette fois-ci de la normalisation des relations entre les deux pays et de l'autonomie de la Cisjordanie et de Gaza. Boutros-Ghali ne cache pas sa déception au ministre Kamal Hassan Ali, parce que les discussions se déroulent à huis clos entre Sadate et Begin et que les spécialistes n'ont pas leur mot à dire. Mais le raïs le veut ainsi.

Sadate a-t-il fait des concessions à Begin au sujet de la normalisation des relations ? On ne le saura pas dans l'immédiat. Quoi qu'il en soit, les responsables égyptiens multiplient les déclarations à la presse pour lier la normalisation aux progrès accomplis dans le contexte de l'autonomie palestinienne. Boutros-Ghali ainsi que Saad Mortada – qui va devenir en février le premier ambassadeur égyptien à Tel-Aviv – prennent position dans ce sens. Soufi Abou Taleb, président de l'Assemblée du peuple, organise une conférence de presse le 8 janvier au Caire pour souligner ce lien. En réponse,

le président israélien Haaretz écrit : « Le président égyptien parle sur un ton amical et bienveillant, laissant à ses seconds les rôles de durs[93]. »

Aucun progrès ne semble avoir été réalisé sur l'autonomie. Mais Sadate, fidèle au pari qu'il veut gagner, refuse d'envisager un échec. À l'aéroport d'Assouan, debout à côté de Begin, il lance alors une idée nouvelle. Il propose un plan en deux étapes : mettre au point tout d'abord les principes de l'autonomie en Cisjordanie et à Gaza et commencer par appliquer ces principes dans le territoire de Gaza.

Chénouda III accuse l'État

Le 30 janvier, à Herzliya, malgré l'accord de Shimon Peres au plan proposé par Sadate et une certaine volonté d'agir dans cette voie enregistrée chez Begin, la reprise des négociations se limite à un échange de formules creuses.

La normalisation, en revanche, avance conformément aux accords du traité de paix. Le 26 janvier, l'Égypte a déjà récupéré les trois quarts du Sinaï. Le 26 février, pour la première fois dans le monde arabe, un avion frappé de l'étoile de David se pose à l'aérodrome du Caire. Le premier ambassadeur d'Israël en République arabe d'Égypte, Eliahou Ben Elissar, ancien chef de cabinet de Menahem Begin, présente ses lettres de créance au président Sadate. Dans le même temps, Saad Mortada entre en fonctions à Tel-Aviv.

La normalisation des relations égypto-israéliennes est un événement capital. La paix entre deux pays qui ont été en guerre pendant trente ans vient de s'inscrire dans les faits. Il n'est pas difficile de prévoir la réaction du front de refus. Le raïs le sait bien. Trois mois plus tôt, à la veille de la récupération du mont Sinaï, il déclarait à la presse : « Au moment de l'échange d'ambassadeurs entre l'Égypte et Israël, les pays arabes pouvaient adopter des décisions hystériques à l'encontre de l'Égypte, mais cela ne changera rien au cours de l'Histoire[94]. »

Quoi qu'il en soit, la présence au Caire de l'ambassadeur d'Israël suscite la colère des opposants : le Néo-Wafd, les nassériens, la gauche… Ibrahim Choucri, le chef du Parti du travail socialiste, écrit dans *Al-Chaab*, son hebdomadaire : « Il faut prévoir un revirement de l'opinion publique égyptienne à l'égard du traité de paix si des résultats sensibles ne sont pas

rapidement atteints sur la voie de la solution du problème palestinien. » La puissante confrérie des Frères musulmans, interdite mais tolérée, ne peut pas s'exprimer publiquement. Les *Ikhwâns* s'agitent cependant. Les forces de sécurité notent des rassemblements illégaux et procèdent parfois à de discrètes arrestations.

Accusée donc par l'opposition d'avoir sacrifié son rôle de chef de file du monde arabe pour signer une paix séparée, l'Égypte s'explique par la voix des grands commis de l'État. Le Dr Morsi Saadeddine, alors vice-président des Conseils nationaux spécialisés et aussi porte-parole officiel à Camp David, déclare : « Je répondrai à ces accusations que l'Égypte est aujourd'hui le seul pays arabe qui œuvre en faveur des Palestiniens. Que font les autres ? Que font les membres du "front du refus", sinon se lancer dans des promesses verbales et dénoncer l'Égypte ? Quant à la normalisation de nos relations avec Israël, c'est encore un moyen de pression sur ce pays, puisque "la qualité de la normalisation dépendra des progrès enregistrés au cours des négociations"[95]. »

Faut-il voir dans cette politique déclarée en souterrain la raison des dissensions interconfessionnelles ? En 1979, à la veille de Noël, la police égyptienne évente un complot et désamorce deux bombes placées dans une église à Alexandrie. Les mois suivants, des bagarres sanglantes opposent des coptes et des musulmans à Assiout, à Miniah et à Alexandrie. Le pape Chénouda III, qui a entretenu jusque-là d'excellentes relations avec Anouar el-Sadate, pense que les autorités n'agissent pas avec assez de vigueur et dénonce dans ses sermons le laxisme de l'État. Il adopte même une mesure très grave : le 29 mars, le Conseil des Églises coptes décide « d'annuler les festivités de Pâques » en signe de protestation.

Début avril, le raïs se rend à Washington pour reprendre avec Carter ses discussions sur la paix globale au Proche-Orient. Il est accueilli à l'aéroport par des manifestations de coptes américains qui brandissent des calicots : « Les droits de l'homme sont bafoués en Égypte. » De retour au Caire, il exprime sa fureur en lançant un avertissement à Chénouda III : « Un pape ne doit pas jouer au politicien, son rôle consiste à adorer Dieu[96]. »

Israël annexe Jérusalem-Est

Les 5 et 6 mai, toujours à Herzliya, les pourparlers relatifs à l'autonomie

palestinienne sont un échec. Il est difficile à masquer cette fois-ci puisque, selon les termes du traité de paix égypto-israélien, les principes relatifs à l'autonomie palestinienne devaient être définis au plus tard le 26 mai 1980.

Le Dr Oussama el-Baz, « l'homme clé des négociations de Camp David » selon Jimmy Carter, s'efforce de défendre la position égyptienne : « Le 26 mai avait été fixé comme une date-objectif et non comme une date limite. Il est important d'avoir une date-objectif parce que cela signifie que certains progrès doivent avoir été accomplis aux environs de cette date. Autrement, les négociations se poursuivraient indéfiniment, ce que nous ne pouvons accepter. Ce n'est pas le cas d'Israël, qui cherche à prolonger le *statu quo*. À l'heure actuelle, les Israéliens contrôlent totalement les territoires occupés, mènent la vie dure aux Palestiniens et modifient la démographie de la région grâce à la politique des implantations. Pour ces diverses raisons, nous avions choisi une "date-objectif". Elle contraint les deux partenaires à n'épargner aucun effort pour aboutir à un accord autour de cette date ou à cette date[97]. » À la question : « De toute évidence, cet objectif n'a pas été atteint ? », el-Baz répond : « Nous allons procéder à une réévaluation de la situation pour voir si des progrès substantiels ont été accomplis. En cas de réponse négative, nous devrons prendre d'autres options. Ce qui est important à nos yeux, ce n'est pas d'aboutir à n'importe quel accord, mais à un bon accord. Qu'importe s'il est signé le 26 mai ou le 26 septembre[98] ! »

Réuni à Venise les 12 et 13 juin 1980, le Conseil européen adopte de son côté une série de résolutions parfaitement conformes aux souhaits de l'Égypte : « Les neuf pays de la Communauté européenne estiment que le moment est venu de favoriser la reconnaissance et la mise en œuvre de deux principes universellement admis par la communauté internationale : le droit à l'existence et à la sécurité pour tous les pays de la région, y compris Israël, et la justice pour tous les peuples, ce qui implique la reconnaissance des droits légitimes du peuple palestinien.

« Le problème palestinien, qui n'est pas un simple problème de réfugiés, doit enfin trouver une juste solution. Le peuple palestinien […] doit être en mesure d'exercer pleinement son droit à l'autodétermination.

« Les Neuf reconnaissent le rôle particulièrement important que la question de Jérusalem revêt pour toutes les parties en cause. Les Neuf soulignent qu'ils n'acceptent aucune initiative unilatérale qui ait pour but de changer le statut de

Jérusalem, et que tout accord sur le statut de la ville devrait garantir le droit de libre accès pour tous aux Lieux saints[99]. »

Fondées sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité, les décisions du Conseil de l'Europe n'ont apparemment aucun impact sur Israël. Le 30 juillet, la Knesset annonce officiellement l'annexion de Jérusalem-Est, « capitale éternelle et indivisible » de l'État hébreu.

L'Occident s'indigne, tandis qu'à la Maison-Blanche Jimmy Carter ne cache pas son irritation. En Égypte, Sadate, tenu de réagir, condamne l'annexion et annonce que les négociations sur l'autonomie palestinienne sont suspendues.

Deux mois s'écoulent. Aux États-Unis, la campagne présidentielle oppose Carter au républicain Ronald Reagan. Dans le silence de son bureau ovale, un lieu qu'il tient à conserver, Carter a besoin d'un succès diplomatique. Il parvient à convaincre Sadate : les pourparlers israélo-égyptiens reprendront.

Le 12 octobre, les délégués égyptiens prennent à contre-cœur l'avion pour Washington. Que peut-on attendre d'une réunion qui a pour toile de fond le duel Carter-Reagan ? Les délégués américains ne disposent d'aucun moyen de pression sur Israël, et Yosef Burg saura en profiter. Il s'agira donc d'une rencontre de pure forme. Les milieux officiels égyptiens déclarent aux journalistes que le *round* de Washington est le prélude à un sommet tripartite Carter-Sadate-Begin à la mi-novembre. Les négociations ne donneront en effet aucun résultat. Le 6 novembre 1980, Jimmy Carter perd la présidence.

Épilogue d'une paix

Ronald Reagan, le candidat républicain, l'ancien gouverneur de Californie, a réussi à devenir le président des États-Unis. Anouar el-Sadate lui adresse un message de félicitations et téléphone à Jimmy Carter pour lui exprimer ses regrets. Le raïs devra traiter désormais avec une nouvelle administration américaine, et une très grave question se pose : Reagan suivra-t-il la politique de Carter pour résoudre le drame du Proche-Orient ?

Cette interrogation trouvera sa réponse au printemps. Le 4 avril 1981, Alexander Haig, le nouveau secrétaire d'État, est au Caire. À l'issue d'un tête-à-tête de deux heures, le chef de l'État égyptien déclare à la presse : « Nos discussions ont été très fructueuses et constructives[100]. » De son côté, Haig

affirme : « Les États-Unis, sous l'administration Reagan, continueront à participer au processus de paix entre l'Égypte et Israël en tant que partenaire à part entière[101]. » Il réitère aussi l'engagement de son pays à relancer les négociations relatives à l'autonomie palestinienne, mais sans fixer une date précise. Le président Sadate avait lui-même reporté la reprise de ces négociations à la fin des élections israéliennes, soit jusqu'à l'été.

Au mois d'août, Sadate invite à Alexandrie Menahem Begin et plusieurs ministres, à commencer par son très proche Ezer Weizmann. Le raïs réserve à ses hôtes un accueil des plus chaleureux et leur donne pour résidence l'ancien palais de Mohamed-Ali. Les négociations sont informelles, il s'agit plutôt de retrouvailles, et deux réceptions marquent cette rencontre. À la fin de ce bref séjour, Sadate et Begin annoncent officiellement la reprise des négociations sur l'autonomie palestinienne. Mais les deux leaders ne se reverront plus.

En Égypte, d'une part comme de l'autre, une « ligne rouge » a sans doute été franchie. Les islamistes sont révoltés par l'attitude de Sadate, tandis que le raïs est décidé à frapper d'une main de fer tout ceux qui complotent contre la sécurité de l'État ou continuent de s'insurger contre les accords de Camp David. Entre le 2 et le 5 septembre, le pays vit des heures très graves. Une opération sans bavures se déroule dans la nuit du 2 au 3 : les forces de sécurité procèdent à l'arrestation de 553 personnalités religieuses, au nombre desquelles figurent des dignitaires musulmans et chrétiens, dont le guide suprême des Frères musulmans. Les arrestations se poursuivent les jours suivants, tandis que les brigades antiémeute dispersent à coups de grenade lacrymogène les manifestants qui se rassemblent à la sortie des trois mosquées intégristes du Caire.

Le 5 septembre, des millions de téléspectateurs suivent en direct le « message à la nation » du président de la République. Face à l'Assemblée du peuple et au Majliss al-choura (sorte de sénat), Sadate fait minutieusement le procès des Frères musulmans et de certaines associations musulmanes et dénonce les personnes qui « exploitent la religion à des fins personnelles ». Il se fonde sur des rapports du parquet, cite des noms, des dates, des faits précis, met l'accent sur les articles publiés contre Camp David dans la presse musulmane ou d'opposition. Au terme de son exposé, il annonce la destitution du pape Chénouda III, accusé de sédition confessionnelle, et la confiscation des biens des organismes qui menacent l'unité nationale.

Des applaudissements nourris servent de conclusion à ce discours. Députés et sénateurs pensent qu'une nouvelle Égypte est en gestation, mais les milieux politiques ne sont pas aussi optimistes et s'interrogent sur les conséquences des mesures adoptées par le chef de l'État. Les coptes, on le sait, ne réagiront pas avec violence, même si leur Église a été décapitée, mais les Frères musulmans sont réputés pour leurs réactions parfois violentes. Au soir du 5 septembre, 1 556 personnes sont arrêtées ou gardées à vue.

Moubarak : « L'Égypte respectera les traités signés »

Anouar el-Sadate, en tenue d'apparat, se rend le 6 octobre à Médinet Nasr pour assister au défilé qui commémore la victoire d'octobre 1973. Le raïs est entouré par le vice-président Moubarak et le ministre de la Défense Abou Ghazala.

Cette parade doit être encore plus impressionnante que les années précédentes, afin de démontrer les capacités militaires de l'Égypte. À partir de la tribune présidentielle, le raïs suit avec une satisfaction visible les performances de l'aviation et surtout les Mirages récemment achetés à la France. À 12 h 02, c'est le passage des troupes d'élite. Soudain, un half-track porteur de missiles antichars quitte les rangs et se dirige vers la tribune officielle. Il s'immobilise assez vite, simulant une panne. Un commandant, un lieutenant et quatre soldats armés jusqu'aux dents en jaillissent. Ils lancent des grenades et ouvrent le feu avec leurs fusils-mitrailleurs. L'un des kamikazes escalade la tribune et vise le chef de l'État. La garde présidentielle, après quelques secondes d'incertitude, tire à son tour sur les assaillants. Les deux officiers et deux soldats sont abattus, les deux autres sont capturés. Le président gît à terre. Transporté en hélicoptère à l'hôpital militaire de Méadi, Anouar el-Sadate a déjà succombé à ses blessures. Le héros de la paix est mort.

Les Égyptiens n'apprendront pas tout de suite le décès de leur chef. Les responsables de la sécurité préfèrent prendre toutes les mesures nécessaires avant d'annoncer au peuple cette tragique nouvelle. Après une heure de silence total, les deux chaînes de télévision reçoivent l'ordre de reprendre les programmes prévus de chants et de danses.

Aux environs de 17 heures, la radio diffuse des versets du Coran, puis le

vice-président Hosni Moubarak s'adresse pour la première fois au peuple égyptien. D'une voix émue, l'homme qui va reprendre le flambeau annonce la mort du président et affirme que « l'Égypte suivra la voie tracée par Anouar el-Sadate, respectera tous les traités signés et poursuivra le processus de paix[102] ».

L'assassinat de Sadate bouleverse les dirigeants qui l'ont connu. Le leader qui a cherché à briser le mur de la haine entre Arabes et Israéliens n'est plus. Pour les États-Unis et l'Occident, c'est la mort d'un grand chef d'État qui a eu l'audace de s'engager sur la route du dialogue entre des pays longtemps ennemis. Pour les dirigeants qui appelaient à son meurtre, c'est la victoire de la nation arabe contre le chef qui l'a trahie.

Une file impressionnante de rois et de chefs d'État, d'anciens présidents, de ministres participe aux obsèques. On reconnaît Richard Nixon et Jimmy Carter, François Mitterrand et Valéry Giscard d'Estaing, le roi Baudouin de Belgique, le prince de Galles et, bien sûr, Menahem Begin et Henry Kissinger. Ils sont venus rendre un dernier hommage au leader dont ils ont souvent loué le courage et l'ouverture d'esprit, mais ils veulent aussi nouer un contact personnel avec le futur président, Hosni Moubarak, désigné dès le 7 octobre par l'Assemblée du peuple pour succéder à Sadate. Le résultat du référendum populaire qui a le dernier mot ne fait aucun doute, et les Occidentaux souhaitent se familiariser avec le personnage. La délégation américaine, dirigée par Alexander Haig et comprenant Nixon, Carter et Kissinger, veut l'entendre réaffirmer de vive voix son intention de poursuivre le processus de paix. Menahem Begin s'entretient longuement avec Hosni Moubarak et quitte la capitale égyptienne sur une promesse formelle.

Moubarak n'a pas le charisme de Nasser

Le 14 octobre 1981, quand Hosni Moubarak, alors âgé de cinquante-trois ans, devient le quatrième président de la République arabe d'Égypte, le peuple constate très vite qu'il n'a pas le charisme de Nasser ou le talent théâtral de Sadate. Mais son passé militaire plaide en sa faveur. Originaire du village de Kafr el-Meselha, il s'engage en 1947 dans l'armée de l'air. En 1952, cet excellent pilote rallie les officiers libres. Quelques années plus tard, le capitaine Moubarak épouse Suzanne Thabet, fille d'une Anglaise et d'un

médecin égyptien. Deux fils, Alâa et Gamal, naîtront de cette union.

Au début des années 1960, le colonel Moubarak accomplit un stage en URSS, puis enseigne à l'Académie militaire d'aéronautique. Après la défaite de 1967, Nasser lui confie la restructuration de l'aviation militaire. Le 6 octobre 1973, c'est le général Moubarak, alors commandant en chef des forces aériennes, qui lance l'attaque contre la ligne Bar-Lev. Anouar el-Sadate en fera ensuite son vice-président. Cet aviateur réputé a désormais la charge de diriger l'Égypte.

Chapitre VIII

Le Liban : proie d'Israël et de la Syrie

Au mois de janvier 1982, les dirigeants israéliens s'apprêtent à signer un second traité de paix, cette fois-ci avec le Liban. Mais une condition essentielle guide cette ambition politique : le pays du Cèdre devra être présidé par Bachir Gemayel, le chef des Forces libanaises.

Menahem Begin et Ariel Sharon, devenu ministre de la Défense, ont eu de nombreux contacts avec ce jeune homme de trente-quatre ans, maître de la plus importante milice chrétienne. Ils apprécient son caractère audacieux et intrépide, et ils savent aussi qu'il est décidé à tenter l'impossible pour arracher son pays à la double tenaille syrienne et palestinienne.

Les relations de l'État hébreu avec plusieurs leaders chrétiens sont déjà anciennes. D'une façon générale, dès le 13 avril 1975, date officielle du début des hostilités entre les fedayins et les miliciens phalangistes, des agents israéliens ont tenté de prendre contact avec certains chefs militaires. Au départ, ces tentatives n'ont pas été couronnées de succès.

Très vite, les affrontements palestino-phalangistes prennent une tournure régulière, et les forces antagonistes s'organisent. Les combattants phalangistes, dirigés par Bachir Gemayel, le fils cadet du fondateur du parti, ont pour alliés les miliciens du Parti national-libéral (groupe politique formé par l'ancien président de la République Camille Chamoun), les gardiens du Cèdre d'Étienne Sacre, ceux d'Al-Arz du Dr Fouad Chemali… De leur côté, les fedayins sont soutenus par le Mouvement national, soit l'ensemble des partis de gauche dont le chef est le leader druze Kamal Joumblatt, fondateur et dirigeant du Parti socialiste progressiste.

Optimistes de nature, les Libanais pensent qu'il s'agit d'une crise politique, et chaque affrontement sanglant est qualifié de *round*. Mais la crise s'envenime, les chefs de gouvernement se succèdent sans pouvoir la résoudre, et la médiation syrienne menée par Abdel-Halim Khaddam, alors vice-président du Conseil et ministre des Affaires étrangères, ne débouche sur rien.

L'armée libanaise se désintègre

La guerre ouverte entre les miliciens chrétiens et les combattants palestino-progressistes éclate le 22 janvier 1976. Ce jour-là, le lieutenant sunnite Ahmed el-Khatib, endoctriné par le dirigeant palestinien Abou Jihad, et qui prêche depuis plusieurs mois la rébellion dans les rangs des officiers musulmans de l'armée, commence la « guerre des casernes ». Responsable d'une unité de blindés dans la Bekaa, il quitte son poste avec ses hommes, des armes lourdes, des munitions et des chars. Son exemple est suivi par plusieurs collègues. En réponse, certains officiers chrétiens vont rejoindre les miliciens de leur communauté religieuse. L'armée libanaise se désintègre. Des propositions de fourniture d'armes sont alors faites de façon discrète au camp chrétien, qui décline l'offre.

Au début de février, le président de la République, Soleiman Frangié, et celui du Conseil, Rachid Karamé, se rendent à Damas pour consulter Hafiz al-Asad. Le chef de l'État syrien pense que des amendements constitutionnels s'imposent. Il faudrait diminuer quelque peu les prérogatives du président de la République pour assurer une place plus importante à l'islam libanais.

Le 14 février, Soleiman Frangié donne lecture à la télévision du « Document constitutionnel », d'inspiration syrienne. Les leaders chrétiens parlent d'un maximum de concessions, l'islam est partiellement satisfait, mais Kamal Joumblatt attaque le texte avec virulence. Il exige l'abolition du confessionnalisme politique, sa revendication de base. Une réunion secrète a lieu entre Joumblatt et le lieutenant Ahmed el-Khatib, qui a donné à ses soldats le nom d'Armée du Liban arabe (ALA). Une coopération totale est décidée entre le Mouvement national et l'ALA dans la perspective d'un coup d'État.

Israël aidera les phalangistes

Le 22 mars va marquer d'une pierre noire l'avenir des chrétiens, et le début de la collaboration israélo-phalangiste. Kamal Joumblatt, poussé par Yasser Arafat qui lui promet l'aide des fedayins, accepte de lancer la guerre de la Montagne. Le même jour, les forces palestino-progressistes déclenchent la bataille des grands hôtels. Ils commencent par le Holiday Inn, où sont retranchés des miliciens phalangistes. Encerclés, incapables de recevoir des renforts, les jeunes gens sont pratiquement exterminés. D'autres hôtels, situés sur le front de mer, sont également visés… La riposte des combattants de

Beyrouth-Est est virulente. La capitale vit un terrifiant enfer pendant toute la nuit.

La bataille de la Montagne est beaucoup plus sanglante. Les forces palestino-progressistes, encadrées par les blindés de l'Armée du Liban arabe, parviennent à circonscrire un territoire qui prend naissance à Aley et s'étend jusqu'à Bikfaya, fief des Gemayel. Les miliciens, parfois secondés par des officiers chrétiens, ne parviennent pas à freiner l'attaque. La Montagne est en feu.

Une évidence s'impose, il est impossible d'arrêter la progression de la machine de guerre palestino-progressiste. Le manque d'hommes, de munitions et, surtout d'armes lourdes, laisse présager un épilogue tragique. Bachir Gemayel, en passe de devenir le chef des milices chrétiennes, est conscient de la possibilité d'une défaite totale. Son désespoir incite Joseph Abou-Khalil, rédacteur en chef *d'Al-Amal*, le journal du parti, à lui proposer de répondre aux offres de fournitures d'armes souvent formulées par des personnes à l'identité mystérieuse, sans doute des agents du Mossad. Bachir accepte.

Abou-Khalil veut quitter Beyrouth le soir même, le 25 mars, mais il tient à prévenir le chef suprême des Phalanges. Cheikh Pierre marque une grande réticence : « Aller en Israël est grave et dangereux[103]. » Mais il n'interdit pas cet ultime recours.

Dans son ouvrage *Les Maronites dans la guerre du Liban*, Abou-Khalil décrit cette audacieuse aventure. Peu avant l'aube, il se rend au Yacht Club de Kaslik en compagnie de deux chefs militaires phalangistes. Un vieux marin accepte de les conduire à Haïfa dans son embarcation. Au matin, un navire de guerre israélien les repère. Ils déclinent leur identité et le but de leur voyage et sont aussitôt pris en charge. À Tel-Aviv, un appartement leur a été réservé au Country Club, où on leur apprend que Shimon Peres, ministre de la Défense, les recevra le soir.

À 23 heures, on les conduit dans une salle où le ministre et plusieurs généraux sont assis autour d'une table ronde. Peres se lève, serre la main des trois hommes et place Abou-Khalil à sa droite. « Nous sommes ici pour écouter vos doléances. Que demandez-vous au juste[104] ? » Le journaliste décide de répondre sans détour :

« Monsieur le ministre, nous sommes venus très simplement demander des armes et des munitions ; toutes les sources nous ont été fermées au moment où

le piège se resserre sur nous jusqu'à l'étouffement.

« Nous n'avons rien à donner en échange de l'aide que nous vous demandons ; vous ne me croiriez sans doute pas si je vous faisais quelque promesse politique en retour. […] Appelez cela de la mendicité si vous voulez… Nous sommes en réalité des mendiants[105]. »

Peres écoute attentivement Abou-Khalil, puis répond : « N'ayez pas honte de mendier ; nous aussi jusqu'à présent, nous ne cessons de mendier l'argent et les armes ; il n'y a aucune honte à cela. » Puis il passe immédiatement à la question suivante : « Puis-je savoir au juste ce que vous demandez, quel genre d'armes et quel genre de munitions[106] ? » Les chefs militaires remettent alors une liste à Peres.

Le ministre de la Défense promet de soumettre la liste au gouvernement et s'engage à donner une réponse pour le lendemain.

Le 27 mars, Shimon Peres donne à la délégation libanaise une réponse positive. Mais Israël souhaite agir dans le plus grand secret, ce qui convient parfaitement aux phalangistes.

« Orienter les maronites vers la Syrie »

Ce même 27 mars, une rencontre d'une importance tout aussi capitale a lieu à Damas. Hafiz al-Asad reçoit Kamal Joumblatt. Le chef de l'État refuse la destruction du potentiel militaire chrétien et veut seulement lui rogner les ailes pour le contraindre à accepter le rôle syrien au Liban. À ses yeux, la solution doit être politique, elle ne peut pas être militaire dans un pays où l'on a adopté le système communautaire. Voilà pourquoi il a demandé à Joumblatt, et à maintes reprises, de mettre fin aux combats dans la Montagne.

Les deux leaders vont discuter pendant cinq heures, Mais aucun des deux n'acceptera de céder. Dans son ouvrage *Pour le Liban*, Joumblatt écrit avec amertume :

« Je me souviens de ma dernière rencontre avec le président Asad, et de mon refus de déclarer sur-le-champ un arrêt des hostilités. […] Le président Asad s'est exprimé avec beaucoup de franchise : "Écoutez, m'a-t-il dit, c'est pour moi une occasion unique d'orienter les maronites vers la Syrie, de gagner leur confiance, de leur faire réaliser que leur protection n'est plus la France ni

l'Occident. Il faut les aider à ne plus quémander l'aide de l'étranger. Je ne saurais admettre que vous soyez vainqueurs du camp chrétien au Liban : cela créerait chez eux un sentiment de dépit […]." Il considérait de son devoir national arabe de dégager les maronites de la magie du cercle protecteur de la France et de l'Europe. Était-il sincère[107] ? »

Asad a compris que Joumblatt poursuivra sa guerre, il sait aussi qu'il ne le permettra pas. La Syrie interviendra pour ramener le calme au Liban.

À dater du 27 mars 1976, le Liban est désormais la proie d'Israël et de la Syrie, deux voisins puissants aux intérêts diamétralement opposés. Derrière l'action israélienne ou syrienne se profile l'ombre de leurs redoutables alliés, les deux « grands », les États-Unis et l'URSS, prêts à bien des manœuvres pour asseoir leur domination au Proche-Orient.

Tall el-Zaatar s'effondre

Dans le cadre de cet ouvrage, il est impossible d'évoquer tous les événements qui ont marqué le Liban, ou le Proche-Orient, entre mars 1976 et janvier 1982. Mais il est indispensable de résumer les grandes étapes : le duel israélo-syrien, l'ascension de Bachir Gemayel.

Le 31 mars, Kurt Waldheim songe à soumettre le dossier libanais au Conseil de sécurité. Le même jour, Gerald Ford délègue à Beyrouth l'ambassadeur Dean Brown. Les États-Unis s'opposent à toute internationalisation de la crise libanaise pour sauvegarder leurs intérêts régionaux. Kissinger a été impressionné par la personnalité de Hafiz al-Asad. La mission de Brown consiste à encourager l'arbitrage syrien, tout en apaisant les craintes des chrétiens libanais et d'Israël. Il y parvient et promet à Begin que l'action syrienne sera limitée dans des « lignes rouges ».

Le 10 avril, les députés gagnent la villa Mansour, siège provisoire du Parlement, sous la protection de la Saïka d'obédience syrienne. Ils amendent l'article 76 de la Constitution, ce qui permet une élection présidentielle anticipée. Le 8 mai, Élias Sarkis devient le sixième président de la République libanaise. La Syrie est désormais toute-puissante au Liban.

Les combats se poursuivent cependant sur tous les fronts. Le 1er juin, fort du soutien implicite américain, Asad envoie au Liban 8 000 soldats appuyés par

200 blindés. Pris de court, les combattants palestino-progressistes prennent la fuite dans la Bekaa, ou acceptent de remettre leurs armes.

Les leaders libanais sont divisés sur les intentions de la Syrie. Camille Chamoun et Bachir Gemayel s'en méfient, les chiites sont satisfaits, les sunnites désapprouvent en silence. Kamal Joumblatt et Raymond Eddé parlent d'une « invasion syrienne ».

Le moment semble propice à Camille Chamoun pour lancer les miliciens à l'assaut de Tall el-Zaatar, point stratégique de première importance devenu la citadelle de la résistance palestinienne depuis Septembre noir. Les combats sont féroces. Sept semaines plus tard, le 10 août, Tall el-Zaatar s'effondre.

Grâce à cette victoire, le Front libanais peut relier Beyrouth-Est avec son arrière-pays. Il est désormais possible de placer le « pays chrétien » sur la carte géopolitique du Proche-Orient.

À dater de ce jour, les milices chrétiennes, à l'exception de celle du Marada de Zghorta dirigée par Tony Frangié, s'unissent sous le nom de Forces libanaises. Bachir Gemayel, nommé commandant en chef, a pour adjoint Dany Chamoun.

Des Syriens coiffés d'un béret vert

L'Arabie saoudite, puissante alliée des États-Unis, organise en septembre un mini-sommet à Riyad. Une force arabe de dissuasion (FAD), théoriquement dirigée par Élias Sarkis, est créée. Elle se compose de 30 000 hommes, en majorité syriens (qui restent donc au Liban coiffés d'un béret vert), afin d'œuvrer au retour de l'ordre dans le pays. Le sommet arabe du Caire entérine ces décisions.

La présence de la FAD n'empêche pas les Palestiniens de posséder des armes lourdes et de poursuivre leurs attaques contre Israël au Liban-Sud. On pourrait dire que rien n'est changé.

Le pays chrétien vit un enfer

L'année 1977 est marquée par plusieurs événements majeurs.

Le 23 janvier, le Front libanais réunit son état-major politique et militaire

afin de tracer la nouvelle armature du pays du Cèdre. Il adopte trois mesures principales : le Pacte national doit être remplacé par un système fédéral ; les réfugiés palestiniens seront répartis dans divers pays arabes ; la FAD n'a aucune raison de s'implanter à Beyrouth-Est, où l'ordre est assuré par les miliciens des Forces libanaises. Ce plan exaspère les dirigeants syriens, et déplaît au président Sarkis. Le 16 mars, la voiture de Kamal Joumblatt est criblée de balles à 100 mètres d'un barrage syrien. Le patron du Chouf est éliminé.

Le 9 novembre, le président Anouar el-Sadate annonce devant le Parlement égyptien son intention de se rendre à la Knesset pour mettre fin au conflit israélo-arabe. Le raïs déchaîne la colère de ses « frères ». L'Égypte pourrait être expulsée des rangs arabes.

L'année 1978 réserve bien des surprises au Liban. Au mois de février, Hafiz al-Asad est réélu à la tête de l'État syrien. L'Égypte étant en mauvaise posture, il va chercher à donner à son pays les traits d'une puissance régionale.

Le 11 mars, une quinzaine de miliciens du Fatah réussissent un raid très meurtrier à Tel-Aviv. La riposte israélienne sera des plus sanglantes. Le 15, les chefs de Tsahal lancent l'opération « Litani ». Des milliers de soldats et plusieurs divisions de blindés, protégés par l'aviation, pénètrent en territoire libanais. Avec une puissance de feu jamais égalée, les soldats attaquent les bases de fedayins, tandis que l'aviation bombarde plusieurs villes du Sud. Le Conseil de sécurité se réunit aussitôt et vote les résolutions 425 et 426 qui exigent le retrait de l'armée israélienne jusqu'à la frontière internationale du Liban, le respect de la souveraineté libanaise et la mise en place d'une force internationale dans le Sud. Trois mille casques bleus sont chargés de rétablir la paix dans la région. C'était le rêve des chrétiens.

Un coup de théâtre vient détruire cet optimisme. Le 11 mai, Soleiman Frangié, ancien chef de l'État et leader du Nord, l'un des piliers du Front libanais, décide de quitter cette formation. Frangié n'a jamais approuvé les relations, devenues régulières, entre certains leaders du Front libanais et Israël. Il voit dans l'alliance avec la Syrie une garantie pour les chrétiens. De plus, il refuse l'implantation phalangiste dans son fief. En 1976, les miliciens du Marada, dirigés par Tony Frangié, le fils aîné de l'ancien président, n'ont pas rallié les Forces libanaises. Le Nord politique et militaire a tenu à préserver son autonomie.

Les Phalangistes n'ont pas respecté cette prise de position.

En juin, un de leurs chefs est assassiné. Une expédition punitive se dirige alors vers Ehden dans le but (avoué plus tard) de kidnapper Tony Frangié et d'exiger en contrepartie de sa libération une présence phalangiste dans le Nord. Mais les événe ments ne répondent pas à ce scénario. À Ehden, devant la résidence des Frangié, un feu nourri accueille les miliciens phalangistes : la bataille s'achève tragiquement. On compte 33 morts chez les Frangié, dont Tony, sa femme et sa fille.

Hafiz al-Asad estime que l'heure d'une confrontation sévère avec le Front libanais a sonné.

Le 28 juin, 40 jeunes gens des Forces libanaises sont enlevés et tués dans la Bekaa. Camille Chamoun accuse la Syrie d'avoir orchestré ce massacre. Le 1er juillet, le Front libanais décrète une journée de deuil national. L'armée syrienne se déchaîne alors contre Ain el-Remmaneh. Les miliciens gagnent leurs positions et ripostent. Aussitôt, et pendant trois jours, un déluge de feu s'abat sur Beyrouth-Est. Les officiers syriens ont reçu l'ordre d'utiliser les orgues de Staline, les fusées Grad, les canons de chars… Bachir Gemayel et Dany Chamoun, à la tête des Forces libanaises, se battent contre des troupes mieux équipées et indéfiniment remplaçables.

Des chefs d'État occidentaux appellent en vain à l'arrêt des combats. Jimmy Carter et le pape Paul Vl ont des phrases pathétiques. Le président Sarkis refuse de demeurer impuissant devant ces bombardements d'innocents et menace de démissionner. Damas ne prend pas ce défi au sérieux.

Contrairement à l'Occident, les pays arabes appuient l'action de Damas. Asad doit punir les chrétiens alliés d'Israël, tout comme il a remis les Palestiniens au pas. La Syrie savoure sa victoire régionale.

En septembre, les préparatifs de Camp David monopolisent l'attention internationale, tandis qu'au Liban le « pays chrétien » vit des jours difficiles. Son drame s'aggrave avec la signature des accords de Camp David. Pour marquer son désaveu, Damas décrète une reprise des combats. Cette fois-ci, le monde entier s'émeut. Les États-Unis et la France finissent par obtenir, avec l'accord de l'URSS, une réunion du Conseil de sécurité. Le 5 octobre, un cessez-le-feu, général et immédiat, est décidé. La résolution consacre aussi l'indépendance et la souveraineté du Liban sur tout son territoire. Le même jour, Hafiz al-Asad, après une longue entrevue avec Élias Sarkis, proclame lui

aussi le cessez-le-feu.

La conférence de Beiteddine, tenue du 15 au 17 octobre, sert d'épilogue aux malheurs de l'Est. Elle réunit les ministres des Affaires étrangères des pays qui financent la FAD. Un compromis est trouvé. La Syrie obtient un blanc-seing au Liban, mais à l'Est des soldats saoudiens remplacent les syriens.

Deux États ont bénéficié de ce drame : la Syrie a conforté sa présence au pays du Cèdre, Israël aussi. Tout au long de cette crise, il s'est taillé une place sans s'impliquer de façon directe. Il a multiplié les déclarations en faveur des chrétiens et leur a accordé une aide logistique, sans agir sur le terrain pour éviter toute confrontation avec la Syrie.

La FAD s'effrite

La vie reprend à l'Est sans l'enthousiasme qui avait accompagné la fin de la guerre des Deux Ans. En février 1979, la FAD s'effrite. Le Soudan décide le départ de ses 800 soldats, et les Émirats arabes suivent son exemple. Le 28 février, l'Arabie saoudite rappelle ses 1 250 hommes en raison des événements du Yémen – c'est la défection la plus grave. Peut-on laisser les Syriens reprendre leurs positions à Beyrouth-Est sans provoquer de nouveaux affrontements avec les Forces libanaises ? Le président Sarkis autorise alors le Parlement à voter la loi de la réforme de l'armée exigée par la Syrie, qui limite les pouvoirs du commandant en chef (un maronite selon la coutume). Grâce à cette mesure, Damas acceptera l'envoi à l'Est d'une troupe libanaise.

Bachir unifie les milices

À Téhéran, le retour triomphal de l'ayatollah Khomeyni, qui proclame le 14 février la « République islamique d'Iran », aura de graves conséquences pour le pays du Cèdre.

Le 17 mai, un drame secoue les quartiers Est de la capitale. Des affrontements sanglants opposent les milices chrétiennes. Bachir Gemayel met fin à cette guerre fratricide en pratiquant une fusion forcée des combattants du PNL (Parti national- libéral) et des Phalanges. Camille Chamoun et Pierre Gemayel approuvent cette mesure. Ce dernier tente ensuite de rapprocher son

fils cadet du président Sarkis. L'entrevue est cordiale. Au fond, Élias Sarkis admire ce jeune chef, et Bachir souhaite simplement que le président se montre plus ferme face aux Syriens. Il exprime ses griefs avec franchise.

Sarkis s'aperçoit que Bachir Gemayel ne semble pas percevoir les dangers d'une souveraineté obtenue grâce à des contacts avec Israël. Il lui explique que Sadate jouit du soutien américain, tandis que Washington ne voit en lui qu'un trublion. Gemayel demande alors au président d'expliquer aux Américains son rôle véritable.

Zahlé, ville martyre

L'année suivante, les violences entre les miliciens du PNL et ceux des Phalanges sont épisodiques, mais, les 2 et 3 juillet, les premiers attaquent les permanences des seconds dans le Caza de Baabda ; plusieurs jeunes gens sont tués.

Bachir Gemayel décide alors de mettre un terme à l'anarchie par la force. Le 7 juillet, il lance l'opération « Léna » : les phalangistes attaquent les permanences du PNL dans tout le secteur chrétien et remportent une victoire totale en quelques heures.

Reste à gagner le volet politique de l'opération. Les chefs du Front libanais se réunissent dans l'après-midi au couvent Saint-Antoine. Le président Chamoun, le maître du camp chrétien, garde un visage impassible malgré la défaite des miliciens de son parti. Il suscite même l'admiration générale en prêchant la concorde et l'unité des rangs face à l'ennemi syrien et palestinien.

La réconciliation se concrétise le 17 juillet par le « Document de Kaslik » : pour une période de trois ans, Bachir Gemayel a toute autorité militaire dans la zone chrétienne, le pouvoir politique est confié à Camille Chamoun, tandis que Pierre Gemayel est nommé président du Conseil législatif, un organisme composé de 25 membres.

Le Document de Kaslik n'est pas respecté par tous les miliciens du PNL. À Ain el-Remmaneh, l'un d'entre eux, Élias Han nache, attaque les miliciens des Forces libanaises à l'arme lourde. La réponse est encore plus dure. Il est contraint de se réfugier à Beyrouth-Ouest avec ses partisans.

Le 22 novembre, date anniversaire de la fondation du Parti phalangiste (et

de l'indépendance du pays en 1943), Bachir Gemayel prononce un discours très modéré. Ce n'est plus la dialectique d'un chef de guerre, mais celle d'un homme d'État. À l'Ouest, on comprend qu'il brigue la présidence de la République.

Au cours d'un dîner donné par Johnny Abdo, chef du service des renseignements, Bachir remet à l'ambassadeur des États-Unis un message pour le Département d'État : « Nous voulons faire partie de la stratégie américaine au Proche-Orient. Nous voulons nous associer au monde libre. Nous voulons devenir la légalité par des moyens légaux[108]. » Élias Sarkis a favorisé un rapprochement entre Bachir Gemayel et l'Amérique.

Mais la confrontation entre les rebelles du PNL, désavoués par Camille Chamoun, et les Forces libanaises n'est pas terminée. Hannache et ses partisans, chassés d'Ain el-Remmaneh, se sont réfugiés à Beyrouth-Ouest, où ils ont été pris en charge par les Services spéciaux du Fatah qui les dirigent vers Zahlé. Le choix de cette ville est délibéré : elle est liée politiquement et militairement avec Beyrouth-Est, ce qui entrave le système de contrôle de la Bekaa, considérée par la Syrie comme la région la plus vitale pour sa sécurité. Un conflit entre les miliciens de Hannache et ceux des Forces libanaises modifierait ce contexte.

Le conflit souhaité se produit, et quatre soldats de la FAD sont tués. L'armée syrienne accorde quarante-huit heures aux Forces libanaises et aux personnalités de la ville pour lui livrer les responsables de la mort de ses soldats. Zahlé préfère se solidariser avec les Forces libanaises.

Le 21 décembre, l'aviation syrienne bombarde plusieurs quartiers de la ville, tandis qu'un blocus total est mis en place. À nouveau, l'Occident s'émeut, les États-Unis font pression, et les bombardements prennent fin le 26 décembre. Le blocus est levé le 30.

Mais l'armée syrienne entoure toujours Zahlé.

La crise des missiles

Dans les premiers jours de 1981, Bachir Gemayel, afin d'étendre son champ d'action, décide de relier Zahlé au pays chrétien avant la fonte des neiges. Dans ce but, des miliciens tentent de percer une route sur le flanc oriental du

mont Sannine, tandis qu'une centaine d'autres gagnent la ville en vêtements civils.

Une telle entreprise est inadmissible pour la Syrie. De plus, le 31 mars, des miliciens attaquent l'une de ses positions : un officier et six soldats sont tués. Un déluge de feu s'abat alors sur les quartiers résidentiels de Zahlé, puis sur ceux de Beyrouth-Est. Les Forces libanaises ripostent, secondées par les soldats libanais placés dans leur zone et acquis à Bachir Gemayel.

Élias Sarkis délègue à Damas Élias Hraoui, député de Zahlé et proche d'Asad, pour négocier un cessez-le-feu. Le chef de l'État aligne des conditions inacceptables, qui mettrait le pays chrétien à la merci de l'armée syrienne.

Une défaite chrétienne est un danger pour Israël, qui pourrait alors déclencher une intervention militaire. Les États-Unis cherchent à l'éviter pour ne pas aboutir à une confrontation indirecte avec l'URSS. Ils prêchent le calme à leur allié israélien, et demandent à la Syrie de cesser le feu. En vain. Les troupes syriennes se lancent à l'assaut des collines surplombant Zahlé. Face à la résistance acharnée des miliciens, Damas organise plusieurs opérations héliportées. Le 11 avril, les Syriens sont maîtres des routes reliant Zahlé au Mont-Liban, le 25 des unités spéciales héliportées prennent position sur les crêtes du mont Sannine. Cette position stratégique leur permet de contrôler tout le territoire du Front libanais.

La situation n'a jamais été aussi dramatique pour les chrétiens, mais les États-Unis interviennent. Le Secrétaire d'État, Alexander Haig, envoie à la Syrie, à l'Arabie saoudite et à l'URSS un message précis : « Nous avons exercé des pressions à l'égard d'Israël pour l'empêcher d'intervenir à Zahlé, dans le but de préserver le *statu quo* au Liban. Nous constatons que la Syrie est en train, du fait des derniers événements, de modifier ce *statu quo*. Cette modification va à l'encontre des intérêts américains[109]. »

Sans risquer le désaveu de son puissant allié, Israël peut désormais attaquer les unités syriennes postées sur le mont Sannine.

Le 28 avril, à l'heure où le ministre Khaddam pénètre d'un pas triomphant au palais de Baabda pour imposer les conditions d'un cessez-le-feu, une bataille aérienne israélo-syrienne a lieu au-dessus du mont Sannine. Deux hélicoptères syriens sont abattus. L'État hébreu démontre que la Syrie ne contrôle pas les événements.

Asad n'a pas l'intention de céder. Le 29 avril, il fait déployer au-dessus du

mont Sannine des rampes de missiles Sam-2 et Sam-6. Israël y voit « une nouvelle rupture du *statu quo* au Liban », et menace d'entreprendre une action militaire si les missiles ne sont pas retirés. Le dirigeant syrien s'obstine. Une épreuve de force entre les deux pays engagerait leurs protecteurs. Les États-Unis et l'URSS se concertent.

Le 4 mai, le président Reagan délègue au Proche-Orient Philip Habib, un ambassadeur américain d'origine libanaise, un négociateur capable de désamorcer « la crise des missiles ».

Habib atterrit à Beyrouth le 7 mai, et s'entretient au palais de Baabda avec le chef de l'État, puis avec celui du gouvernement. À Damas, il se heurte à un Hafiz al-Asad intransigeant. À Jérusalem, Begin adopte le même style. Philip Habib songe alors à faire intervenir l'Arabie saoudite, fidèle alliée des États-Unis. Il a frappé à la bonne porte. Le roi Khaled et le prince Fahd consentent à jouer le rôle de médiateurs. Un compromis est mis au point : la Syrie maintient ses missiles, mais s'engage à ne pas les utiliser. Begin accepte la solution diplomatique.

Toujours grâce à l'intervention saoudienne, le président Asad consent à assouplir sa position face aux miliciens. Ils pourront quitter Zahlé avec leurs armes individuelles. La ville est libérée.

C'est un épilogue temporaire. L'armée syrienne occupe toujours les collines surplombant Zahlé et les crêtes du mont Sannine, et Israël pourrait à tout moment bombarder les Sam-2 et les Sam-6. D'autant plus qu'Ariel Sharon, un général belliqueux, a remplacé Ezer Weizmann au ministère de la Défense.

Le tandem Begin-Sharon ne tarde pas à agir. L'escalade de la violence reprend dans le Sud, où l'OLP agit toujours. Six ponts reliant cette région au reste du pays sont bombardés, les positions palestiniennes aussi.

Le cessez-le-feu intervient le 24 juillet grâce à une manœuvre conçue par Philip Habib. Israël refuse de traiter avec l'OLP, une organisation terroriste. Habib propose une médiation à travers l'Arabie saoudite et l'ONU. Ainsi, l'accord final comptera deux volets séparés, l'un entre Israël et les États-Unis, l'autre entre l'OLP et l'ONU.

Au mois d'août 1981, Bachir Gemayel est invité à Washington. Reçu par de nombreuses personnalités, il explique sa conception du nouveau Liban et parvient à les convaincre. Le porte-parole du Département d'État déclare : « Gemayel est appelé à jouer un grand rôle à l'avenir[110]. »

Chapitre IX

Bachir Gemayel, président du Liban

À travers un discours prononcé le 29 novembre 1981, Bachir Gemayel a annoncé sa candidature à la présidence de la République libanaise. Il a bien souligné sa qualité d'« homme fort », capable de rétablir la souveraineté du pays. Le territoire contrôlé par le Front libanais accueille cette perspective avec joie, mais les adversaires politiques du chef phalangiste, Soleiman Frangié dans le Nord, Walid Joumblatt dans le Chouf, sont déterminés à briser cette ambition. Les sunnites, pour leur part, songent à l'élection d'un candidat de compromis.

Dans les premiers jours de 1982, Begin fait dire à Gemayel qu'il aimerait lui parler sans tarder. Le chef des Forces libanaises gagne Tel-Aviv dans un hélicoptère israélien en compagnie de ses proches collaborateurs, dont Joseph Abou-Khalil.

Sharon demande un aparté et conduit Gemayel vers un petit bureau. Le tête-à-tête se prolonge pendant près d'une heure. Pendant ce temps-là, la délégation des Forces libanaises doit répondre aux innombrables questions de Begin et de plusieurs généraux. Ils décrivent la situation à Beyrouth-Ouest où les milices des divers partis politiques guettent l'occasion d'en découdre.

Bachir Gemayel et Ariel Sharon affichent un visage très grave en quittant le bureau où ils ont discuté. De son côté, Begin, souriant, amène la conversation sur des sujets anodins. Dans l'hélicoptère qui les ramène à Beyrouth, le leader libanais, contrairement à son habitude, ne fait aucun commentaire. Le lendemain, il déclare à Abou-Khalil : « Le ministre Sharon s'est fixé un but précis, et il cherche à trouver la voie la plus courte et la moins coûteuse pour l'atteindre. Il s'agit de saper l'infrastructure militaire et politique de l'OLP au Liban, et il en étudiait avec moi toutes les éventualités[111]. »

La décision des deux Israéliens sert sans aucun doute les desseins de Gemayel : si Israël déloge les Palestiniens armés, le retrait syrien suivra inévitablement, et la tâche du candidat à la présidence sera facilitée.

Le projet se concrétise très vite. Le 12 janvier, à 1 heure du matin, l'hélicoptère d'Ariel Sharon atterrit près de la centrale électrique de Jounieh,

au nord de Beyrouth. Gemayel attend le ministre dont c'est la première visite en territoire chrétien. Tous deux discutent de la situation au sud, des actions des fedayins contre les kibboutz de Haute-Galilée… Sharon s'exprime sans détour et parle d'une attaque israélienne d'envergure « pour détruire l'infrastructure des terroristes au Liban ». Il ajoute : « Il est trop tôt pour définir un plan d'action commun, mais il est important de quitter le Liban en sachant exactement ce que vous voulez et pouvez faire si Tsahal intervient au Liban et parvient jusqu'aux faubourgs de Beyrouth. […] La libération de Beyrouth est votre problème. Si vous utilisez cette occasion historique pour réaliser vos rêves, faites-le, sinon vous le regretterez. Nous ne nous battrons pas à Beyrouth. […] À partir de maintenant, nous allons resserrer notre coopération[112]. » Bachir Gemayel ne donne pas un accord total et souligne que si les Forces libanaises s'engagent dans la bataille de Beyrouth, la région de Jounieh sera sans défense. Les soldats de Tsahal pourront-ils assurer sa sécurité ? Sharon évite une réponse directe. Bachir aborde ensuite son ambition d'être élu et reçoit l'appui de son interlocuteur, qui lui répète : « Beyrouth, c'est votre problème[113]. » Le candidat répond que ses miliciens n'ont pas les moyens militaires de réussir cette opération. Alors, le ministre israélien promet l'aide de Tsahal pour protéger le pays chrétien.

À la fin du mois, Ariel Sharon fait savoir à Gemayel qu'il souhaite de nouveau lui rendre visite très rapidement afin de rencontrer le directoire du Front libanais auquel il veut exposer son plan. Le ministre israélien serre les mains, adresse un salut collectif et prend la parole. L'armée israélienne va envahir le Liban, détruire l'infrastructure militaire des Palestiniens dans le Sud comme à Beyrouth et les contraindre à quitter le pays du Cèdre. Une guerre ne peut, malheureusement, éviter des destructions et des pertes en vies humaines. Il faut accepter la réalité. Pierre Gemayel ne comprend pas l'anglais, et c'est Bachir qui lui traduit les propos de Sharon. Selon plusieurs témoins, son visage exprime alors un vif mécontentement. Il déclare en arabe à ses compagnons qu'il redoute les conséquences d'une telle invasion, tout d'abord pour le pays, mais en particulier pour les chrétiens.

Camille Chamoun et Bachir Gemayel approuvent totalement le plan. Pour eux, chasser les fedayins installés au Liban, détruire leur rêve d'en faire une seconde patrie, c'est un jour nouveau.

Sharon ne fixe aucune date pour le début des opérations. Israël doit attendre

un prétexte.

Le Front libanais choisit Bachir

Au Liban, les affrontements sont réguliers entre le Fatah de Yasser Arafat et la Saïka d'obédience syrienne, ou à Tyr entre les miliciens d'Amal et ceux du Mouvement national. Dans le même temps, un nouvel instrument de mort fait son entrée dans le paysage : l'attentat à la voiture piégée.

Les dirigeants israéliens ne masquent plus leur intention d'attaquer les fedayins basés au Liban. Des indications sont données à la presse locale et internationale sous forme d'« indiscrétions ». De nombreux articles paraissent dans plusieurs quotidiens arabes. Les chefs d'État en prennent connaissance, se concertent par téléphone, mais n'ont aucune réaction officielle. Un diplomate occidental basé à Amman déclare sous couvert d'anonymat : « Dans les chancelleries arabes, on attend simplement "l'événement". »

Yasser Arafat, pour sa part, cherche à empêcher le drame. Le Fatah reçoit des instructions très fermes pour respecter le cessez-le-feu établi depuis le 24 juillet 1981 grâce à Philip Habib. Le chef de l'OLP adresse aux organisations dissidentes un sévère avertissement et menace de confisquer leurs armes lourdes à la première infraction.

À Washington, le Département d'État sait que l'opération militaire est une question de semaines. À partir d'avril, les discussions entre Menahem Begin, Ariel Sharon et Alexander Haig portent simplement sur l'envergure de cette attaque. Tsahal devra-t-il se contenter de détruire l'infrastructure de l'OLP au Liban-Sud ou bien, selon le vœu d'Ariel Sharon « refaire la carte politique du Liban[114] » ?

Parallèlement, sur place, le Front libanais doit choisir son candidat pour la fonction de président de la République. Le 25 mai, Bachir Gemayel est désigné par les leaders. La décision n'a pas été facile. Camille Chamoun, un octogénaire doté d'une expérience politique inégalable, brigue cette charge et le parti phalangiste souhaite l'élection de son fondateur, Pierre Gemayel. Les discussions se prolongent. Soudain, l'abbé Boulos Naaman déclare d'une voix forte : « Pour moi, un seul homme peut aujourd'hui sauver le Liban, c'est Bachir Gemayel[115]. »

Un silence s'instaure, puis l'un après l'autre les responsables du Front libanais donnent leur accord. Bachir Gemayel, le maître à penser d'une bonne partie de la jeunesse chrétienne, pourrait devenir le chef du pays.

L'opération « Paix en Galilée »

Le 3 juin, les dirigeants israéliens trouvent enfin le prétexte pour lancer l'opération « Paix en Galilée ». L'ambassadeur d'Israël à Londres est grièvement blessé au cours d'un attentat revendiqué par le groupe d'Abou Nidal. Cet acte permet à Sharon de donner le feu vert à l'opération militaire la plus audacieuse de sa vie : l'invasion du Liban. Le 4 juin, les camps palestiniens de Beyrouth-Ouest sont bombardés par l'aviation. Les fedayins ripostent par des tirs de roquettes sur les kibboutz de Haute-Galilée.

Le 5, 38 villages du Liban-Sud sont bombardés pendant seize heures d'affilée. Le Conseil de sécurité se réunit d'urgence. Pour éviter un veto américain, la résolution 508, sans condamner Israël, « engage toutes les parties au conflit à cesser immédiatement et simultanément toute activité militaire au Liban, et de part et d'autre de la frontière israélo-libanaise, et au plus tard le dimanche 6 juin 1982 à 6 heures (heure locale) ».

Ce jour-là, et au moment même fixé par le Conseil de sécurité, 60 000 soldats israéliens et 600 blindés protégés par une intense couverture aérienne traversent la frontière israélo-libanaise. Le plan de Sharon consiste à attaquer sur trois axes : par la zone côtière pour atteindre Beyrouth, dans le Centre en s'emparant de Nabatieh, à partir des côtes de l'Hermon vers la Bekaa où sont concentrées les troupes syriennes.

La principale directive donnée aux officiers israéliens est la vitesse. Leurs troupes doivent se trouver au centre du pays avant toute intervention internationale. L'ordre est scrupuleusement respecté. À la fin de la première journée de combat, les 40 kilomètres indispensables à la sécurité de la Galilée sont déjà largement dépassés.

Le Conseil de sécurité s'empresse de voter la résolution 509 et, encore une fois, pour éviter le veto américain, ne condamne toujours pas Israël. La résolution « réaffirme la nécessité de respecter strictement l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance politique du Liban à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues ; exige qu'Israël retire

immédiatement et inconditionnellement toutes ses forces militaires jusqu'aux frontières internationalement reconnues du Liban ; exige que toutes les parties se conforment rigoureusement aux dispositions du paragraphe 1er de la résolution 508, qui les engageaient à cesser immédiatement et simultanément toute activité militaire au Liban et de part et d'autre de la frontière libanaise ».

Les résolutions du Conseil de sécurité, dépourvues de toute valeur exécutoire, n'ont, comme de coutume, aucun impact. Mais ces deux textes ne sont pas perdus pour tout le monde. En 1983, Hafiz al-Asad saura très habilement en tirer profit pour torpiller les négociations libano-israéliennes et empêcher tout accord entre le Liban et l'État hébreu.

Les désillusions de Yasser Arafat

Le 6 juin 1982, on n'en est pas, loin de là, à l'heure du dialogue, et les combats transforment une bonne partie du Liban en véritable enfer.

Le président Reagan, qui assiste en France au sommet des huit pays industrialisés, est inquiet de l'ampleur de l'attaque israélienne, téléphone à Philip Habib, le diplomate des missions difficiles, et le charge de se rendre à Jérusalem et à Damas. Il faut éviter un conflit israélo-syrien qui pourrait entraîner les États-Unis et l'URSS dans une confrontation politique. Habib rencontre Asad puis Begin. Mais il lui faudra trois semaines pour rédiger le plan qu'on appellera les « Neufs points ». Dans l'intervalle, Sharon a fini par atteindre ses objectifs. À sa surprise, la bataille a été rude. À Tyr et à Saïda, les Palestino-progressistes ont adopté la tactique de la guérilla et les poches de résistance sont très difficiles à détruire.

Tsahal attaque le Chouf le 9. Des duels aériens opposent des pilotes israéliens et syriens, six appareils syriens sont abattus. Begin conseille à Asad de respecter le cessez-le-feu instauré entre les deux pays en 1973.

Lors de la bataille du Chouf, Bachir Gemayel commet une faute grave. Les Forces libanaises pénètrent dans la Montagne dans la foulée de l'invasion israélienne. Cette participation aurait été suggérée par Ariel Sharon et Gemayel s'est laissé tenter. Selon ses proches, il aurait par la suite mesuré les dangers politiques de sa décision et comptait remplacer les miliciens par l'armée libanaise dès son entrée en fonctions. Il n'en eut pas l'occasion.

Tsahal se rapproche de la capitale libanaise. Yasser Arafat lance un appel au secours aux pays arabes et musulmans et proclame : « Nous ferons de Beyrouth un second Stalingrad[116]. » Les patrons du Front libanais font valoir que la ville n'appartient pas aux Palestiniens : quel droit ont-ils de provoquer sa destruction ?

Plusieurs désillusions s'abattent sur Arafat. Le 11 juin, la Syrie signe un cessez-le-feu avec Israël, tandis que les pays arabes répondent à l'appel du leader de l'OLP en prononçant de violents réquisitoires contre l'invasion israélienne.

Ariel Sharon, à la tête de ses soldats, encercle Beyrouth le lendemain. À l'est, ils ne rencontrent aucune résistance. À l'ouest, ils devront procéder à des bombardements intensifs.

À la grande déception de Begin et Sharon, les Forces libanaises ne participent pas à l'attaque, condition imposée par Pierre Gemayel. Attaché au monde arabe en dépit des accusations contraires, il sait que l'avenir des chrétiens serait compromis – et le Liban rejeté par ses voisins – si les miliciens luttaient aux côtés de Tsahal contre les Palestiniens.

De retour d'Israël, où il a rencontré Begin et Sharon après le début des hostilités, Bachir Gemayel est invité à un tête-à-tête par l'ambassadeur des États-Unis, Robert Dillon. Le candidat à la présidence a pleine confiance en ce diplomate. Celui-ci lui explique « en des termes qui ne permettent aucune équivoque, que toute participation à la guerre aux côtés d'Israël non seulement ruinerait l'avenir des relations entre chrétiens et musulmans, mais risquerait d'entraîner la mort violente de Bachir lui-même[117] ».

Pour prouver l'appui américain à sa candidature, Dillon organise une rencontre du chef des Forces libanaises avec le roi Fahd d'Arabie saoudite et les membres du Comité arabe de vigilance. Sarkis, qui approuve entièrement cette entrevue, la légitime en conférant à Bachir un titre : il sera son « représentant personnel ».

Le 12 juillet, un hélicoptère américain dépose le leader chrétien à Chypre où l'attend un avion saoudien chargé de le conduire à Taëf.

Un premier entretien le place en face de l'émir Saoud el-Fayçal, le chef de la diplomatie du royaume. L'ambassadeur saoudien à Beyrouth, Ali Chaër, en excellents termes avec le candidat à la présidence, assiste à l'audience. Bachir refuse catégoriquement la moindre présence, même symbolique, de fedayins :

ils reprendraient leurs attaques contre Israël et le Liban en ferait les frais. Il développe les mêmes arguments devant le roi Fahd, Abdel-Halim Khaddam, plusieurs ministres, dont celui des Affaires étrangères, et Chadli Klibi, secrétaire général de la Ligue arabe venu à Taëf pour la circonstance.

L'intransigeance de Gemayel est inacceptable pour le groupe arabe et l'on pourrait qualifier ce premier contact d'échec. Mais pour Ghassan Tuéni, cette visite à Taëf n'a pas été inutile. Elle a permis aux États-Unis de « démontrer à Bachir primo ce que l'on pouvait faire pour lui – lui ouvrir les portes de l'islam –, secondo ce que l'on ne pouvait pas pour lui, et qu'il ne pourrait jamais pour lui-même : faire accepter au monde arabe et en deçà, à l'islam libanais la légitimité d'une alliance avec Israël, ou même d'une complicité antipalestinienne[118] ».

À la mi-juillet, on en est au sixième cessez-le-feu à Beyrouth-Ouest, et Philip Habib a fini de rédiger son plan en « neuf points ». Yasser Arafat sait bien que ses fedayins devront plier bagage, mais il cherche encore à tergiverser, même si son second appel aux pays arabes et musulmans ne lui a valu aucune aide militaire.

De nouveaux cessez-le-feu se succèdent. À Beyrouth-Ouest, toujours soumis à des bombardements aveugles, certains quartiers sont privés d'eau et d'électricité. Arafat, auquel le plan de Habib a été transmis par Saeb Salam et Chafic Wazzan, finit, le 19 août, par accepter le départ de ses troupes. Il obtient cependant une concession, les fedayins quitteront Beyrouth en uniforme et avec leurs armes personnelles – en somme, la tête haute.

On ne le saura que quelques jours plus tard, mais Washington refuse la destruction politique de l'OLP. Alexander Haig, favorable à l'invasion conçue par Begin et Sharon, a dû démissionner le 25 juin. Son successeur, George Shultz, souhaite tout au contraire renforcer les liens des États-Unis avec certains pays arabes, à commencer par la Syrie. Il ne néglige pas l'OLP… Des émissaires américains rencontrent Arafat en secret. Le leader palestinien serait favorable à des négociations avec Israël. L'OLP est donc l'interlocuteur nécessaire à Ronald Reagan, qui compte dévoiler, le 1er septembre, son plan pour une paix globale au Proche-Orient.

Le projet américain ayant pour source les « neuf points » de Philip Habib est communiqué aux Nations unies le 20 août, et Israël l'accepte. D'autre part, en conformité avec les articles 1er et 2 de la charte de l'ONU, le gouvernement

libanais réclame le déploiement d'une force multinationale chargée de protéger les combattants au moment de leur départ ainsi que leurs familles demeurées au Liban. Cette force doit aussi « promouvoir la restauration de la souveraineté et de l'autorité du gouvernement libanais sur la région de Beyrouth[119] ».

Le souhait libanais se concrétise très vite. Les États-Unis, la France et l'Italie acceptent d'envoyer des soldats pour former cette force.

Les contingents arrivent à Beyrouth au matin du 21. Trois cent cinquante légionnaires français débarquent en premier. Un peu plus tard, l'évacuation d'un convoi de fedayins a lieu dans une atmosphère de fête : coups de feu, applaudissements, chants de victoire…

Washington tient à l'OLP

Depuis le début du mois, la candidature de Bachir Gemayel à la présidence de la République, désormais officielle, monopolise l'action du Front libanais. Leur candidat doit réussir en dépit de toutes les difficultés. La principale embûche serait l'absence de quorum. Un vote valide exige la présence de 62 députés, soit les deux tiers de l'Assemblée. La carte électorale montre qu'il aura l'appui de tous les chrétiens à l'exception de ceux du Nord, fidèles partisans de Soleiman Frangié. De même, du côté druze, Walid Joumblatt et son clan ne voteront pas pour lui. En revanche, l'émir Fayçal Arslane, l'autre leader druze, sera à ses côtés.

Une mauvaise surprise attend Gemayel le 19 août. L'absence de quorum est due au boycott de la séance par la plupart des sunnites réunis chez Saeb Salam. L'Arabie saoudite leur a demandé de ne pas se rendre à l'école militaire de Fayadieh, siège provisoire du gouvernement. Une seconde séance est fixée au 23 août. Pendant trois jours, d'intenses tractations se déroulent. Au jour dit, le chapelet de députés se forme à grand-peine. Il faut éviter certains barrages, ne pas tomber dans un piège… La séance doit commencer à 11 heures, mais la salle centrale de l'école militaire ne compte alors que 58 députés. Kamel el-Assaad, le président de l'Assemblée, s'efforce de contrôler sa nervosité. Le ministre Michel Murr est pendu au téléphone… Deux députés du Nord et deux du Chouf ayant enfreint les consignes de leur chef de groupe finissent par arriver.

Bachir Gemayel est élu au second tour, qui requiert la majorité simple. Le président entre dans la salle pour être officiellement proclamé. Des applaudissements éclatent, des sourires éclairent la plupart des visages. Bachir vibre d'émotion, il serre des mains, échange des accolades, remercie… À trente-quatre ans, il sera le plus jeune chef d'État du monde. Il doit prononcer une courte allocution devant les médias. Il affirme qu'il faut « resserrer les rangs de la nation, mettre un terme à toute occupation étrangère, œuvrer pour instaurer un gouvernement fort, qui pourra s'appuyer sur une armée forte […]. Coopérer pour édifier un État souverain et moderne[120] ».

Le soir, on chante et on danse dans les rues d'Achrafieh, tandis que d'immenses feux d'artifice illuminent le ciel. Mais Beyrouth-Ouest semble porter le deuil. Un silence lourd s'abat sur les rues, un coup de feu éclate parfois, et les membres de l'opposition s'insurgent : « Bachir Gemayel est le président des tanks israéliens[121]. »

Le président élu prend l'habitude de s'adresser tous les jours aux Libanais. Il délaisse l'arabe littéraire pour s'exprimer dans la langue courante. Il promet la sécurité, des lendemains meilleurs… Les Libanais musulmans l'ont vu imposer l'ordre dans les régions chrétiennes ; pourquoi ne réussirait-il pas la pacification du pays ? Il s'engage aussi à lutter contre la corruption et les abus, à octroyer les postes selon les compétences… De nombreux Libanais de toutes les confessions se laissent prendre à son charisme.

La fin de « l'État dans l'État »

Au port de Beyrouth, le départ des fedayins se poursuit de façon régulière. Les soldats de la force multinationale parviennent à éviter le moindre accroc. À la fin du mois, 15 000 combattants palestiniens ont déjà gagné les pays d'accueil : Irak, Tunisie, Algérie, Soudan et les deux Yémen. Le 30, Yasser Arafat doit à son tour quitter la capitale. Un bateau grec, l'*Atlantis*, va le transporter jusqu'à Athènes, puis il se rendra à Tunis, nouveau siège de l'OLP.

Arafat gagne le port dans la voiture blindée du président du Conseil. Chafic Wazzan l'accompagne, ainsi que le ministre René Moawad pour représenter le président de la République… Le convoi défile devant des femmes qui jettent des fleurs. On tire des barouds d'honneur, on fait de la main droite le V de la victoire. Ariel Sharon assiste à la cérémonie du toit d'un immeuble voisin.

À bord de l'*Atlantis*, Yasser Arafat reconnaît sa défaite. Des membres de son entourage, qui préfèrent évidemment garder l'anonymat, avouent l'avoir vu pleurer. Ce départ, même quelque peu glorieux, met fin à l'État illégal qu'il avait réussi à créer au Liban. Pendant dix ans, jour après jour, avec une patience inlassable et une duplicité politique inégalée, il avait réussi à créer au pays du Cèdre un État dans l'État. Il n'était pas simplement le chef de l'OLP, mais le président d'une sorte de république impalpable, dotée d'un gouvernement, d'une armée et jouissant de nombreux contacts dans les mondes arabe et occidental.

Begin exige un traité de paix

Le lendemain du départ de Yasser Arafat, le Premier ministre israélien fait dire à Bachir Gemayel qu'il souhaite le rencontrer le soir même. Un dialogue avec Begin est inéluctable. Gemayel estime qu'il ne présente aucun caractère d'urgence, mais comment refuser ? Dans la plus grande discrétion, il monte dans un hélicoptère israélien avec trois de ses proches, dont l'inséparable Abou-Khalil. Deux officiers les attendent à l'aéroport de la station balnéaire de Nahariya où Begin passe ses vacances. Ils les escortent jusqu'au bureau du directeur du Sekhem, la coopérative d'achat des militaires de carrière. Sharon et plusieurs généraux sont présents et réservent un accueil chaleureux au président élu.

Deux bonnes heures s'écoulent. Begin arrive enfin, mais ne s'excuse pas pour son retard et semble de très mauvaise humeur. Après une accolade avec le président libanais, il se lance dans un discours rédigé sur une feuille. Abou-Khalil connaît mal l'anglais, mais comprend qu'il est question de la paix entre Israël et le Liban.

En fait, le Premier ministre va beaucoup plus loin. Jacques Reinich rapporte le propos : « Monsieur le président élu du Liban, Bachir Gemayel, mes collègues, les ministres Shamir et Sharon, invités distingués. Permettez-moi, Monsieur, de m'adresser à vous comme je le faisais dans le passé, à mon fils. Je m'adresse à vous comme un père à son fils. J'ai toujours pensé que vous seriez le président du Liban et que vous conduiriez votre pays vers l'indépendance et la souveraineté sur l'ensemble de son territoire, vers la démocratie, vers la paix avec ses voisins. Nous étions, ces dernières années,

fermement décidés à empêcher la destruction de votre nation. Nous ressentons une alliance par le sang avec les minorités menacées de la région, comme la vôtre. Nous avons mené ensemble une guerre contre les organisations terroristes. Ces relations très proches ne seront jamais coupées. À présent que la voie est enfin ouverte, que les obstacles vers un Liban indépendant et souverain sont écartés, l'heure est arrivée de bâtir un avenir commun à nos deux peuples sur la base de relations de paix et de bon voisinage[122]. » Toutes les personnes présentes se lèvent et portent un toast : « Vive le président du Liban, vive Bachir Gemayel ! » Le président se lève et remercie Begin et Israël pour l'aide accordée aux chrétiens du Liban, et pour avoir soutenu son élection.

Une séance à huis clos se tient ensuite entre Begin et Gemayel. Le seul témoin du tête-à-tête est le chef du Mossad. Il y aura peu d'indiscrétions le jour même. On saura plus tard que Menahem Begin, avide d'obtenir la récompense de son appui, a réclamé la signature d'un traité de paix entre Israël et le Liban avant la fin de l'année. Bachir Gemayel, conscient de ses nouvelles responsabilités, demande des délais. Il ne peut plus agir en qualité de chef des Forces libanaises, il est désormais le président du pays du Cèdre : il doit trouver une formule susceptible d'être agréée par toutes les communautés, et en premier lieu par l'islam libanais. Begin s'emporte, le ton monte…

À la fin de la réunion, les deux dirigeants ont une mine très sombre, signe d'une mésentente totale. Gemayel promet cependant à son interlocuteur de le revoir avant de prêter serment et lui demande de ne publier aucun commentaire relatif à leurs discussions. La visite doit demeurer secrète.

Deux jours plus tard, la radio officielle, Kol-Israël, révèle la tenue du sommet israélo-libanais. Le bureau du président élu dément, et Gemayel se promet de ne plus avoir de contacts avec Israël pendant un certain temps.

Le « plan Reagan » élaboré en secret

Le retard de Begin lors de son rendez-vous avec Gemayel et l'humeur massacrante qu'il a manifestée au cours de l'entretien à huis clos étaient dus à une audience imprévue accordée à Samuel Lewis, l'ambassadeur des États-Unis en Israël. Lewis avait sollicité une rencontre urgente, afin de remettre au

Premier ministre le texte que Ronald Reagan s'apprêtait à lire le même jour.

À l'insu d'Israël, le Département d'État a préparé une initiative qui prendra le nom de plan Reagan. Ce plan se fonde sur la conviction que les États-Unis doivent s'atteler à la recherche d'une juste paix israélo-arabe afin de maintenir leur influence dans la région. Reagan déclare : « Les accords de Camp David demeurent la base de notre politique », mais il considère son plan comme « un pas en avant pour préparer l'autonomie du peuple palestinien ». Il reprend les mots « droits légitimes du peuple palestinien » déjà évoqués par Jimmy Carter et propose une période de transition de cinq ans pour « le transfert pacifique de l'autorité nationale d'Israël vers les habitants de Gaza et de la Cisjordanie, ainsi que le gel des implantations pendant cette période ».

Le président américain exprime sa vision avec précision : « La résolution 242 du Conseil de sécurité s'applique à la Cisjordanie et à Gaza et stipule un retrait israélien en échange de la paix. Les frontières doivent être déterminées par les négocia tions. L'importance du retrait devant dépendre de la nature et de l'étendue de la paix et des arrangements de sécurité. […] Les négociations sur le statut définitif de la Cisjordanie et de Gaza doivent se dérouler en association avec la Jordanie. Les États-Unis ne soutiendront pas la formation d'un État palestinien dans ces pourparlers, mais le résultat final doit être déterminé par la négociation[123]. »

Prenant connaissance de ce plan, Begin s'écrie : « C'est le jour le plus triste de ma vie[124]. » Il tient à répondre sur-le-champ et souligne que la Cisjordanie n'est autre que « la Judée et la Samarie » injustement arrachées à Israël en 1948 et qu'elles font partie intégrante de l'État hébreu. Le Département d'État aurait secrètement consulté en secret la Jordanie, l'Égypte et l'Arabie saoudite – ses principaux alliés arabes – durant l'élaboration de ce plan, Israël étant tenu à l'écart de toute discussion.

C'est ce contexte qui explique la fureur de Begin face à Gemayel quand celui-ci refuse de signer un traité de paix avant la fin de l'année. Il faut au Premier ministre une victoire immédiate pour justifier l'invasion du Liban et peut-être pour minimiser la portée du projet américain.

Le même jour, une copie du plan Reagan est remise à Yasser Arafat encore à bord de l'*Atlantis*. Le chef de l'OLP peut continuer à nourrir l'espoir de voir naître une patrie palestinienne.

Le président élu est mort

Yasser Arafat se rend le 6 septembre au sommet de Fès où les souverains et chefs d'État arabes lui réservent un accueil triomphal. On peut y voir une façon de faire oublier leur manque de coopération militaire pendant l'invasion israélienne.

Le plan du roi Fahd obtient cette fois une sorte d'unanimité. Plus favorable aux Palestiniens que le plan Reagan, il réclame la création d'un État indépendant ayant Jérusalem-Est pour capitale et reconnaît l'OLP comme le représentant unique et légitime du peuple palestinien… Arafat l'approuve, même s'il implique la reconnaissance implicite d'Israël. Il a compris que la guerre ne servira pas les intérêts de son peuple. Mais la Syrie et la Libye sont absentes, et le plan Fahd ne pourra pas être voté à l'unanimité, ce qui le rendrait obligatoire.

Élias Sarkis a moins de chance que le leader de l'OLP. Le président libanais, qui doit quitter le pouvoir dans deux semaines, rappelle que son gouvernement n'a pas demandé le renouvellement du mandat de la FAD le 27 juillet, date de l'échéance de sa prorogation. Il en souhaite le retrait, conformément au document de travail proposé par son pays en vue de la tenue du sommet. Un silence accueille son intervention : bien des pays ne l'approuvent pas. Le sommet se dit « informé » de la décision du gouvernement libanais et ajoute que « les gouvernements libanais et syrien engageront des négociations sur les décisions à prendre à la lumière du retrait des forces israéliennes du Liban[125] ».

Le 10 septembre, Walid Joumblatt, Marwan Hamadé et Khaled Joumblatt décident de quitter Beyrouth pour se rendre à Damas. Philip Habib leur délivre des sauf-conduits afin d'assurer leur sortie de la capitale, les routes étant contrôlées par des soldats israéliens. L'ambassadeur des États-Unis, Robert Dillon, leur prête sa voiture blindée.

Hafiz al-Asad les reçoit dans sa maison le lendemain et affirme avec son calme habituel : « Les choses ne resteront pas en l'état. J'ai au Kremlin un ami fidèle, Andropov, le chef du Parti communiste. Il est en train de nous réarmer. Nous allons avoir un hiver difficile, mais, l'an prochain, nous serons en mesure, vous et nous, de revenir à la charge. Je ne laisserai pas le Liban aux mains des Israéliens[126]. »

Bachir Gemayel se rend pour sa part au palais de Baabda le 11 pour rencontrer Saeb Salam, le leader sunnite le plus influent du pays. Sarkis a organisé ce dialogue pour permettre aux deux hommes, tous deux nationalistes sincères, de faire connaissance. Salam découvre un futur président modeste, courtois, prêt à écouter ses doléances et à suivre ses conseils. Gemayel promet d'étudier en priorité le dossier des réformes politiques nécessaires et déclare adopter la formule « Ni vainqueur ni vaincu » prônée par Salam à la fin de la guerre civile de 1958. L'ancien président du Conseil est satisfait. En quittant le palais présidentiel, il déclare aux journalistes : « Il faut désormais tourner la page et oublier le passé[127]. »

Le 12 septembre, Bachir Gemayel reçoit Ariel Sharon dans sa maison de Bikfaya. Le ministre de la Défense, qui éprouve de l'amitié pour le jeune président, tient à justifier le comportement de Begin. Il évoque son choc face au plan Reagan, son irritation, son vœu aussi de signer avec le Liban un traité de paix le plus rapidement possible. L'entrevue dure plusieurs heures. Gemayel n'a pas renoncé à rencontrer Begin avant de prêter serment, même s'il ne peut rien lui promettre dans l'immédiat.

Le président élu se rend à la Maison des phalanges à Achrafieh le 14 septembre, comme tous les mardis. Il doit rencontrer les jeunes cadres, expliquer son programme, ses priorités… À 16 heures, une terrifiante explosion secoue le quartier tout entier. Le bâtiment éclate de l'intérieur, et ses murs enterrent les gens qui s'y trouvaient. On ne retrouve pas Bachir Gemayel.

À 23 heures, les secouristes dégagent du sous-sol des bâtiments des cadavres déchiquetés. Deux indices permettent à la famille Gemayel d'identifier Bachir : son alliance et une dépêche de félicitations dans sa poche de chemise. Un désespoir indescriptible s'empare des personnes présentes. Les médias sont priés de ne pas annoncer de nuit la tragédie.

Chapitre X

Négociations israélo-libanaises

Au soir du 14 septembre, la majeure partie des Libanais ne sait pas que Gemayel est mort. À 5 heures du matin, des avions frappés de l'étoile de David survolent la capitale. Cette manœuvre inattendue provoque un certain émoi. C'est peu après que Radio Liban annonce le décès du président élu. C'est alors le choc, la révolte instinctive, une tristesse amère qui bouleverse ses partisans, en particulier les jeunes dont il était devenu le guide spirituel. Fait émouvant, de nombreux musulmans regrettent aussi la disparition de ce chef qui avait su ranimer leur espoir dans la possibilité d'une nouvelle alliance nationale.

L'aviation israélienne domine le ciel beyrouthin parce que Ariel Sharon, dès l'instant où il a appris la mort de Bachir, a décidé d'envahir Beyrouth-Ouest, son but ultime. Begin légitime cette violation de l'accord signé avec Habib en déclarant : « Tsahal empêchera les massacres. » Le fait le plus grave est que, pour la première fois, l'armée israélienne a envahi une capitale arabe.

La tragédie de Sabra et Chatila

En dépit de son rêve brisé, le Front libanais cherche à sauvegarder sa victoire. Le futur président de la République devra être l'un des siens. Camille Chamoun a déjà déposé sa candidature, déclaration retransmise par toutes les chaînes de télévision. Mais la famille Gemayel tient à conserver ses acquis. Dès le 15 septembre, le bureau politique des Phalanges propose Amine, frère aîné de Bachir et député du Metn. De son côté, de Paris, Raymond Eddé, chef du Bloc national, brigue lui aussi la première magistrature. Mais très vite un seul nom s'impose, celui d'Amine Gemayel. Un rapide sondage dans les milieux parlementaires prouve que Chamoun, trop proche des Israéliens, n'a pas la faveur des députés musulmans. Quant à Eddé, dont les qualités d'homme d'État n'ont nul besoin d'être soulignées, il n'a aucune chance d'être élu dans le contexte actuel. Pour préserver l'unité des rangs, Chamoun retire sa candidature.

Âgé de quarante ans, le député du Metn jouit d'une réputation de politicien modéré. Il n'a pris aucune part active à la guerre. Juriste, propriétaire du quotidien de langue française *Le Réveil*, il a crée la Maison du futur, un grand complexe culturel. Durant les affrontements, il a toujours milité pour le dialogue national et n'a jamais approuvé certaines décisions adoptées par son cadet, par exemple le coup de force du 7 juillet 1980 dirigé contre les miliciens du Parti national-libéral ou ses contacts étroits avec Israël.

Le Liban affronte cependant des problèmes d'une importance cruciale. Les proches collaborateurs de Bachir Gemayel se rendent chez Amine et l'interrogent : compte-t-il signer la paix avec Israël, va-t-il annuler l'accord du Caire, comment compte-t-il délivrer son pays des fedayins et des soldats syriens de la FAD ?

Selon ses interlocuteurs du Front libanais, Amine Gemayel s'est engagé à suivre la voie tracée par son frère, et ils quittent son domicile rassurés. C'est ce qu'affirme Karim Pakradouni dans son ouvrage *Le Piège* : « Le 16 septembre, Ariel Sharon, alors ministre israélien de la Défense, se rendit à Bikfaya pour présenter ses condoléances et obtenir l'assurance qu'Amine suivrait la ligne politique de son frère. Au cours d'un aparté remarqué, Pierre et Amine la lui donnèrent et le gouvernement israélien décida de soutenir la candidature d'Amine[128]. »

Interrogé sur ce récit, l'ancien président de la République se dédouane avec vigueur : « Je n'ai jamais rien promis aux ministres israéliens[129]. » Il s'explique longuement sur ce sujet dans son propre livre, *L'Offense et le pardon* :

> Mon premier contact avec l'occupant eut lieu environ une semaine avant mon élection : ma famille, affligée, entourait mon père et recevait les condoléances à Bikfaya. Soudain des bruits se font entendre à l'extérieur, qui ne tardent pas à se muer en un véritable vacarme. Je m'informe. À ma grande surprise, on m'apprend qu'Ariel Sharon vient, en personne, « s'associer à notre deuil ». […] Quelques minutes plus tard, la porte s'ouvre en grand et une masse considérable s'inscrit aussitôt dans le rectangle de lumière : c'est Sharon, flanqué d'un groupe d'officiers en tenue de campagne, qui fait irruption dans la pièce et fonce sur nous, bouleversant tout sur son passage, me saluant à peine, pour aller présenter ses condoléances à mon père. […]

Quant à moi, sur le moment, je ne parvins pas à élucider la raison pour laquelle Sharon m'ignorait délibérément. Était-ce parce qu'il ne m'avait pas reconnu, parce qu'il m'avait identifié au contraire comme « le nationaliste arabe de la famille », ou parce qu'il était trop affligé par la mort de Bachir pour se mouvoir à l'aise au milieu de ses proches ? […]

Le lendemain, Ariel Sharon revint chez nous, en compagnie du ministre israélien des Affaires étrangères, Yitzhak Shamir, et d'autres officiers supérieurs. Il était plus affable, et plus entreprenant ! Ses collaborateurs manifestaient un vif intérêt pour nos analyses du problème libanais et pour les solutions que nous proposions.

Je profitai de cette première et unique rencontre avec des ministres israéliens – je ne devais plus jamais en rencontrer d'autres – pour leur expliquer clairement comment je concevais, quant à moi, l'avenir des relations libano-israéliennes. Je leur tins ce langage : « Le Liban est un pays arabe, attaché à son arabité et solidaire de son environnement arabe, il n'est donc pas question pour nous d'abandonner en quoi que ce soit ce principe et mon pays ne peut être le deuxième État arabe, après l'Égypte, à signer un traité de paix avec Israël. De plus, le Liban n'a d'avenir que si les Libanais restent unis. Il nous faut donc, à tout prix, recréer et renforcer notre consensus national. Cela impose une entente sur tous les problèmes d'intérêt national et sur les objectifs stratégiques de l'État. Le choix de toute option importante doit emporter l'adhésion nationale. Aucune faction ne peut décider seule de l'avenir du Liban, sinon cette solution n'a aucune chance de durer. Les négociations entreprises aujourd'hui avec Israël par le président Sarkis, grâce à l'intermédiaire de Philip Habib, doivent tenir compte de ces deux considérations, tout aussi bien que de la nécessité d'instaurer un calme absolu dans notre région frontalière libano-israélienne. Si je me présente à l'élection et si je suis élu président de la République, c'est dans cet esprit que j'œuvrerai, et ce sera dans l'intérêt de mon pays et de la paix au Proche-Orient. J'espère qu'Israël comprendra mon attitude [130] . »

Ces tractations d'un intérêt majeur précèdent de quelques heures une inoubliable tragédie, le massacre dont seront victimes les Palestiniens des camps de Sabra et de Chatila, pourtant entourés de soldats israéliens destinés à assurer leur sécurité. Au soir du 16 septembre, dans ce Beyrouth-Ouest

occupé par Tsahal où il est impossible à un homme de circuler avec une mitraillette sans se faire arrêter, 200 à 300 miliciens des Forces libanaises, relevant d'Élie Hobeika, le chef du service de renseignements, forcent l'entrée des camps de Sabra et de Chatila. Le prétexte est d'arrêter les terroristes réfugiés dans ces camps. La véritable raison est de venger l'assassinat de Bachir Gemayel.

Souligner la complicité sinon le soutien des soldats de Tsahal est sans doute un commentaire inutile. S'ils n'ont pas participé à l'action, les Israéliens l'ont facilitée. Durant toute la nuit, des fusées éclairantes ont permis aux miliciens de s'attaquer à des hommes souvent désarmés, et même à des vieillards, à des femmes et à des enfants…

Le nombre exact des victimes est impossible à déterminer de façon précise. Les arrestations de terroristes se sont transformées en massacres… Les officiers des Forces libanaises auraient perdu le contrôle de leurs hommes. Cette tragédie horrifie le monde entier. De Reagan à Mitterrand, la condamnation est totale. À Tel-Aviv, une manifestation de 400 000 personnes, organisée par le mouvement La Paix maintenant, le Parti travailliste, le Mapam, etc., exprime sa révolte contre la guerre au Liban et ses crimes.

À Jérusalem, Yitzhak Navon, le chef de l'État, exige la formation d'une commission d'enquête. Begin est contraint d'accepter. Navon confie la direction de cette commission à Yitzhak Kahane, le président de la Cour suprême.

Amine Gemayel reconnaît Israël

La bienveillance israélienne, rapportée par Karim Pakradouni, demeure apparemment secrète puisque les députés musulmans vont accorder leurs voix à Amine Gemayel.

Le 21 septembre, le président de la Chambre, Kamel el-Assaad, n'aura aucune peine à obtenir le quorum nécessaire à l'élection du chef de l'État, puis à assurer une majorité de voix au candidat. Saeb Salam, à l'origine du boycott de la séance du 22 août, avait accordé sa confiance à Bachir lors de leur unique entretien à Baabda. Il reporte ce crédit sur Amine, et les députés de son bloc vont suivre son exemple.

La séance se déroule dans un climat paisible. Soixante-dix-sept députés se réunissent dans la caserne de Fayadieh et l'on procède au vote secret. Amine Gemayel est élu par 74 voix et l'on compte 3 bulletins blancs. Il a obtenu l'unanimité refusée à son frère. Sous le portrait de Bachir, il prête serment le 23 d'une voix émue.

Le nouveau chef de l'État reçoit ensuite les félicitations des membres de l'Assemblée et du corps diplomatique. Entouré de députés chrétiens et musulmans, symbole de l'unité, il se sent le courage de relever le grand défi : assurer la réconciliation nationale de tous les Libanais.

Conformément à la coutume, il gagne ensuite le palais de Baabda où doit se dérouler la cérémonie de passation des pouvoirs. Elle aura lieu très vite, sans décorum et avec une émotion contenue. Sarkis n'a rien à léguer à son successeur, ni dossiers confidentiels ni secrets d'État. Il lui serre longuement la main sous les flashes des photographes, lui souhaite bonne chance, puis s'engouffre dans sa voiture personnelle.

Le même jour, Philip Habib, l'envoyé spécial de Reagan, demande audience au nouveau président et se rend à Baabda en compagnie de l'ambassadeur des États-Unis au Liban, Robert Dillon, qui était très lié à Bachir. En fait, les deux diplomates connaissent mal Amine, auquel ils portaient jusque-là peu d'intérêt.

L'entretien est cordial, et de graves problèmes sont débattus. Occupé pour moitié par Tsahal et pour moitié par la FAD, le Liban doit retrouver sa souveraineté. C'est le sujet principal et c'est aussi le souci majeur de Gemayel. Habib lui conseille de former un gouvernement d'union nationale, seul moyen de réédifier le pays. On aborde ensuite la stratégie à adopter pour libérer le territoire de toutes les troupes étrangères. Négocier en direct avec Israël pour obtenir le retrait de ses soldats semble inévitable, mais quelle sera la réaction des blocs politiques liés à la Syrie ?

Gemayel sait que ses années au pouvoir seront semées d'écueils, et il est prêt à affronter cette responsabilité. C'est un bon négociateur, mais il n'a pas le prestige dont jouissait son frère.

Le président du Conseil, selon l'usage, présente la démission de son cabinet. Gemayel s'efforce pendant plusieurs jours de former un gouvernement d'union nationale sans parvenir à briser le mur d'hostilité érigé par l'opposition. C'est l'impasse.

Le chef de l'État veut cependant souligner d'une façon éclatante la

renaissance du pays du Cèdre. Le 1er octobre, il se rend à l'aéroport dont le siège a été levé par Tsahal. Sa réouverture est une porte à nouveau ouverte sur le monde. Les soldats de la force multinationale, qui avaient quitté Beyrouth avant la fin de leur mission (et l'on n'a jamais eu d'explications à ce sujet) sont de retour. Les drapeaux libanais, américain, français et italien flottent sur le fronton de l'aéroport. Le lendemain, le président se rend sur la place du Musée, ce baromètre du Liban pendant les années de guerre. Il veut marquer par sa présence la fin des affrontements.

Le 8 octobre, Gemayel confie à Chafic Wazzan la présidence d'un gouvernement formé de dix technocrates. À l'instar de Soleiman Frangié en 1970, et d'Élias Sarkis en 1976, il s'entoure d'extraparlementaires pour tenter de redonner au pays son visage des jours heureux.

Pour sa première sortie hors du Liban, Gemayel décide de se rendre à New York et de prononcer lui-même le discours de son pays devant l'Assemblée générale de l'ONU. Il se rendra ensuite à Washington pour répondre à l'invitation de Reagan.

Le 18 octobre, devant les représentants de 150 pays, il définit avec une précision courageuse les données de la politique extérieure du Liban. Il réclame l'évacuation de toutes les forces étrangères qui mènent leur propre guerre au détriment de la souveraineté nationale. Solidaire des États arabes, le Liban soutient la cause des Palestiniens et leur droit à posséder un État indépendant ; il s'oppose toutefois à leur implantation au pays du Cèdre. Il approuve le droit de tous les États de la région à vivre dans des frontières sûres – reconnaissance explicite de l'État hébreu – et accueille favorablement toutes les initiatives de paix. Il termine sa plaidoirie en déclarant avec force : « Aucune solution ne doit être adoptée au détriment du Liban. » Une ovation salue cet exposé. Un peu plus tard, devant les membres du Conseil de sécurité, il axe son intervention sur le respect des résolutions 425 et 428, 508 et 509 ainsi que sur la convention d'armistice de 1949, toujours en vigueur pour le Liban, mais maintes fois violée par Israël.

Le président joue la carte américaine

Le soir, le président et les membres de la délégation libanaise prennent l'avion pour Washington. Des amis établis dans la capitale fédérale viennent

s'entretenir avec le chef de l'État dans son salon privé. Le dernier visiteur est l'ambassadeur Morris Draper, l'assistant de Philip Habib. Il est porteur d'un texte dactylographié sur une simple feuille de papier blanc. Ce sont les résolutions adoptées lors du dernier Conseil des ministres israélien le 10 octobre.

L'ancien ministre Ghassan Tuéni, alors ambassadeur du Liban à l'ONU, assiste à cette scène et a publié dans son ouvrage *Une guerre pour les autres* les résolutions de l'exécutif israélien. On y lit notamment :

> « 1. Israël recherche un traité de paix avec le Liban.
>
> « 2. Le gouvernement d'Israël propose de commencer immédiatement des négociations pour le retrait de toutes les forces étrangères du Liban.
>
> « 3. Les premiers à quitter seront les terroristes de l'OLP, qui demeurent encore dans la vallée de la Bekaa et dans le Nord-Liban.
>
> « 4. L'armée syrienne et les FDI [Tsahal] quitteront le Liban simultanément.
>
> « 5. Tous les prisonniers de guerre israéliens, les soldats portés disparus dans l'action et les corps des soldats morts seront livrés aux FDI avant que les FDI ne quittent le Liban.
>
> « 6. Des arrangements de sécurité seront établis avant le départ [des FDI] pour garantir que le Liban ne servira plus de nouveau comme base d'actions hostiles contre Israël. »

Deux textes annexes sont attachés aux résolutions. Ils définissent clairement les exigences, sinon les diktats d'Israël sur « les engagements de sécurité », leur procédure d'application… Il y est aussi question des procédures spéciales relatives à la « négociation d'un accord de paix » entre les deux pays. Tuéni écrit : « Tout en faisant semblant de céder à la mise en garde qui lui avait été adressée publiquement par Washington : "Le retrait des forces d'occupation ne devrait pas dépendre d'une négociation de traité de paix", le gouvernement israélien exigeait, sous forme d'"arrangements de sécurité", toutes les conditions d'un traité de paix, y compris la procédure de la négociation qui devait y amener[131]. »

Une courte consultation entre le président et ses collaborateurs définit la conduite à suivre : il faut répondre à ces diktats par une fin de non-recevoir, il faut surtout s'efforcer de faire briser l'étau israélien par les dirigeants

américains.

Amine Gemayel est conscient de l'alternative imposée par Begin et Sharon : signer la paix ou subir l'occupation des soldats de Tsahal. Tout comme Sadate, il sait que les États-Unis détiennent 99 % des cartes du Proche-Orient et que cette puissance soutient et protège Israël, mais il a le sentiment que Ronald Reagan va l'aider. Il fonde beaucoup d'espoir sur sa rencontre avec le président américain. Élias Sarkis s'est allié sans succès avec la Syrie, les liens de Bachir avec Israël ne lui ont pas porté bonheur, le chef de l'État se promet de jouer la carte américaine en dépit des risques d'une telle stratégie.

Reagan s'engage à soutenir le Liban

Le sommet Reagan-Gemayel est chaleureux. Le président américain réserve à son hôte un accueil cordial, puis feuillette avec enthousiasme l'album des photos du Liban d'avant guerre offert par Gemayel. « Oh que c'est beau ! Et dire que l'on a tellement détruit ! Il faudra reconstruire tout cela ensemble[132]. » Est-il permis de voir dans cette phrase un engagement ? Cette entrée en matière trace un cadre amical pour les discussions en tête à tête. Gemayel n'en divulguera pas tous les termes à ses collaborateurs, mais ils ont noté son sourire au moment où ils ont pris place à ses côtés pour la réunion avec l'équipe américaine. Le plus puissant pays du monde a-t-il décidé de secourir le Liban, le plus faible maillon de la chaîne arabe ?

La séance est longue. Reagan est entouré par George Shultz et Caspar Weinberger avec leurs assistants et leurs conseillers. Aux côtés d'Amine Gemayel siègent Élie Salem, le ministre des Affaires étrangères, Ghassan Tuéni et d'autres membres de la délégation libanaise. L'allocution du président américain compte une promesse : « Le président Gemayel et moi-même avons eu ce matin un échange des plus fructueux et des plus agréables. Je suis très satisfait de ce que vous faites, de ce que vous avez déjà accompli. Je voudrais réitérer ici notre détermination à vous apporter toute l'aide possible afin de ramener la paix à votre pays que j'aime beaucoup[133]. »

À son tour, Gemayel affirme que les deux pays partagent les même principes politiques et les mêmes valeurs morales… Il souligne aussi la volonté libanaise d'aboutir à une paix régionale, d'autant plus que le plan arabe de Fès est très proche de celui de Reagan.

Sur les relations bilatérales, il déclare que le Liban compte sur l'assistance technique, économique et financière des États-Unis, mais qu'il ne demandera rien avant d'avoir lancé un programme de reconstruction et de réformes sociales, planifié et financé par les Libanais eux-mêmes.

Le sujet des relations avec Israël est particulièrement épineux. Gemayel souligne que le Liban ne peut engager de négo ciations de paix avec ce pays sans risquer de compromettre le fragile consensus national en gestation et sans porter préjudice à sa crédibilité dans le monde arabe. En revanche, « le Liban propose des conversations exploratoires et une négociation immédiate sur les retraits israéliens, dans le cadre du comité militaire israélo-libanais établi après le cessez-le-feu, mais avec une participation américaine active[134] ».

Sur l'initiative de Reagan, les deux ministres et leurs conseillers posent ensuite de nombreuses questions à la délégation libanaise. L'épilogue de cette rencontre, d'un intérêt historique considérable pour le Liban, est prononcé par Reagan qui résume les principes qui guideront l'action des États-Unis envers le Liban :

> « 1. Les États-Unis attachent une importance majeure à la stabilité du Liban et à tout ce qui met un terme aux divisions internes et aux dissensions.
>
> « 2. Les États-Unis resteront au Liban aussi longtemps qu'il le faudra mais ne seront jamais une force d'occupation.
>
> « 3. Les États-Unis sont très concernés par les retraits israéliens et pensent qu'ils doivent se faire "par étapes", la dernière devant coïncider avec l'accord sur les arrangements de sécurité à la frontière, "question assez compliquée".
>
> « 4. Les États-Unis conseilleront à Israël de ne pas être trop pressant, de crainte "d'aliéner les autres" – et espèrent que leur allié se laissera persuader d'accepter le "jugement" américain.
>
> « 5. Les États-Unis reconnaissent et acceptent que la conduite libanaise dans les négociations soit soumise à trois conditions limitatives :
>
> > « a. Les négociations et leur issue ne doivent pas mettre en péril le consensus national libanais ;
> >
> > « b. Rien dans l'accord ne devra porter atteinte ou préjudice à la souveraineté libanaise ou en limiter l'exercice et le

fonctionnement ;

« c. Le Liban devra pouvoir garder sa crédibilité régionale et ne pas la compromettre auprès des États arabes [135] . »

Gemayel ne masque pas son optimisme. L'engagement personnel du président américain *(personal commitment by the Presi dent)* n'est-il pas un gage de succès ? La mise en place du nouveau Liban n'est plus une simple vue de l'esprit…

Sharon veut imposer son plan

De retour au Liban, le chef de l'État et plusieurs membres de l'exécutif doivent choisir les militaires et les hauts fonctionnaires qui formeront la délégation chargée de négocier avec Israël, puisque le principe de négociations directes a été admis à Washington. Il faut fixer le lieu des rencontres, le niveau des délégués, les thèmes à discuter, les limites à ne pas dépasser…

Les dirigeants comptent confier à la commission militaire qui assurait les liaisons avec l'armée d'occupation israélienne le soin de représenter le pays. Cette commission aurait à sa tête le général Abbas Hamdane, sous-chef d'état-major, chiite originaire du Sud et expert dans les questions relatives à Israël. Une délégation civile dirigée par le Dr Antoine Fattal, éminent spécialiste en droit international, comprendrait plusieurs ambassadeurs de confessions différentes et Antoine Baroud, président du Conseil d'État. Ainsi constituée, l'équipe aurait pour tâche de négocier sur la base de la convention d'armistice générale de 1949, en y insérant toutes les dispositions présentées par Israël au « titre d'arrangements de sécurité », sans pour autant permettre à l'État hébreu de maintenir une présence, même résiduelle, à l'intérieur des frontières libanaises.

Comme il s'y est engagé, le président Reagan fait mettre sur pied à Washington l'équipe appelée à participer aux négociations israélo-libanaises. Un groupe de travail formé de fonctionnaires de la Maison-Blanche et du Département d'État ainsi que de hauts gradés du Pentagone est chargé du dossier israélo-libanais. Dirigé par l'ambassadeur Philip Habib, le groupe américain fera souvent la navette entre Beyrouth, Tel-Aviv, Le Caire,

Washington…

Du côté israélien, les ambitions sont beaucoup plus grandes. Begin et Sharon n'ont plus les faveurs de l'opinion publique, révoltée par une guerre dont elle ne voulait pas. Pour se maintenir, les deux dirigeants doivent obtenir un traité de paix avec le Liban. C'est le seul moyen de justifier la facture militaire. Pour atteindre cet objectif, les négociations, pensent-ils, doivent avoir de l'éclat. Les équipes seront dirigées par un ministre – et Sharon compte s'impliquer –, et les rencontres auront lieu à Beyrouth et Jérusalem. Même s'il ne porte pas sur la négociation d'un traité de paix, comme convenu à Washington, l'ordre du jour doit comporter une normalisation des relations entre les deux pays, des frontières ouvertes… Enfin, un document daté du 11 octobre 1982 et intitulé *Traité de sécurité au Liban* stipule « la fin de l'état de guerre » et « l'arrêt des hostilités ».

Le message est clair : la paix solennelle n'est pas mentionnée, mais toutes ses composantes sont revendiquées. Les dirigeants libanais s'efforcent d'élaborer des contre-propositions acceptables par l'État hébreu et recherchent le soutien du parrain américain.

Le mois de novembre ne marque aucune avancée. George Shultz adresse à Menahem Begin une lettre, rédigée d'un ton parfois sec, dans laquelle il lui demande de faire preuve de sagesse et d'intervenir personnellement pour éviter une impasse totale.

Au début de décembre, les Israéliens cèdent sur deux points : ils acceptent de former une délégation du niveau souhaité par Beyrouth et de tenir les réunions alternativement à Khaldé et à Kyriat Schmoné. Reste à négocier l'épineux problème de l'ordre du jour, soit l'agenda des négociations.

À ce stade, un épisode grave se produit. Le ministre israélien de la Défense redoute les conclusions prévisibles de la commission Kahane et veut pour cette raison arracher un traité de paix avec le Liban. Il prend une initiative approuvée par Begin, lui-même en butte aux attaques incessantes des travaillistes. Le général entre en contact avec Sami Maroun, un homme très proche du président Gemayel, et lui soumet un plan de règlement du conflit. Ce qu'on appellera le « plan Sharon » rattache les retraits israéliens à des « arrangements de sécurité ». Ces arrangements comportent cinq points d'observation en territoire libanais, dont l'un au mont Barouk, au cœur du

Chouf, qui permettrait pratiquement à Israël d'observer par radar tout le Proche-Orient. Il est impossible d'admettre une telle offre.

Pour une raison que nous ignorons, Gemayel ne met pas la délégation américaine au courant de la proposition. Il demande à ses conseillers d'élaborer des contre-propositions et de négocier en secret avec les Israéliens. En vain. Pour forcer la décision des dirigeants libanais, Ariel Sharon fait publier son plan dans la presse et l'assortit de commentaires. Il faut appeler Philip Habib au secours. Seule une pression américaine pourrait débloquer la situation.

Le diplomate américain se rend à Jérusalem pour appuyer la cause libanaise. À sa grande surprise, Sharon lui annonce que le président Gemayel a déjà accepté toutes ses propositions. Fureur de Habib qui téléphone aussitôt au palais de Baabda et réclame une audience immédiate avec le chef de l'État. Reçu par Amine Gemayel, il relate son entretien avec le ministre israélien de la Défense, et menace de regagner Washington puisque des négociations se déroulent à son insu. Gemayel lui affirme qu'il n'a signé aucun accord, et lui montre le « plan Sharon » émaillé de notes en arabe et en anglais. La médiation américaine retrouve son intérêt et Philip Habib son sourire.

Sharon ne désarme pas. Il tente de faire pression sur le président libanais, mais sans succès. Dernière manœuvre : il se rend alors en personne chez Pierre Gemayel pour lui demander d'intervenir auprès de son fils. Il se heurte à un refus courtois. Selon certains témoins, Sharon, aveuglé par la colère, aurait lancé en quittant le chef du parti phalangiste : « Décrochez le portrait de Bachir et dites adieu au Liban[136]. »

Israël gagne le « match de l'agenda »

Le plan Sharon écarté, les travaux peuvent enfin commencer à l'hôtel Lebanon Beach de Khaldé où depuis des semaines des ouvriers s'affairent pour remettre en état cet établissement abandonné pendant les hostilités.

Les délégations arrivent le 28 décembre. On voit Antoine Fattal, président de la délégation libanaise, prendre place entouré de diplomates et de militaires. L'ambassadeur américain et ses collaborateurs sont assis au centre de la table rectangulaire. David Kimche, secrétaire général du ministère

israélien des Affaires étrangères, affecte un style décontracté.

Un vent d'euphorie souffle dans la salle et dans une bonne partie du Liban. La perspective des retraits est désormais ouverte devant les armées qui ont détruit le pays du Cèdre.

Cet optimisme est sans doute excessif. Si l'Égypte est satisfaite, si les États arabes modérés, tels le Maroc ou l'Arabie saoudite, suivent l'événement à la télévision et éprouvent une certaine satisfaction, certains pays, radicaux, songent aux moyens de torpiller la négociation. À Damas, Hafiz al-Asad, silencieux comme il sait l'être dans les grandes circonstances, n'a pas l'intention de laisser Israël tirer le moindre profit de son invasion.

L'Occident observe la cérémonie avec beaucoup d'intérêt, tandis qu'à la Maison-Blanche le président Ronald Reagan se réjouit que son pays s'enracine au Proche-Orient, où un Camp David II est peut-être en gestation.

Les Israéliens ne sont pas des négociateurs faciles et la délégation libanaise ne l'ignore pas. La surprise sera de voir l'équipe américaine agir avec retenue et s'efforcer de ne contrarier personne. Son soutien avait pourtant été promis au Liban.

De Khaldé à Kyriat Schmoné, cinq séances sont consacrées à l'ordre du jour. La proposition libanaise d'appliquer la convention d'armistice générale de 1949 en y introduisant des remaniements débouche sur un refus très sec. Pour Israël, « la convention de 1949 est morte et enterrée », l'accord du Caire l'a reléguée aux archives. Les délégués de l'État hébreu tiennent à inclure la « normalisation des relations » dans l'agenda. Les Libanais refusent, leurs dirigeants leur ayant donné l'ordre de rompre les négociations plutôt que d'y consentir. Philip Habib agit alors de façon directe ; il téléphone à Gemayel. Toute rupture même temporaire des négociations pourrait avoir des conséquences désastreuses. Sur le conseil américain, le compromis consiste à inclure la « normalisation » dans l'ordre du jour, mais comme un point à discuter, sans engagement ni contrainte. Le piège commence à se refermer.

La « normalisation » est donc au programme, et Israël déclare avoir gagné le « match de l'agenda ». Le Liban explique dans la presse et grâce aux émissaires envoyés à Damas et dans les grandes capitales arabes que ce n'est qu'une question à débattre, l'ordre du jour étant le cumul des questions proposées par les deux parties sans aucun caractère contraignant.

Jean Obeid, futur ministre libanais des Affaires étrangères, est envoyé à Damas pour transmettre au président Asad un message du président Gemayel. On rassure l'émissaire du chef de l'État libanais, mais on souligne que son pays doit s'en tenir aux résolutions 508 et 509 du Conseil de sécurité : Israël ne doit retirer aucun avantage en contrepartie du retrait de ses troupes. S'il faut en croire Damas, ses soldats se retireront après le départ des forces de Tsahal. Les Palestiniens, de leur côté, affirment qu'ils partiront « dans les bagages des Syriens ».

Le contexte est loin d'être rassurant pour le Liban. Il suffit pour s'en convaincre de lire les journaux syriens ou d'écouter Radio Damas. On y répète inlassablement que « rien dans les négociations, les accords ou les arrangements de sécurité ne doit mettre en péril la sécurité nationale de la Syrie, car celle-ci trouverait alors légitime de défendre ses intérêts et sa sécurité par tous les moyens dont elle dispose[137] ».

Les Pasdarans dans la Bekaa

Libérer le territoire de la double occupation israélienne et syrienne n'est pas le seul objectif du gouvernement libanais. Il doit aussi pacifier la capitale, formée d'îlots indépendants dirigés par l'une ou l'autre des milices, et s'efforcer de mettre un terme aux affrontements qui opposent dans le Chouf les miliciens des Forces libanaises et ceux du leader druze Walid Joumblatt.

Cette lutte intestine a commencé depuis le mois d'octobre 1982. Des détachements de l'armée libanaise demeurés fidèles au pouvoir effectuent une percée dans Beyrouth-Ouest. Leur mission consiste à ramasser les armes dans les zones longtemps occupées par les fedayins. Ils affrontent une population hostile, qui voit en eux des ennemis. Les perquisitions font apparaître un arsenal impressionnant. Les sous-sols creusés par les commandos contiennent des armes de tous genres et de tous calibres, des tonnes de munitions. L'armée confisque le matériel militaire et les forces de sécurité arrêtent des centaines de suspects palestiniens et libanais en majorité chiites.

À Beyrouth-Est, en revanche, les soldats n'auront pas la possibilité d'accomplir la moindre œuvre de pacification. Les Forces libanaises, gardiennes des lieux depuis 1980, n'ont pas l'intention de livrer leurs armes lourdes à une armée qui ne leur inspire pas pleine confiance. Ces

5 000 miliciens équipés et entraînés avec l'aide d'Israël ont toutes les structures d'une armée véritable. Il est difficile de leur déclarer une guerre ouverte, d'autant plus que la population de l'Est leur est totalement dévouée. Ces combattants, qui avaient pour chef Bachir Gemayel, ont la certitude d'avoir sauvé le Liban chrétien. Ils ne comptent pas déposer les armes avant que le pays du Cèdre ne redevienne un véritable État.

L'armée libanaise a les mains liées. En réponse, dans les couches populaires de Beyrouth-Sud et Ouest, un vent de colère, sinon de haine, souffle contre le nouveau président accusé de collusion avec les Forces libanaises.

Deuxième échec : dans le Chouf, cette montagne considérée comme le fief des Joumblatt depuis plus d'un siècle, le gouvernement se montre incapable de tempérer les affrontements des miliciens des Forces libanaises – entrés à la faveur de l'invasion israélienne – et ceux du Parti progressiste-socialiste de Joumblatt.

Les Druzes accusent les miliciens chrétiens de vouloir imposer leur hégémonie dans la Montagne. Les Forces libanaises affirment vouloir simplement assurer le retour des familles chrétiennes qui ont quitté leurs foyers après l'assassinat de Kamal Joumblatt en 1977.

Au fil des semaines, Israël et la Syrie, les deux forces occupantes, poursuivent leur action dévastatrice. Dans la Bekaa, où les forces syriennes sont toujours stationnées, Hafiz al-Asad a pu, grâce à Andropov, devenu en 1983 le chef du présidium soviétique, remplacer le matériel militaire perdu pendant les combats avec Israël. Cela lui permet aussi de réarmer les milices libanaises qui gravitent dans son orbite, à commencer par celle du mouvement chiite Amal. Fait peut-être plus grave, Asad autorise dans la Bekaa les infiltrations des Pasdarans (gardiens de la révolution en Iran), soldats d'excellente formation et d'une grande cruauté. Le gouvernement israélien donne à ses officiers l'ordre de fermer les yeux. Le chaos qui affaiblit le pouvoir libanais sert ses intérêts.

Le cadre des futures batailles se prépare avec minutie. Les premiers incidents graves éclatent dans le Chouf où les miliciens des Forces libanaises et du Parti socialiste-progressiste se livrent par intermittence une guerre sans merci. Le 7 février, lors de la treizième séance de négociations, Antoine Fattal rappelle les conventions internationales de Genève et de La Haye : la force occupante est responsable de l'ordre et de la sécurité dans le territoire qu'elle

contrôle. Il prêche dans le désert. Les combats de la Montagne sont justement l'outil principal de l'État hébreu. Quand les négociations marquent le pas ou s'enveniment, les miliciens chrétiens et druzes activent leur artillerie. La puissance de feu s'apaise dès la reprise du dialogue ou l'accord sur une concession.

Depuis son accession au pouvoir, le président Gemayel n'a encore assisté à aucun sommet de chefs d'État. Le 7 mars s'ouvre à New Delhi celui des pays non alignés. L'occasion semble propice pour rencontrer des chefs d'État arabes tels que Hosni Moubarak, le roi Fahd d'Arabie saoudite et surtout Hafiz al-Asad. Son discours sur le Liban soulève l'intérêt de certains pays non alignés. Ils voudraient l'aider mais par quels moyens ? Ils n'ont aucun impact réel sur le cours des événements.

L'objectif fondamental de Gemayel est d'avoir un tête-à-tête avec le président syrien. Il obtiendra davantage. Le président syrien tient à organiser un déjeuner dans la suite qu'il occupe en l'honneur de son homologue libanais.

C'est un Hafiz al-Asad affectueux, un peu paternel, qui le reçoit. Il souhaite, dit-il, un dialogue franc et sincère ; Gemayel se laisse prendre au piège. Il décrit le rythme des négociations israélo-libanaises, affirme qu'il ne signera jamais un traité de paix avec l'État hébreu et n'acceptera pas un accord susceptible de léser les intérêts syriens. Fidèle à son style, Asad écoute, approuve d'un mouvement de tête, pose une question précise. Encouragé par cette attitude apparemment compréhensive, Gemayel demande le soutien de son interlocuteur sur l'ensemble de sa stratégie et le retrait des troupes syriennes. Asad ne répond pas.

Le déjeuner est émaillé d'anecdotes contées par Abdel-Halim Khaddam, d'échanges de souvenirs. Asad sourit parfois, Gemayel juge bon de rire par moments. Second tête-à-tête. Le président libanais aborde la question de l'harmonie entre les politiques régionales des deux pays, celui de l'assainissement des relations bilatérales… Asad écoute. Ghassan Tuéni écrit : « Il ne fit pas d'objection à la poursuite des négociations, mais signala tout ce que, selon lui, le Liban ne pouvait pas accepter, c'était sa manière de dire que la Syrie se chargerait, le cas échéant, d'empêcher le Liban d'accepter[138]. »

Chapitre XI

L'accord mort-né du 17 mai 1983

Amine Gemayel a parfaitement compris le message voilé de Hafiz al-Asad, mais il n'est pas maître de la situation au Liban. Une sorte de révolte intérieure commence à l'habiter. Comment libérer le pays du Cèdre de la double occupation israélienne et syrienne ? Le défi est peut-être plus dur à relever que celui de rassembler tous les Libanais sous une même bannière.

Les États-Unis, il le sait, veulent un Liban indépendant et souverain, doté d'un pouvoir fort, mais Israël, contrairement à son puissant allié, s'efforce d'aboutir à un pays divisé en communautés religieuses, ennemies de préférence. Cela faciliterait son emprise.

Tsahal occupe le Sud et les délégués israéliens dans la région sont intraitables. La prison de Ansar accueille tous les sudistes dont le seul crime est de refuser toute collaboration avec l'État hébreu. Dans la Montagne, les officiers israéliens favorisent les combats entre miliciens chrétiens et druzes. On les voit même parfois fournir des armes aux uns comme aux autres ; on affirme aussi qu'ils tirent parfois sur les uns ou les autres pour attiser la haine.

Pour l'État libanais, l'action syrienne dans la Bekaa, admise à dessein par Israël, est des plus dangereuses. Hafiz al-Asad ne s'est pas contenté de réarmer les milices qui gravitent dans son orbite, il a autorisé les Pasdarans, ces puissants gardiens de la révolution iranienne, à traverser son territoire pour gagner la vallée fertile et entraîner des miliciens chiites de tous bords, acquis à la cause palestinienne ou révoltés contre le régime Gemayel et l'occupation israélienne. Ainsi naîtra le Hezbollah.

Il est indispensable de s'attarder sur la genèse de ce parti, qualifié de « terroriste » par les uns et de mouvement « islamo-nationaliste » par les autres, qui, de 1982 à nos jours, a contribué à bouleverser l'échiquier du Proche-Orient.

La présence des Pasdarans n'est pas étonnante, celle des Libanais du Sud propalestiniens non plus. Toutes deux tirent leurs racines du passé. Les liens entre chiites libanais et iraniens remontent au XVI^e^ siècle. À cette époque, la dynastie safavide décide de convertir les Iraniens à la doctrine chiite et fait

appel à un théologien libanais, Al-Mohakek al-Karaki, pour prêcher la parole divine[139]. Depuis lors, les oulémas des deux pays entretiennent d'étroits rapports, et bien des Libanais iront s'établir en Iran. Ainsi l'imam Moussa el-Sadr est-il né à Qôm en 1928 et a-t-il fait ses études de théologie dans cette ville.

À la fin des années 1960, durant l'exil de Khomeyni, des cadres et même des dirigeants iraniens ont trouvé refuge au Liban-Sud où ils ont travaillé avec le mouvement Amal dès 1974.

La fraternité entre Libanais du Sud et Palestiniens remonte, elle aussi, à plusieurs siècles. Pour la Sublime Porte, ces deux pays étaient des provinces de l'Empire ottoman. Bien plus, une continuité géographique unissait les deux régions : Saïda englobait la quasi-totalité du Nord de la Palestine, tandis que le wilayet d'Akka (Saint-Jean-d'Acre) incluait toute une partie du Sud du Liban. D'où le sentiment d'une communauté de destin.

Les affrontements entre Palestiniens et Britanniques puis entre Palestiniens et sionistes ont engendré un mouvement de solidarité chez les sudistes libanais. Du reste, la signature de la convention d'armistice entre le Liban et Israël en 1949 n'a pas empêché l'État hébreu d'attaquer à maintes reprises le Sud dont les habitants ont l'impression d'être oubliés par leur gouvernement. Ce qui les rapproche davantage encore des Palestiniens, victimes du découpage de leur pays.

Après la défaite des armées arabes en 1967, puis la bataille de Karamé, perçue comme une victoire du Fatah, les habitants du Liban-Sud vibrent pour la résistance palestinienne, seul rempart contre l'hégémonie israélienne. Au lendemain de Septembre noir, les fedayins venus s'installer au sud sont accueillis en frères. De nombreux libanais défavorisés s'identifieront à cette résistance, s'initieront au maniement des armes et participeront à certaines attaques contre Israël.

Le rôle de l'imam Moussa el-Sadr, Libanais du Sud, n'est pas étranger à cette union. Il la justifie par une phrase lapidaire : « Les déshérités de leur terre et les déshérités dans leur terre[140]. »

De retour dans son pays en 1959, l'imam cherche à tirer sa communauté de la misère. Il crée avec l'accord de Fouad Chehab, alors président de la République, le Mouvement des déshérités et préside le Conseil supérieur chiite. Au départ, son discours est social et attire des dizaines de milliers de

chiites. Mais l'intensification des attaques israéliennes contre le Sud incite l'imam, dès 1968, à former une résistance libanaise. De jeunes chiites suivent alors un entraînement militaire sous la direction d'officiers du Fatah. On verra ainsi se constituer, en 1974, le mouvement Amal, qui signifie en arabe « espoir ». Hassan Nasrallah, actuel secrétaire général du Hezbollah, a milité dans cette organisation.

L'invasion du Liban à dater du 5 juin 1982 provoque une véritable révolution. Détruire le potentiel militaire et politique de l'Organisation de libération de la Palestine, cette OLP ancrée dans la vie des Palestiniens et des miliciens du Sud, ne pouvait qu'engendrer des actes de révolte. Des groupuscules nationalistes à caractère politico-militaire s'unissent pour combattre l'invasion israélienne et plus tard le gouvernement phalangiste qui doit sa présence au pouvoir à Israël et aux États-Unis. La tâche des Pasdarans consistera à inculquer à ces combattants – dissidents d'Amal, habitants du Sud qui n'ont plus rien à perdre, miliciens islamistes – des connaissances militaires précises et sans doute aussi la doctrine de Khomeyni. Ils les ont peut-être incités à fonder un parti.

Il n'est donc pas faux d'affirmer que l'invasion a favorisé la naissance du Hezbollah. Hassan Nasrallah le reconnaît : « Sans l'invasion israélienne, je ne sais pas si le Hezbollah existerait. J'en doute fortement[141]. » Cheikh Naïm Kassem le souligne aussi : « Pendant l'invasion, le parti n'était pas officiellement constitué. Il y avait plutôt des groupes islamiques qui ont entamé un dialogue pour constituer un parti. […]. Quelques mois plus tard, ces groupes se sont rassemblés, le Hezbollah a vu le jour et s'est montré actif au Liban-Sud et à Beyrouth[142]. »

Tout comme Hassan Nasrallah, d'autres oulémas chiites ont été formés à Najaf, tels Mohamed Hussein Fadlallah ou Mohamed Mahdi Chamseddine. Revenus au Liban, ils tentent de réformer le rôle social et politique des théologiens. Leur influence est considérable.

Contrairement à Moussa el-Sadr, qui a un discours libanais, celui de Fadlallah est révolutionnaire. En 1982, il attaque avec véhémence dans ses prêches l'occupation israélienne et le régime d'Amine Gemayel. La mosquée dont il a la charge, située dans le quartier misérable du Bir-el-Abed au sud de Beyrouth, devient un haut lieu de la contestation. Il légitime sous l'angle théologique la résistance armée contre l'occupant et les opérations de

kamikazes contre la présence israélienne, américaine ou occidentale.

L'État libanais en subira les conséquences. Amine Gemayel, qui n'ignore aucune de ces données, est conscient de son impuissance, d'où son amertume relative à la libération du pays, et l'espoir placé dans le soutien américain.

32 séances sans résultat

À Khaldé comme à Kyriat Schmoné, les négociations se poursuivent sans grand résultat. L'équipe israélienne oublie sciemment les « arrangements de sécurité » – le but déclaré des discussions – pour parler de la « normalisation », soit des échanges commerciaux ou agricoles, de la liberté de passage aux frontières… L'ordre du jour initial est inversé. D'où la stagnation des pourparlers puisque les Libanais ont été formels : « La normalisation commencera six mois après la fin des retraits israéliens, et le rétablissement de la souveraineté libanaise le long de la frontière internationale[143]. »

Si cette condition était remplie – et c'est loin d'être le cas pour l'instant –, comment établir une normalisation avec l'État hébreu sans provoquer les foudres de la Syrie, qui refuse tout acquis israélien suscité par son invasion ?

Au mois de mars, les rencontres israélo-libanaises s'enlisent. À la trente-deuxième séance, on peut même parler d'immobilisme. Pour éviter un échec, George Shultz est contraint de retourner au Proche-Orient. Sa mission est difficile : il doit obtenir les retraits israélien et syrien du Liban et préparer ensuite le terrain pour une relance de l'initiative de paix américaine. L'accord israélo-libanais, sorte de Camp David II, servirait d'exemple et permettrait d'attirer le roi de Jordanie.

Damas recherche un appui américain

Le 22 avril, le secrétaire d'État annonce son intention d'aller au Proche-Orient et d'y demeurer jusqu'à la solution de la crise. Le même jour, à Beyrouth, le sous-secrétaire d'État, Lawrence Eagleburger, inspecte les ruines de l'ambassade américaine. Le 18, un attentat revendiqué par le Djihad islamique a marqué un véritable exploit. Une voiture-suicide, pilotée par un

kamikaze, a réussi à forcer tous les barrages pour venir exploser dans l'enceinte de l'ambassade. Le bilan est de 10 morts et plusieurs blessés. Les organisations islamistes ont démontré qu'elles avaient désormais leur mot à dire sur la scène libanaise.

Le 25 avril, Shultz est au Caire, où Hosni Moubarak lui brosse un tableau très clair de la situation. L'URSS a fourni à la Syrie des missiles Sam-5 et près de 5 000 experts. L'Union soviétique est déterminée à jouer un rôle essentiel dans toute solution négociée du conflit israélo-arabe. Le président égyptien signale aussi le désir syrien d'obtenir une place prépondérante au Liban, d'aboutir au retrait israélien du Golan et d'être au cœur de toute négociation régionale. Bien plus, Damas recherche un appui américain, tacite de préférence, pour consolider sa position interne, et pour étendre son rayonnement face aux États arabes modérés alliés de l'Amérique.

Les commentaires de Moubarak permettent au secrétaire d'État de planifier son action politique future. Les États-Unis doivent sans nul doute limiter, sinon paralyser les ambitions soviétiques, mais tenir compte du souhait de rapprochement syrien. À Jérusalem, Menahem Begin fait part à Shultz de ses craintes relatives à une éventuelle intervention politico-militaire soviétique. Le chef de la diplomatie américaine prend note. Cette inquiétude pourrait amener Israël à faire des concessions.

Dès son arrivée à Beyrouth le 28 avril, le secrétaire d'État commence par se rendre à l'ambassade des États-Unis et déclare : « Nous ne nous laisserons pas intimider par la terreur. […] Nous sommes ici pour une mission de paix et nous entendons demeurer jusqu'à son accomplissement[144]. »

En d'autres termes, l'accord israélo-libanais doit être signé.

« Un pacte de sujétion »

George Shultz entreprend pendant neuf jours une navette cruciale au Proche-Orient. Sa mission commence au palais de Baabda où l'accueille le président Amine Gemayel entouré par son état-major civil et militaire. Le secrétaire d'État est accompagné par Philip Habib et les principaux membres de la délégation américaine.

En habile négociateur, Shultz affirme que l'accord est à portée de main.

Gemayel ne partage pas son optimisme. Asad lui a adressé le matin même une mise en garde : « Tout avantage que retirerait Israël de cet accord représenterait un danger pour la sécurité nationale syrienne[145]. » Le chef de l'État prononce une courte allocution, et souligne le diktat syrien : « Tout accord avec Israël devra être acceptable par la Syrie. Sinon, l'armée syrienne ne se retirera pas du Liban, ce qui voudra dire qu'Israël en fera autant. Nous aurons bien alors un accord entre les mains, mais l'occupation de notre territoire se perpétuera[146] ! »

Un peu plus tard, Gemayel et Shultz se délassent en faisant une petite promenade dans le jardin. Philip Habib et Élie Salem sont de la partie, ils sont les incontournables témoins de toute discussion. Gemayel veut obtenir une garantie américaine : « Je revins à la charge en demandant à George Shultz ce qu'il adviendrait si la Syrie continuait de s'opposer à l'accord israélo-libanais et si l'Union soviétique adoptait la même position pour contrecarrer ce qu'elle pouvait considérer comme une "*pax americana*" au Proche-Orient… Il ne répondit pas sur-le-champ à ma question, mais il promit d'y réfléchir. Le lendemain, il devait m'assurer que les États-Unis obtiendraient le retrait de toutes les forces étrangères du Liban : "Il nous faut, me dit-il, aller tous de l'avant. Vous aurez peut-être quelques semaines difficiles, mais ensuite tout rentrera dans l'ordre."[147] »

Le chef de la diplomatie américaine entreprend ensuite une tournée qui lui permet de revoir Menahem Begin, de rencontrer le roi Hussein de Jordanie et, le 7 mai, le président Hafiz al-Asad. Le chef de l'État syrien ne laisse au secrétaire d'État aucune illusion, se déclarant opposé à l'accord israélo-libanais et le qualifiant de « pacte de sujétion[148] ». Cela ne décourage pas Shultz qui regagne Beyrouth après un détour en Arabie saoudite et un bref échange de vues avec le roi Fahd. Il continue d'affirmer que la Syrie finira par retirer ses troupes, même à terme. Il maintient cette analyse en France et laisse entendre qu'à son avis la pierre angulaire du processus est de voir l'Égypte, l'Arabie saoudite et la Jordanie appuyer le retrait de toutes les forces étrangères établies au Liban.

Les contre-lettres détruisent l'accord

À la lumière des assurances américaines, le président Gemayel autorise la délégation libanaise à mettre la dernière touche au projet d'accord. Le rôle du partenaire américain, tenu par Philip Habib, est de les inciter à ne plus perdre une minute.

Le président libanais va pourtant être confronté à un grave dilemme. Une lettre annexe est attachée au projet d'accord. Cette lettre, adressée à l'ambassadeur Morris Draper par David Kimche, doit être simplement remise au Liban pour « informa tion ». À travers ce texte, l'État israélien sape les fondements de l'accord ou tout au moins le fragilise, puisqu'il pose trois conditions lui permettant de le déclarer nul et non avenu.

Cette contre-lettre *(side letter)*, qui n'est pas destinée à figurer dans l'accord, stipule :

Jérusalem, le 17 mai 1983

Cher ambassadeur Draper,

Nous vous confirmons par la présente que, pour Israël, l'exécution de l'accord entre Israël et le Liban, signé aujourd'hui même, est conditionnée par la réalisation de ce qui suit :

– La notification d'information concernant nos soldats perdus pendant les opérations militaires, le retour en Israël des prisonniers de guerre israéliens détenus par la Syrie et par l'OLP, et des dépouilles des soldats israéliens qui sont morts depuis le 4 juin 1982, et cela avant le commencement de tout retrait israélien, conformément à l'accord.

– Le retrait de tous les éléments armés de l'OLP du Liban.

– Le retrait des forces syriennes s'effectuant simultanément au retrait israélien.

Le retrait de tous les éléments armés de l'OLP du Liban est en conformité avec les stipulations prévues à l'article 4.2 de l'accord.

Au cas où le retour des prisonniers et des dépouilles ne se ferait pas dans les délais prévus, Israël aurait la liberté de suspendre l'application de ses propres obligations stipulées dans l'accord. Dans ce cas, Israël, le Liban et les États-Unis se consulteraient de toute urgence. Et si le sujet reste sans solution, Israël aura toute latitude de déclarer l'accord nul et non avenu. Israël continuera d'assurer sa propre sécurité par tous les moyens appropriés.

Sincèrement,
David Kimche.

« Nous n'étions pas en mesure de répondre à ces trois conditions. Le Liban n'était pas en bons termes avec la Syrie et en conflit avec les Palestiniens. Personne n'allait nous faciliter la tâche[149] », explique Amine Gemayel.

À vrai dire, les conditions posées par Israël ne constituent pas un coup de théâtre. Elles figuraient dans les décisions du Conseil des ministres israéliens du 10 octobre 1982, dont le texte avait été remis au président Gemayel par Morris Draper à Washington.

L'un des hauts fonctionnaires de la délégation libanaise, qui tient à garder l'anonymat, affirme aussi : « À chaque réunion, à Khaldé comme à Kyriat Schmoné, il y avait une assemblée plénière avant le travail en sous-commissions. À chaque fois, David Kimche disait : "Nous sommes bien d'accord, les retraits israélien et syrien doivent être simultanés. Cela doit être clair." Et le Dr Antoine Fattal répondait : "Oui, oui, c'est clair."[150] »

Du reste, au cours des négociations, les points de désaccord figurent régulièrement dans un échange de lettres, selon la méthode utilisée à Camp David. Ces lettres ont été rédigées, discutées et négociées par les trois délégations. À la veille de la signature de l'accord, un problème a surgi : ces échanges de lettres devaient-ils demeurer secrets ou être révélés ? Seul le chef de l'État peut trancher. Amine Gemayel, interrogé par ce même haut fonctionnaire, est catégorique : « L'échange de lettres doit rester secret. Cela vaut mieux[151]. » Le public sera donc tenu à l'écart des tractations.

En fin de compte, le seul élément nouveau est la mise en demeure posée par Israël. Le président Gemayel avoue son état d'esprit : « Je me trouvais devant un dilemme. J'allais signer un accord mort-né puisque ces trois conditions l'avaient torpillé. D'autre part, comment ne pas le signer vu la pression américaine ? Les États-Unis tenaient à cette signature. Habib, puis Shultz m'ont dit : "Signez et nous prenons à notre charge les trois conditions qu'Israël exige. Donnez-nous la latitude de négocier." Je n'avais pas de choix. Les *marines* était la seule protection de l'État libanais. Si j'avais refusé de signer, les Américains auraient retiré leurs *marines* et c'était l'apocalypse[152]. »

« Trois lettres, que je souhaitais garder secrètes, accompagnent l'accord du 17 mai : celle d'Israël, celle du Liban et celle des États-Unis écrite à

l'attention du gouvernement libanais, dans laquelle ils affirment comprendre nos réserves et demeurer à nos côtés pour la réalisation de nos objectifs. J'ai donné à la délégation libanaise l'autorisation de signer l'accord du 17 mai sous la pression américaine. Je le répète, je n'avais pas d'autre choix. Les Syriens étaient contre moi, les Israéliens étaient contre moi ? Seuls les Américains continuaient à me soutenir[153]. »

En définitive, le président Gemayel, en accord avec la délégation américaine, rédige une contre-lettre annexée au projet, adressée par le ministre Élie Salem à l'ambassadeur Philip Habib.

Le 17 mai 1983

Cher Monsieur l'ambassadeur,

> Nous confirmons par cette lettre la position libanaise au cas où le retrait d'Israël ne s'effectuerait pas selon les termes de l'accord, le Liban serait libre de suspendre ses obligations stipulées dans l'accord. Dans ce cas, il est entendu que le Liban, les États-Unis et Israël entreprendraient des consultations urgentes. Et si le sujet n'est pas résolu, le Liban sera libre de déclarer l'accord nul et non avenu. Le Liban continuera de rechercher la restauration de sa souveraineté et le retrait des forces extérieures par tous les moyens [154] .
>
> *Élie Salem.*

Le 13 mai, la présidence de la République syrienne publie un communiqué condamnant sans recours l'accord israélo-libanais. Le même jour, le président Ronald Reagan exprime encore sa certitude que, « en dépit de son opposition à l'accord libano-israélien, Damas [procéderait] bien au rappel de ses troupes[155] ».

Le 15 mai, Élie Salem, vice-président du Conseil et ministre des Affaires étrangères, se rend une dernière fois à Damas pour tenter de dénouer la crise. Il est reçu par un Abdel-Halim Khaddam virulent, parfois même menaçant. Les ponts sont coupés.

En dépit de la réaction syrienne, le Parlement se réunit le 16 à la villa Mansour, et exprime une solidarité sans faille avec l'exécutif. Quatre-vingts députés sont venus entendre la « déclaration gouvernementale » et prononcer un « oui » historique, une motion d'appui total sur la base d'une proposition élaborée par Saeb Salam, l'ancien président du Conseil, l'homme clé de la

situation dans les heures décisives.

Avec quatre-vingts parlementaires sur un total de quatre-vingt-onze, le gouvernement de Chafic Wazzan obtient une majorité absolue dans sa quête de la paix. Appartenant à toutes les confessions et à toutes les tendances politiques, les députés ont écouté avec un intérêt passionné le vibrant plaidoyer d'Élie Salem, chargé de lire la déclaration ministérielle. Le ministre commence par une phrase choc : « Il ne fait aucun doute que le Liban traverse aujourd'hui la phase la plus cruciale de son histoire et que l'alternative oppose la pérennité à la disparition pure et simple[156]. »

Le projet d'accord comporte une introduction de douze articles, une annexe concernant les mesures de sécurité, un inventaire des armes, une carte d'état-major et un procès-verbal explicitant certaines clauses obscures.

Le 18 mai, le texte intégral de l'accord libano-israélien est publié dans toute la presse beyrouthine. Il commence ainsi : « Le gouvernement de la République libanaise et le gouvernement de l'État d'Israël… » L'article premier constitue une synthèse des discussions :

ARTICLE PREMIER

1. Les parties s'accordent et s'engagent à respecter la souveraineté, l'indépendance politique et l'intégrité territoriale l'une de l'autre. Elles estiment que la frontière internationale existant entre le Liban et Israël est inviolable.

2. Les parties confirment que l'état de guerre entre le Liban et Israël a pris fin et n'existe plus.

3. Tenant compte des dispositions et des paragraphes 1 et 2, Israël s'engage à retirer toutes ses forces armées du Liban conformément à l'annexe du présent accord.

Une importante annexe portant sur les « arrangements de sécurité » accompagne l'accord. Le sixième et dernier point a trait au retrait des forces israéliennes :

6. RETRAIT DES FORCES ISRAÉLIENNES

a. Dans un délai de huit à douze semaines à partir de l'entrée en vigueur de l'accord, toutes les forces israéliennes auront été retirées du Liban. Cela est conforme à l'objectif du Liban que toutes les forces étrangères se retirent du Liban.

b. Les forces armées libanaises et les forces israéliennes de défense resteront en liaison continue pendant le retrait et échangeront tous les renseignements nécessaires par l'intermédiaire du comité des arrangements de sécurité. Les forces israéliennes de défense et les forces armées libanaises coopéreront durant le retrait en vue de faciliter le rétablissement de l'autorité du gouvernement libanais à mesure que les forces armées israéliennes se retireront.

Enfin, il est convenu dans l'article 10 que chaque partie ratifiera l'accord selon ses propres procédures constitutionnelles et qu'il entrera en vigueur à la date de l'échange des instruments de ratification.

Tous les Libanais parcourent le texte en analysant chaque article. Au même moment, à l'hôtel Lebanon Beach de Khaldé, Antoine Fattal pour le Liban et David Kimche pour Israël signent l'accord en langues arabe et française. Morris Draper appose la signature des États-Unis.

Tout comme au début des négociations, le 28 décembre 1982, un vent d'euphorie souffle sur une bonne partie du Liban. Le pays avance sur la voie de la paix. À Khaldé, l'échange de sourires et d'allocutions s'achève par la traditionnelle poignée de main entre les chefs des trois délégations : Fattal, Kimche et Draper. Diplomates et militaires prennent ensuite la route de l'aéroport pour se rendre à Kyriat Schmoné, en Israël, où une cérémonie analogue est organisée au North Hotel. Cette fois-ci, les versions en langues hébraïque et anglaise sont signées. Applaudissements dans les rues, sourires heureux. L'espoir est à l'ordre du jour. Le 17 mai 1983 a pris place dans les annales de l'Histoire.

Le fiasco syrien de Shultz

Le président Ronald Reagan rend un hommage public à Amine Gemayel et Menahem Begin, souligne leur courage et leurs qualités d'hommes d'État. Il déclare aussi que « les États-Unis appuieront fermement le Liban pour que l'évacuation soit totale[157] ».

L'Occident est satisfait, la France s'inquiète pour la mise en application de l'accord tout en l'approuvant, tandis que l'URSS se déclare placée devant le fait accompli. Elle s'efforcera de le rendre inefficace pour répondre aux vœux

de son allié syrien.

Dans le monde arabe, les réactions sont positives d'une façon générale. L'Égypte accorde son soutien total à l'accord, l'Arabie saoudite « respecte la volonté du peuple libanais » et propose ses bons offices pour rapprocher Asad et Gemayel. Les pays du Golfe jugent que le Liban est le mieux placé pour connaître ses intérêts. Ceux du Maghreb appuient l'accord et le roi Hassan II déclare : « Nous estimons que la position libanaise sauvegarde les intérêts du Liban tout en prenant en considération l'intérêt arabe[158]. »

Il n'en demeure pas moins que l'Irak rejette l'accord, que la Libye rappelle son ambassadeur à Beyrouth et demande à l'ambassadeur libanais de quitter le pays. Le Fatah dénonce l'accord et la Syrie décide de se lancer dans une guerre d'usure contre Israël. Abdel-Halim Khaddam affirme : « La Syrie ne permettra pas l'exécution de l'accord israélo-libanais[159]. » D'ailleurs, Damas ne ménage pas son aide aux personnalités libanaises opposées à l'entente libano-israélienne, tels Soleiman Frangié, Rachid Karamé, Walid Joumblatt, Marwan Hamadé, Assem Kanso, Georges Haoui…

Au lendemain de la signature de l'accord, une pluie d'obus tombe sur Beyrouth et les régions chrétiennes. Le 6 juin, Amine Gemayel adresse une lettre à Ronald Reagan : « Les lettres annexes en date du 17 mai autorisent Israël à subordonner son retrait à certaines conditions dont la réalisation n'est pas de notre seul ressort. […] Cela explique les réserves émises par certaines parties internes ou régionales sur la sagesse qu'il y aurait à ratifier un accord qui pourrait se révéler inapplicable[160]. » Le président américain ne donne pas une réponse immédiate.

Le 15 juin, le Parlement libanais entérine l'accord israélo-libanais par 65 voix contre 4, et 3 abstentions. Par ce vote massif, il donne à l'exécutif l'autorisation de l'entériner. Mais Gemayel n'appose pas son paraphe, il attend une pression américaine sur Israël pour l'amener à retirer ses troupes. La Syrie a annoncé que ses soldats ne quitteraient pas le territoire libanais, et dans ces conditions l'État hébreu ne rappellera pas Tsahal. Sur le terrain, la situation est figée. Peut-on encore croire au miracle d'une intervention américaine ?

Durant cette même période, Yasser Arafat vit des jours difficiles. Hafiz al-Asad ne lui a pas pardonné d'avoir pratiquement accepté le plan Reagan et celui du roi Fahd qui tous deux impliquent une reconnaissance implicite

d'Israël. La Syrie a donc décidé, selon la stratégie adoptée par l'OLP pour aboutir à l'éclatement de l'armée libanaise en 1976, de diviser l'organisation palestinienne. Il s'agirait de remplacer Arafat par des dirigeants soumis à Damas qui suivraient ses instructions à la lettre. Un commandant palestinien, Abou Moussa, prend la tête des dissidents à Tripoli et dans la Bekaa. Le prétexte invoqué est simple : il est impossible d'accepter le *leadership* d'un homme qui dirige ses troupes à partir de l'étranger. À la mi-juin, de violents combats opposent dans la Bekaa les fedayins loyalistes et ceux qui ont choisi Abou Moussa.

Épilogue de cette guerre fratricide, Asad fait expulser Arafat de Damas le 24 juin. Une décision dénoncée par tous les pays arabes modérés, à commencer par l'Arabie saoudite.

Au Liban, la stagnation politique contraint l'État à faire appel à George Shultz. Début juillet, il est appelé au secours. Le 4, il est en Arabie saoudite, le lendemain à Beyrouth où il a un long entretien avec Amine Gemayel. Il doit se rendre ensuite à Damas pour plaider une nouvelle fois le dossier libanais. Hafiz al-Asad se montre intraitable. Le secrétaire d'État ne prend pas la peine de revenir à Baabda pour relater lui-même à Gemayel son fiasco syrien et charge Philip Habib de le faire. On ne reverra jamais plus George Shultz à Beyrouth.

« Une complicité entre Israël et la Syrie »

Amine Gemayel refuse toujours de parapher l'accord du 17 mai. Il s'en explique : « J'ai laissé l'aval présidentiel en suspens pour voir si les Américains allaient tenir leurs engagements envers le Liban. Ils n'ont pas tenu leurs promesses… Je n'ai pas ratifié[161]. »

La négociation a pris fin, et Israël menace d'utiliser la force pour contraindre Gemayel ; Tsahal pourrait quitter la Montagne d'une façon unilatérale, ce qui donnerait le feu vert à une confrontation entre les miliciens des Forces libanaises et ceux du Mouvement national, armés et soutenus par la Syrie.

Le 20 juillet, le gouvernement israélien décide de retirer ses troupes de la Montagne. Amine Gemayel et Chafic Wazzan se précipitent à Washington. Ce

retrait risque de provoquer un partage du Liban. Ronald Reagan redit le soutien des États-Unis, mais ne donne aucune garantie. Cette dérobade inattendue consterne les deux dirigeants libanais. Les promesses américaines d'assurer la souveraineté du Liban sur toute l'étendue de son territoire appartiennent aux archives.

Cet échec réjouit les membres de l'opposition. Le 23 juillet, Soleiman Frangié, Rachid Karamé et Walid Joumblatt, alliés inséparables, constituent le Front du salut national et Damas leur donne aussitôt sa bénédiction. Le dialogue national serait la seule solution, mais Joumblatt le soumet à des conditions impossibles : la démission du gouvernement, le retrait des Forces libanaises de la Montagne, l'exclusion du parti phalangiste de l'appareil de l'État…

Soudain, dans la nuit du 3 au 4 septembre, Israël effectue son retrait de la Montagne en laissant face à face les miliciens chrétiens et druzes. Le président Gemayel accuse : « Les Israéliens avaient révélé aux Druzes le jour et l'heure de leur départ. Voilà pourquoi leurs miliciens ont pu lancer immédiatement leur offensive avec l'aide de l'artillerie syrienne. Le grand mystère est que les Israéliens avaient également donné aux Druzes, soit aux alliés de la Syrie, des armes et des munitions. Il y avait donc une concordance d'intérêts, une sorte de complicité entre Israël et la Syrie[162]. »

L'affrontement est inégal. Les miliciens druzes sont épaulés par les fedayins dissidents du Fatah et par l'armée syrienne. On voit des blindés soviétiques. À Aley, à Bhamdoun et dans le Chouf, les batailles ont un caractère sauvage. Les habitants chrétiens de la Montagne abandonnent leurs maisons à la hâte. C'est l'exode.

« Croire que la guerre est un règlement de compte druzo-maronite serait tout à fait faux, explique Marwan Hamadé. C'était une petite guerre mondiale, parce que c'était la riposte soviétique au débarquement américain en 1982, c'était la riposte syrienne à l'invasion israélienne, c'était également la riposte des Druzes à l'investissement de la Montagne par les Forces libanaises[163]. »

Le seul îlot paisible est Deir el-Kamar où le président de la municipalité, Georges Dib-Nehmé, un homme sage, a toujours entretenu de bonnes relations avec son environnement druze : 2 500 chrétiens vont trouver refuge dans cette ville où ils seront hebergés dans les écoles, les églises, les couvents…

Le 10 septembre, le gouvernement libanais demande une réunion urgente du

Conseil de sécurité, mais son appel est bloqué par la Syrie et l'URSS. La Ligue arabe ne réagit pas. La force multinationale reçoit l'ordre de ne pas intervenir dans la Montagne : son rôle est purement défensif. Mais le commandement de cette force fournit des armes et des munitions à l'armée libanaise, tandis que les gouvernements américain, français et italien lancent une offensive diplomatique en direction de Damas pour l'amener à un cessez-le-feu. Parallèlement, une médiation saoudienne, menée par l'émir Bandar Ibn Sultan et Rafic Hariri, parvient à réunir des responsables des Forces libanaises, du Parti socialiste-progressiste et le ministre syrien Abdel-Halim Khaddam.

Le 25 septembre, le cessez-le-feu est annoncé à Damas. Une réunion de réconciliation nationale est prévue à Genève sous l'égide de la Syrie et de l'Arabie saoudite. Cette rencontre de Genève est précédée par deux attentats terrifiants. Le 23 octobre, deux camions bourrés d'explosifs viennent s'écraser contre les deux immeubles où sont stationnés des soldats français et américains. L'attentat contre le poste français Drakkar fait 60 morts et une dizaine de blessés, tandis que les Américains comptent 250 morts et plus de 90 blessés. Le Djihad islamique, d'obédience iranienne, revendique l'opération. L'objectif est de contraindre la force multinationale au départ. Reagan se déclare « plus déterminé que jamais à maintenir la présence américaine[164] », tandis que François Mitterrand se rend le jour même à Beyrouth et affirme : « La France restera fidèle à ses engagements[165]. »

Reagan : « Nous tenons à l'accord du 17 mai »

La conférence de Genève s'ouvre le 31 octobre. Elle réunit les leaders du Front libanais ; Walid Joumblatt, chef du Parti social-progressiste, Saeb Salam pour les sunnites et Adel Ossei rane pour les chiites ainsi que Soleiman Frangié pour le Liban-Nord et Nabih Berry pour le mouvement Amal.

Les deux guides de la conférence sont le ministre Abdel-Halim Khaddam et Rafic Hariri, Saoudien d'origine libanaise, dont l'activité supplante celle d'Ibrahim Massoud, ministre d'État saoudien pour les Affaires étrangères. Quatre jours de discussions n'aboutissent qu'à des décisions linéaires, telles l'arabité du Liban… Les questions de fond relatives aux réformes constitutionnelles ne donnent aucun résultat. Une seconde rencontre est prévue.

L'abrogation de l'accord du 17 mai, exigée par le Front du salut national, n'a pas reçu l'aval des autres partis libanais. Amine Gemayel ne prend aucune décision à ce sujet. Les délégués le chargent d'effectuer une tournée arabo-occidentale, l'étape majeure étant le sommet à la Maison-Blanche.

Le 1er décembre, le président Gemayel est à Washington. Ronald Reagan et George Shultz savent très bien que, sous prétexte d'éclaircir l'accord, d'ôter la question de la normalisation avec Israël et d'aboutir à l'évacuation prioritaire des soldats de Tsahal, il s'agit simplement d'abroger l'accord du 17 mai. Cette perspective déplaît à Shultz, auteur du texte final, et irrite Reagan qui y voyait un Camp David II.

La mission du chef de l'État libanais s'annonce très difficile. Le sommet avec le chef de l'exécutif américain est de pure forme, les séances de travail communes entre les deux délégations n'ont aucun intérêt. Le déjeuner est courtois, mais sans chaleur.

Le président Reagan est décidé à ne pas céder. Face aux journalistes, il déclare : « Nous nous en tenons à l'accord du 17 mai et le considérons comme la base la meilleure et la plus viable pour le retrait des forces israéliennes du Liban[166]. » Le pays du Cèdre est désormais seul face à son destin.

ChapitreXII

Proclamation de l'État palestinien

L'échec des négociations de Washington sonne le glas d'un retour au calme au Liban. Amine Gemayel fait désormais face à une situation extrêmement grave, susceptible de menacer son mandat, d'autant plus que la force multinationale s'apprête à plier bagage. Le 7 décembre, le président Pertini se déclare hostile au maintien du contingent italien. La semaine suivante, la France annonce le redéploiement de ses soldats stationnés à Beyrouth. De leur côté, les troupes américaines sont l'objet de tirs incessants et, pour les protéger, le cuirassier *New Jersey* se voit contraint de bombarder les positions syro-druzes de la Montagne.

Yasser Arafat, lui aussi, vit un calvaire. Le 20 septembre 1983, pour remonter le moral des fedayins loyalistes assiégés à Tripoli par les partisans d'Abou Moussa et les organisations fidèles à Damas, il a réussi un véritable coup de théâtre. Dérogeant à son image légendaire, il s'est rasé la barbe, a troqué son keffieh contre une casquette et mis des lunettes noires. Muni d'un attaché-case et d'une fausse identité, il prend l'avion pour Larnaka, puis gagne Tripoli par la mer. Les Syriens, qui assiègent la ville, et les Israéliens, qui opèrent un blocus maritime, n'ont pas soupçonné cette arrivée. La présence d'Arafat à Tripoli donne à ses partisans un élan miraculeux, du moins pour un temps.

Cette action d'éclat permet au chef de l'OLP de reprendre la situation en main. Les putschistes inféodés à Damas ne peuvent plus se prétendre les représentants légitimes du peuple palestinien.

Le combat est cependant inégal entre frères ennemis. Les 5 000 combattants de Yasser Arafat doivent affronter plus de 10 000 hommes ; les miliciens d'Abou Moussa et d'Ahmed Jibril, des soldats syriens, troupes soutenues par une centaine de chars. Le siège s'aggrave chaque jour. En décembre, la vie de Yasser Arafat est véritablement en danger. Il fait appel à Chadli Klibi, secrétaire général de la Ligue arabe, au président François Mitterrand, au roi Hussein de Jordanie, au roi d'Arabie saoudite, à l'émir du Koweït et même à Hosni Moubarak.

Le 19 décembre, grâce à une médiation franco-saoudienne auprès de la Syrie, Arafat quitte Tripoli à bord d'un bateau grec, l'*Odysseus Elytis*. Il est accompagné par ses officiers et par 4 000 combattants transportés par cinq navires grecs escortés par la marine française. De son côté, l'Égypte intervient auprès d'Israël et de Washington afin de garantir la protection des fedayins au moment du départ. L'émir du Koweït, lui aussi, a répondu à l'appel du chef de l'OLP. Il a menacé la Syrie de suspendre son aide économique et d'influencer dans ce sens plusieurs pays du Golfe. Hafiz al-Asad a cédé.

Cette fois-ci, Arafat est expulsé du Liban par la Syrie, mais il a su transformer cet échec militaire en victoire politique. Dans les territoires occupés et même dans certains camps de réfugiés palestiniens du Liban et de Syrie, il a retrouvé tout son prestige. Il demeure le symbole de l'indépendance palestinienne.

En pleine mer, assis dans le fauteuil de sa cabine, Arafat prend une décision capitale. Il décide de se rendre en Égypte et de rencontrer le président Hosni Moubarak. Il veut renouer avec le chef du plus puissant pays arabe, un leader capable de plaider la cause palestinienne. Cette décision est très grave, il le sait. Il va changer de bord et s'attirer la haine des dirigeants radicaux, mais il a le sentiment de se dévouer pour sauver son peuple.

Contactés par radio, Abou Iyad et Abou Jihad lui déconseillent cette initiative, prise sans l'accord préalable de la direc tion de l'OLP. Leur mise en garde ne modifie pas sa stratégie. La guerre, il l'a souvent répété depuis son discours à l'ONU en 1974, ne peut résoudre le drame palestinien. En 1975, son soutien militaire aux partis de gauche libanais était un ultime sursaut, un moyen de consolider les assises de l'OLP au pays du Cèdre. Pendant le siège de Beyrouth, il a analysé les conséquences négatives de son action et tenté, mais en vain, d'aboutir à un règlement politique. Il lui faut désormais trouver les moyens d'atteindre ce but.

Le retour en Égypte n'est pas facile. Depuis le 9 novembre 1977, quand Sadate a annoncé au Parlement son intention de se rendre à la Knesset, Yasser Arafat a quitté Le Caire en se jurant de ne plus y revenir. Par la suite, il a participé avec une verve haineuse aux attaques du front du refus contre le raïs égyptien. Mais le leader palestinien a le sens de la realpolitik, et Moubarak vient de prendre sa défense contre Damas. Par ailleurs, le 21 juin 1983, à l'heure où Hafiz al-Asad s'apprêtait à l'expulser de Damas, il avait adressé un

message à plusieurs rois et chefs d'État arabes pour les mettre au courant de la situation dans la Bekaa, et leur demander d'œuvrer pour arrêter « l'agression syro-libyenne contre la révolution palestinienne[167] ». Le lendemain, il avait fait parvenir ce même appel à Hosni Moubarak. Le gouvernement égyptien avait aussitôt réagi en affirmant qu'il « entreprendrait des contacts urgents avec certains pays arabes dans le but de mettre un terme aux dissensions surgies au sein de l'Organisation de libération de la Palestine[168] ».

À l'insu des officiers qui naviguent sur le même navire, Arafat prévient certains de ses collaborateurs en poste au Caire, afin de préparer son arrivée éventuelle. Comme de coutume, il utilise plusieurs canaux. Il commence par téléphoner à Mohamed Sobeih, alors chef de la mission palestinienne à la Ligue arabe, qui se trouve à Chypre pour un congrès. Il entend Abou Ammar lui dire : « Retourne aujourd'hui même au Caire. Tes camarades seront de passage, et je veux que tu leur prépares un bel accueil[169]. » Sobeih déchiffre sans peine le message : Arafat veut se rendre dans la capitale égyptienne. Il regagne aussitôt son poste, alerte les services de sécurité et plusieurs fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères.

Parallèlement, Arafat téléphone au chef de la mission palestinienne à Athènes, et lui demande d'appeler Saïd Kamal pour lui transmettre cette simple phrase : « Les arbres se dirigent vers toi. » Kamal, lui aussi, n'a aucune peine à comprendre le code secret, mais s'exclame : « Quoi !!! – Oui, à toi de nous dire si les Égyptiens acceptent de les recevoir[170]. »

Saïd Kamal prend immédiatement contact avec Oussama el-Baz, le conseiller politique du président Moubarak, et demande une audience urgente au raïs. Une heure plus tard, il est reçu par le chef de l'État en compagnie d'El-Baz. Il relate son entretien, et demande à Moubarak son accord. Très étonné, le raïs répond : « Êtes-vous sûr, Saïd ? – Je n'ai aucun doute, cette phrase m'a été transmise par Mahmoud el-Ghandour, notre représentant à Athènes. » Le chef du service égyptien des renseignements est chargé de vérifier l'information auprès des autorités de l'*Odysseus Elytis*. Elle est exacte. Moubarak dit alors à Saïd Kamal : « Qu'il soit le bienvenu[171]. »

Mohamed Sobeih et Khadiga, la sœur du leader palestinien, se rendent à Port-Saïd pour l'accueillir. Arafat, très calme, mais épuisé, prend un peu de repos, tandis qu'une réception populaire égypto-palestinienne est organisée le long de la route reliant Port-Saïd à Ismaïlia où il doit se rendre pour monter

dans l'hélicoptère qui le déposera près du palais présidentiel de Koubbeh.

À son réveil, Sobeih l'interroge : « Tes frères du Fatah et de la résistance sont-ils au courant de cette rencontre ? – Non, pas encore. – Dois-je leur apprendre cette nouvelle, et l'annoncer aussi aux pays arabes concernés ? – Je n'y vois pas d'inconvénient[172]. »

Dans la voiture qui le mène vers Ismaïlia, Yasser Arafat est très ému de voir cette foule d'hommes et de femmes, parfois vêtus d'habits folkloriques palestiniens, qui chantent, dansent, applaudissent, agitent des drapeaux au passage du cortège. Sourire aux lèvres, il répond aux acclamations en faisant de sa main droite le V de la victoire. À l'aéroport d'Ismaïlia, le Premier ministre Fouad Mohieddiene l'attend en compagnie du ministre d'État pour les Affaires étrangères, Boutros Boutros-Ghali, ainsi qu'Oussama el-Baz, Saïd Kamal, Zohdi el-Kodra… Hosni Moubarak échange une chaleureuse accolade avec Yasser Arafat. Un entretien en tête à tête entre les deux dirigeants sert d'épilogue au conflit égypto-palestinien, du moins pour ce qui concerne l'OLP.

Aux journalistes accourus au palais pour l'interviewer, Arafat déclare : « Je tiens à souligner que l'Égypte, depuis des décennies, et à travers tous ses régimes, s'est tenue aux côtés de la Palestine[173]. » « Cette visite était doublement importante, explique Mohamed Sobeih. Pour l'Égypte, isolée du monde arabe depuis la signature de son traité de paix avec Israël, le retour d'Arafat au Caire, lui, le principal intéressé, résout les deux tiers du problème. D'autre part, pour Yasser Arafat, humilié par la Syrie et les pays arabes radicaux, le soutien de l'Égypte est précieux[174]. »

Le CNP sanctionne Arafat

À Tunis, la visite d'Arafat à Moubarak suscite un vent de fronde. Le Conseil national palestinien (CNP), le parlement en exil, se réunit et, après plusieurs jours de délibérations orageuses, sanctionne la rencontre du Caire. Arafat n'a consulté aucun dirigeant de l'OLP et a enfreint la décision de la Ligue arabe qui interdit tout contact avec l'Égypte coupable d'avoir signé avec Israël les accords de Camp David. Georges Habache, le chef du FPLP, traite Yasser Arafat de « Sadate palestinien[175] ».

Le leader de l'OLP poursuit sa tournée arabe, indifférent en apparence à

cette condamnation. Il se rend au Yémen du Sud, au Koweït et en Algérie, avant de regagner son siège à Tunis au début de janvier 1984. Il convoque aussitôt plusieurs responsables du Fatah et tient une réunion à huis clos. Il commence par expliquer son périple arabe par la nécessité de trouver un refuge aux combattants palestiniens évacués de Tripoli, puis justifie son voyage en Égypte. Il rappelle le soutien de ce pays lors de son expulsion de Damas, puis affirme que Moubarak a joué un rôle décisif auprès d'Israël et de Washington pour assurer la sécurité du départ des fedayins fidèles à l'OLP. Il va ensuite plus loin et explique à ses camarades que l'Égypte de Moubarak n'est pas celle de Sadate et doit reprendre sa place au sein du monde arabe.

Abrogation de l'accord du 17 mai 1983

À la même époque, le Liban est menacé d'éclatement total. Plus des deux tiers de son territoire sont occupés par des troupes israéliennes et syriennes qui règnent au sud, à l'est, au nord-est et dans le Chouf. La capitale, reconquise en 1983 par l'armée libanaise avec le soutien de la force multinationale, semble retrouver son découpage des années de guerre.

Dans le cadre du redéploiement des soldats français, les postes de Sabra et de Chatila sont fermés. Il en résulte une recrudescence des tensions entre l'armée et les miliciens d'Amal qui tentent de contrôler la route de l'aéroport désormais libre. Parallèlement, les troupes libanaises bombardent la banlieue sud en rébellion ouverte contre l'autorité.

Les combattants d'Amal, dirigés par Nabih Berry (futur président de l'Assemblée), s'efforcent d'imposer leur loi à Beyrouth-Ouest. Les lignes de démarcation entre les diverses parties de la capitale servent à nouveau de frontières confessionnelles.

Le 5 février, le chef du gouvernement, Chafic Wazzan, démissionne. Le même jour, le président Gemayel affirme qu'il formera un nouveau gouvernement d'union nationale, annonce un programme de réformes et déclare : « Tout est négociable[176]. » Il est trop tard. Le 6, Beyrouth-Ouest est aux mains des miliciens d'Amal secondés par ceux du PSP de Walid Joumblatt.

Les jours suivants, l'objectif des chiites est d'établir une jonction avec les

forces druzes de la Montagne à la hauteur de l'aéroport de Beyrouth. Le succès de cette manœuvre permettrait à l'alliance druzo-chiite de contrôler la région qui s'étend du sud à la frontière syrienne. Le 14 février, l'armée libanaise, à la suite de certaines défections, perd le contrôle des cimes qui relient Khaldé à Souk el-Gharb. La jonction se fait aussitôt entre la Montagne druze et le Beyrouth musulman tandis que les contingents de la force multinationale quittent l'un après l'autre Beyrouth.

Face à son pouvoir rongé de toutes parts, le président Gemayel accepte, le 16, un plan saoudien de règlement du conflit qui comporte l'exigence syrienne de l'abrogation de l'accord du 17 mai. Hafiz al-Asad et ses alliés libanais veulent désormais d'autres concessions. Amine Gemayel est contraint de prendre le chemin de Damas le 29. Le président syrien, enfin victorieux, lui réserve un accueil grandiose. Le sommet syro-libanais aborde toutes les questions de fond : l'arabité du Liban, l'abrogation de l'accord israélo-libanais, la convocation d'une nouvelle réunion du dialogue national… La Syrie a retrouvé son rôle au Liban. Le gouvernement de Chafic Wazzan, qui poursuivait l'expédition des affaires courantes, retire sa démission. Le 5 mars, l'exécutif annonce l'abrogation de l'accord israélo-libanais du 17 mai 1983.

Le pari américain est perdu. Mais Israël se chargera de faire payer à Amine Gemayel et au Liban la fin de l'accord de normalisation.

Un exécutif d'union nationale en Israël

Au printemps, la diplomatie égyptienne cherche à resserrer les liens entre le roi Hussein de Jordanie et Yasser Arafat. Les deux dirigeants se sont déjà rencontrés depuis l'établissement de l'OLP à Tunis et ont décidé de tourner la page de Septembre noir. L'éventualité d'une confédération jordano-palestinienne a même été discutée.

Le président Moubarak demande aux deux chefs de la diplomatie, le Dr Abdel-Méguid et le Dr Boutros-Ghali, d'encourager la formation de cette confédération qui prendrait ensuite le chemin de la paix, et ce, d'autant plus qu'en Israël le Parti travailliste a de bonnes chances de remporter les législatives. Le Likoud est en perte de vitesse depuis la guerre du Liban et Begin, constamment décrié par la population, a fini par démissionner le 28 août 1983. Son successeur, Yitzhak Shamir, saura-t-il remonter la pente ?

À la surprise générale, le 23 juillet 1984, le Likoud et le Parti travailliste sont à égalité. Le chef de l'État, Haïm Herzog, charge Shimon Peres de former le gouvernement. Plusieurs semaines de négociations infructueuses contraignent Peres à accepter la formule d'un gouvernement d'union nationale. L'accord de coalition est signé le 14 septembre. Le gouvernement comprend 26 ministres, 13 de chaque parti, et Peres en prend la tête pour deux ans. Shamir occupera ensuite le poste de 1986 à 1988.

Hussein révèle l'accord d'Amman

Les remous politiques israéliens n'entravent pas les efforts des diplomates égyptiens, qui parviennent à leur but. Le 11 février 1985, Hussein de Jordanie et Yasser Arafat signent l'accord d'Amman pour agir ensemble en faveur de la paix. Le texte exige le retrait total d'Israël des territoires occupés en 1967, y compris Jérusalem-Est, le droit à l'autodétermination du peuple palestinien, la solution du problème des réfugiés, etc., mais il se fonde sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité, et donc sur la reconnaissance d'Israël. Une exigence refusée depuis près de vingt ans par l'OLP. Arafat a pris un risque considérable et prouvé sa détermination à régler le conflit israélo-palestinien par des moyens pacifiques. Saura-t-il convaincre les autres responsables palestiniens ?

L'accord d'Amman devait rester secret, du moins pour un temps. Mais, le 23 février, la Jordanie en révèle unilatéralement les termes, ce qui provoque la colère des lieutenants d'Arafat. Malgré son éloquence et une argumentation serrée pour défendre son option, il ne parviendra pas à rallier les radicaux.

De nombreux événements se déroulent ensuite dans cette zone du Proche-Orient. À Gaza, le 21 mai 1985, cheikh Ahmed Yassine, un militant dangereux et handicapé, est libéré. Il est le premier des 1 000 prisonniers palestiniens dont Ahmed Jibril, chef du FPLP-CG, demande la libération en échange de trois soldats israéliens capturés par son organisation. Le cheikh infirme, qui a sa propre conception de l'État palestinien, va bientôt proclamer le djihad, la guerre sainte, contre Israël.

Cuisine secrète israélo-palestinienne

Le mois suivant marque le début de négociations secrètes entre des responsables israéliens et des membres de l'OLP. Le mérite en revient à Steve Cohen, un universitaire israélo-américain proche des travaillistes. Cohen a souvent eu des rencontres avec des dirigeants égyptiens et avec l'OLP. Convaincu de la nécessité d'associer la centrale palestinienne aux négociations de paix, il développe son argumentation devant Shamir, alors ministre des Affaires étrangères. Shamir demande à Avraham Shalom, le patron du Shin Beth, d'entrer en contact avec ce professeur de Harvard qui défend des idées peu conformistes. Contrairement aux attentes du ministre, Shalom est séduit par les thèses de Cohen. Tous deux décident que les négociations avec l'OLP auraient pour prétexte la nécessité d'obtenir des renseignements sur les soldats disparus pendant la guerre du Liban. C'est une tâche sacrée en Israël, et Shamir donne son aval.

Steve Cohen se rend à Tunis pour convaincre Arafat de l'utilité de rencontres secrètes avec les Israéliens. Sa mission se révèle facile. Arafat manifeste un goût prononcé pour une « cuisine secrète » qui serait le prélude d'une conférence internationale sous l'égide de l'ONU.

À partir du mois de juin 1985, Cohen organise d'une main de maître les négociations secrètes entre des responsables israéliens et des membres de l'OLP. Le premier rendez-vous, à New York, met en présence Yossi Ginossar, représentant du Shin Beth aux États-Unis, et Saïd Kamal, qui a officiellement réintégré l'OLP depuis la visite de Yasser Arafat au raïs égyptien.

Actuellement établi au Caire où il a longtemps occupé la fonction d'ambassadeur de Palestine, puis celle de secrétaire général adjoint de la Ligue arabe pour les affaires de Palestine, Saïd Kamal n'aime pas beaucoup évoquer ces pourparlers et en relate uniquement les grandes lignes. Commencées à New York, ces rencontres se sont poursuivies pendant onze mois à Londres, Paris, Bruxelles… On y retrouve toujours Steve Cohen, Yossi Ginossar et Saïd Kamal, mais aussi deux person nages importants : du côté israélien Shlomo Gazit, ancien chef des renseignements militaires, qui s'apprête à occuper le poste de directeur général de l'Agence juive ; du côté palestinien, Hani el-Hassan, membre du conseil central de l'OLP et conseiller politique de Yasser Arafat.

À Tunis comme à Jérusalem, Arafat et son équipe, Peres et plusieurs de ses ministres suivent attentivement les négociations secrètes. Les thèmes débattus

auraient permis des avancées spectaculaires. Les négociateurs parlent du droit à l'autodétermination du peuple palestinien dans le cadre d'une confédération avec la Jordanie, ou même avec la Jordanie et Israël, du droit d'Israël à exister dans des frontières sûres et reconnues, de la différence entre les frontières politiques et les frontières de sécurité, du problème des réfugiés palestiniens, de la conclusion d'un accord de paix entre les deux peuples, de la mise en place de l'autonomie à Gaza d'abord, principe accepté par Arafat…

Hani el-Hassan pense que la conférence internationale ne pourra pas annuler une décision prise au cours de la cuisine secrète. Mais ce vent d'optimisme connaît une fin brutale. Avraham Shalom, le numéro 1 du Shin Beth, le parrain de ces rencontres, avait donné l'ordre en avril 1984 de liquider deux terroristes palestiniens. Yossi Ginossar, l'un des négociateurs, avait à l'époque manipulé des témoins, au nom de la « raison d'État », pour éviter toute condamnation de son chef. La Haute Cour de justice a repris en 1986 l'examen de l'affaire, et les deux hommes sont obligés de démissionner pour éviter la prison.

Le nouveau chef du Shin Beth, Yossef Hermelin, trouve le dossier des contacts secrets avec l'OLP, et juge que son service ne doit pas s'occuper de telles affaires. Devenu à son tour Premier ministre en automne, Yitzhak Shamir n'hésite pas à mettre un terme aux négociations israélo-palestiniennes. Il faudra attendre les rencontres secrètes d'Oslo pour retrouver le même chemin.

Hussein rompt toute relation avec l'OLP

L'accord d'Amman connaît le même sort. Le roi Hussein est las de voir Arafat hésiter, revenir sur sa décision de reconnaître la résolution 242, et donc l'existence d'Israël, ou même (et cela tient du scandale pour le roi) réclamer que la présidence de la confédération soit alternative… Le 19 février 1986, le roi de Jordanie annonce la rupture de toute relation.

L'accord d'Amman a donc rejoint les archives. Mais la diplomatie égyptienne refuse ce constat d'échec. « L'Égypte est en faveur de la reprise du dialogue entre la Jordanie et l'OLP, en dépit des points de divergence. Nous considérons que l'accord d'Amman est toujours valable. Il n'a pas été aboli, mais mis en veilleuse. Des contacts entre Jordaniens et Palestiniens sont nécessaires pour redonner de la vigueur à cet accord, et l'Égypte fait son

possible pour rapprocher les deux parties[177]. »

La guerre fratricide des Forces libanaises

Pendant ces mêmes années, le Liban vit une crise politique irrémédiable. Des alliances se font, puis éclatent tandis que l'on assiste à la montée du Hezbollah. Les querelles ont repris à partir de la conférence de Lausanne, une semaine après l'abrogation de l'accord de normalisation avec Israël. Cette seconde conférence, destinée à assurer la réconciliation nationale, s'achève sur un échec. Parallèlement, les Forces libanaises, toujours en relation avec l'État hébreu, désapprouvent l'abrogation de l'accord et cherchent à ôter au président Gemayel le monopole de la décision chrétienne. En avril 1984, leur coup de force, dénoncé par les leaders du Front libanais, leur assure le contrôle de la zone chrétienne, à l'exception de Bikfaya et de Baabda qui n'ont pas été attaquées pour ne pas porter atteinte à la légalité.

Au mois de novembre, des négociations libano-israéliennes, placées sous le patronage des États-Unis, commencent à Nakoura, dans le Sud. Elles doivent organiser le retrait des troupes israéliennes après l'abrogation de l'accord du 17 mai 1983. La délégation libanaise, dirigée par le général Mohammed el-Hajj, comprend trois officiers chrétiens et trois musulmans. Les exigences israéliennes consistent à demander un redéploiement de la FINUL, le maintien de l'armée du Liban- Sud (ALS) et la reconnaissance d'un droit de représailles en cas d'agressions lancées contre Israël à partir du territoire libanais. La position du Liban revient à réclamer le retrait total d'Israël, le déploiement de l'armée libanaise à la place des soldats de Tsahal et le versement d'indemnités pour les dommages causés.

Le désaccord est total. Israël menace de retirer unilatéralement ses forces à son gré, selon la tactique pratiquée dans la Montagne. Plusieurs rencontres n'aboutissent à aucun résultat. Le 14 janvier 1985 marque l'échec définitif des négociations. Le gouvernement israélien annonce un plan de retrait de Tsahal en trois phases : du 15 janvier au 1er mars, ses soldats effectueront un repli sur le fleuve Zahrani ; la deuxième phase, à partir du 3 mars, assurera un repli de Tsahal sur le fleuve Litani ; enfin, du 29 avril au 10 juin, les soldats israéliens se retireront du camp palestinien de Rachidieh pour regagner leur pays. À cette date, l'État hébreu a l'intention de laisser entre les mains de l'ASL, qui lui est

inféodée, une zone de 180 kilomètres de long sur 8 à 10 de profondeur, soit une « bande de sécurité » représentant 8 % du territoire libanais.

Comment décrire l'angoisse de la population chrétienne du Sud ? Toutes ces régions sont environnées de milices musulmanes parfois extrémistes. Les Forces libanaises ne pourront pas contrôler la région après le départ de Tsahal. L'exode des villageois chrétiens est tragique. Des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants tentent de se réfugier à Jezzine où les miliciens de l'ALS pourraient les protéger.

Le camp chrétien va bientôt se désintégrer. Élie Hobeika, l'un des responsables des Forces libanaises, a des contacts secrets avec Abdel-Halim Khaddam, puis avec des chefs du PSP et d'Amal. Le 28 décembre 1985, Hobeika, Joumblatt et Berry signent à Damas l'accord tripartite, propre (à leur sens) à ramener le calme au Liban grâce à une refonte des institutions libanaises et à un lien étroit avec la Syrie. Le président Gemayel refuse un pacte qui n'a pas été négocié avec l'État et se met de nouveau mal avec Hafiz al-Asad. Mais Samir Geagea, également opposé à cet accord, attaque les miliciens de Hobeika avec ses propres hommes, contraint son ancien compagnon à se réfugier à Damas et devient le chef des Forces libanaises.

Des querelles sanglantes éclatent aussi entre les miliciens druzes de Joumblatt et chiites de Berry. La Syrie calme les belligérants. Amal dirige ensuite ses batteries contre le Hezbollah, cette milice chiite attachée à l'Iran, sa rivale au sein de la communauté. De graves accrochages ont lieu en 1985 puis reprennent de façon sporadique en 1986. La Syrie, soucieuse de ménager l'Iran, prêche la modération à son allié Berry, qui finit par dissoudre la branche armée d'Amal. Désormais, les partisans du Hezbollah sont les maîtres du terrain dans le Sud.

Arafat proclame l'État palestinien

Nommé en 1987 ambassadeur d'Égypte en Tunisie, Ali Maher el-Sayed est très proche du chef de l'OLP, mais ses visites au leader palestinien sont le plus souvent nocturnes. Une demi-heure avant le rendez-vous, l'ambassadeur apprend que Yasser Arafat souhaite le rencontrer. Le lieu change à chaque visite, de la même façon qu'Arafat ne dort jamais deux fois de suite au même endroit. Il s'accommode parfaitement de cette vie de nomade politique, ancrée

dans son quotidien depuis le début de la lutte armée contre l'occupant israélien.

L'ambassadeur d'Égypte distille habilement les principes prônés par son pays. Il s'étend sur les multiples avantages de remplacer l'action terroriste par des manœuvres diplomatiques et celui de reconnaître les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité. L'OLP pourrait ainsi ouvrir la voix à un dialogue avec les États-Unis, dont c'est l'une des deux exigences fondamentales.

Selon Ali Maher el-Sayed, le leader palestinien, qui a tiré les leçons du passé et surtout des erreurs commises pendant la guerre du Liban, est parfaitement enclin à suivre ses conseils. Du reste, le ministre soviétique des Affaires étrangères tient un discours identique à ses visiteurs palestiniens. Mais comment convaincre l'aile radicale de l'OLP, le plus souvent soumise au diktat syrien ?

Des années plus tard, on apprendra que le rôle de l'ambassadeur Ali Maher el-Sayed a dépassé le stade des simples conseils. Le dirigeant palestinien Sakhr Bassissou vient de révé ler au journal égyptien à grand tirage *Al-Masri al-Yom* que le diplomate avait mis en place un réseau secret pour permettre à certains chefs de l'OLP de rencontrer des responsables américains. Abou Iyad notamment aurait profité de ce privilège ignoré du public.

Un drame va permettre à l'OLP de prendre le chemin des négociations. Le 8 décembre 1987, un camion conduit par un Israélien heurte de plein fouet un taxi transportant des Palestiniens. Le choc provoque la mort de quatre passagers. Selon la radio, c'est un accident. Mais les habitants de Jabaliya (nord de Gaza), où habitaient les victimes, y voient un acte criminel prémédité. Le 9 décembre, une foule assiste à l'enterrement des quatre Palestiniens. Une position de Tsahal est criblée de jets de pierres. Les soldats ripostent par des coups de feu, puis le lieutenant fait appel à des renforts. Les nouveaux venus sont accueillis par un déluge de pierres et de cocktails Molotov. Le feu israélien redouble, on compte des dizaines de blessés. À dater de ce jour, il n'y aura plus de répit, la « guerre des pierres », l'*intifada* (insurrection) a commencé.

Le lendemain des funérailles, les troubles recommencent. Des étudiants de l'université islamique de Gaza parcourent les rues pour appeler la population à la révolte. Yitzhak Rabin, le ministre de la Défense, doit de se rendre à Washington pour rencontrer son homologue américain – le Premier ministre

Shamir assure l'intérim. Les deux dirigeants et nombre d'officiers supérieurs pensent qu'il s'agit d'une rébellion passagère. Leur erreur d'appréciation coûtera cher à Israël.

La mort des occupants du taxi est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Les Palestiniens sont ulcérés par la façon dont l'occupant israélien les traite depuis 1967. Ils sont sans cesse humiliés, les ouvriers sont payés moitié moins cher que leurs collègues israéliens, Jérusalem-Est a été annexée, des terres sont confisquées et peuplées de colons pour assurer la sécurité de l'État hébreu. Les fidèles désireux de prier à la mosquée d'al-Aqsa sont soumis à toutes sortes de contrôles et de vexations…

Pendant des jours, des semaines, des mois, l'Intifada, qui a gagné toutes les villes de Gaza et de la Cisjordanie, se poursuit avec force. Des haut-parleurs appellent à la grève générale, à la désobéissance civile, au boycott des produits israéliens… Des enfants et des adolescents nés sous l'occupation israélienne jettent des pierres sur les soldats, brûlent des pneus pour barrer les routes, affrontent avec courage la répression brutale des soldats. L'Intifada est le plus fort défi lancé par la population palestinienne à Israël. Malgré des milliers de morts et de blessés, des maisons dynamitées, des arrestations massives, des couvre-feu prolongés, la fermeture de tout le système d'enseignement, etc., l'armée israélienne ne peut en venir à bout.

Du point de vue politique, ce soulèvement général et spontané est habilement exploité par l'OLP. Des photos de Yasser Arafat décorent les rues, des drapeaux palestiniens flottent, un « commandement unifié de l'Intifada » est constitué… En contrepartie, cheikh Yassine prend la décision de créer le Hamas (le Mouvement de résistance islamique) pour ne pas laisser à l'OLP le contrôle de la résistance. Les responsables israéliens le laissent faire, sachant que son mouvement sera l'arme la plus forte contre les fedayins.

L'Intifada suscite l'émotion du monde entier. L'opinion publique est choquée par la violence de la répression : des soldats tirent sur des contestataires désarmés, des enfants sont abattus pour avoir jeté des pierres… Un courant de sympathie envers le peuple palestinien est sensible en Occident comme en Amérique où l'on voit même des associations juives condamner des actes qui ternissent l'image d'Israël.

Yasser Arafat se taille un succès inespéré. Ce n'est plus un leader palestinien en exil, c'est le chef d'une population en révolte. Il peut désormais

agir sur la scène politique.

Un événement inattendu va lui permettre d'avancer sur le chemin de la paix. Le 31 juillet 1988, le roi Hussein de Jordanie, lors d'un discours à la nation, annonce que tous les liens administratifs et juridiques sont rompus entre la Cisjordanie et la Jordanie. Il renonce ainsi à ce territoire d'environ 6 000 km^2 annexé par son grand-père, le roi Abdallah, à la fin de la première guerre israélo-arabe de 1948. Le roi a peut-être voulu écarter le spectre d'une confédération qui lui donnerait un pays à population en majorité palestinienne. Quoi qu'il en soit, une page est tournée. Pour de nombreux Palestiniens, la légalité reprend ses droits. Mais la décision d'Hussein coûtera à l'OLP une somme considérable puisque l'organisation devra assumer tous les besoins de la Cisjordanie, à commencer par le traitement de 23 000 fonctionnaires.

À partir de Bagdad, où il rend visite à Saddam Hussein, Arafat affirme que l'OLP assumera toutes ses responsabilités. Ce casse-tête financier est compensé par un acquis politique : la centrale palestinienne peut désormais faire valoir sa souveraineté sur Gaza et la Cisjordanie. La lutte pour la libération des « territoires occupés » prend sa pleine valeur et inclut également à ses yeux le retour de Jérusalem-Est.

Yasser Arafat peut maintenant concrétiser, du moins de façon symbolique, son rêve le plus ancien : la création d'un État palestinien indépendant sur ces deux territoires. Il lui convient aussi d'accepter les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité, l'une des deux exigences des États-Unis pour reprendre son dialogue avec l'OLP. Par cet acte, il donne également suite aux conseils de Hosni Moubarak, Mikhaïl Gorbatchev et Hussein de Jordanie. La proclamation d'un tel État, il le sait, fera sûrement l'unanimité au Conseil national palestinien, mais il sera bien plus difficile d'obtenir un vote positif des députés pour la reconnaissance des résolutions 242 et 338.

En fin manœuvrier, le chef de l'OLP prend tous les contacts nécessaires à la réalisation de son double objectif. Il va même jusqu'à lancer un ballon d'essai à Strasbourg où il est invité pour la première fois par le Parlement européen. Lors de son discours, il évoque la reconnaissance du droit à l'existence d'Israël, la création d'un État palestinien et l'adhésion à la résolution 242.

De la mi-septembre, date du discours d'Arafat, jusqu'au début de novembre, les responsables palestiniens négocient les termes de leur accord, discutent, exigent une contrepartie américaine…

Le 12 novembre s'ouvre à Alger la 19e session du Conseil national palestinien (CNP). La partie n'est pas encore gagnée, même si le camp des modérés semble le plus puissant, et les échanges d'opinions sont souvent orageux. À l'issue des débats, la résolution 242 est approuvée par 253 voix, refusée par 46, il y a 10 abstentions.

Le 15 novembre 1988, dans la salle des congrès du Club des pins d'Alger où siège le CNP, Arafat peut enfin monter à la tribune et prononcer son discours historique. Un discours rédigé par le poète Mahmoud Darwiche.

Un long préambule précède la référence à l'article 181 de l'Assemblée générale de l'ONU qui recommande le partage de la Palestine en deux États, l'un arabe et l'autre juif. Mais Arafat, au nom du CNP, n'en fait pas le fondement juridique de l'État palestinien, qui tire sa légitimité des « droits naturels, historiques et légaux » du peuple palestinien et de « la primauté du droit et de la légalité internationale incarnés par les résolutions de l'ONU depuis 1947 ». Il déclare ensuite d'une voix émue : « Le Conseil national palestinien, au nom de Dieu et au nom du peuple arabe palestinien, proclame l'établissement de l'État de Palestine sur notre terre palestinienne avec pour capitale la Jérusalem sainte[178]. »

Un profond silence avait jusqu'ici accompagné la lecture du texte, mais dès l'annonce de « l'établissement de l'État », la salle explose. À mesure que le chef de l'OLP énumère les principes de cet État – régime parlementaire démocratique, condamnation du terrorisme, justice sociale, égalité, absence de toute forme de discrimination sur la base de la race, de la religion, de la couleur ou du sexe, etc. –, il est interrompu par les applaudissements et les acclamations des députés.

Des ballons multicolores sont ensuite lâchés, des femmes poussent de longs youyous… Après le lever des couleurs et l'hymne national palestinien, la salle en délire entonne des chants patriotiques. Arafat donne l'accolade aux membres du Conseil exécutif, et pleure en serrant dans ses bras Om Jihad, la veuve de son ancien bras droit assassiné en avril à Tunis.

Les ministres algérien et tunisien des Affaires étrangères, présents à la cérémonie, montent tour à tour à la tribune pour annoncer la reconnaissance de l'État palestinien par leur pays. Un vent d'allégresse semble balayer les années de malheur et de désespérance. Tout paraît désormais possible…

Dans la déclaration politique distribuée aux journalistes par le service de

presse palestinien à l'issue de la séance solennelle, le CNP réaffirme « son rejet du terrorisme sous toutes ses formes, y compris le terrorisme d'État », et souligne son attachement aux résolutions à ce sujet, la dernière en date étant celle de Yasser Arafat, le 7 novembre 1985 ». Le texte souligne aussi « la nécessité de réunir une conférence internationale efficace sur le problème du Moyen-Orient […] sous l'égide de l'ONU et avec la participation des cinq pays membres permanents du Conseil de sécurité, et toutes les parties concernées, y compris l'OLP, unique représentant légitime du peuple palestinien ». « La conférence internationale se réunira sur la base des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité, et la garantie des droits légitimes nationaux du peuple palestinien, notamment son droit à l'autodétermination […] conformément aux principes des résolutions de l'ONU. » En conclusion, le CNP réclame « l'annulation de toutes les mesures d'annexion » et propose que la future relation avec la Jordanie soit une confédération « entre deux États » par « libre consentement des deux peuples[179] ».

Le CNP vient d'accomplir un pas spectaculaire : la reconnaissance de l'État hébreu à travers l'acceptation des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité, mais il a lié cette reconnaissance au droit du peuple palestinien à l'autodétermination. La formule aurait été soufflée par Mikhaïl Gorbatchev.

Israël répond aussitôt par un double refus : « Non à l'OLP, non à l'État palestinien », déclarent de concert les chefs du Likoud et du Parti travailliste pour une fois d'accord. Shimon Peres affirme : « L'OLP fuit les réalités en subordonnant son acceptation de la résolution 242 à l'acceptation préalable par Israël du principe de l'autodétermination des Palestiniens. L'octroi de l'autodétermination aboutirait inéluctablement à la création d'un État palestinien indépendant qu'Israël refuse[180]. »

En revanche, le même jour, de nombreux États – l'Arabie saoudite, la Jordanie, le Koweït, les deux Yémen, la Turquie, la Malaisie, Bahrein et la Mauritanie – suivent l'exemple de l'Algérie et de la Tunisie. L'Égypte, dans un communiqué diffusé par Esmat Abdel-Méguid, « appuie la proclamation d'un État palestinien visant à réaliser la paix et à réunir une conférence internationale sur la base des résolutions 242 et 338, à assurer les droits légitimes du peuple palestinien ».

L'Amérique, la puissance à convaincre, ne se prononce pas d'une façon

formelle. Martin Fitzwater, le porte-parole de la Maison-Blanche, rappelle que Washington est opposé à toute mesure unilatérale, mais il ajoute : « Nous croyons néanmoins qu'il y a eu une évolution positive lors de cette réunion, surtout le vote sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité[181]. » Le secrétaire général de l'ONU montre la même réserve, mais estime que ces décisions fournissent de « nouvelles occasions de faire des progrès vers la paix[182] ». Tout à l'opposé, l'URSS se félicite des travaux du CNP et soutient la centrale palestinienne.

Les capitales européennes, dans l'ensemble, n'approuvent pas, sans le déclarer, la création d'un État palestinien indépendant et se réfugient derrière une formule diplomatique : il leur faut analyser attentivement le texte du CNP avant de se prononcer. En revanche, la Norvège, la Suède, le Danemark, les Pays-Bas, l'Autriche et l'Espagne affichent une satisfaction prudente.

Au soir du 15 novembre, Yasser Arafat a enregistré une victoire. Il a réussi à faire voter les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité sans être accusé de trahison par l'opposition, et il n'y a pas eu de scission au sein de l'OLP. Georges Habache, secrétaire général du FPLP, l'un des opposants les plus farouches à l'acceptation des deux résolutions, a déclaré à un petit groupe de journalistes : « Nous ne ferons pas à Israël le cadeau de voir l'OLP se scinder… Nous sauvegarderons l'unité des rangs palestiniens quelles que soient nos divergences[183]. »

Arafat s'attendait à la réaction d'Israël, mais la proclamation de l'État de Palestine, cet État virtuel et sans frontières définies, l'inonde de joie. Il dira plus tard : « C'était le plus beau jour de ma vie. Il marquait la fin du slogan brandi par les sionistes à Bâle en 1897 : "La Palestine est une terre sans peuple, pour un peuple sans terre."[184] »

Chapitre XIII

Arafat reconnaît implicitement Israël

L'État palestinien indépendant sera reconnu par de nombreux pays, 127 au bout d'un an, mais l'objectif principal de Yasser Arafat est de renouer le dialogue avec les États-Unis, seule clé pour aboutir à une paix au Proche-Orient. Washington, cependant, maintient ses trois exigences : la reconnaissance de la résolution 242 du Conseil de sécurité, celle d'Israël et le renoncement au terrorisme. La rigueur de l'administration Reagan n'est pas partagée par un groupe de très influents Juifs américains. Ils demandent à la Suède de leur organiser une rencontre avec des membres de l'OLP. Sten Andersson, le ministre suédois des Affaires étrangères, mesure l'importance d'une réunion qui placerait son pays au cœur de l'actualité.

Le 21 novembre, Palestiniens et Juifs américains se retrouvent à Stockholm. L'OLP est représentée par Khaled el-Hassan, Hicham Moustapha, l'un des assistants de Mahmoud Abbas, et les ambassadeurs de Palestine aux Pays-Bas et en Suède. Ils ont pour interlocuteurs Rita Hauser, une célèbre avocate de New York, un grand éditeur de Los Angeles et Dora Krass, la représentante en Amérique du Centre international pour la Paix au Proche-Orient de Tel-Aviv. Le dialogue est présidé par Andersson. Les discussions sont franches, on pourrait même dire cordiales. Les Palestiniens affirment que les résolutions d'Alger signifient la reconnaissance d'Israël, la condamnation du terrorisme et la volonté d'aboutir à une conférence internationale pour la paix au Proche-Orient. Le camp juif est convaincu. Un document rédigé par les deux parties est soumis à George Shultz par un fonctionnaire suédois.

Le secrétaire d'État américain, ne le jugeant pas assez clair, ne l'adopte pas. Du reste, il vient de refuser à Arafat un visa d'entrée pour participer à l'Assemblée générale de l'ONU. En revanche, il rédige un texte résumant les conditions d'une reprise du dialogue avec l'OLP et l'adresse à Andersson à travers l'ambassadeur de Suède à Washington. Le ministre suédois invite aussitôt Arafat à Stockholm et insiste sur l'urgence de cette visite.

Le 6 décembre, le leader de l'OLP se rend dans la capitale suédoise en compagnie de Yasser Abed Rabbo et de Mahmoud Darwiche. Le secrétaire

d'État refuse tout amendement à son texte, élaboré sous la forme de deux communiqués, dont l'un sera signé par Arafat et l'autre par les États-Unis. Mais les Palestiniens introduisent plusieurs modifications pour répondre aux exigences de leurs partis de gauche.

Le dialogue palestino-américain demeure secret, tandis que la rencontre entre des membres de l'OLP et des personnalités juives avait reçu une large publicité. Le 7 décembre, George Shultz annonce que les déclarations d'Arafat ne peuvent servir de base à une reprise du dialogue avec la centrale palestinienne. Le même jour, Richard Murphy, secrétaire d'État adjoint aux affaires du Proche-Orient, souhaite qu'à Genève le chef de l'OLP reconnaisse solennellement Israël. De fait, l'interdiction d'entrer aux États-Unis lancée contre Arafat a incité les membres de l'Assemblée générale à tenir à Genève la réunion consacrée à la question palestinienne. Nul besoin de souligner que la ville suisse s'est transformée en place forte pour la circonstance.

Le 13 décembre 1988, face aux représentants de 159 pays, Yasser Arafat, au cours d'un discours fleuve de quatre-vingts minutes, développe les données de l'initiative de paix palestinienne. Trois volets se dégagent de son allocution :

« La réunion, sous l'égide du secrétaire général de l'ONU, d'un comité préparatoire pour une conférence internationale de paix au Moyen-Orient, conformément à l'initiative des présidents Mikhaïl Gorbatchev et François Mitterrand.

« Que des mesures soient prises pour placer les territoires palestiniens occupés sous la supervision temporaire des Nations unies, et que des forces internationales soient déployées à la fois pour protéger notre peuple et superviser le retrait des troupes israéliennes de notre pays.

« L'OLP cherchera un règlement global entre toutes les parties concernées par le conflit israélo-arabe, y compris l'État de Palestine et Israël, dans le cadre d'une conférence internationale sur le Moyen-Orient fondée sur les résolutions 242 et 338 de manière à garantir l'égalité et l'équilibre des intérêts, notamment les droits de notre peuple à la liberté, à l'indépendance nationale, ainsi que le droit à exister en paix et en sécurité pour tous[185]. »

Yasser Arafat condamne aussi le terrorisme sous toutes ses formes : « Je demande aux dirigeants d'Israël de venir ici, sous l'égide des Nations unies, afin de conclure la paix des braves[186]. »

Shamir rejette catégoriquement ce discours, tandis que Shultz déclare qu'il

ne répond pas aux conditions exigées par les États-Unis. Ce refus plonge Arafat dans une réelle colère. Les ambassadeurs arabes s'efforcent de le calmer. Le président Moubarak et le roi Hussein de Jordanie lui téléphonent pour l'assurer que les États-Unis finiront par modifier leur position. Mais il est certain désormais que le chef de l'OLP devra souscrire, mot pour mot, aux conditions dictées par l'Amérique. Le ministre suédois des Affaires étrangères lui suggère de donner le lendemain une conférence de presse pour trancher le différend. L'idée séduit Arafat. Dans le même temps, Hassib Sabbagh téléphone à Richard Murphy et, au cours d'une longue conversation, met au point le texte susceptible d'être admis par les deux parties.

Le même soir, Nabil Elaraby, ambassadeur d'Égypte à Genève, donne un dîner en l'honneur de Yasser Arafat. Le ministre Esmat Abdel-Méguid est présent et tous les ambassadeurs arabes sont invités. Mais celui de Syrie ne viendra pas. « Arafat m'a confié sa crainte de faire un pas décisif en faveur de la reconnaissance d'Israël, et du renoncement au terrorisme, qui ne serait pas payé de retour par Shultz[187]. » L'ambassadeur sait que le Dr Abdel-Méguid entretient d'excellentes relations avec le secrétaire d'État américain. Il demande à son chef d'intervenir pour rassurer le leader de l'OLP. Les trois hommes se rendent dans le bureau de l'ambassadeur. Le ministre téléphone à Shultz, obtient une réponse catégorique et la transmet à Arafat. Le lendemain, Yasser Arafat déclare devant 600 journalistes : « Quant au terrorisme, je l'ai dénoncé hier en termes clairs, et je répète pour mémoire que nous renonçons totalement et absolument à toutes formes de terrorisme, qu'il soit individuel, de groupe ou d'État[188]. »

Shultz, qui a suivi la conférence de presse à la télévision, est enfin satisfait. Il déclare que les États-Unis sont disposés à ouvrir le dialogue avec les représentants de l'OLP. Une page nouvelle s'ouvre, même si « les États-Unis ne reconnaissent pas la déclaration d'un État palestinien indépendant ».

Rabin propose un plan de paix à l'OLP

1989 est l'année des plans de paix, certains sont officiels, d'autres secrets. Ils ont un seul point commun, celui de soulever une vive polémique. Aux yeux de l'Occident, l'OLP a pris résolument le chemin d'une solution pacifique. Par la voix de Yasser Arafat, elle a renoncé au terrorisme, reconnu les résolutions

242 et 338 du Conseil de sécurité et l'existence d'Israël. La centrale a renoué le dialogue avec les États-Unis.

Les éléments du processus de paix sont en place, et le chef des renseignements militaires israéliens, le général Amnon Shahak, explique au gouvernement d'Yitzhak Shamir qu'il n'aura pas d'interlocuteurs à Gaza et en Cisjordanie sans l'accord de l'OLP. Le chef du Likoud refuse cette analyse, mais Shimon Peres et Yitzhak Rabin savent bien qu'elle est exacte. Rivaux politiques, briguant tous deux la fonction de chef du gouvernement dans le cas d'une victoire travailliste aux prochaines législatives, ils vont l'un et l'autre tracer leur route en direction de l'OLP.

Rabin décide de prendre contact avec Tunis grâce à Abdel-Wahab el-Darawicha, un député arabe israélien qui a sa pleine confiance. Dans les premiers jours d'avril 1989, il lui confie son plan de paix avec les Palestiniens et le charge de le remettre aux dirigeants de l'OLP. En utilisant ce canal secret, le ministre de la Défense défie la légalité puisque, depuis le 5 août 1986, une loi interdit tout contact avec la centrale palestinienne.

Darawicha est très connu en Israël. Il a fait ses premiers pas politiques en tant que membre du Parti travailliste. À ce titre, il a occupé plusieurs fois un siège à la Knesset. Par la suite, il a décidé de voler de ses propres ailes et a fondé le Parti démocratique arabe. Cela ne l'a pas empêché de maintenir des liens étroits avec les travaillistes et d'y compter de nombreux amis, à commencer par Yitzhak Rabin. Par ailleurs, malgré son activité politique en Israël, il s'est souvent rendu à Tunis. Mais en prenant soin, à chaque fois, de mettre au courant de son voyage Rabin ou tout autre personnage influent. Le 12 avril 1989, Darawicha est reçu par Yasser Arafat et Mahmoud Abbas. Il leur soumet le plan de paix en deux étapes conçu par Rabin.

Dans son ouvrage *Le Chemin d'Oslo* [*Tarîq Oslo*], Mahmoud Abbas publie ce plan qui n'a jamais connu une large diffusion. Il est intéressant d'en retenir les principales dispositions. Le texte comporte cinq points majeurs[189] :

A) Les mesures adoptées pendant la période transitoire de cinq ans :

a) Les Palestiniens formeront un conseil d'autorité locale qui comprendra des bureaux gouvernementaux chargés de gérer les affaires intérieures, l'habitat, l'agriculture, la poste, les finances, la santé, les municipalités…

b) Durant cette période, les Affaires étrangères, la sécurité et les

affaires relatives aux colonies de peuplement demeureront entre les mains d'Israël.

c) Une coopération économique sera établie entre l'entité palestinienne, Israël et la Jordanie dans divers secteurs : l'électricité, l'eau, les finances et la main-d'œuvre.

B) L'étape de la solution définitive

Les négociations relatives au statut final débuteront trois années après le début de la période transitoire, qui aura favorisé la confiance et la compréhension entre les deux parties.

Les négociations s'appuieront sur deux bases :

a) Les résolutions 242 et 338 de l'ONU, et le principe de l'échange de la terre contre la paix.

b) Les représentants palestiniens aux négociations sont les habitants des territoires occupés, et les Palestiniens de l'extérieur à travers une entente sur les noms.

C) Les mesures requises pour briser l'immobilisme :

– Dans le cas d'accord entre les deux parties au sujet de ce plan, un calme interviendra qui permettra des élections à Gaza et en Cisjordanie dans un délai de six mois.

– Les résultats des élections détermineront le choix de l'Autorité locale pendant la période intérimaire.

D) La procédure électorale :

– Les élections devront être totalement démocratiques, soumises à une surveillance internationale, de préférence américaine…

– Les habitants de Jérusalem-Est ont le droit d'être électeurs ou candidats, mais le vote devra avoir lieu à Ramallah ou à Bethléem…

E) Le cadre des négociations

– La préférence est donnée à une conférence réduite comprenant les États-Unis, l'URSS, une délégation israélienne, une autre palestinienne et une troisième jordanienne.

– Un accord de principe est donné à une conférence internationale.

– La Jordanie n'est pas habilitée à remplacer les Palestiniens.

Rabin admet l'échange de la terre contre la paix

Mahmoud Abbas fait une double constatation : « Nous devons remarquer que le projet présenté par Rabin en 1989 ne diffère pas beaucoup des principes adoptés à Oslo, tout comme il ne diffère pas dans ses points essentiels de la "Lettre de garanties" américaine. Il en découle deux constatations ; la première est que le Parti travailliste se préparait de longue date à l'étape de 1993, la seconde est qu'il y avait une coordination totale, dans le mode de pensée et les projets, entre les États-Unis et le Parti travailliste[190]. »

Le plan Rabin ne parle pas encore d'un État palestinien, ou de la participation de l'OLP aux négociations, mais le ministre l'a fait parvenir à la direction de Tunis. C'est déjà un signe positif. Par ailleurs, il admet le principe de l'échange de la terre contre la paix, et va donc plus loin que les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité. Enfin, il accorde le droit de vote aux Palestiniens de la diaspora et à ceux de Jérusalem-Est, qui peuvent même être candidats.

Une intense satisfaction se lit dans les regards d'Arafat et d'Abbas. Le délégué d'Yitzhak Rabin regagne Jérusalem avec la conviction qu'une étape importante a été franchie.

Shamir refuse l'initiative égyptienne

Le 14 mai 1989, le gouvernement d'Yitzhak Shamir achève la rédaction de son plan de paix. Il prévoit :

a) La poursuite du processus de paix par des négociations directes sur la base des accords de Camp David.

b) L'opposition à la création d'un État palestinien à Gaza et « dans la région située entre Israël et la Jordanie ».

c) Pas de négociations avec l'OLP.

Le plan prévoit que les Palestiniens des territoires occupés éliront des représentants chargés de négocier avec Israël un régime d'autonomie intérimaire puis un règlement définitif.

Rejeté par l'OLP, accueilli avec réserve par l'Égypte, la Jordanie et même

certains pays occidentaux, le plan Shamir ne semble pas destiné à résoudre le conflit israélo-arabe.

Trois mois s'écoulent sans changement majeur sur la scène régionale. Soudain, le 10 septembre, l'agence égyptienne MENA publie l'initiative du président Moubarak. Le raïs propose un plan de paix en dix points.

Le gouvernement israélien examine aussitôt le texte, paragraphe par paragraphe. Certains d'entre eux pourraient être acceptés : Israël doit s'engager à accepter les résultats des élections palestiniennes qui se dérouleront sous la supervision d'observateurs internationaux ; une sorte d'immunité doit être assurée aux élus palestiniens ; Israël doit ouvrir des pourparlers sur un règlement définitif dans un délai de trois à cinq ans… Mais trois points soulèvent la colère de Shamir :

a) Les activités d'implantations israéliennes devront cesser.

b) Les Palestiniens du secteur est de Jérusalem pourront participer aux élections.

c) Israël doit accepter le principe de l'échange de la terre contre la paix comme faisant partie intégrante de tout règlement définitif.

Mahmoud Abbas, membre du comité exécutif de l'OLP et responsable du dialogue palestino-israélien, de passage au Caire le 10 septembre, accepte aussitôt l'initiative égyptienne. Mais ce plan divise l'OLP. Le FDLP de Nayef Hawatmeh et le FPLP de Georges Habache, tous deux basés à Damas, le rejettent.

En Israël aussi, la division éclate. Le Premier ministre Shamir s'y déclare opposé, tandis que le vice-Premier ministre Peres estime que « les propositions égyptiennes peuvent servir de base à des négociations[191] ».

Aux yeux des nationalistes palestiniens, c'est « le plan de la dernière chance pour le leader de l'OLP ». De son côté, le gouvernement américain semble favorable à l'initiative égyptienne. La France et l'Italie affichent leur soutien total, et souhaitent que la CEE suive le même chemin. En revanche, Shamir refuse toute discussion à ce sujet.

Malgré ce refus, le raïs invite au Caire Yitzhak Rabin pour s'entretenir de la relance du processus de paix et de la possibilité d'une rencontre israélo-palestinienne au Caire. Shamir déclare aussitôt qu'il s'agit d'une « mission d'information ».

Le 18 septembre, le ministre israélien de la Défense est reçu par Moubarak. À la fin de l'entretien, Rabin annonce aux journalistes que le chef de l'État égyptien propose une rencontre au Caire entre une délégation israélienne et une délégation palestinienne, mais qu'il y a des divergences au sujet de la composition de la délégation palestinienne. En Israël, on souhaite que la conférence regroupe des Palestiniens des territoires occupés, tandis que le président Moubarak ne veut pas qu'on néglige la diaspora.

Les propositions de James Baker

Trois semaines plus tard, le secrétaire d'État James Baker adresse à l'Égypte et à Israël ses propositions en cinq points. Aucune déclaration n'est faite à la presse, mais le quotidien *Yediot Aharonot*, citant des sources israéliennes bien informées, publie le texte :

> 1) Les États-Unis sont en faveur d'un dialogue entre Israël et les Palestiniens.
>
> 2) Les États-Unis comprennent que l'Égypte ne remplacera pas les Palestiniens dans les négociations et ne les représentera pas, mais l'Égypte pourra conseiller les Palestiniens.
>
> 3) Les États-Unis comprennent qu'Israël est prêt à engager un dialogue avec les Palestiniens, mais seulement avec une délégation palestinienne qui satisfera Israël.
>
> 4) Les États-Unis comprennent qu'Israël participera à ces négociations sur la base du plan de paix israélien, accepté par le gouvernement de l'État hébreu.
>
> 5) Les États-Unis comprennent que les Palestiniens seront présents aux discussions pour mettre au point des élections dans les territoires occupés, un des points du plan israélien [192] .

Le lendemain, l'OLP réagit avec virulence. Mahmoud Abbas déclare à l'agence palestinienne WAFA que seule la centrale palestinienne a le droit de former une délégation, d'exiger un ordre du jour sans conditions préalables et que le dialogue est « attaché à l'initiative de paix palestinienne fondée sur la légalité internationale[193] ». Abou Mazen ajoute qu'une « telle rencontre est considérée comme une étape vers la tenue d'une conférence internationale de

paix sous l'égide de l'ONU[194] ».

La controverse se poursuit pendant des mois. Sur l'insistance du gouvernement Shamir, le secrétaire d'État américain modifie quelque peu ses propositions dans un sens favorable à Israël. Les membres du Parti travailliste réclament en vain une réponse positive. En fin de compte, le cabinet d'union nationale tombe le 13 mars 1990.

Rabin pose une seule question

Le 17 mars, Yitzhak Rabin a de nouveau recours à Abdel Wahab el-Darawicha. Il lui demande de se rendre à Tunis et de remettre à la direction de l'OLP un message contenant une seule question relative à une confédération avec la Jordanie. La question, posée par écrit, exige une réponse écrite.

Yasser Arafat et Mahmoud Abbas répondent que, le 15 novembre 1988, lors de la cession tenue en Algérie, Arafat a proclamé la création d'un État palestinien indépendant et proposé à la Jordanie un lien confédéral. C'est la position de l'OLP.

La « Tempête du désert » contre l'Irak

Un nouvel épisode de violence se prépare au Proche-Orient. Le 2 août 1990, l'Irak envahit le Koweït, puis l'annexe. Saddam Hussein déclare que ce pays est redevenu la dix-neuvième province de l'Irak. À ses yeux, cette action est pratiquement légitime. L'Irak n'a jamais reconnu l'indépendance du Koweït décidée par les Britanniques en 1961, alors que ce territoire, l'un des plus riches en pétrole, lui était autrefois rattaché. À la fin de la première guerre du Golfe, qui a opposé l'Irak à l'Iran, le gouvernement de Bagdad a des dettes énormes envers certains de ses voisins arabes, dont 15 milliards de dollars au Koweït. De plus, l'émirat a augmenté de 20 % sa production de pétrole, les cours chutent et l'Irak perd les deux tiers de ses recettes pétrolières. Autant de motifs pour récupérer ce pays sans déclencher les foudres des États-Unis puisque l'ambassadeur April Glaspie n'a pas réagi quand le maître de Bagdad lui a confié son intention de conquérir le Koweït.

Le 3 août, le dictateur irakien est surpris par la violence de la réaction

internationale. Le Conseil de sécurité condamne l'invasion, et le sommet arabe du Caire adopte la même attitude. Les monarchies du Golfe redoutent la menace irakienne, et le président George Bush, avec l'aval du Congrès et des Nations unies, n'a aucune peine à convaincre l'Arabie saoudite d'accepter sur son sol des forces américaines défensives. Ce n'est pas un acte gratuit. Les États-Unis et l'Occident craignent un déséquilibre des marchés du pétrole, et l'on dit aussi dans les coulisses que Bush souhaite établir une base militaire américaine dans les champs pétrolifères du Golfe.

D'août à novembre 1990, le Conseil de sécurité entérine une série de résolutions, puis exige de l'Irak un retrait inconditionnel du Koweït avant le 15 janvier 1991. Durant cette période, les États-Unis mettent sur pied une coalition militaire internationale comprenant des pays européens (Grande-Bretagne, France, Belgique, Espagne…) et arabes (Égypte, Arabie saoudite, Syrie, Koweït, Émirats arabes unis…). La Jordanie et l'OLP ont choisi le camp de Saddam Hussein : toutes deux payeront cher cette alliance. Le président George Bush, comme pour justifier son action, déclare à plusieurs reprises que les États-Unis s'attacheront à régler le problème du Proche-Orient dès la fin de la guerre du Koweït.

Le dictateur ne semble pas redouter cette armada de 605 000 soldats protégés par des milliers d'avions et d'hélicoptères, des centaines de navires… Le délai fixé par l'ONU n'ayant pas été respecté, le président Bush lance, à l'aube du 17 janvier 1991, l'opération « Tempête du désert »… Le 3 mars, la guerre est finie. Mais l'état-major américain n'a pas compris pourquoi son président n'a pas laissé la coalition envahir Bagdad, à portée de main. George Bush a-t-il craint l'éclatement de l'Irak, ou a-t-il préféré laisser Saddam Hussein au pouvoir pour en faire une sorte d'épouvantail à émirs, ou encore pour maintenir des troupes américaines dans la région ?

La guerre du Koweït est terminée. Le président Bush doit maintenant tenir sa promesse et s'efforcer de résoudre le conflit du Proche-Orient. Son bras droit, le secrétaire d'État James Baker, est chargé de mener à bien cette mission.

Baker prépare la conférence internationale

Baker est un excellent manœuvrier, mais il doit affronter une situation politique très difficile. Le Proche-Orient est un monde où les négociations ont

un style particulier. Les dirigeants peuvent en cours de route modifier leurs exigences, adopter une attitude irréversible puis céder sur certains points, accepter une proposition puis la rejeter. Ses nerfs seront mis à rude épreuve. Il lui faudra se rendre neuf fois au Proche-Orient pour atteindre son objectif : réunir Israël et ses voisins arabes dans le cadre d'un processus de paix parrainé par les États-Unis et l'URSS, un processus dont il a tracé les données avec ses collaborateurs.

Le périple de Baker commence le 8 mars 1991 par une visite en Arabie saoudite. Le roi Fahd ne nie pas l'existence d'Israël, mais ne prend aucun engagement. Au Caire, Hosni Moubarak promet l'aide de l'Égypte, et téléphone à Hafiz al-Asad pour lui annoncer la visite du secrétaire d'État. Le 12 mars, Baker s'entretient avec Yitzhak Shamir. Le Premier ministre accepte le principe du double parrainage si l'URSS renoue ses relations diplomatiques avec Israël. Le lendemain, Baker reçoit une délégation palestinienne dirigée par Fayçal el-Husseini. Il explique à ses interlocuteurs que Yasser Arafat ayant choisi le camp de l'Irak pendant la guerre du Golfe, les États-Unis n'entendent pas dialoguer avec l'OLP. En revanche, les Palestiniens des territoires occupés doivent saisir l'occasion d'aboutir à la paix et se rendre à la table des négociations. Enfin, le 15 mars, James Baker, à l'issue de sept heures d'entretien avec Hafiz al-Asad, a le sentiment que la Syrie, sous certaines conditions, participerait à une conférence régionale.

La partie est loin d'être gagnée. Shamir et Asad ont des exigences contraires. L'Israélien refuse tout patronage de l'ONU et n'accepte une représentation palestinienne que dans le cadre d'une délégation conjointe avec la Jordanie. De plus, les négociateurs ne devront pas être des membres de l'OLP. De son côté, le Syrien exige une conférence placée sous les auspices de l'ONU. C'est l'impasse. James Baker s'est juré de réussir sa mission et compte lui consacrer tout son temps. Il va avancer pas à pas. D'où le nombre de voyages.

Au cours d'une longue discussion avec Fayçal el-Husseini, le secrétaire d'État arrondit les angles. Il admet des négociateurs palestiniens en relation discrète avec l'OLP. Les ordres pourraient venir de Tunis, mais sans ostentation. Par la suite, il parviendra à convaincre Shamir d'assouplir son interdit.

Il faut encore régler de nombreux problèmes. Husseini et Hanane Achraoui,

brillante universitaire qui l'accompagne désormais, ne sont pas des interlocuteurs faciles. Pour avoir l'accord de l'OLP au sujet de la délégation jordano-palestinienne et du refus israélien d'admettre des natifs de Jérusalem-Est, il faut commencer par obtenir leur assentiment forcé. D'autre part, en Syrie, après une longue valse-hésitation faite de déclarations et de contre-déclarations, Asad finit par renoncer à la tutelle de l'ONU. Le ministre Moshe Arens s'efforce alors d'obtenir le consentement définitif de Shamir au sujet de la conférence de la paix puisque toutes les conditions d'Israël ont été respectées.

À ce stade, pratiquement final, Hanane Achraoui soulève à nouveau le refus américain de reconnaître un État palestinien indépendant. En contrepartie de ce refus formel, Baker promet une lettre signée par George Bush qui soutiendra le principe de l'autodétermination du peuple palestinien dans le cadre d'une confédération avec la Jordanie.

Le 19 août, à Moscou, le coup d'État lancé par les durs du Parti communiste contre Gorbatchev échoue grâce à la résistance de Boris Eltsine. Du même coup, le pouvoir du président de l'URSS est fragilisé.

Assurances américaines aux Palestiniens

Les préparatifs de la conférence de la paix connaissent alors une halte. James Baker ne reviendra à Jérusalem que le 16 septembre. Il retrouve Husseini et Achraoui au consulat des États-Unis et leur donne ses directives. Husseini et son équipe doivent se rendre à Amman pour discuter du programme de la délégation conjointe, les noms des délégués palestiniens ne devront pas être annoncés par Tunis, mais divulgués dans les journaux et revues des territoires occupés… Il leur dit aussi que les négociations pour un règlement global auront pour base les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité.

Yasser Arafat, grâce à l'accord tacite de Baker, envoie en Jordanie son adjoint Mahmoud Abbas, Yasser Abed Rabbo et Souleimane el-Najib. Parallèlement, Fayçal el-Husseini, Hanane Achraoui et Zakaria el-Agha gagnent Amman.

Dans *Le Chemin d'Oslo*, Mahmoud Abbas décrit avec une pointe d'humour les doubles rencontres : « L'accord jordano-palestinien était le point de départ

indispensable pour lancer l'offensive de paix à Madrid. Baker campait à Amman en attendant la fumée blanche. […] L'accord devait être conclu entre l'OLP et la Jordanie, mais sans dire que l'OLP était l'une des parties. L'accord devait être approuvé par le comité central de l'OLP, mais nul ne devait savoir que le comité l'avait lu. Les noms des délégués palestiniens, choisis par Tunis, étaient soumis aux mêmes exigences. Tout le monde savait cela et feignait de l'ignorer. Israël connaissait le scénario, et fermait les yeux. Baker savait tout, et déclarait ne rien savoir.

« À Amman, je négociais avec Taher el-Masri, le Premier ministre jordanien, mais la presse annonçait la tenue de négociations avec Fayçal el-Husseini et son équipe[195]. »

Toujours à Amman, le 20 septembre, James Baker remet à Hanane Achraoui la lettre d'assurances américaine. À la veille de l'inauguration de la conférence de Madrid, une source palestinienne révèle les termes de ce document à quelques journalistes. On y lit notamment : « Les États-Unis estiment que les Palestiniens des territoires occupés par Israël devraient avoir le contrôle des décisions politiques, économiques et autres, qui affectent leurs vies et leur sort. […] Les États-Unis cherchent à lancer un processus de négociations politiques qui implique directement les Palestiniens et leur ouvre une voie pour la réalisation de leurs droits politiques légitimes et […] la détermination de leur avenir. […] L'objectif d'un arrangement provisoire entre Israël et les Palestiniens est d'opérer un transfert pacifique d'autorité d'Israël aux Palestiniens dans les territoires occupés[196]. »

Réaffirmant qu'ils ne reconnaissent pas l'annexion de Jérusalem-Est par Israël, ni l'extension de ses frontières municipales, les États-Unis déclarent que « les Palestiniens de Jérusalem-Est devraient pouvoir participer à des élections pour une autorité intérimaire d'autonomie[197] », mais ils disent aussi que « Jérusalem ne doit plus jamais être une ville divisée, son statut final devrait être décidé par des négociations, et que les Palestiniens ont le droit de soulever toutes les questions, y compris celle de Jérusalem-Est, à la table des négociations[198] ». James Baker a tenu parole.

Chapitre XIV

La conférence de Madrid

Le monde entier a les yeux braqués sur Madrid à la fin du mois d'octobre 1991. La capitale espagnole sera le théâtre d'une rencontre historique. Pour la première fois depuis le début du conflit israélo-arabe de 1948, une conférence de paix globale va réunir les délégués de l'État hébreu avec tous ses voisins arabes, sans aucune exclusion. Les Palestiniens seront présents au sein d'une délégation commune avec la Jordanie, et la Syrie, qui avait boudé en 1973 la conférence de Genève, a accepté de se rendre dans la capitale espagnole.

La conférence, un événement en soi, doit s'ouvrir le mercredi 30 octobre en présence de George Bush et de Mikhaïl Gorbatchev, les co-parrains. Un dispositif de sécurité sans précédent, baptisé « Opération Pax », réunit 14 000 soldats et policiers espagnols. Cette armée travaille en collaboration avec la CIA, les services secrets soviétiques et ceux des pays participants.

Le palais royal, où vont se retrouver les délégués, ressemble à une forteresse. Dès lundi soir, les principaux acteurs commencent à arriver. Le président Bush précède de quelques heures Mikhaïl Gorbatchev. Mardi, les deux chefs d'État ont un long tête-à-tête. La fin de la guerre froide entre les deux super-puissances a rendu possible le rendez-vous de Madrid. Ils le souligneront l'un et l'autre dans leurs discours.

Les pays arabes concernés, tout comme les co-parrains, savent que la route de la paix sera longue, semée d'embûches, de malentendus parfois voulus. Néanmoins, les médias arabes témoignent d'un enthousiasme sans précédent. « Événement le plus important de cette fin de siècle », titre la presse syrienne. « Arabes et Israéliens au rendez-vous de l'Histoire », écrit le quotidien libanais *L'Orient-Le Jour*. « L'humanité connaît aujourd'hui l'une de ses plus grandes victoires », clame le quotidien égyptien *Al-Goumhouriya*. La presse jordanienne n'est pas en reste : « La bataille de la paix commence aujourd'hui à Madrid » lit-on sur les manchettes du *Destour* et d'*Al-Raï*.

Malgré les réticences de Shamir à admettre une conférence internationale pour la paix, les journaux israéliens, qui ont dépêché à Madrid de nombreux

envoyés spéciaux, consacrent des numéros entiers à cette « rencontre historique ».

Aux États-Unis, les éditorialistes soulignent la difficulté de l'entreprise, mais le *New York Times* comme le *Washington Post* considèrent les « circonstances propices », et affirment que le rôle de l'Amérique « consiste à éviter la rupture des négociations ».

Bush : « Des compromis territoriaux sont essentiels »

Un soleil étincelant couvre Madrid le mercredi 30 octobre. Peut-on y voir un signe du destin ? Peut-être. Peu avant l'ouverture de la conférence, George Bush tente un ultime effort pour inciter les parties à s'engager sur la route de la paix. Il reçoit chaque délégation à la résidence de l'ambassadeur des États-Unis et développe la nécessité de la paix régionale. James Baker, l'infatigable pèlerin, assiste aux audiences et en résume la teneur aux journalistes : « Le président a rencontré Yitzhak Shamir, et lui a affirmé son "engagement inflexible et absolu pour la sécurité d'Israël". Il a ensuite reçu les principaux membres des délégations égyptienne, libanaise, syrienne et jordano-palestinienne, soulignant que la seule présence de cette dernière à Madrid avait "une signification historique"[199]. »

L'heure solennelle va bientôt sonner. Des dizaines de millions de téléspectateurs arabes, américains, européens ou sovié tiques assistent à l'inauguration de la séance. Un pool de journalistes et de photographes est admis dans le salon des Colonnes du palais royal, siège des négociations. Ils verront et relateront la façon dont les délégations des pays arabes ont ignoré la délégation israélienne. C'est tout juste si les Égyptiens ont échangé quelques phrases avec leurs voisins israéliens. Mais c'est quand même une première puisque tous les délégués sont assis autour d'une même table.

Officiellement exclue de la conférence pour la paix au Proche-Orient, l'OLP est quand même présente à plus d'un titre. Tous les membres de la délégation palestinienne ont été choisis par Arafat lui-même. Par ailleurs, le texte qui sera lu par le chef de la délégation, Haïdar Abdel-Chafi, a été rédigé à Tunis. Quant à l'interdiction d'inclure en qualité de membres des habitants de la partie arabe de Jérusalem, elle a été habilement contournée par le chef de l'OLP : Hanane Achraoui est le porte-parole de la délégation, tandis que Fayçal el-

Husseini en est le coordinateur. Enfin, aucune décision ne peut être prise sans l'accord de l'OLP. Arafat l'a affirmé et a envoyé à Madrid deux de ses conseillers : Nabil Chaath et Bassam Abou Chérif. Ils vont assister dans leur salon de l'hôtel Victoria à toute la cérémonie. Leur tâche consiste à « guider » de l'extérieur la délégation palestinienne.

Yasser Arafat va suivre la conférence sur le petit écran, mais à Rabat où il s'est rendu au matin du 30 pour rencontrer le roi Hassan II.

Un silence solennel s'établit soudain, la conférence a commencé. Felipe Gonzáles, le chef du gouvernement espagnol, prend la parole en premier et souhaite le plein succès de cette « rencontre historique pour la paix[200] ». Le président George Bush occupe ensuite la tribune. Il s'adresse aux participants d'une voix ferme, marquée par une passion contenue : « Nous venons à Madrid pour une mission d'espoir, pour commencer d'œuvrer à un règlement juste, durable et global du conflit du Proche-Orient. […] Notre objectif est clair et direct. Ce n'est pas seulement de mettre fin à l'état de guerre au Proche-Orient, cela ne durerait pas. Nous cherchons plutôt la paix, une paix réelle. Une paix réelle doit être fondée sur la sécurité pour tous les États et les peuples, y compris Israël. » Il ajoute aussi d'un ton catégorique : « Nous estimons que des compromis territoriaux sont essentiels pour la paix[201]. »

Le président expose ensuite le mécanisme conçu par les États-Unis pour aboutir à une paix globale. Il est important d'en citer les points principaux puisque le plan américain guidera les négociations pendant deux ans :

> Nous envisageons un processus de négociations directes à un double niveau, entre Israël et les pays arabes d'une part, entre Israël et les Palestiniens d'autre part. Les négociations doivent être conduites sur la base des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité. Le véritable travail ne commencera pas à la session plénière, mais dans des négociations bilatérales directes. Cette conférence ne peut imposer une solution aux participants ou mettre un veto à des accords. Une telle conférence ne peut être à nouveau convoquée sans l'assentiment de chaque participant.
>
> En ce qui a trait aux négociations israélo-palestiniennes, un cadre diplomatique existe déjà. Les négociations se dérouleront en plusieurs phases, débutant avec des discussions sur des arrangements pour une autodétermination intérimaire. Une fois un accord conclu, ces

arrangements dureront cinq ans. La troisième année, des négociations sur un statut permanent débuteront. Personne ne peut dire avec précision ce qu'en sera le résultat.

Les négociations multilatérales concerneront des questions communes à la région : contrôle des armements, eau, problème des réfugiés, développement économique… Des progrès sur les questions multilatérales peuvent aider à créer une atmosphère dans laquelle les vieux conflits bilatéraux peuvent être résolus plus facilement [202] .

George Bush lance ensuite un double message. Il demande au monde arabe de démontrer qu'il est désireux de vivre en paix avec Israël et prêt à accepter les besoins raisonnables de l'État hébreu en matière de sécurité. Parallèlement, il demande à Israël de prouver sa bonne foi : « Israël a maintenant l'occasion de démontrer qu'il est désireux d'avoir de nouvelles relations avec ses voisins palestiniens, une relation fondée sur le respect mutuel et la coopération[203]. »

Le chef de l'exécutif définit ensuite le rôle de son pays. « La paix ne peut pas être imposée de l'extérieur par les États-Unis, ou qui que ce soit d'autre. Nous continuons de faire tout ce qu'il est possible pour aider les parties à surmonter les obstacles, mais la paix doit venir de l'intérieur. […] Nous sommes prêts à fournir des garanties, de la technologie et un soutien si c'est nécessaire à la paix. Nous appellerons nos amis en Europe et en Asie à se joindre à nous pour fournir des ressources, afin qu'il y ait à la fois paix et prospérité[204]. »

Le président Bush achève son discours sur une note d'espoir : « Personne ne doit douter de l'ampleur de ce défi. […] Certains diront que ce que je propose est impossible. […] Non, la paix au Proche-Orient ne doit pas être un rêve. La paix est possible[205]. »

De chaleureux applaudissements éclatent au moment où George Bush reprend ses notes et quitte la tribune. Mikhaïl Gorbatchev s'exprime à son tour. Le leader soviétique affirme que « la conférence ne peut réussir que si personne ne cherche une victoire sur les autres, mais si tous recherchent une victoire sur un passé cruel ». Il ajoute : « Il faut parler de paix et non de cessation de l'état de guerre. Une paix durable implique la réalisation et le respect des droits du peuple palestinien[206]. »

En réponse à George Bush qui lui a rendu hommage, Gorbatchev souligne que cette conférence a été possible grâce à la fin de la guerre froide et à l'évolution des relations soviéto-américaines : « Il serait impardonnable de manquer cette occasion », assurant : « L'URSS fera tout son possible pour trouver une solution, et cela en contact permanent avec l'autre co-parrain, les États-Unis[207]. »

CEE : « L'échange de la terre contre la paix »

Le ministre néerlandais des Affaires étrangères, Hans Van den Broek, dont le pays exerce la présidence de la Communauté européenne, ouvre la séance : « Toutes les parties au conflit peuvent compter sur le plein soutien, l'encouragement et l'assistance de la Communauté européenne dans le processus de négociation[208] », affirme-t-il. Il appelle les Arabes à renoncer à leur boycott économique d'Israël et demande à l'État hébreu de cesser la colonisation des territoires occupés.

Sans exposer de plan pour mettre un terme au conflit, le représentant de la CEE souligne qu'une solution doit être fondée sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité, sur « le principe de l'échange de la terre contre la paix, le droit de tous les États de la région, y compris Israël, à vivre dans des frontières sûres et reconnues, et sur l'expression du droit à l'autodétermination du peuple palestinien[209] ».

Les téléspectateurs notent que la délégation israélienne n'applaudit pas avec enthousiasme. L'autodétermination du peuple palestinien ne figure pas dans son programme. Un peu plus tard, ils n'applaudiront pas du tout le discours du ministre égyptien des Affaires étrangères, Amr Moussa. Celui-ci refuse d'un ton sec « toute concession territoriale arabe » et ajoute : « Une solution pacifique du conflit doit reposer sur le retrait israélien de tous les territoires conquis en Cisjordanie en 1967, y compris Jérusalem-Est ; ainsi que la bande de Gaza et les hauteurs du Golan syrien[210]. » Yitzhak Shamir, de toute évidence, ne s'attendait pas à de telles exigences du seul pays arabe qui ait signé la paix avec Israël. Il déclare à la radio qu'il aurait préféré « un discours plus modéré ». Cela ne l'empêchera pas de rencontrer pendant près d'une heure le chef de la diplomatie égyptienne après la séance plénière.

En fin de journée, les journalistes accrédités au palais royal de Madrid recueillent enfin les commentaires israéliens et palestiniens. Tous sont axés sur le discours de George Bush, l'initiateur de cette conférence. Éhoud Gol, porte-parole du Premier ministre Shamir, exprime son approbation. « Bien sûr, nous ne sommes pas d'accord sur tout, mais dans l'ensemble, c'était très positif[211]. » Hanane Achraoui, la porte-parole palestinien, est moins satisfaite. Elle regrette que le président américain n'ait fait aucune référence au statut de Jérusalem-Est, aux implantations israéliennes en territoires occupés et au principe de « l'échange de la terre contre la paix ». Mais elle souligne que l'offre américaine de fournir des garanties et une assistance technique « aidera les Palestiniens dans leur demande d'une "participation extérieure" au dialogue bilatéral[212] ».

Au terme de la première journée, George Bush et Mikhaïl Gorbatchev quittent Madrid, l'un pour regagner les États-Unis, l'autre pour rencontrer François Mitterrand à Biarritz. À partir de l'Élysée, le chef de l'État français a déjà déclaré : « La conférence de Madrid a fait avancer l'Histoire[213]. »

Cette réunion exceptionnelle a d'irréductibles ennemis. L'Iran mène l'offensive et décrète « une journée de la colère ». Dans les territoires occupés, une grève générale est ordonnée par le Hamas, mouvement intégriste proche de la mouvance iranienne. Mais la majeure partie des Palestiniens, cloîtrés dans leurs maisons, suivent la conférence à la télévision. En Syrie, en dépit de bonnes relations avec Téhéran, la colère ne soulève aucune vague. À Beyrouth, plusieurs milliers de personnes manifestent dans la rue sur les instructions du Hezbollah, la toute-puissante milice chiite pro-iranienne. Les manifestants appellent Madrid « la conférence de la trahison et de la capitulation[214] ». Au Caire, quelques étudiants islamistes agitent des banderoles et lancent des slogans anti-Madrid… L'opposition iranienne n'a pas eu l'effet escompté.

Abdel-Chafi : « L'autodétermination est un droit sacré »

Jeudi matin, la séance plénière est présidée par James Baker et son homologue soviétique Boris Pankine. Le privilège de l'inaugurer est accordé à Yitzhak Shamir. Le chef du gouvernement est toujours convaincu que les pays

arabes veulent la destruction d'Israël. Au cours de ce premier face-à-face avec ses voisins, son discours est agressif, souvent fondé sur des points d'histoire contestables pour ses interlocuteurs. Quelques extraits décrivent son style. Il déclare d'une voix forte : « Ce n'est pas l'holocauste qui a amené la communauté internationale à reconnaître notre juste revendication sur la terre d'Israël. Nous sommes le seul peuple qui a habité la terre d'Israël sans interruption pendant quatre mille ans ; nous sommes le seul peuple qui, à l'exception de la courte période du royaume des croisés, a bénéficié de la souveraineté et de l'indépendance sur cette terre, nous sommes le seul peuple pour qui Jérusalem a été une capitale. Nous sommes le seul peuple dont les lieux saints se trouvent uniquement sur la terre d'Israël[215]. » Il lance aussi de virulents reproches aux Arabes : « Dans sa déclaration d'indépendance du 15 mai 1948, Israël a tendu la main à ses voisins arabes, appelant à mettre un terme à la guerre et aux effusions de sang. En réponse, sept États arabes envahirent Israël[216]. »

Il cherche ensuite à repousser les revendications territoriales : « Il serait regrettable que les négociations se fixent en premier lieu et exclusivement sur la question territoriale. C'est la voie la plus rapide pour se retrouver dans une impasse. Ce dont nous avons besoin, en premier lieu et avant tout, c'est d'instaurer la confiance, d'écarter le danger d'une confrontation, et de développer les relations dans autant de domaines que possible[217]. » Shamir propose aux Arabes de commencer en Israël les négociations, qui se poursuivraient en Jordanie, au Liban et en Syrie.

Le ministre jordanien des Affaires étrangères, Kamel Aboujaber, prononce un discours équilibré, fidèle image des prises de position du roi Hussein. Il cède la parole au chef de la délégation palestinienne, Haïdar Abdel-Chafi. Un silence impressionnant règne dans la salle. C'est la première fois qu'une voix palestinienne s'élève dans une réunion internationale consacrée au conflit israélo-arabe. Plusieurs Palestiniens ont les larmes aux yeux ; ils sont enfin reconnus par le monde entier.

Abdel-Chafi déclare : « Nous venons à vous d'un pays torturé et d'un peuple fier bien que captif, un peuple auquel on a demandé de négocier avec ses occupants. Nous avons laissé derrière nous un peuple sous occupation et sous couvre-feu, qui nous a demandé de ne pas faire acte de reddition, de ne pas oublier[218].

« Au Moyen-Orient, il n'existe pas de peuple superflu, hors du temps et de l'espace, mais plutôt un État qui fait amèrement défaut dans le temps et dans l'espace : l'État de Palestine. Il faut qu'il voie le jour sur la terre de Palestine, afin de racheter l'injustice que fut la destruction de sa réalité historique. […] Toutefois, nous sommes prêts à accepter la proposition d'une période de transition, à condition que les dispositions intérimaires ne soient pas transformées en un statut permanent. […]. L'autodétermination ne peut être ni concédée ni refusée au gré de l'intérêt politique des autres, car elle est gravée dans toutes les chartes internationales et dans la loi humaine. Nous réclamons ce droit, c'est un droit sacré et inviolable[219]. »

Le chef de la délégation palestinienne rappelle aussi que toutes les résolutions de l'ONU relatives à la Palestine n'ont jamais été appliquées, mais son épilogue est un appel : « De Madrid, allumons le cierge de la paix, et laissons fleurir le rameau d'olivier[220]. »

Le discours palestinien est très apprécié par l'assemblée, comme en témoignent les applaudissements qui se prolongent au moment où Abdel-Chafi quitte la tribune.

Farouk el-Chareh, le ministre syrien des Affaires étrangères, s'exprime en dernier. Il n'est plus question de rameau d'olivier. Chareh met à profit l'audience internationale assurée par les médias pour tirer à boulets rouges sur Israël. Il accuse l'État hébreu de mener en Palestine une politique inhumaine, colonialiste, qui dénie aux Palestiniens les droits fondamentaux, à commencer par l'autodétermination. Il souligne « la position ferme de la Syrie, dont chaque élément est ancré dans des principes de légitimité internationale et des résolutions de l'ONU[221] » pour exiger le retrait israélien de tous les territoires occupés en 1967… Il affirme aussi qu'Israël ne veut pas appliquer les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité, fondées sur le principe de l'échange des territoires contre la paix. « Israël n'est intéressé que par des négociations sur une coopération économique avec les États de la région, tout en perpétuant son occupation des terres arabes, ce qui est contraire à l'objectif de cette conférence[222]… »

La salle de presse accueille ensuite les ministres venus s'exprimer devant le monde. Arabes et Israéliens s'accusent mutuellement de déformer l'Histoire. Abdel-Chafi est une vedette que s'arrachent les médias. Ses collaborateurs ont du mal à cacher leur émotion. Pour la première fois depuis des décennies, ils

ont pu expliquer leur cause et plaider pour une juste paix.

Baker : « Madrid a brisé les vieux tabous »

Le 1er novembre, la première phase de la conférence de paix sur le Proche-Orient s'achève par un véritable règlement de comptes entre Israéliens et Syriens.

Yitzhak Shamir gagne la tribune et commence par s'excuser de quitter Madrid avant la fin de la conférence, mais il tient à retourner en Israël avant le début du sabbat. Il attaque ensuite la Syrie, lui reprochant de « mériter le triste honneur d'être un des régimes les plus agressifs et tyranniques du monde[223] ». Il l'accuse d'encourager le terrorisme, de ne pas respecter les droits de l'homme. Il termine son allocution en proposant un traité de paix à la Jordanie, puis assure que Tsahal n'a pas l'intention de demeurer au Liban-Sud et quittera ce territoire dès le départ des soldats syriens. Il sera alors possible de signer un traité de paix avec le pays du Cèdre.

Haïdar Abdel-Chafi prend ensuite la parole pour réclamer l'arrêt des implantations et demande aux États-Unis et à l'URSS de « placer l'ensemble des territoires occupés sous leur tutelle en attendant un règlement final[224] ». Farouk el-Chareh monte alors à la tribune, rouge de colère. Il déclare qu'il ne lira pas le discours préparé, mais répondra à Shamir point par point. Il brandit alors une photo de Shamir à l'âge de trente-deux ans, distribuée par la police britannique pour « actes de terrorisme ». « C'est un assassin ! s'écrie-t-il. Il avait admis lui-même qu'il était terroriste. […] Il a participé au meurtre du médiateur des Nations unies, le comte Folke Bernadotte, en 1948. […] Il tue des médiateurs de paix et parle du terrorisme de la Syrie[225]. »

L'agitation gagne la salle. Le ministre syrien fait allusion à la période durant laquelle Yitzhak Shamir était le chef du groupe Stern qui, pour les Israéliens, était un mouvement de résistance contre le mandat britannique de 1938 à 1948. Stern avait perpétré des attentats terroristes.

Une suspension de deux heures est décidée. Elle sera consacrée au problème posé par le lieu des négociations bilatérales. Shamir a proposé une alternance entre Israël et ses voisins arabes, mais la Syrie a poussé ses collègues à refuser une telle proposition qui serait une reconnaissance d'Israël

sans contrepartie.

La séance plénière reprend. Le ministre jordanien déclare que son pays ne signera pas de paix avec l'État hébreu sans restitution des territoires conquis en 1967. Le ministre libanais réclame l'application de la résolution 425 du Conseil de sécurité qui enjoint à Tsahal de quitter le Sud du pays.

La première phase de la conférence de Madrid va bientôt prendre fin. James Baker, exaspéré par le désaccord entre Arabes et Israéliens sur le lieu de leurs négociations bilatérales, tape du poing sur la table. Il enjoint aux parties de commencer à négocier « le plus tôt possible » dans la capitale espagnole.

Le chef de la diplomatie américaine ajoute que les États-Unis et l'URSS sont disposés à participer aux négociations elles-mêmes avec l'agrément de toutes les parties : « Nous ferons ce que nous avons à faire, mais nous ne pouvons pas faire ce que vous avez à faire. » Les deux puissances « fourniront encouragements et conseils, recommandations, propositions et avis pour aider le processus de paix ». Il termine son intervention sur une note positive : « Cela a été un début, un début historique qui a brisé les vieux tabous. […] Mais vous ne devez pas laisser ce début devenir une fin[226]. »

Au cours de l'après-midi, les délégations acceptent de commencer le dimanche, à Madrid, la première séance de négociations bilatérales. Les participants sont engagés, en fait, dans un processus irréversible mis en route par les États-Unis à la faveur de nouveaux équilibres internationaux. Même si les discussions ont été un dialogue de sourds, aucun pays n'a claqué la porte.

Chapitre XV

Les négociations d'Oslo

La conférence de Madrid a soulevé un grand espoir dans le monde malgré les attaques et les invectives échangées entre Israéliens et Syriens. Pour la première fois, les Israéliens et leurs voisins arabes se sont assis autour d'une même table. C'est déjà un événement.

La deuxième phase de la conférence, celle des négociations, commence assez vite. Les discussions bilatérales ont pour siège Washington et se dérouleront au Département d'État, un peu sous la houlette de James Baker. En revanche, les négociations multilatérales, auxquelles assistent les douze pays de la Communauté européenne, se déplaceront entre Moscou, Vienne, Londres et Madrid.

Le 10 décembre 1991, les délégués israéliens, syriens et libanais commencent leurs travaux. Mais la rencontre entre Palestiniens, Jordaniens et Israéliens, qu'on a fini par surnommer « les négociations de corridor », débute le 18. Pendant une semaine, Haidar Abdel-Chafi et Elyakim Rubinstein discutent dans un couloir du Département d'État du nombre de participants palestiniens dans la délégation conjointe avec la Jordanie. Il aurait dû y avoir 13 Israéliens, 8 Palestiniens et 11 Jordaniens. Un compromis est finalement admis. La séance s'ouvre, conformément à ce principe, puis, vingt minutes plus tard, 9 Jordaniens se retirent. Il en reste 2 aux côtés des Palestiniens. L'équilibre s'établit à 13 face à 10.

Abdel-Chafi dirige les négociations, mais le chef réel est le Dr Nabil Chaath, conseiller très écouté de Yasser Arafat et son représentant à Washington. C'est l'homme invisible. Membre éminent de l'OLP, il n'est pas habilité à s'entretenir avec les Israéliens ou même les Américains. Les fonctionnaires du Département d'État qui le croisent dans une salle ou dans les escaliers feignent de ne pas le voir. Il lui est interdit de s'adresser aux médias. Seuls les négociateurs de toutes nationalités savent qu'il représente les dirigeants de Tunis.

Rabin et Arafat en contact indirect

En fin d'année, Yitzhak Shamir affronte de graves difficultés intérieures. Le parti Tsomet de Raphaël Eytan quitte la coalition gouvernementale parce que le Likoud s'oppose à l'élection du Premier ministre au suffrage universel. Début 1992, les partis Renaissance et Patrie, bien moins importants, abandonnent Shamir pour marquer leur refus de voir se poursuivre les négociations de Washington. Le Likoud, en accord avec le Parti travailliste, décide la dissolution du Parlement. Les élections législatives sont fixées au 23 juin.

Avant de se lancer dans la bataille électorale, les travaillistes organisent des primaires pour désigner leur chef. Comme de coutume, les éternels rivaux Peres et Rabin sont en lice. Cette procédure assure la victoire d'Yitzhak Rabin avec 40,59 % des voix. Shimon Peres remporte 34,8 % des suffrages.

Pour renforcer ses chances de succès, Rabin pense à l'électorat arabe. Un vote massif des Arabes israéliens aurait son poids, et le programme qu'il propose devrait les attirer. Il déclare vouloir accorder aux habitants des territoires occupés une autonomie à mettre en place en neuf mois. La mesure s'inscrit dans le plan américain exposé par George Bush à la conférence de Madrid. En formant son équipe électorale, Rabin confie à Ephraïm Sneh les relations avec les Arabes. Sneh a été le gouverneur militaire de la Cisjordanie et y compte de nombreux amis. Ce choix portera ses fruits.

Dans les premiers jours d'avril, Saïd Kanaan, responsable du Fatah à Naplouse, est appelé au Caire par Saïd Kamal. Il y rencontre Mahmoud Abbas (Abou Mazen), un leader modéré. Abbas dit à Kanaan que la direction de l'OLP souhaite entretenir des contacts secrets avec des membres de l'entourage de Rabin et lui confie un message à l'intention des responsables du Parti travailliste.

De retour à Naplouse, Kanaan téléphone à Ephraïm Sneh, un ami de longue date, et demande à le rencontrer. Rendez-vous est pris pour le 10 avril à l'hôtel Daniel de Herzliya. Le Palestinien remet à son interlocuteur le document en trois points rédigé par la direction de Tunis.

- Votre programme électoral nous satisfait pleinement.

- Que pouvons-nous faire pour vous ? et nous sommes disposés à signer un accord.

- Nous souhaitons une rencontre au plus haut niveau [Yitzhak Rabin] ou toute autre personne qu'il désignera [227] .

Sneh promet une réponse rapide. Deux jours plus tard, il retrouve Kanaan, toujours à l'hôtel Daniel. Les directives du ministre de la Défense sont rédigées en hébreu, et Sneh en dicte la traduction en anglais. Il n'y aura donc aucune preuve écrite. Selon Abou Mazen, le futur Premier ministre a fait une brève apparition durant cette rencontre, afin de marquer le sérieux de la proposition.

Dans ses grandes lignes, le texte rédigé par Kanaan sous la dictée d'Ephraïm Sneh stipule :

« Nous sommes disposés à établir un dialogue avec vous. La condition préalable est le secret absolu. À la moindre indiscrétion, nous démentirions tout, et ce serait la fin du dialogue. » Après avoir formulé cette exigence, Sneh dicte 4 points : « Veuillez éviter toute expression de sympathie ou de soutien au Parti travailliste ou à Meretz… Faites pression sur les députés arabes israéliens afin qu'ils forment une liste commune, mais ne les soutenez pas ouvertement… Encouragez les Arabes israéliens à voter. Surtout pas en faveur d'un parti qui soutient les implantations dans les territoires. Attention ! Le Likoud et certains partis de droite achètent des votes chez les Bédouins… N'interrompez pas les négociations de Washington, et ne les présentez pas comme un succès de Shamir… Ne soulevez pas maintenant la question de Jérusalem ni celle du statut final… Soulevez la question du gel des implantations en échange de la fin du boycottage arabe. Cela embarrassera le Likoud[228]. »

Ephraïm Sneh met en garde Kanaan contre toute confidence aux Égyptiens, parce qu'ils s'empresseraient de prévenir Washington, et attire son attention sur le système d'écoute très répandu au Caire. Voilà pourquoi Saïd Kanaan demande à Mahmoud Abbas de discuter dans le jardin. L'adjoint d'Arafat est ravi, la cuisine secrète va donc reprendre. Il confie à Kanaan un document composé de divers points :

« Yasser Arafat est au courant de nos contacts, et les soutient.

« – Nous sommes d'accord avec vous au sujet de la liste arabe unie.

« – Nous considérons nos contacts avec vous avec le plus grand sérieux, dans le cadre du processus de paix.

« – Nous sommes engagés par la lettre d'assurances américaine, nous savons que vous la connaissez et espérons que votre position est la même.

« – Nous comprenons que vos déclarations sur la différence entre des

implantations de sécurité et des implantations politiques sont destinées à la consommation locale.

« – Nous avons lu vos déclarations sur une confédération entre les Palestiniens, la Jordanie et Israël. Nous les prenons au sérieux et espérons en discuter après les élections.

« – Nous avons suivi votre déclaration sur la nécessité d'un dialogue avec les Palestiniens en vue de la mise en place de l'autonomie après une période de six à neuf mois. Nous considérons que c'est une position politique sérieuse et responsable [229] . »

À son retour du Caire, le 14 avril, Saïd Kanaan est assailli par les journalistes. Une question cruciale : « Est-il vrai que Rabin a des contacts secrets avec Arafat, et cela par votre intermédiaire ? » *Le Canard enchaîné* a en effet publié l'information et l'a attribuée à une source de Tunis. Sneh, furieux, déclare que toute rencontre nouvelle est annulée.

Mahmoud Abbas s'efforce de nier, et impute l'indiscrétion à l'un ou l'autre des partis israéliens rivaux des travaillistes, qui suivent ses moindres actes à la loupe. Sneh maintient la dis tance pendant plusieurs jours, puis remet à Kanaan un message destiné à Arafat pour souligner l'indignation de Rabin, impute la fuite à Tunis, l'accuse de ne pas être intéressé par la paix… Le texte fait de Kanaan l'unique intermédiaire, limite les discussions à l'étape intérimaire, s'informe sur les mesures de confiance réclamées par Tunis puis affirme : « La confédération dont nous avons parlé sera entre vous et la Jordanie. […] Le problème des implantions est compliqué. Il se cristallisera après la visite de Rabin aux États-Unis[230]. »

Ce message marque, en fait, la fin du dialogue. Du reste, la direction de l'OLP va s'efforcer, mais en vain, d'unir les partis politiques arabes.

Rabin et Peres veulent la paix

À Washington, plusieurs semaines s'écoulent sans la moindre avancée. Nabil Chaath explique : « Nos interlocuteurs israéliens avaient été soigneusement choisis par Shamir qui, ce n'est pas un secret, voulait négocier pendant dix ans sans céder un pouce de terrain. Nous avons tenté de faire admettre une formule très modeste, celle de la *Palestine internal self*

governement authority, mais les discussions, interminables, n'ont abouti à aucun résultat. De même, notre exigence fondamentale, celle de l'arrêt des implantations pendant la période intérimaire, s'est heurtée à un mur d'hostilité… Nous avons fini par perdre tout espoir, il fallait trouver une autre voie[231]. »

Ses commentaires sont partagés par de nombreux hommes politiques. Le Norvégien Terje Larsen, un familier du Proche-Orient, a dirigé une étude sur les conditions socio-économiques dans les territoires occupés réalisée par la FAFO, l'institut de sciences sociales appliquées qu'il préside. Larsen, qui représente son pays aux négociations multilatérales, a de nombreux amis palestiniens et israéliens. Il est persuadé qu'une entente est possible entre personnes modérées. Au cours d'un déjeuner avec Yossi Beilin, l'un des plus proches collaborateurs de Shimon Peres, il aborde ce sujet et propose une médiation norvégienne pour organiser des rencontres secrètes entre membres du Parti travailliste et Palestiniens. Beilin accepte, mais recommande à Larsen la plus grande discrétion.

Le patron de la FAFO ne perd pas une seule minute. Le 20 juin, à trois jours des législatives israéliennes, il réunit dans sa chambre d'hôtel à Jérusalem-Est Yossi Beilin et Fayçal al-Husseini. Les deux dirigeants s'entendent pour organiser un cadre secret de négociations si le Parti travailliste remporte les élections. Beilin, lui aussi, insiste pour que les Arabes israéliens soutiennent les travaillistes.

Le 23 juin 1992, la gauche se taille une belle victoire. Les travaillistes ont 33,8 % des suffrages, le Likoud 24,9 %, Meretz 9,2 %… Rabin pourra jouir d'une large majorité.

Le 13 juillet, le nouveau Premier ministre présente son gouvernement à la Knesset et obtient son approbation. Le Parti travailliste a pour principal partenaire Meretz, puis Ratz, le Mapam… ainsi que Shass, le parti orthodoxe oriental. Shimon Peres, redevenu ministre des Affaires étrangères, fait appel à ses principaux collaborateurs. Yossi Beilin occupe le poste de vice-ministre, Avi Gil est chef du cabinet, Ouri Savir quitte son consulat général à New York pour devenir le directeur général du ministère. Toute l'équipe de Peres va œuvrer en faveur du processus de paix.

La paix est aussi l'objectif principal, et déclaré, d'Yitzhak Rabin. Dans un discours à la nation, qui entrera dans les annales de l'histoire d'Israël, le

Premier ministre déclare :

> Nous ne sommes plus nécessairement un peuple isolé, et il n'est pas vrai que le monde entier soit contre nous. […] Nous devons participer à la marche de paix, de réconciliation et de coopération internationale.
>
> Le nouveau gouvernement s'est donc donné pour objectif central de faire progresser la paix en Israël, et de prendre des mesures énergiques afin de conduire à son terme le conflit israélo-arabe. Nous le ferons sur la base d'une reconnaissance par les États arabes et les Palestiniens d'Israël en tant qu'État souverain ayant le droit d'exister dans la paix et la sécurité. […] Et je m'adresse à vous, Palestiniens des territoires. Le destin nous oblige à vivre ensemble, sur cette même terre.
>
> Depuis quarante-quatre ans, vous vivez dans l'illusion. Vos responsables vous conduisent dans l'erreur. Ils ont manqué toutes les occasions de paix. Ils ont rejeté toutes nos propositions de solutions et vous ont menés de catastrophe en catastrophe. […] Nous vous proposons l'autonomie, l'autogouvernement, avec ses avantages et ses défauts, car vous n'obtiendrez pas tout ce que vous voulez. Il est possible aussi que nous n'obtenions pas tout ce que nous voulons, prenez enfin votre destin en main [232] .

Il ne faudrait pas voir en Yitzhak Rabin un apôtre de la paix. Ministre de la Défense, il a bien dit à ses soldats au début de l'Intifada : « Ne tirez qu'en cas de légitime défense. Pour disperser une émeute, tapez, cassez des os[233]. » Mais c'est un homme d'État réaliste qui sait que la guerre ne résoudra pas le conflit israélo-arabe.

La Norvège propose ses services

Dans le but d'accélérer le processus de paix, Rabin décide de se rendre en Égypte une semaine après la formation de son gouvernement. Le raïs, enchanté, lui prépare un accueil de choix. À Tunis, Mahmoud Abbas cherche à tirer avantage de cette visite. Il rédige une longue lettre et l'adresse à Ephraïm Sneh par l'intermédiaire de Saïd Kanaan.

Dans sa missive, Abbas rappelle la satisfaction de l'OLP après la victoire de Rabin et ajoute : « Bien que nous n'ayons pas réussi à unifier les listes

arabes, nous pouvons dire que nos efforts ont contribué au résultat final des élections, à mettre un terme et à empêcher le retour au pouvoir de M. Shamir grâce au bloc dont il dispose avec Meretz et les votes arabes[234]. »

L'adjoint de Yasser Arafat souligne les qualités politiques et militaires d'Yitzhak Rabin, affirme que le souhait de l'OLP est de parvenir à une paix juste et durable, puis ajoute :

« Le gel des implantations que vous avez décidé est une bonne chose, mais cela devrait concerner tous les territoires occupés depuis 1967, y compris Jérusalem-Est. Nous ne sommes pas pressés de recevoir de vous une réponse maintenant au sujet du sort des implantations existantes. Mais nous attendons avec anxiété une réponse sur le gel des implantations pendant la période intérimaire[235]. »

Mahmoud Abbas énumère ensuite les mesures susceptibles d'établir la confiance entre l'OLP et Israël, notamment la libération de tous les détenus politiques, le retour des Palestiniens expulsés des territoires occupés, l'arrêt des réquisitions de terres, la réouverture des écoles et des universités…

Yitzhak Rabin n'accorde aucun intérêt à cette lettre, il ne veut plus de « cuisine secrète ». Accueilli au Caire en grande pompe, il confie à Hosni Moubarak son souci de relancer les négociations bilatérales de Washington. Il semble donner la priorité à la Syrie : « Le principe d'échanger la terre contre la paix s'applique également au Golan[236]. » Le raïs est ravi. Les relations entre l'Égypte et Israël n'auront plus désormais les traits d'une « paix froide ».

Au ministère israélien des Affaires étrangères, l'activité politique du Premier ministre exaspère Shimon Peres et son équipe. Ils n'ont pas l'intention d'être tenus à l'écart du processus de paix. Un processus dont ils se considèrent les parrains. Leur sentiment s'amplifie le 24 août quand Yitzhak Rabin donne la preuve de son ouverture envers ses voisins arabes. Il fait libérer 800 détenus palestiniens, annule 11 décrets de bannissement, annonce l'arrêt de la construction d'implantations politiques dans les territoires et confirme son intention de mettre en place l'autonomie palestinienne dans les neuf mois. Le 9 septembre, Rabin va beaucoup plus loin, il déclare qu'en échange de la paix avec la Syrie l'État hébreu devra faire des concessions territoriales. Le ministre syrien des Affaires étrangères saisit la balle au bond et annonce que son pays signera la paix avec Israël en échange d'un retrait total du Golan.

À la mi-septembre, les négociations de Washington marquent une pause. Palestiniens et Israéliens sont condamnés à attendre le résultat de l'élection présidentielle aux États-Unis, la campagne monopolisant l'intérêt des hauts fonctionnaires américains. Parallèlement, les Norvégiens poursuivent leur suggestion de négociations secrètes israélo-palestiniennes par leur intermédiaire. Jan Egeland, vice-ministre norvégien des Affaires étrangères, relance cette proposition face à Yossi Beilin. Le numéro 2 de la diplomatie israélienne est favorable à cette option, d'autant plus que la loi interdisant les contacts avec l'OLP est sur le point d'être amendée. Dans l'intervalle, il préfère limiter les rencontres à Fayçal el-Husseini et Yaïr Hirschfeld, un universitaire membre du Parti travailliste et responsable des contacts avec les Palestiniens des territoires occupés.

Le 6 novembre 1992, aux États-Unis, le candidat démocrate Bill Clinton remporte une nette victoire sur George Bush. Une page se tourne, et une interrogation se présente : quel sera le comportement du nouveau président face aux négociations israélo-arabes ?

Shimon Peres effectue une visite officielle en Égypte le 16 novembre. Il en profite pour demander au ministre Amr Moussa de transmettre un message à l'OLP : il est prêt à entreprendre des négociations sur « l'autonomie à Gaza, plus autre chose[237] ». Moussa est satisfait de soumettre la proposition à Yasser Arafat.

Rencontre secrète à Londres

Yaïr Hirschfeld a de longues séances de travail avec Fayçal el-Husseini. Conformément à l'accord intervenu entre Peres et le Premier ministre, les rapports sont remis à Rabin, qui laisse faire. Mais les Norvégiens sont pressés d'agir. Terje Larsen est chargé de se rendre à Jérusalem où il fait la connaissance de Hirschfeld. Les deux hommes sont sur la même longueur d'onde et n'auront aucune peine à collaborer. Le délégué israélien voudrait dialoguer avec un responsable de Tunis : Fayçal el-Husseini et Hanane Achraoui lui conseillent de rencontrer Abou Ala. « L'idée semble bonne à Hirschfeld, explique Hassan Asfour, parce qu'il avait lu un texte rédigé par Abou Ala et intitulé *Réflexions sur les dividendes prospectifs et la coopération économique régionale* qui avait été présenté en 1991 lors d'une

conférence internationale[238]. »

Hassan Asfour, proche collaborateur de Mahmoud Abbas, sera l'un des acteurs d'Oslo. Il poursuit : « Abou Ala affirmait : "Après la conclusion d'un règlement satisfaisant pour les Palestiniens, les Arabes et les Israéliens, l'environnement politique et économique permettra la mise en place de relations économiques régionales." Une excellente perspective pour les Israéliens[239]. »

Abou Ala, de son véritable nom Ahmed Qoreï, est le chef du département économique de l'OLP. Hirschfeld consulte Larsen, qui juge le conseil judicieux. Un nouveau *round* de négociations multilatérales sur la coopération économique doit s'ouvrir à Londres le 3 décembre. Abou Ala va diriger la délégation palestinienne ; l'occasion de le rencontrer sera donc aisée. Hirschfeld se laisse convaincre ; Husseini et Achraoui préviennent Abou Ala. « Je ne sais pour quelle raison, Abou Ala m'a pratiquement obligé à l'accompagner à Londres[240] », explique Asfour.

La capitale britannique accueille les délégations venues le 3 décembre participer ou assister aux négociations multilatérales. Côté israélien, Yossi Beilin et Yaïr Hirschfeld sont présents. Côté palestinien, on retrouve Abou Ala, Hassan Asfour, Fayçal el-Husseini, Hanane Achraoui et Afif Safieh, le représentant de l'OLP à Londres. Par ailleurs, Terje Larsen a été délégué par le ministère norvégien des Affaires étrangères. C'est le point de départ d'un épisode passionnant.

Larsen offre ses services pour organiser une rencontre *fortuite* entre Hirschfeld et Abou Ala. En début d'après-midi, il gagne le salon de l'hôtel Cavendish en compagnie de l'Israélien. Peu après arrivent Abou Ala et Afif Safieh. Le Norvégien se retire discrètement. Hirschfeld et Safieh se connaissent pour avoir participé à des négociations à La Haye. La discussion s'engage aisément sur divers sujets, puis se fixe sur la relance du processus de paix. Le thème est vaste, il se poursuivra en soirée. Dans l'intervalle, Hirschfeld et Abou Ala obtiennent l'un et l'autre l'autorisation de leur supérieur. Yossi Beilin est satisfait, mais recommande à l'universitaire le secret absolu. Mahmoud Abbas, joint par téléphone, donne son accord.

Le soir, le dialogue israélo-palestinien reprend à l'hôtel Ritz. Hirschfeld affirme parler en son propre nom. Il se dit proche du Parti travailliste, mais sans y occuper aucune fonction. Ses propositions sont seulement inspirées par

le désir sincère de parvenir à une paix avec les Palestiniens. Abou Ala feint de le croire, mais n'en pense pas moins que son interlocuteur a le feu vert de Yossi Beilin, sinon de Shimon Peres.

De retour à Tunis, Abou Ala présente son rapport à Yasser Arafat. Le leader de l'OLP le remet à son adjoint Mah moud Abbas, toujours en charge du dossier palestino-israélien. Cette proposition de rencontres secrètes à Oslo correspond à cette « cuisine secrète » qu'il a vainement tenté de reprendre.

Terje Larsen se rend à Tunis quinze jours plus tard et définit devant Mahmoud Abbas et Abou Ala les données d'un canal secret en Norvège. Il est ensuite reçu par Yasser Arafat, qui approuve le projet. De retour à Oslo, Larsen a une longue conversation téléphonique avec Yossi Beilin. Le vice-ministre confirme son soutien, mais exige de nouveau un secret total : Israël doit pouvoir démentir ces rencontres.

Un scénario de roman policier

Terje Larsen, son épouse Mona Juul, directrice de cabinet du ministre norvégien des Affaires étrangères, et Jan Egeland, le vice-ministre, mettent au point le circuit secret. La première rencontre aura lieu à Sarpsborg, à 80 kilomètres d'Oslo, dans les locaux d'un groupe industriel norvégien dont Larsen connaît bien le président.

Un véritable scénario de roman policier commence le 20 janvier 1993. Yaïr Hirschfeld est accompagné par Ron Pundak, l'un de ses anciens étudiants et membre du groupe Mashov du Parti travailliste. Reçus à l'aéroport par Larsen, ils s'engouffrent dans une voiture en direction de Sarpsborg. Le soir, Abou Ala arrive à Oslo avec Hassan Asfour et Maher el-Kurd. Ils suivent le même itinéraire. Palestiniens et Israéliens dînent à une même table avec leurs hôtes. La veille, la Knesset a abrogé l'interdiction d'entrer en contact avec l'OLP : ce face-à-face est désormais légal. Larsen anime la conversation et observe. Les deux parties échangent des propos courtois, étrangers à la politique, et semblent eux aussi jauger leurs interlocuteurs.

Le lendemain a lieu la première séance de travail. Tarje Larsen guide les négociateurs vers la salle de réunion, mais ne s'impose pas. Il assistera aux discussions si on réclame sa présence. Le rôle de la Norvège est seulement de faciliter les rencontres et de servir, au besoin, d'intermédiaire.

Abou Ala prend la parole en premier. Pour éviter d'être interrompu, ou de mal s'exprimer, il a rédigé avec Abou Mazen un texte en arabe ; la tâche de Maher el-Kurd est de le traduire en anglais. L'OLP a décidé d'aligner toutes ses revendications. Abou Ala commence par évoquer les négociations bilatérales de Washington au point mort depuis quinze mois, ce qui permet à l'opposition palestinienne de les discréditer. Il présente ensuite le dossier minutieusement élaboré.

L'exposé repose sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité, le principe de l'échange de la terre contre la paix et le vœu palestinien d'aboutir à cette paix. Il énumère ensuite toutes les exigences. Il parle de la sécurité dans les territoires occupés, du droit au vote de tous les Palestiniens inscrits sur les registres électoraux au 4 juin 1967, du retour des réfugiés et des personnalités bannies, du retrait israélien de Gaza annoncé par Rabin et Peres, un retrait très indiqué « puisque ce territoire donne des migraines aux dirigeants israéliens[241] ». Il réclame un plan Marshall pour Gaza… Il souligne le rôle incontournable de l'OLP, seule organisation capable d'adopter et d'appliquer des résolutions.

Abou Ala aborde ensuite tous les thèmes inscrits dans les négociations multilatérales, demande la création à Gaza d'une banque de développement palestinienne, d'un port commercial, la construction de zones franches, d'usines… Mais il insiste : « Un retrait de Gaza ne doit pas s'effectuer au détriment de la Cisjordanie[242]. »

Hirschfeld et Pundak écoutent, prennent des notes, demandent des précisions. Pendant deux jours, les discussions auront pour axe central ces divers sujets. Elles ont été longues, détaillées, parfois répétitives, mais les deux parties ont établi des liens de confiance et de compréhension. Hirschfeld affirme qu'il soumettra son rapport au parti et donnera des réponses à la prochaine rencontre. « Vous avez parlé d'une façon claire et franche, cela aidera Rabin à accélérer le processus et à convaincre le Parti travailliste[243]. »

De retour à Tunis, Abou Ala présente son rapport à Abou Mazen. Le dirigeant est satisfait, tous les sujets ont été développés, la balle est dans le camp israélien. Mais une interrogation tourmente Arafat, Abou Mazen et Abou Ala : quelle est l'importance des deux négociateurs israéliens, sont-ils vraiment très proches du Parti travailliste ? Le point faible de ces rencontres est le secret. Quels que soient les résultats obtenus au cours de ces entretiens,

Israël peut tout nier et retirer ses pions.

De leur côté, les Israéliens, eux aussi, sont satisfaits. L'équipe d'Abou Ala a laissé entendre qu'elle n'exige pas dans l'immédiat un État palestinien et s'est étendue sur l'option « Gaza d'abord » admise par les travaillistes.

Abou Ala : « Pas de lignes rouges »

Les Norvégiens ont prévu un lieu différent pour chaque rencontre : c'est le meilleur moyen d'éviter la moindre fuite. Le 11 février, les négociateurs se retrouvent en quelque sorte amicalement. Ils vont discuter pendant trois jours. Dès le départ, Abou Ala a fixé la règle essentielle : une franchise totale et pas de lignes rouges.

Les Israéliens affirment que le gouvernement Rabin a adopté une politique radicalement différente de celui de Shamir. Les dirigeants tiennent à améliorer la situation économico-sociale des habitants de Gaza et de la Cisjordanie. Dans ce contexte, les demandes économiques de l'OLP sont admissibles. Bien plus, les Palestiniens jouiront d'une suppression d'impôt de trois ans pour tous les nouveaux projets industriels, une mesure destinée à encourager les émigrés à investir dans les territoires occupés. La construction d'une usine de ciment est acceptée, ainsi que la création de neuf zones industrielles, et sept agences de la Banque du Caire et d'Amman ouvriront leurs portes…

Ron Pundak énumère aussi une série de mesures en voie d'application. Ainsi, le gouvernement ne subventionnera plus les citoyens qui veulent construire des maisons dans les territoires occupés et privilégiera ceux qui veulent habiter en Israël. Abou Ala réclame des décisions plus radicales. « Pour bâtir la confiance, il ne suffit pas de diminuer les subventions accordées aux colons, mais d'interdire les implantations[244]. » Il reprend ses principales revendications : le vote des habitants de Jérusalem-Est, le retour des réfugiés et des personnalités bannies, la pré sence d'observateurs internationaux, l'application intégrale des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité. Il veut aussi définir l'étendue des pouvoirs de l'autorité palestinienne, dont la juridiction devra s'étendre sur tous les territoires occupés en 1967. Il veut aussi un arbitrage international en cas de litige.

En réponse, Yaïr Hirschfeld se cantonne dans le choix entre « le possible, et

l'impossible dans l'immédiat[245] ». Il souligne que toutes les questions soulevées par Abou Ala concernent l'étape finale et ne peuvent être résolues durant l'étape de transition. Il s'étend sur le problème du statut de Jérusalem. L'évoquer aujourd'hui provoquerait l'éclatement du gouvernement Rabin, à travers le départ immédiat du parti Shass. Abou Ala soutient qu'il est impossible aux Palestiniens de signer un document d'entente qui ne mentionnerait pas Jérusalem.

À l'exception de l'accord sur les questions économiques, le seul point positif de ce rendez-vous est le désir sincère des deux parties d'aboutir au plus vite à la rédaction du projet de déclaration de principe.

Oslo à la croisée des chemins

La troisième rencontre, celle du 20 mars, n'offre aucune avancée spectaculaire.

La direction de Tunis consulte régulièrement deux diplomates égyptiens : le ministre des Affaires étrangères, Amr Moussa, et le conseiller du président Moubarak, Oussama el-Baz. Le raïs n'ignore rien du canal d'Oslo, mais le secret est maintenu.

Au début d'avril, Shimon Peres convoque l'ambassadeur d'Égypte en Israël, Mohamed Bassiouny, et lui demande de soumettre à Moubarak l'option « Gaza d'abord », déjà évoquée en novembre 1992. Il dit aussi que, pour satisfaire Arafat, on pourrait ajouter un petit quelque chose à Jéricho, afin de tenir compte de la Cisjordanie. Bassiouny et Nimrod Novick, l'adjoint de Peres, rédigent un document intitulé *Gaza-Jéricho d'abord*. Moubarak juge la suggestion intéressante, invite Arafat à Alexandrie et lui communique le projet. Le chef de l'OLP n'hésite pas à l'accepter. Il retourne à Alexandrie le 13 avril avec une carte géo graphique tracée par ses services. Sur cette carte, Gaza et la province de Jéricho sont reliées par une sorte de « corridor ».

Le 14 avril, Hosni Moubarak reçoit officiellement Yitzhak Rabin à Alexandrie – une visite prévue depuis un mois – et lui soumet la carte de Yasser Arafat. Le Premier ministre manque s'emporter, il veut bien concéder un bâtiment symbolique à Jéricho, mais sûrement pas toute la province. Le raïs le calme. Le point essentiel est qu'Arafat accepte l'option « Gaza d'abord » ;

la question de Jéricho est négociable.

Pour souligner sa propre ligne politique, Rabin annonce au cours de la conférence de presse son soutien à l'option « Gaza d'abord ». En contrepartie, le Premier ministre souhaite mettre un terme aux négociations d'Oslo. Voilà pourquoi la rencontre du 30 avril est marquée par une stagnation inattendue. Les Palestiniens ont le sentiment que les deux Israéliens se dérobent. Ils réclament maintenant plusieurs semaines pour mettre au point la déclaration de principe dont les grandes lignes sont pourtant déjà tracées.

Le 8 mai, la cinquième reprise des négociations a un cadre grandiose. Le ministre norvégien des Affaires étrangères a placé ses invités au palais des Hôtes. Mais ce cadre ne modifie pas le contenu des négociations. Hirschfeld reprend son programme d'étapes progressives, déclare que Rabin a été choqué par l'exigence relative à Jéricho, souligne qu'on ne peut rien trancher en Norvège parce que le Premier ministre accorde la priorité à Washington… Abou Ala et ses compagnons s'interrogent de nouveau sur le rôle exact et sur la position de leurs interlocuteurs. Ils décident d'arrêter les réunions si le gouvernement israélien n'est pas représenté par un personnage officiel.

Terje Larsen se rend à Tel-Aviv et explique à Yossi Beilin que le gouvernement doit davantage s'impliquer à Oslo. Rabin et Peres acceptent d'envoyer en Norvège Ouri Savir, le directeur général du ministère des Affaires étrangères.

Le roman policier se poursuit. Ouri Savir gagne Paris sous prétexte d'effectuer une tournée d'inspection et dit à l'ambassadeur qu'il vient pour un week-end privé. Il laisse une partie de ses vêtements dans sa chambre pour tromper toute vérification et prend en secret l'avion pour Oslo.

Terje Larsen a loué un châlet à Holmenkollen Park, près de la capitale, pour recevoir les négociateurs. Les présentations faites, il se retire. Abou Ala et ses compagnons savent qu'ils sont en face d'un haut fonctionnaire, cela donne du poids aux négociations.

Ouri Savir s'exprime avec franchise. Il affirme que ses patrons suivent avec intérêt « le canal d'Oslo » et maintiennent le secret. Mais il dit aussi que les Américains et même certains pays arabes leur ont recommandé de se méfier de l'OLP, habituée à un double langage. Abou Ala rétorque que l'OLP aussi n'accorde pas pleine confiance aux dirigeants israéliens. Échange de regards qui en disent long. Savir souligne ensuite les résultats enregistrés, inattendus

en un si court laps de temps, puis définit la politique de son gouvernement : suspension de 90 % des futures implantations, arrêt de tout soutien financier aux colonies installées dans les territoires occupés, libération des prisonniers, retour des bannis… Le diplomate souscrit au projet de la déclaration de principes, mais écarte certains sujets réservés à l'étape finale, tels Jérusalem, les réfugiés, les frontières…

Reçu par Peres, puis par Rabin à son retour en Israël, le directeur général déclare : « Oslo, c'est sérieux. » Mais avant de poursuivre la route, Shimon Peres préfère s'adresser à un juriste chevronné et demande à Yoël Singer, établi à Washington, de venir en Israël pour consultation. Singer avait participé à la rédaction des accords relatifs au premier puis au second désengagement avec l'Égypte, ainsi qu'aux accords de Camp David. Dès son arrivée à Tel-Aviv, Yaïr Hirschfeld lui soumet le document élaboré en Norvège. Le juriste le trouve inadéquat et formule de nombreuses remarques. Le ministre Peres écoute les commentaires de Singer puis l'accompagne chez Rabin. Les deux dirigeants jugent nécessaire sa participation au canal d'Oslo.

Le 11 juin, la septième séance modifie les rôles des Israéliens. Les négociateurs sont Ouri Savir et Yoël Singer, les deux universitaires se contentent de prendre des notes. Abou Ala et son équipe connaissent le passé de Singer et pensent qu'Oslo se rapproche de sa phase finale.

Yoël Singer commence par dire que le projet de déclaration de principe « n'est pas mauvais sur le fond, mais qu'il faut redé finir un certain nombre d'articles[246] ». Il aligne ensuite quarante questions qui vont de l'interrogation sur le statut final de Gaza à la possibilité de lancer un appel à la fin de l'Intifada après la signature de l'accord. « Nous avons eu le sentiment de revenir à la case départ, un réel découragement nous a envahis[247] », dit Asfour. Néanmoins, Abou Ala se retire avec ses assistants et remet des réponses le lendemain. Singer doit les soumettre à Rabin et Peres.

À Tunis, Arafat et Abbas réalisent qu'Oslo est à la croisée des chemins. À travers les déclarations palestiniennes, les dirigeants israéliens jugeront de la suite à donner au canal secret.

À Oslo le 25 juin, Singer annonce qu'il est autorisé par Rabin à présenter des résolutions susceptibles d'aboutir à un accord définitif. Les négociateurs abordent tous les sujets importants, mais il n'y a rien de nouveau. Israël écarte toute discussion sur le statut de Jérusalem, refuse le déploiement de forces

internationales dans la région, déclare que la solution du problème des implantations sera progressive… Toutefois, le gouvernement Rabin retire son soutien aux implantations politiques, mais sans l'annoncer officiellement.

À la neuvième séance, le 6 juillet, Savir et Singer énumèrent d'autres exigences : la sécurité extérieure relèvera de l'autorité d'Israël, un arbitrage international en cas de conflit est refusé, aucune référence ne sera faite sur le sort des expulsés. De leur côté, les Palestiniens veulent une application rigoureuse des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité, des précisions sur l'étape de transition, le droit des habitants de Jérusalem-Est de voter et d'être candidats, le droit de recruter des policiers dans les territoires occupés comme à l'extérieur, etc. Les négociations d'Oslo commencent à ressembler à celles de Washington.

Holst fait pression sur Arafat

En visite officielle à Tunis le 16 juillet, Johan Holst, le ministre norvégien des Affaires étrangères, en profite pour rencontrer Yasser Arafat. Le lendemain, les deux responsables sont entourés de collaborateurs qui ne savent rien du canal d'Oslo. Selon Abou Mazen, le Norvégien juge le comportement d'Arafat quelque peu théâtral, mais dès l'instant où il s'isole avec le dirigeant palestinien, il découvre un chef déterminé à agir. Leur dialogue, auquel assistent Terje Larsen et Mona Juul, est très constructif. Arafat s'étend longuement sur l'importance du canal d'Oslo, sur la nécessité de le soutenir et d'aboutir à une paix. Il cite tous les points de divergence, mais insiste sur la possibilité de les réduire. Voilà pourquoi, toujours suivant le numéro 2 de l'OLP, le ministre norvégien rédige un rapport positif à l'intention de Shimon Peres.

Terje Larsen et son épouse sont chargés de se rendre à Tel-Aviv pour remettre le rapport au ministre des Affaires étrangères, tandis que Johan Holst demeure à Tunis dans l'attente des réponses israéliennes.

Les deux émissaires regagnent Tunis le 19. Dans une longue lettre, Shimon Peres se dit rassuré par les efforts de Holst et par ses discussions avec Larsen. Les Norvégiens font le point de la situation. Ils ont la certitude que le rapport de Johan Holst a confirmé Peres et Rabin dans l'intérêt de maintenir le canal d'Oslo et de trouver rapidement une solution aux problèmes toujours en

suspens. Peres parle même d'une « percée historique possible[248] ».

Holst rencontre à nouveau Arafat le 20 juillet. Après le départ de son hôte, le dirigeant palestinien fait un récit fidèle de l'entrevue à son adjoint Mahmoud Abbas. Le ministre s'est donné pour mission de faire avancer le processus de paix sans exercer de pression sur les deux parties. Il redit au chef de l'OLP que la Norvège ne vise aucun intérêt national : son rôle est de faciliter les négociations dont la réussite constituerait un accord direct entre les deux partenaires. Il développe ensuite les positions israéliennes à la lumière des derniers contacts avec Shimon Peres, affirmant que l'État hébreu souhaite la réussite du canal d'Oslo et voudrait même aller très vite. La prochaine rencontre entre les négociateurs devrait être la dernière.

Le ministre norvégien met en relief un élément nouveau, la souplesse des dirigeants israéliens sur la superficie de Jéricho et souligne que leur principal souci est la sécurité. Pour atteindre ce but, ils sont prêts à accorder aux Palestiniens toutes les facilités nécessaires à la constitution d'une force de police efficace.

Abordant le sujet particulièrement grave de Jérusalem, Johan Holst s'efforce d'expliquer à Arafat les difficultés que présente actuellement pour Rabin et Peres la moindre négociation relative à la Ville sainte. Il serait donc préférable d'ajourner toute discussion jusqu'à l'étape finale. Le chef de l'OLP écoute attentivement et semble admettre les arguments de Holst.

Les thèmes économiques ne posent aucun problème et seront définis dans la déclaration de principe. Quant à l'établissement de la confiance entre les deux parties, Holst pense que l'application honnête de l'accord aboutira à ce résultat.

Le ministre termine son intervention par un appel au courage : « Pour conclure un accord, il faudra de l'autorité et la volonté de briser des consensus pour rendre possible ce qui est nécessaire[249]. » Il déclare à Arafat qu'en sa qualité de leader incontesté des Palestiniens il peut jouer ce rôle. Tout comme il se dit convaincu que les dirigeants israéliens ont la capacité d'adopter la même attitude.

Le 21 juillet, Johan Holst est à Paris. Dans une seconde missive à l'intention de Shimon Peres, il lui transmet les résultats de son entretien avec Arafat. Dans *Le Chemin d'Oslo*, Abbas reprend les grandes lignes de cette lettre :

> Arafat considère que la conclusion d'un accord avec Israël est une

« percée historique ». […] Il pense que cet accord tracera le chemin de traités avec la Jordanie, la Syrie et le Liban. Il a insisté sur le besoin d'une force de sécurité importante pour contrôler la situation dans les territoires occupés.

En ce qui a trait au sujet crucial de Jérusalem, Arafat a accepté une phrase ambiguë. Il a montré une grande compréhension par rapport à la sensibilité d'Israël sur cette ville, mais il a demandé que la déclaration de principe comprenne quelque chose au sujet des Lieux saints, et une garantie d'accès aux musulmans et aux chrétiens.

Arafat veut parvenir rapidement à une solution parce que la situation se détériore de jour en jour dans les territoires occupés. Il assure que la paix est nécessaire pour les deux parties et que les Israéliens et les Palestiniens doivent apprendre à vivre ensemble.

Au sujet de la Charte palestinienne, il a dit avec force qu'elle était « caduque », et qu'il était prêt à le répéter. Il a fait référence à sa déclaration au Caire en mars dernier. Il avait dit que l'OLP acceptait la solution de deux États en approuvant la résolution 242, et le fait même que les négociations sur la déclaration de principe aient lieu constitue la preuve que l'OLP n'a plus pour objectif la destruction d'Israël [250] .

Contrairement à l'attente des dirigeants israéliens, la dixième rencontre, les 21 et 22 juillet, ne sera pas la dernière. Les nouvelles exigences des Palestiniens exaspèrent le clan adverse. Ils réclament le contrôle de l'accès aux ponts sur le Jourdain et celui des points de passage entre Gaza et l'Égypte. Refus formel des Israéliens. De même, les questions des expulsés ou des déracinés, des droits légitimes du peuple palestinien, de la jurisprudence, etc., sont reléguées à l'étape finale.

Le 25 juillet, Israéliens et Palestiniens comprennent qu'ils doivent aboutir à un accord. La presse de Jérusalem et celle de plusieurs pays arabes évoquent des rencontres secrètes, le parrain américain n'ignore rien de ces négociations, et plus d'un État a intérêt à saper toute entente. Abou Ala et Ouri Savir échangent leurs documents relatifs à la déclaration de principe. Les négociateurs analysent chaque texte, article par article, puis décident de mettre entre guillemets les points d'entente et ceux de désaccord. Les questions essentielles sont loin d'être réglées.

Les négociations du 14 août sont totalement négatives. Tous les points de

discorde subsistent, et les deux équipes se séparent sur un sentiment d'échec.

Chapitre XVI

Arafat et Rabin se serrent la main

À Tunis aussi, on pense que le projet d'accord restera lettre morte. Mais Johan Holst, le ministre norvégien qui a été l'architecte des négociations, n'a pas l'intention d'accepter cet épilogue. Le 17 août, il se rend à Stockholm, à la demande de Shimon Peres qui s'y trouve en visite officielle. Leur discussion est longue, épineuse : neuf points de désaccord opposent encore les deux parties. Holst utilise son talent de diplomate et Peres aimerait bien trouver une issue à l'impasse. Il est le tuteur des rencontres d'Oslo et sa carrière politique sera marquée par un échec.

À 22 heures, le téléphone résonne dans le bureau de Yasser Arafat. À sa grande surprise, Johan Holst est au bout du fil. Le ministre lui dit que Shimon Peres est à Stockholm, à ses côtés, et pense qu'on peut résoudre les problèmes par téléphone. Stupéfait, Arafat accepte.

Le destin du peuple palestinien se jouera pendant sept heures de négociations téléphoniques interrompues, de temps à autre, pour permettre des échanges d'opinions entre Palestiniens ou entre Israéliens. À Tunis, Arafat est entouré par Mahmoud Abbas, Yasser Abed Rabbo, Abou Ala et Hassan Asfour. À Stockholm, Peres a pour collaborateurs Avi Gil et Joël Singer. Holst joue les intermédiaires, et parfois le ministre israélien s'entretient avec Yitzhak Rabin qui supervise les discussions à partir de Tel-Aviv.

Chaque point de litige est analysé, commenté et les deux parties défendent leurs points de vue avec passion. Le dixième coup de téléphone sonne la fin des débats. Dirigeants palestiniens et israéliens s'entendent pour supprimer toutes les divergences. Il est décidé qu'à Oslo, le 19 août, le projet de déclaration de principe sera signé.

Il est plus de 5 heures du matin. Arafat et ses compagnons se regardent en silence, incrédules, stupéfaits par cette conclusion inattendue. On convoque alors un photographe chargé de fixer sur pellicule ce groupe de pionniers de l'indépendance palestinienne.

Le même jour, à 22 heures, Arafat convoque à nouveau ses quatre collaborateurs. Holst lui a téléphoné et lui a demandé d'achever les

négociations parce que cette « occasion historique » d'aboutir à un accord ne se renouvellera pas. Holst est toujours à Stockholm avec Peres, qui, de son côté, est en contact permanent avec Rabin à Tel-Aviv.

Les dirigeants palestiniens savent bien qu'ils ne peuvent laisser échapper cette chance « historique ». Dans le même temps, ils mesurent le poids de la responsabilité qui leur incombe. L'avenir de la Palestine va se jouer.

De nouveau, pendant sept heures, les discussions reprennent entre Tunis, Stockholm et Tel-Aviv. Il faudra sept communications pour aboutir à l'accord final. À Tunis, Abou Ala est le négociateur, tandis que les dirigeants de l'OLP suivent le dialogue grâce à un haut-parleur. À Stockholm, Johan Holst, Avi Gil et Singer mènent les débats. De temps à autre, une interruption permet à chaque partie de faire le point de la situation, et de préparer ses réponses.

En fin de compte, les Palestiniens marquent des points, mais les Israéliens aussi. Mahmoud Abbas relate avec minutie chaque victoire de son camp. « Je me réfère à l'article 1er de la déclaration de principe. Le conflit autour de cet article avait trait à l'interprétation des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité. Pour les Israéliens, leur application représente ce que conviendront les deux parties ; tandis que les Palestiniens veulent l'application textuelle de ces deux résolutions. Nous avons eu gain de cause, et l'article 1er stipule que les négociations autour du statut permanent aboutiront à l'application des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité[251]. »

L'alinéa 3 de l'article 5, relatif aux négociations, est ainsi rédigé : « Il est entendu que ces négociations porteront sur les questions en suspens, notamment Jérusalem, les réfugiés, les implantations, les arrangements en matière de sécurité, les frontières. » Abbas souligne : « Ainsi, les deux parties sont contraintes de négocier ces thèmes le moment venu, tandis que les Israéliens voulaient écrire que chaque partie peut évoquer ces thèmes[252]. » Il cite aussi l'alinéa 5 de l'article 7 : « Après l'inauguration du conseil, l'administration civile sera dissoute, et le gouvernement militaire israélien se retirera. » Selon Mahmoud Abbas, « Israël voulait maintenir le gouvernement militaire, mais les Palestiniens ont refusé parce qu'il ne peut y avoir deux gouvernements[253]. »

Faut-il ajouter qu'Israël aussi a marqué d'énormes avantages ? L'annexe 11 spécifie : « Il est entendu qu'après le retrait israélien Israël demeurera responsable de la sécurité extérieure, ainsi que de la sécurité intérieure et de l'ordre public des implantations et des Israéliens. » Il faut souligner l'absence

de tout arbitrage international. L'article 10 le déclare : « Pour assurer l'application sans heurts de la présente déclaration de principe […], il sera établi un comité mixte de liaison israélo-palestinien qui sera chargé d'examiner les questions nécessitant une coopération, d'autres problèmes d'intérêt commun et les différends[254]. »

Deux signatures pour l'accord d'Oslo

Une page d'histoire est tournée à l'aube du 18 août 1993. Le drame palestinien touche peut-être à sa fin. Les dirigeants des deux camps en ont conscience. Par une décision commune, la déclaration de principe sera signée deux fois. Les deux partenaires signeront l'accord le 19 août à Oslo, en présence des responsables norvégiens. Une seconde signature, solennelle, aura lieu à la Maison-Blanche devant les deux parrains du processus de paix, les États-Unis et la Russie, et devant un parterre de personnalités.

Rabin privilégie Oslo

À la fin des négociations téléphoniques, et avant tout acte décisif, Mahmoud Abbas a téléphoné à Saïd Kamal, toujours en poste au Caire. Il l'a chargé de demander à Taher Chach, un juriste égyptien hautement qualifié, de se rendre d'urgence à Oslo pour étudier le document et l'amender au besoin. Saïd Kamal a sonné à la porte de Chach à 6 heures du matin et expliqué au juriste stupéfait par cette visite qu'il devait se rendre immédiatement à Oslo, par ses propres moyens et de façon discrète. En route vers l'aéroport, Kamal a mis son compagnon au courant des rencontres secrètes d'Oslo et de leur heureuse conclusion. Chach est arrivé dans la capitale norvégienne au cours de l'après-midi, peu de temps avant la délégation palestinienne dirigée par Abou Ala. Il a reçu le texte et s'est isolé pour l'étudier scrupuleusement. Il ne formule aucune objection, l'accord lui semble mesuré.

Chach regagne Le Caire, tandis que les responsables de la diplomatie norvégienne préparent la pièce qui accueillera les signataires de la déclaration de principe. Pour la circonstance, Holst a fait transporter la table qui a servi jadis à la signature du traité de paix avec la Suède. Le ministre et ses deux

assistants, Terje Larsen et Mona Juul, ne cachent pas leur joie : la Norvège a réussi à mettre fin à un conflit insoluble pour les grandes puissances.

Le 19 août, à 2 heures du matin, les délégués israéliens et palestiniens se retrouvent. Shimon Peres, venu assister à la cérémonie, a pris place sur un canapé. Il semble épuisé. Le texte de la déclaration de principe et ses annexes sont signés par Abou Ala et Ouri Savir, qui se donnent ensuite l'accolade.

Un instant d'intense émotion précède la courte allocution de Johan Holst. Le ministre souligne le « tournant historique » qui a été pris et formule ses vœux de succès. Abou Ala prend ensuite la parole, remercie les médiateurs et rend hommage à Peres, « un responsable épris de paix ». Il ne voile pas les difficultés d'application de l'accord, mais termine sur une note d'espoir. Ouri Savir met l'accent sur la naissance d'une aube nouvelle, la fin de la tragédie israélo-palestinienne. Terje Larsen a le privilège de s'exprimer en dernier. Par sa ténacité, sa foi inébranlable dans la réalisation de la paix, il est parvenu à relever le défi jugé insurmontable.

Yitzhak Rabin a consacré son temps aux négociations d'Oslo à l'étape finale. Mais, en juillet, à l'heure où les rencontres secrètes traversaient des moments critiques, son attention était absorbée par la paix avec la Syrie. Dès le début de son mandat, il a souhaité faire avancer les négociations avec ce pays, et il l'a dit à Hosni Moubarak lors de sa première visite au Caire. Il a déclaré par la suite que la paix avec la Syrie nécessiterait des concessions territoriales. Le ministre syrien des Affaires étrangères a aussitôt proposé une paix totale contre un retrait israélien total.

Pour donner un nouvel élan aux négociations bilatérales de Washington, Rabin nomme à la tête de la délégation israélienne le professeur Itamar Rabinovitch, grand orientaliste, nouvel ambassadeur aux États-Unis. Les discussions prennent alors un rythme rapide, à la grande satisfaction des négociateurs syriens. Parallèlement, Dennis Ross prend des contacts directs avec Hafiz al-Asad. Le 11 juillet, il déclare à Rabin que le président syrien refuse des négociations secrètes et confie aux Américains le rôle d'intermédiaire.

Le 21 juillet, Rabin reçoit Moustapha Khalil, l'ancien Premier ministre égyptien. Le Dr Khalil est venu lui apprendre que le raïs s'est rendu en Syrie où il a eu un long entretien avec Asad. À son avis, la Syrie accepterait une

paix totale avec Israël, soit des frontières ouvertes, un échange d'ambassadeurs, des relations économiques, culturelles, etc., en échange d'un retrait total du Golan. Rabin masque ses intentions par une formule courtoise, le prie de remercier le président Moubarak et affirme qu'il étudiera cette proposition.

En réalité, Rabin compte désormais donner la priorité à un accord avec les Palestiniens, qui ne nécessiterait pas l'évacuation d'implantations, soit de lourds sacrifices. Bien plus, le texte en préparation à Oslo ne stipule pas l'arrêt de la colonisation. Cependant, le 4 août, il fait parvenir un message oral à Hafiz al-Asad par l'intermédiaire du secrétaire d'État américain, Warren Christopher. Le dirigeant israélien déclare que « les négociations pourraient se dérouler sur la base d'un retrait israélien total, à condition que les Syriens acceptent des arrangements de sécurité satisfaisants du point de vue d'Israël, et l'ouverture des frontières[255] ».

Le 26 août, Rabin réunit les négociateurs de Washington et les chefs des divers services de renseignements. Il ne révèle pas l'accord d'Oslo et écoute leurs rapports. Le chef des renseignements militaires lui annonce que le président syrien compte répondre positivement aux exigences d'Israël en matière de sécurité. Le Premier ministre évite tout commentaire qui l'engagerait.

Une nouvelle ère commence

À la fin du mois d'août, Arafat fait remettre le texte de la déclaration de principe aux membres du CEOLP (Comité exécutif de l'OLP). Certains ont des réactions violentes. Mahmoud Darwiche, le poète nationaliste très proche du leader palestinien, démissionne avec éclat. Il dénonce un accord inégal. « L'OLP reconnaît un État et Israël une organisation[256]. » Il souligne aussi l'absence de référence à un futur État palestinien, et le fait que l'OLP a accepté de reléguer les questions essentielles (Jérusalem, les réfugiés, les frontières…) à l'étape finale des négociations. Chafic el-Hout, le représentant de l'OLP au Liban, démissionne aussi, tandis que deux mouvements importants, le FDLP de Georges Habache et le FPLP de Nayef Hawatmeh, annoncent leur retrait de l'OLP. À leurs yeux, Arafat a renoncé à libérer toute la Palestine. Ahmed Jibril, chef du FPLP-Commandement général, va bien plus

loin et menace d'assassiner Arafat s'il signe l'accord sur l'autonomie. Il est inutile d'ajouter que le Hamas, le Djihad islamique, le Fatah-Intifada, etc., ont juré de saborder l'accord sur l'autonomie de la bande de Gaza et la région de Jéricho.

En dépit de ces réactions violentes, 13 membres sur 18 du CEOLP votent pour l'accord et autorisent Arafat à reconnaître Israël. Parallèlement, le cabinet restreint israélien accorde à Yitzhak Rabin le même droit.

L'échange des lettres de reconnaissance se fait par Johan Holst en personne, qui fait la navette entre Tunis et Tel-Aviv. Le leader palestinien écrit :

Monsieur le Premier ministre,

> La signature de la déclaration de principe marque une nouvelle ère dans l'histoire du Proche-Orient. Dans cette ferme conviction, je voudrais confirmer les engagements suivants de l'OLP :
>
> L'OLP reconnaît le droit de l'État d'Israël à vivre en paix et dans la sécurité.
>
> L'OLP accepte les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies.
>
> L'OLP s'engage dans le processus de paix du Proche-Orient et dans une résolution pacifique du conflit entre les deux parties. Elle déclare que toutes les questions majeures ayant trait à un statut permanent seront réglées par des négociations.
>
> L'OLP considère que la signature de la déclaration de principe constitue un événement historique inaugurant une nouvelle ère de coexistence pacifique, loin de toute violence et de tout acte qui pourrait mettre en danger la paix et la stabilité. Ainsi, l'OLP renonce à recourir au terrorisme et à tout autre acte de violence, elle se considère comme responsable du respect par ses membres de cette décision, en empêchera toute violation et disciplinera ceux qui s'en seront rendus coupables.
>
> Dans la perspective d'une ère nouvelle et de la signature de la déclaration de principe, sur la base de l'acceptation palestinienne des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité, l'OLP affirme que les articles et les points de la charte palestinienne qui nient le droit d'Israël à exister, ainsi que les points de la Charte qui sont en contradiction avec les engagements de cette lettre sont désormais inopérants et non valides. En

conséquence, l'OLP entend soumettre à l'approbation du Conseil national palestinien les modifications nécessaires dans le texte de cette charte.

Sincèrement,

Yasser Arafat,
président de l'Organisation
de libération de la Palestine.

Le Premier ministre israélien remet à son tour sa lettre au ministre norvégien. Il écrit :

Monsieur le président,

En réponse à votre lettre datée du 9 septembre 1993, je désire vous confirmer que, à la lumière des engagements pris par l'OLP et contenus dans votre missive, le gouvernement d'Israël a décidé de reconnaître l'Organisation de libération de la Palestine comme le représentant du peuple palestinien, et d'entamer des négociations avec l'OLP dans le cadre du processus de paix au Moyen-Orient.

Sincèrement,

Yitzhak Rabin
Premier ministre d'Israël.

Rabin, tout comme Arafat, a ses détracteurs. « Cet accord représente un jour noir pour Israël[257] », déclare Benjamin Netanyahou, chef de l'opposition de droite. De son côté, Ariel Sharon appelle la population à se mobiliser contre les conséquences de l'accord et qualifie Arafat de « criminel de guerre[258] ». Par ailleurs, une centaine d'habitants des implantations de Cisjordanie manifestent le jeudi soir aux cris de « Rabin traître[259] ! ».

« L'événement du demi-siècle »

Les États-Unis et l'Union européenne accueillent cette double reconnaissance avec une intense satisfaction. François Mitterrand, qui a constamment soutenu le processus de paix, reçoit les remerciements de Shimon Peres et de Yasser Arafat. De son côté, Bill Clinton déclare : « C'est un éclatant moment d'espoir pour les peuples du Proche-Orient et en fait pour le monde entier. » Il promet aussi que les États-Unis seront un « partenaire

actif[260] » dans la poursuite des efforts de paix. Il tiendra parole.

À la Maison-Blanche, on s'active pour préparer le lieu où se déroulera la cérémonie. La table qui a servi au traité de paix entre l'Égypte et Israël est placée sur l'estrade. Au soir du 12 septembre, les délégations palestinienne et israélienne arrivent à Washington. Mahmoud Abbas et Shimon Peres signeront l'accord, mais Yasser Arafat et Yitzhak Rabin seront également présents.

Peu avant la cérémonie, un incident éclate. Arafat constate que l'OLP n'est pas mentionnée dans la déclaration de principe, mais uniquement l'État d'Israël et la délégation jordano-palestinienne de Washington. Il menace de regagner Tunis si le nom de l'OLP n'est pas ajouté. Informé par Ahmed Tibi, le ministre Peres refuse tout amendement. Mis au courant du conflit, Warren Christopher entre en contact avec Peres. Le monde entier a les yeux braqués sur la Maison-Blanche, un scandale doit être évité à tout prix. Sur l'insistance du secrétaire d'État, Shimon Peres finit par céder. Mais l'OLP sera mentionnée une seule fois.

Les invités commencent à prendre place sur les sièges, tandis que Bill Clinton reçoit dans son salon Yitzhak Rabin et Yasser Arafat qui se rencontrent pour la première fois. Le leader de l'OLP porte son uniforme kaki et son légendaire keffieh, le Premier ministre porte un élégant costume bleu foncé. Ils échangeront simplement quelques mots avant de gagner le podium.

L'heure de la cérémonie est arrivée. Mahmoud Abbas puis Shimon Peres signent la déclaration de principe sous les applaudissements de l'assemblée. Les deux chefs doivent alors se serrer la main. Rabin hésite. Arafat lui tend la sienne et Bill Clinton, debout entre les deux leaders, place ses bras derrière leurs épaules comme pour encourager Rabin à répondre. Visiblement gêné, le Premier ministre serre enfin la main de l'homme qu'il a si souvent traité de terroriste.

Il y aura certes les discours prononcés tour à tour par Yitzhak Rabin, Yasser Arafat, Shimon Peres et Mahmoud Abbas et enfin Bill Clinton, mais seule cette poignée de main restera dans toutes les mémoires. Certains journalistes verront dans cette réconciliation spectaculaire « l'événement le plus important de cette seconde moitié du XX^{e} siècle[261] ».

Arafat critiqué par ses opposants

Hafiz al-Asad, qui a condamné l'engagement pris par le chef de l'OLP, n'a cependant pas écarté la perspective d'une paix avec Israël. Du reste, dès le 9 septembre, Bill Clinton lui a télé phoné pour réitérer l'engagement des États-Unis « à faire progresser le processus de paix pour toutes les parties concernées[262] ». De son côté, Hafiz al-Asad a réaffirmé à son homologue américain « son engagement à poursuivre le processus de paix, et souligné l'importance qu'accorde la Syrie à une paix globale[263] ».

Le roi de Jordanie, furieux de n'avoir pas été mis au courant des négociations d'Oslo, reçoit Rabin et Peres sur son yacht ancré dans le golfe d'Aqaba. Il attend depuis longtemps de signer la paix avec l'État hébreu. Les deux dirigeants israéliens justifient le secret d'Oslo et lui conseillent de hâter les pourparlers de Washington. Sa propre paix avec Israël ne saurait tarder.

Les jours suivants n'épargnent pas le chef de l'OLP. Ses opposants mettent en relief toutes les faiblesses de l'accord d'Oslo. Ils reviennent sans relâche sur les points évoqués avant la signature du texte : il n'a pas été question d'un État palestinien, les sujets essentiels ne sont pas prioritaires, la fin de l'occupation n'est pas mentionnée, le gel des implantations pendant la période intérimaire n'a pas été exigé, il n'y a pas d'arbitrage international. En cas de litige, peut-on compter sur l'intégrité de l'occupant ? Au sein même du Fatah, beaucoup de membres évoquent le sort des milliers de prisonniers palestiniens dont il aurait fallu demander la libération immédiate.

À Amnon Kapeliouk qui relève certains défauts de l'accord, Yasser Arafat répond : « Croyez-moi, c'est le maximum que nous avons pu obtenir, et c'est le maximum qu'ils ont pu nous donner[264]. »

Le leader palestinien n'éprouve aucun remords, persuadé qu'il est d'avoir enregistré une victoire : l'OLP est enfin un interlocuteur à part entière face à Israël. Les États-Unis et l'Occident soutiennent ce premier pas vers la paix, et les pays arabes modérés vont reconsidérer leur attitude au sujet de l'OLP. Les États du Golfe en particulier, qui ont condamné la prise de position d'Arafat en faveur de Saddam Hussein et suspendu leur aide financière à titre de représailles, vont sans doute rouvrir leur bourse… Argument essentiel pour Arafat, l'accord d'Oslo va lui permettre de revenir dans les territoires palestiniens qui seront partiellement sous son contrôle. Pour la première fois, un drapeau palestinien flottera à Gaza et à Jéricho, puis la population aura son hymne national, chaque citoyen possédera son passeport… Il y aura plus tard

une monnaie. La perspective d'un État se dessine.

La tragédie d'Hébron

Rabin est résolu à prendre en main le dossier palestinien ; Shimon Peres ne sera plus le patron des négociations. Ses collaborateurs préparent les sujets à discuter lors de sa rencontre avec Arafat, et Rabin choisit Le Caire pour concrétiser les données de l'accord signé à la Maison-Blanche. Mais les dirigeants égyptiens ont sans doute choisi la date de cette « réunion historique » dirigée pour la première fois par Rabin et Arafat. Elle aura lieu le 6 octobre, date anniversaire de leur « victoire » sur Israël. Victoire contestée par bien des pays, mais qu'ils célèbrent chaque année.

Le Premier ministre arrive au Caire à 9 heures. Il est reçu avec les honneurs militaires, puis le cortège se dirige vers le palais Al-Ittihadia où l'attend Hosni Moubarak. Les deux dirigeants prennent le petit déjeuner ensemble, mais leur dialogue restera secret. Yasser Arafat, au Caire depuis la veille, est ensuite solennellement introduit au salon. Les photographes de presse auront tout juste le temps de prendre quelques clichés du raïs assis sur un canapé entre ses deux hôtes. Moubarak est visiblement heureux, l'Égypte a retrouvé un rôle essentiel au Moyen-Orient.

Les deux délégations se réunissent dans la salle de conférences du président. Rabin déclare qu'il faut commencer à appliquer l'accord. Selon la déclaration de principe, le comité de liaison et deux commissions conjointes, l'une consacrée à Gaza-Jéricho et l'autre à l'économie, doivent être mises sur pied avant le 13 octobre 1993. Rabin souligne que « la question de Gaza et de Jéricho est prioritaire ; c'est le premier calendrier. […] Quant à Jéricho, il faut déterminer la superficie de cette enclave. Il faut donc régler le problème de Gaza-Jéricho tout de suite[265] ». Le compte à rebours en vue de l'accord définitif commencera à ce moment. Le Premier ministre ne minimise pas les obstacles à venir, mais il se dit déterminé à appliquer l'accord.

Yasser Arafat affirme sa volonté de parvenir à la paix et à respecter la déclaration de principe. Lui non plus n'ignore pas les difficultés qui se présenteront, mais pense les résoudre par une coopération loyale. Le chef de l'OLP réclame en vain la libération de quelques prisonniers, puis tente de lever le bouclage de Jérusalem. Rabin n'est pas en faveur d'un allégement du

bouclage, mais accepte la nomination de Fayçal el-Husseini pour les démarches relatives à cette question.

À l'issue de deux heures de discussions, Rabin et Arafat s'adressent tour à tour à la presse. Tous deux soulignent le caractère constructif et positif de cette rencontre. « Plusieurs décisions ont été adoptées. Des comités vont se mettre à l'œuvre, afin de traduire dans la réalité l'accord signé à Washington[266] », explique Rabin. Arafat reprend les mêmes thèmes, et ajoute qu'il a nommé Fayçal el-Husseini pour œuvrer à la solution du problème de Jérusalem.

Le 13 octobre 1993, conformément au calendrier, les négociations relatives à l'autonomie de Gaza et de Jéricho commencent à Taba, dans le Sinaï, près de la frontière israélienne. La délégation de l'État hébreu est dirigée par le général Amnon Shahak, chef d'état-major adjoint ; celle de Palestine par le Dr Nabil Chaath, l'un des conseillers très écoutés de Yasser Arafat. Les deux hommes s'apprécient très vite, mais les négociations ne progressent pas. Les Palestiniens revendiquent toute la province de Jéricho et le contrôle des points frontaliers avec la Jordanie et l'Égypte. Yitzhak Rabin donne à Shahak l'ordre de refuser.

L'intransigeance de Rabin provoque une rupture brutale des négociations. Le 3 novembre, Nabil Chaath déclare à la presse : « Nous sommes à un point mort, une intervention est nécessaire pour aller de l'avant[267]. » L'OLP demande l'aide de l'Égypte, pays hôte et médiateur indiqué. Le 4 novembre, le chef de la diplomatie, Amr Moussa, se rend en Israël pour remettre au Premier ministre un message de Moubarak.

Le dialogue israélo-palestinien reprend le 8 novembre, mais au Caire, afin de permettre à Amr Moussa et au Dr Oussame el-Baz d'effectuer des contacts auprès des Palestiniens et avec les Israéliens. Malgré cette médiation, les problèmes ne sont pas réglés. Invité le 18 novembre par l'Association de la presse étrangère en Égypte, Nabil Chaath développe toutes les causes du désaccord : « Nous voulons le contrôle de la frontière entre Gaza et l'Égypte et celui du pont Allenby qui relie la région de Jéricho à la Jordanie. En ce qui a trait à la superficie de Jéricho, les Israéliens veulent nous donner 25 km^2, soit strictement la ville, tandis que nous exigeons 340 km^2, les limites de cette province à l'époque de l'administration jordanienne. Par ailleurs, nous souhaitons recevoir une délimitation précise des implantations juives dans la bande Gaza, et nous réclamons aussi la libération de 11 400 prisonniers[268]. »

Les négociations consacrées à ces divers thèmes reprennent le 23 novembre et s'achèvent le lendemain. Pour des raisons de sécurité, Israël refuse d'accorder aux Palestiniens le contrôle des axes frontaliers et adopte une attitude négative face à leurs autres revendications.

Le 10 décembre, Shimon Peres et Ouri Savir rencontrent Yasser Arafat à Grenade, en Espagne, où se déroule une conférence internationale. Le chef de l'OLP refuse de céder du terrain et accuse Israël de vouloir l'enfermer dans un bantoustan.

Trois jours séparent cette discussion de la date à laquelle le protocole d'accord relatif au retrait israélien de Gaza et de Jéricho doit être signé. À Tel-Aviv, Yitzhak Rabin répète : « Il n'y a pas de date sacrée. »

Le 13 décembre 1993, Rabin et Arafat ont une rencontre au sommet au palais Al-Ittihadia. En dépit de la médiation égypto-américaine, ils ne parviennent pas à s'entendre. En fin de journée, épuisés par des heures de discussions stériles, les deux dirigeants viennent, l'un après l'autre, dans la salle centrale du palais. Ils annoncent à la presse le report *sine die* de l'accord.

Le 25 février 1994, les Palestiniens d'Hébron sont victimes d'une effroyable tragédie. Le Dr Baroukh Goldstein, capitaine de réserve établi dans la colonie de la ville, est un militant fanatique du parti Kach opposé à l'accord d'Oslo. Pour torpiller le processus de paix, il décide de commettre un massacre de Palestiniens. À 5 heures du matin, il revêt son uniforme, prend son fusil-mitrailleur et se rend au caveau des Patriarches. Il pénètre dans la mosquée où plus de 200 fidèles sont en prière et vide son chargeur sur ces hommes désarmés. Il recommence l'opération au milieu des cris d'effroi et de douleur. Il a déjà utilisé son troisième chargeur quand on parvient enfin à le maîtriser, puis à le tuer à l'aide d'un extincteur – 29 morts et 125 blessés couvrent le sol de la mosquée au moment de l'arrivée des soldats israéliens.

Un vent de fureur gagne les Palestiniens d'Hébron. Des manifestations se forment, des coups de feu éclatent… Les soldats réagissent avec une violence extrême, et le nombre de victimes palestiniennes augmente.

À Jérusalem, Yitzhak Rabin réunit les responsables militaires et les ministres. Quelle décision prendre pour apaiser la colère palestinienne ? Aucune suggestion n'est retenue. Le Premier ministre finit par publier un communiqué condamnant l'assassin et son acte. Il tente ensuite d'entrer en

contact avec Yasser Arafat. Il n'y parvient qu'en fin d'après-midi, présente ses excuses, dit sa honte devant un tel crime et propose d'accélérer les négociations pour parvenir au plus vite à un accord. Arafat refuse et affirme que l'armée israélienne a participé au massacre. Rabin dément sans convaincre son interlocuteur. À la Maison-Blanche, on redoute une longue interruption du processus de paix. Warren Christopher téléphone à Rabin et à Arafat, et propose de réunir les négociateurs à Washington. Il n'y parviendra pas.

Le chef de l'OLP a son plan. Il veut porter l'affaire devant le Conseil de sécurité, afin d'obtenir la condamnation d'Israël et le déploiement d'une force internationale pour protéger la population des territoires occupés.

Plusieurs jours s'écoulent sans évolution majeure. À Gaza, les militants du Hamas s'apprêtent à reprendre leurs attentats tandis que des portraits d'Arafat sont brûlés dans les rues. Même réaction à Damas, Beyrouth et Amman. Les médias internationaux diffusent ces images de révolte, et le prestige du leader palestinien s'en ressent. Il est indispensable de trouver une solu tion. Le 6 mars, Arafat téléphone à Rabin et accepte de recevoir ses délégués. Le Premier ministre, lui aussi, est décrié par l'opposition de droite.

La réunion a lieu le lendemain au Caire. Yasser Arafat – entouré par Saïd Kamal, Nabil Chaath et Jamil Tarifi – reçoit Jacques Neriah, le conseiller de Rabin et ambassadeur d'Israël en Égypte. Le chef de l'OLP exige le déploiement d'une force internationale à Hébron, identique à la FINUL au Sud-Liban. Il réclame aussi l'évacuation des colons de la ville. Neriah affirme que le gouvernement va prendre des sanctions radicales contre les extrémistes juifs et obtient la promesse d'une prochaine reprise des négociations. Rabin reprend par téléphone les mêmes promesses, mais ne mentionne pas la levée du couvre-feu imposé aux Palestiniens d'Hébron, sous prétexte d'« empêcher de nouveaux drames, ce qui revient à punir les victimes[269] ». Déçu, Arafat refuse de rencontrer Shimon Peres au Caire.

Mahmoud Abbas convoque Terje Larsen à Tunis. Les deux hommes, accoutumés à travailler ensemble, préparent plusieurs propositions de sortie de crise. La première évoque notamment l'évacuation des colons d'Hébron, mais le gouvernement israélien la rejette. Cependant, l'état-major étudie cette éventualité, ou tout au moins l'évacuation des étudiants de l'école talmudique voisine du caveau des Patriarches. La rumeur parvient aux radicaux de droite.

Aussitôt, à Tel-Aviv, une manifestation de 60 000 personnes, menée par Benjamin Netanyahou, s'insurge contre une telle mesure.

À Washington, on tente une nouvelle médiation. Dennis Ross se rend à Tunis où se trouve déjà Terje Larsen. Parallèlement, une délégation israélienne dirigée par Ouri Savir et comprenant Jacques Neriah et le général Ouzi Dayan gagne aussi la capitale tunisienne. Reçus par Yasser Arafat, les délégués réitèrent leurs excuses pour la tragédie d'Hébron, décrivent les sanctions adoptées contre les extrémistes, et affirment que le seul moyen de retrouver la sécurité, pour les Palestiniens comme pour les Israéliens, est de reprendre au plus tôt les négociations de paix. Arafat dénonce le couvre-feu imposé aux habitants d'Hébron et des territoires occupés et réclame encore une fois une présence militaire internationale. Il veut aussi aboutir à une application rapide de la déclaration de principe. Il ne marque de points qu'au sujet de la reprise des négociations.

Les délégués israéliens regagnent leur hôtel où ils rencontrent Dennis Ross et Terje Larsen. Les Américains sont pressés de remettre le train sur ses rails. Ils le disent aussi à Arafat.

Les contacts entre les deux parties se poursuivent par téléphone. Le 20 mars, une nouvelle délégation israélienne conduite par le général Amnon Shahak – accompagné par Ouri Savir, Joël Singer et Jacques Neriah – se rend à Tunis. Arafat aligne les mêmes exigences et reçoit les mêmes réponses négatives. Dans l'après-midi du 21 mars, le général Shahak, avec le feu vert de Rabin, a un tête-à-tête avec le leader de l'OLP. Il propose la formation de deux équipes de négociateurs : l'une examinera les problèmes de sécurité à Hébron, l'autre la mise en place de l'autonomie à Gaza et en Cisjordanie. Arafat se sent tenu d'accepter. Il obtient seulement la présence temporaire d'observateurs internationaux à Hébron.

Quarante-huit heures plus tard, le 23 mars, les négociations reprennent au Caire entre Israéliens et Palestiniens. Elles vont durer plus d'un mois. L'accord sur l'autonomie de Gaza et de Jéricho est un volumineux document de 300 pages accompagné de six cartes géographiques. Chaque page, pour ne pas dire chaque paragraphe, a fait l'objet de discussions minutieuses.

Nabil Chaath, qui continue de diriger l'équipe palestinienne, déclare : « L'ambiguïté des accords d'Oslo nous a souvent causé des problèmes, mais nous avons réussi à obtenir des acquis qui ne figuraient pas dans la déclaration

de principe. Nous avons pu nous assurer un port, un aéroport, des eaux régionales de vingt milles le long du littoral de Gaza, des droits de pêche, des passeports, des timbres palestiniens, une présence palestinienne sur les axes frontaliers[270]. »

Cette présence frontalière est purement symbolique. Sous l'angle de la sécurité, Israël a obtenu près de 80 % de ses exigences. Conformément à la déclaration de principe, l'armée israélienne est responsable de la sécurité extérieure et donc contrôle les frontières avec l'Égypte et la Jordanie, soit le terminal de Rafah et le pont Allenby. Les policiers et les douaniers palestiniens font plutôt de la figuration. Israël conserve aussi le contrôle total de l'espace aérien et maritime. Sous l'angle de la sécurité intérieure, même après le retrait de Tsahal, le gouvernement demeure responsable des implantations et des civils israéliens.

Un thème important a trait à la structure de l'autorité palestinienne. Cet organisme de 24 membres exercera toutes les responsabilités, tous les pouvoirs – législatif, exécutif et judiciaire – qui lui seront transférés par l'accord. Sa juridiction couvrira la zone de Jéricho (élargie à 65 km^2) et la bande de Gaza, à l'exclusion des régions de peuplement israélien.

L'autorité palestinienne n'aura pas de relations extérieures et ne pourra donc pas passer d'accords internationaux, à l'exception des accords culturels, scientifiques relatifs à l'éducation, ou à ceux prévus dans l'annexe économique de la déclaration de principe. Une force de police de 8 000 hommes sera constituée pour assurer l'ordre public et la sécurité intérieure de la population des régions autonomes. Encore une fois, les policiers n'auront aucune autorité sur les Israéliens. La présence internationale réclamée par l'OLP est limitée à une période initiale de six mois. Elle comprendra 400 observateurs, instructeurs et autres experts provenant de cinq ou six pays.

La libération des prisonniers, essentielle pour les Palestiniens, n'est pas vraiment tranchée. Israël accepte de libérer 5 000 détenus, mais à condition qu'ils n'aient pas de sang israélien sur les mains, n'appartiennent pas à une organisation terroriste, etc. En somme, le calendrier de libération n'est pas encore fixé.

Précision capitale pour Israël : l'annulation des clauses qui prônent sa disparition aura lieu à la prochaine réunion du Conseil national palestinien. À l'étape finale, un coup d'accélérateur est nécessaire. Les dirigeants égyptiens,

le secrétaire d'État Warren Christopher et Terje Larsen participent aux débats pour aboutir à une conclusion honorable. L'accord sera signé le 4 mai en hommage au président Moubarak qui fête ce jour-là ses soixante-cinq ans. La cérémonie aura lieu dans la salle de conférence du palais des congrès, un édifice construit par la Chine et qui a déjà abrité plusieurs sommets.

Ce jour-là à 11 heures, les applaudissements de l'assistance accueillent l'arrivée sur l'estrade du président Hosni Moubarak, de Yasser Arafat et Yitzhak Rabin, des parrains américain et russe, Warren Christopher et Andreï Kozirev, des ministres Shimon Peres et Amr Moussa, et de Mahmoud Abbas.

Le raïs prononce le discours inaugural. Yasser Arafat prend ensuite la parole derrière la table chargée de dossiers. Il paraphe l'accord sur les trois textes originaux, puis son regard exprime une vive surprise devant l'un des documents annexes. Il hésite, puis repousse le dossier sans le signer. Rabin lui succède, paraphe l'accord, puis s'aperçoit qu'Arafat n'a pas signé un document et refuse d'y apposer son propre nom. Stupeur dans la salle, embarras sur l'estrade où des conciliabules se déroulent entre les signataires. L'incident est retransmis dans le monde entier par les télévisions.

La séance est brusquement interrompue. Des millions de téléspectateurs commentent ce stupéfiant épisode, tandis que dans la salle les invités ne cachent pas leur inquiétude. Vingt minutes plus tard, les huit personnalités regagnent l'estrade. Arafat signe enfin le document litigieux, mais après avoir ajouté une réserve : « Subordonné à la lettre d'éclaircissements signée par Rabin[271]. » Le Premier ministre se fait traduire la phrase avant de parapher à son tour le texte.

Nabil Chaath explique ce malentendu : « Yasser Arafat a refusé de signer l'un des documents relatifs aux cartes géographiques. La veille au soir, au cours des négociations auxquelles participaient Rabin et Arafat, nous étions tombés d'accord sur divers points : la superficie de Jéricho, des lieux de passage sur la mer, sur les frontières… Ces acquis ont été consignés dans une lettre, mais il était déjà 4 heures du matin, et la signature de l'accord était prévue à 11 heures. Nous n'avons pas eu le temps de demander à un cartographe de retracer la carte géographique concernée. D'où la stupeur du chef de l'OLP devant la carte qui ne comportait pas les modifications convenues[272]. »

L'accord Gaza-Jéricho, signé avec cent quarante-deux jours de retard, donne

enfin le coup d'envoi de la période intérimaire de cinq ans prévue par la déclaration de principe au sujet de l'autonomie palestinienne. Pour Yasser Arafat, le compte à rebours a commencé.

Chapitre XVII

Sabotage de Netanyahou

Yasser Arafat a le sens du théâtre. Avant de quitter Tunis pour s'établir dans les territoires désormais autonomes, il y fait une entrée spectaculaire. Le 1er juillet 1994, il regagne la Palestine par le terminal de Rafah. Le président Moubarak l'accompagne solennellement jusqu'à l'extrémité égyptienne de la ville, puis le quitte après une chaleureuse accolade en lui souhaitant plein succès.

De retour dans sa patrie après vingt-sept ans d'exil, Arafat baise le sol et récite une prière. Des milliers de Palestiniens sont venus l'accueillir. Les femmes poussent des youyous d'allégresse, les hommes scandent son nom. Assailli par ses compatriotes, le leader parvient à pénétrer dans une Mercedes noire grâce à ses gardes du corps. Cette fois-ci, le V de la victoire, son salut coutumier, a pris sa pleine signification.

La route en direction de Gaza est ornée de drapeaux palestiniens et d'immenses portraits du raïs. Dans la ville, une foule en délire, près de 80 000 personnes, attend son héros. Arafat symbolise à leurs yeux la liberté recouvrée. Pour l'approcher, quelques jeunes gens brisent les barrières. Il donne l'ordre de laisser faire.

Son discours, maintes fois interrompu par des applaudissements, est très mesuré. Il évoque les martyrs, les « enfants de la guerre des pierres », il parle de Jérusalem, une ville trois fois sainte, il demande aux Palestiniens et aussi aux Israéliens beaucoup de courage pour protéger la paix… La foule l'acclame. Yasser Arafat se sent le chef de tous les Palestiniens, même si les militants du Hamas et du Djihad islamique ont boudé la cérémonie.

Le lendemain soir à Jérusalem, dès la fin du sabbat, des milliers de manifestants ayant à leur tête Benjamin Netanyahou et Ariel Sharon s'insurgent contre l'arrivée de Yasser Arafat à Gaza. Place de Sion, la droite et des religieux expriment leur colère en brûlant des portraits d'Arafat et de Rabin aux cris de « Mort à Arafat ! », « Rabin, traître ! ». À travers le pays, on retrouve des centaines de portraits du Premier ministre coiffé d'un keffieh.

Le 3 juillet, Yasser Arafat se rend à Jéricho en hélicoptère. Là aussi, il

galvanise son public. Un peu plus tard, au siège de l'Autorité palestinienne, le leader et ses ministres prêtent le serment constitutionnel devant un Coran et une Bible. L'ordre est assuré par des policiers palestiniens. Depuis le 17 mai, les soldats israéliens ont quitté Gaza, le couvre-feu a été levé et le général Zyad el-Atrache a pris possession des lieux avec des combattants de l'ALP. Mais ils sont tenus de changer d'uniformes et de fonctions. Ils sont désormais, à Gaza et dans l'enclave de Jéricho, des policiers.

Tunis, qui a été pendant douze ans le siège de l'OLP, est abandonné pour Jéricho. Le 12 juillet, le président de l'Autorité palestinienne s'établit officiellement dans la ville. Il organise aussitôt une réunion ministérielle. Tout comme à Tunis, le siège est très simple : une salle de réunion et des bureaux. Arafat veut s'attaquer aux problèmes sans tarder. Ils sont nombreux. Il faut organiser les forces de l'ordre, pilier du régime puisqu'il ne dispose pas d'armée. Il est tout aussi urgent de relever une économie défaillante, d'améliorer l'infrastructure, de résoudre la crise du logement, de doter les services de santé de moyens d'action… L'autorité palestinienne affronte une très lourde tâche.

L'accord du Caire, comme l'a prévu Arafat, ouvre la porte à d'autres initiatives de paix au Proche-Orient. Le roi de Jordanie a déjà rencontré Rabin à Londres, le 19 mai, dans le plus grand secret. Les deux dirigeants sont alors convenus de préparer une déclaration commune qui marquerait la fin de l'état de belligé rance entre les deux pays. Le 25 juillet à la Maison-Blanche, sous le regard de Clinton, le roi Hussein et Yitzhak Rabin signent cette déclaration et se serrent la main pour la première fois en public.

Une clause de cette déclaration exaspère Arafat, celle où Israël s'engage à préserver les intérêts hachémites dans les lieux saints musulmans de Jérusalem. Pour Arafat, la ville arabe est la capitale du futur État palestinien, et le roi Hussein, même en sa qualité de descendant du Prophète, n'y possède aucun droit.

Ce n'est pas la seule déconvenue du chef de l'Autorité palestinienne. Son premier entretien avec Rabin a frôlé l'échec. « Le Premier ministre lui a remis une liste de personnes à arrêter à Gaza. Fou de rage, notre patron voulait arrêter l'entretien. Il a fallu le calmer. De retour à son bureau, il répétait avec colère : "Je ne suis pas un officier de police israélien au service de Rabin"[273] », raconte l'ambassadeur palestinien à la retraite Daoud Barakat.

L'ancien diplomate poursuit : « Arafat n'était pas traité comme le chef de l'Autorité palestinienne, soit comme une sorte de président. Pour le transporter à l'étranger, son avion devait souvent attendre plusieurs heures pour avoir l'autorisation de décoller. Les Israéliens trouvaient du plaisir à le retarder, ce qui humiliait Arafat[274]. »

Le leader palestinien est cependant décidé à surmonter toutes les épreuves, il veut forger son État. Il poursuit ses relations, parfois hebdomadaires, avec Rabin pour mettre en application l'accord Gaza-Jéricho. De son côté, Israël commence à enregistrer les bénéfices escomptés d'Oslo. Des relations économiques et même semi-diplomatiques se nouent avec le Maroc. En Tunisie, un Bureau d'intérêts israélien ouvre ses portes. Dans plusieurs pays du Golfe, des envoyés spéciaux israéliens commencent à être reçus par des responsables.

À Gaza et en Cisjordanie, les chefs du Hamas et du Djihad islamique comprennent qu'ils pourraient perdre la partie. Il n'y aura pas de Palestine islamique. Il faut détruire le processus de paix. À partir de l'étranger, les états-majors donnent le signal des attentats. Le 9 octobre, à Jérusalem-Ouest, une bombe explose dans un restaurant, faisant 2 morts et 13 blessés. Le 13 octobre, à Tel-Aviv, un kamikaze se fait sauter dans un autobus. On compte 22 morts et plus de 50 blessés.

Le même jour, une manifestation menée par Netanyahou clame sa colère et lance des menaces, tandis que le gouvernement impose un bouclage complet des territoires palestiniens autonomes. Initiative beaucoup plus grave à longue échéance, des rabbins, dans les implantations de ces territoires, se réunissent pour discuter d'une éventuelle condamnation à mort du Premier ministre.

Ce climat instable et difficile n'empêche pas, le 26 octobre, la signature du traité de paix entre la Jordanie et Israël. La cérémonie se déroule au point de passage d'Ein Evrona, non loin d'Eilat et d'Aqaba. Le président Clinton est venu de Washington avec ses collaborateurs du Département d'État, et les officiels jordaniens et israéliens sont nombreux. Mais il n'y a aucun Palestinien. Le Likoud s'est opposé à la présence d'Arafat, et Rabin n'a pas voulu s'opposer à Netanyahou.

La Syrie figure également au programme de la paix. Déjà, le 16 janvier, lors d'un sommet Clinton-Asad à Genève, le dirigeant syrien avait déclaré à son homologue américain qu'il acceptait la conception israélienne de la paix, soit

les conditions de sécurité exigées par Rabin. Il y aurait donc entre les deux pays une normalisation totale en contrepartie d'un retrait total du Golan. Mais Asad réclame l'évacuation du Golan dans un délai de six mois après la signature de l'accord de paix et exige aussi que le retour à la frontière du 4 juin 1967 soit mentionnée en toutes lettres dans le texte. En août 1994, Yitzhak Rabin avait donné à Warren Christopher la promesse demandée par Hafiz al-Asad. Le secrétaire d'État, détenteur de cette promesse verbale appelée le « dépôt de Rabin », devait s'en servir si les Syriens admettaient toutes les exigences d'Israël en matière de sécurité. Mais tous les points de litige ne sont pas réglés, Asad refuse de discuter la question des stations d'alerte et de détection installées en territoire syrien. Le général Ehoud Barak, le chef d'état-major israélien, est chargé de poursuivre les négociations sur ce sujet avec le général Hekmat el-Chéhabi. Les deux militaires doivent se rencontrer en décembre.

« Oslo 2 » coûte la vie à Rabin

Le 10 décembre, Yasser Arafat, Yitzhak Rabin et Shimon Peres reçoivent le prix Nobel de la paix. Les trois dirigeants se retrouvent à Oslo d'une façon chaleureuse. Il semble que Rabin commence à apprécier Arafat. Plusieurs diplomates occidentaux en poste à Tel-Aviv le soulignent : « Il y a eu un changement profond dans sa relation avec Arafat, on pourrait parler d'une certaine forme d'amitié[275]. » Daoud Barakat confirme ce témoignage : « À travers ses réunions avec le chef de l'Autorité palestinienne, il a appris à connaître son personnage, il a constaté sa sincérité. Les personnes, palestiniennes ou israéliennes, proches de ces rencontres l'affirment. Rabin a vu l'Autorité à l'œuvre, avec des institutions dirigées par des hommes compétents, une police qui s'efforçait de déjouer les complots… Il a également compris qu'il fallait un État palestinien, que l'occupation ne peut pas être éternelle[276]. »

Si les dirigeants israéliens ont admis le principe de l'échange de la terre contre la paix, ils ne renoncent pas à la tentation de s'approprier le maximum de terres possible, de signer la paix au meilleur prix. Les émigrés russes continuent d'affluer, et la construction de colonies grignote le territoire palestinien occupé. À la fin du mois d'avril 1995, Rabin ratifie une

appropriation massive dans la partie arabe de Jérusalem. L'objectif est de créer 2 500 logements pour les Israéliens. Arafat proteste sans résultat.

Les négociations relatives à « Oslo 2 » se poursuivent cependant. À la fin des débats, Yasser Arafat s'insurge devant la carte géographique du redéploiement en Cisjordanie élaborée par l'équipe israélienne. Il déclare à la presse : « Comment accepter un dispositif qui n'offre aucune continuité territoriale entre les sept villes de Cisjordanie, ni entre les villages[277] ? » Sur les conseils égyptiens, il finit toutefois par accepter la carte moyennant des modifications mineures.

Le 28 septembre 1995, Arafat et Rabin signent à Washington l'accord sur la seconde phase de l'autonomie palestinienne (« Oslo 2 ») Pour la circonstance, Bill Clinton a invité à la Maison-Blanche le président Moubarak et le roi Hussein de Jordanie, et la cérémonie est retransmise dans le monde entier.

L'accord divise la Cisjordanie en trois zones. La zone A comprend six grandes villes, Djénine, Kalkiliya, Tulkarem, Naplouse, Ramallah et Bethléem, et leurs alentours (3 % du territoire) passent complètement sous autorité palestinienne. La zone B, soit 450 localités et villages palestiniens (24 % du territoire), demeure sous le contrôle militaire d'Israël, mais l'administration devient palestinienne. Enfin, la zone C (73 % du territoire) conserve le même statut. Mais en principe les zones B et C doivent faire l'objet de trois redéploiements israéliens en l'espace de dix-huit mois.

De son côté, l'OLP s'engage à abroger tous les articles de sa charte qui nient le droit à l'existence de l'État d'Israël. Les pourparlers relatifs au règlement final du conflit devraient commencer en mai 1996 et s'achever avant le mois d'octobre 1999.

« Oslo 2 » est approuvé par la Knesset le 5 octobre, après des débats houleux, par 61 voix contre 59. Une violente altercation a opposé Rabin à Netanyahou, et le Likoud tient à prendre sa revanche. Le soir, place de Sion, des milliers de manifestants accusent le gouvernement de trahison. De jeunes militants religieux scandent une menace, diffusée par les haut-parleurs : « À mort Rabin ! À mort Rabin ! »

Le 4 novembre 1995, place des Rois-d'Israël à Tel-Aviv, les travaillistes organisent de leur côté la plus importante manifestation en faveur de la paix. Plus de 150 000 personnes proclament leur soutien à Rabin et Peres. Le *Chant de la paix* est entonné par la foule, on danse dans les rues. À la fin du meeting,

au moment où il remonte dans sa voiture, Yitzhak Rabin est abattu par un jeune extrémiste religieux, Yigal Amir. Pour avoir sincèrement voulu la paix, Rabin a connu le sort d'Anouar el-Sadate.

« Selon nos informations, Yitzhak Rabin était décidé à appliquer le mieux possible les accords d'Oslo. Il voulait trouver une solution satisfaisante pour les deux parties sur les sujets litigieux : Jérusalem, les frontières, les réfugiés », déclare Mohamed Sobeih, secrétaire général adjoint de la Ligue arabe pour les affaires de Palestine. Sobeih ajoute : « Rabin avait accepté la création d'un État palestinien avec lequel Israël vivrait en paix et en sécurité. Voilà pourquoi un extrémiste juif l'a assassiné avec la bénédiction de certains rabbins[278]. » De nombreux dirigeants arabes, européens et même américains partagent l'opinion de Mohamed Sobeih.

Après la tragique disparition d'Yitzhak Rabin, le Parti travailliste, désormais dirigé par Shimon Peres, remonte la pente dans l'opinion publique. On pense qu'il obtiendra la victoire aux législatives anticipées de mai 1996.

En décembre, les six villes désignées dans « Oslo 2 » passent sous l'autorité palestinienne. L'année 1996 ne donnera pas à Peres la victoire escomptée. Des décisions néfastes pour son avenir politique vont lui coûter son poste. Au début de janvier, le chef du Shin Beth lui déclare que ses services savent où se cache à Gaza Yéhiya Ayache, surnommé « l'Ingénieur », le chef du commando Ezzeddine el-Kassam, l'homme qui a organisé les premiers attentats-suicides. C'est l'ennemi public numéro 1, il faut l'éliminer. Peres n'a pas le choix : refuser de donner le feu vert serait contraire aux intérêts de la nation, mais il redoute la réaction des militants du Hamas.

Le 5 janvier, « l'Ingénieur » est tué par l'explosion de son téléphone portable. Il aura des obsèques nationales. Yasser Arafat est contraint de présenter ses condoléances à la famille Ayache. Des photos sont publiées par la presse palestinienne. Le Likoud les utilisera plus tard pour dire qu'Arafat ne lutte pas contre le terrorisme. Les responsables du Hamas jurent de venger leur leader, mais diffèrent leur décision pour ne pas compromettre les élections : le 20 janvier, le chef de l'Autorité palestinienne sera élu pour la première fois, ainsi que le Conseil législatif. Ils participeront aux législatives sous l'étiquette de « candidats indépendants ».

Les élections palestiniennes se déroulent sous le contrôle d'observateurs internationaux dirigés par Jimmy Carter. La participation au vote est

importante : 86 % des inscrits à Gaza, 68 % en Cisjordanie, 35 % à Jérusalem. Yasser Arafat est élu à la tête de l'Autorité palestinienne avec 88,1 % des voix. Six cent soixante-douze candidats se disputent les 88 sièges du Conseil législatif. Le Fatah s'assure 65 sièges, et donc la majorité. La position d'Arafat consolidée, le processus de paix se poursuivra.

Le temps des attentats débute le 25 février. Un kamikaze provoque 26 morts et 46 blessés dans un autobus de Jérusalem. Un autre se tue en faisant sauter sa ceinture d'explosifs près d'Ashkelon : 1 mort et 32 blessés. La date des attentats a été sciemment choisie : deux années plus tôt, le 25 février 1994, Baroukh Goldstein avait commis un massacre à Hébron, dans le caveau des Patriarches. Shimon Peres ordonne aussitôt le bouclage des territoires palestiniens et l'arrêt des négociations sur le retrait d'Hébron. Mais la série noire se poursuit. Le 4 mars, un attentat dans un autobus de Jérusalem fait 19 morts et une dizaine de blessés. Le lendemain, un kamikaze du Djihad islamique fait sauter sa charge devant un centre commercial de Tel-Aviv : 14 tués et 157 blessés. Dans les sondages, le Premier ministre perd du terrain au bénéfice de Benjamin Netanyahou, dont le slogan est « La paix dans la sécurité ».

Yasser Arafat constate l'échec de sa politique de conciliation avec le Hamas et réagit avec rigueur pour sauver le Parti travailliste. Des dizaines de mosquées, de jardins d'enfants et d'institutions charitables gérés par le Hamas passent sous le contrôle de l'Autorité palestinienne. D'autre part, près de 2 000 militants sont placés en détention préventive.

Vingt-huit dirigeants pour sauver la paix

Bill Clinton et Hosni Moubarak sont très inquiets sur l'avenir du processus de paix. Le président américain charge le raïs d'organiser un sommet international pour soutenir le camp de la paix. Mais Peres et Clinton veulent axer les travaux de cette conférence sur le terrorisme et aboutir, dans le communiqué final, à une déclaration définissant les mesures qui permettraient de lancer une guerre implacable contre les organisations extrémistes palestiniennes. En revanche, l'Égypte et les pays arabes modérés prônent un communiqué qui donnerait la priorité à la réactivation du processus de paix. Cela éviterait de légaliser une répression israélienne radicale contre les

islamistes armés, et ne contraindrait pas Arafat à lancer une véritable chasse aux sorcières contre ses compatriotes opposés à Oslo.

L'objectif des pays arabes obtient le soutien de l'Union européennes. Le sommet est alors baptisé « Conférence des bâtisseurs de la paix ». Ce changement de cap déplaît à Israël et aux États-Unis. Plusieurs discussions téléphoniques entre Le Caire, Tel-Aviv et Washington finiront par apaiser leur mécontentement.

Pour accueillir ses hôtes, le président Moubarak choisit la station balnéaire de Charm el-Cheikh, au bord de la mer Rouge, lieu où il est facile d'assurer la sécurité. L'hôtel Mövenpick, formé de bungalows blancs, permet à chaque délégation d'occuper une petite villa.

Le 13 mars, le raïs reçoit 28 chefs d'État et de gouvernement et le secrétaire général de l'ONU. Bill Clinton, Boris Eltsine, Jacques Chirac, Helmut Kohl, les rois du Maroc et de Jordanie, etc., ont répondu à l'appel.

À 12 h 30, Moubarak, ayant à sa droite Clinton et à sa gauche Eltsine, donne le coup d'envoi des travaux. Les discussions à huis clos durent trois heures et s'achèvent par une photo de famille et un communiqué qui accorde la priorité absolue à la poursuite du processus de paix. Les vingt-neuf participants affirment aussi leur détermination à promouvoir la sécurité et la stabilité au Proche-Orient et réitèrent leur ferme condamnation de tous les actes de terreur. Puis c'est l'heure du départ. Le roi Hussein de Jordanie, joint de justesse, est strict : « Votre impression sur ce sommet ? » La réponse fuse : « Je suis très optimiste. Les résultats sont très positifs. Il faudra lutter contre le terrorisme, le message est clair, mais cette assemblée reflète le désir du monde entier de voir la paix se concrétiser au Proche-Orient[279]. »

La Syrie est absente, et le Liban a suivi son exemple. Asad refuse de participer à un sommet qui condamnerait le nationalisme arabe pur et dur.

La conférence a donné un nouvel élan à Shimon Peres, mais il sera de courte durée. Les attaques du Hezbollah se multiplient et, encore une fois, sur les conseils de ses généraux, le Premier ministre donne l'ordre d'attaquer le Liban-Sud. Cette opération, baptisée « Les raisins de la colère », s'achève sur une tragédie. L'aviation israélienne bombarde par erreur à Qana un bâtiment de l'ONU où s'étaient réfugiés des femmes et des enfants. On comptera 108 morts et des centaines de blessés. Ce bombardement révolte les pays arabes, tandis que l'Europe et les États-Unis le condamnent. En Israël, la

droite met à profit cette situation pour tirer à boulets rouges contre Peres. Les chaînes de télévision rediffusent les images des massacres de février.

Aux élections de mai, qui désignent pour la première fois le Premier ministre au suffrage universel, Benjamin Netanyahou remporte la victoire contre Shimon Peres. Les électeurs arabes, qui votaient toujours pour les travaillistes, ont cette fois boycotté le scrutin. Yasser Arafat a désormais pour interlocuteur un ennemi déclaré des accords d'Oslo.

Arafat a le sens de la realpolitik

Devenu Premier ministre, Netanyahou n'a pas l'intention de modifier ses choix politiques pour s'attirer la sympathie arabe et occidentale. L'homme qui a succédé à Yitzhak Shamir à la tête du Likoud ne compte pas favoriser la création d'un État palestinien et refuse tout retrait conforme aux résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité. Mais il a l'habileté de masquer sa ligne de conduite au début de son mandat.

Yasser Arafat est profondément déçu par l'échec de Shimon Peres, mais il a un sens aigu de la realpolitik. Il lui faut entrer en contact avec le nouveau Premier ministre. Au lendemain de l'élection, il charge Abou Mazen de joindre Terje Larsen et Mona Juul. Les deux principaux acteurs des réunions secrètes d'Oslo sont justement sur place. Larsen représente les Nations unies à Gaza et son épouse occupe le poste de chargée d'affaires à l'ambassade de Norvège à Tel-Aviv. Dans la soirée du 30 mai 1996, le couple reçoit à son domicile Abou Mazen et Mohamed Dahlane, le chef de la sécurité préventive à Gaza. Les Palestiniens s'expliquent sans détour. Ils ne connaissent aucun membre de l'équipe Netanyahou, et il leur faut nouer des relations sans tarder, afin de sauver le processus de paix.

Les deux diplomates cherchent aussitôt à organiser des rencontres discrètes entre les deux parties, une formule dont ils ont la clef. Pendant trois semaines, Saeb Ereikat et Dore Gold, le conseiller de Netanyahou, se rencontrent souvent chez les Larsen. Ils parviennent à établir le calendrier d'une relance du processus de paix.

Gold se rend à Gaza le 27 juin, et Yasser Arafat le reçoit. Il remet à son hôte une lettre précieuse : le nouveau gouvernement israélien affirme qu'il poursuivra le dialogue avec l'Autorité palestinienne. Arafat est satisfait, mais

quand Dore Gold lui remet une note comportant une liste des violations des accords d'Oslo par les Palestiniens, il répond en énumérant les violations commises par les Israéliens. En premier lieu à Jérusalem, où les institutions de l'OLP ne fonctionnent pas, malgré la promesse de Shimon Peres en 1993.

La rencontre se déroule cependant d'une façon courtoise, voire cordiale. La presse israélienne l'annonce le lendemain à la une. Dans les territoires occupés, l'espoir renaît.

« Il n'y aura jamais d'État palestinien »

Benjamin Netanyahou est reçu à la Maison-Blanche par Bill Clinton le 9 juillet. Le président aurait préféré la victoire de Peres, mais il est tenu de réserver un bon accueil à son hôte. Leur entretien sera long.

De retour à Jérusalem, Netanyahou déclare à la télévision qu'il a souligné devant Clinton puis au Congrès qu'à l'époque des travaillistes 50 000 habitations ont été construites pour loger 200 000 colons. Il annonce son intention de suivre le même chemin. Trois semaines plus tard, il donne le feu vert pour la construction de colonies dans tous les territoires occupés. De plus, les avantages fiscaux, annulés sous Rabin et Peres, sont rétablis. Ariel Sharon, ministre des Infrastructures nationales, peut donc agir à son gré. Il veut développer 1 500 kilomètres de routes en territoire palestinien, afin de relier les colonies à Israël, et d'isoler du même coup les différentes zones autonomes. Le pays dirigé par Arafat ressemblera à un assem blage de confettis. Comment créer, dès lors, un État palestinien viable et souverain ?

Le mécontentement s'amplifie à Gaza et en Cisjordanie où la situation économique s'est fortement aggravée depuis 1995. Les bouclages imposés par Tsahal sous prétexte de sécurité ont diminué d'un bon tiers les jours de travail des ouvriers palestiniens qui travaillent en Israël. Le chômage s'est élevé de 6 % à 29 %, et le revenu moyen par habitant a baissé de 17 %. Voilà pourquoi Arafat autorise la poursuite des négociations israélo-palestiniennes au domicile de Mona et Terje Larsen.

Abou Mazen, le principal interlocuteur, est toujours accompagné par Saeb Ereikat et Mohamed Dahlane. Côté israélien, Yitzhak Molho, l'avocat de Netanyahou, a remplacé Dore Gold. Les négociateurs mettent au point les conditions des futurs pourparlers et préparent le scénario de la première

rencontre entre le chef de l'Autorité palestinienne et le Premier ministre israélien.

Le 4 septembre, Yasser Arafat et Benjamin Netanyahou échangent une poignée de main dans la partie israélienne du barrage d'Erez, et l'entretien s'engage sur un ton cordial. Les deux dirigeants entérinent le programme de négociations élaboré par leurs collaborateurs. Mais quand Arafat demande au Premier ministre de mettre un terme à la construction de colonies, il se heurte à un refus brutal. Netanyahou lui rappelle que les accords d'Oslo n'ont pas imposé un gel des implantations, et les deux gouvernements travaillistes en ont profité pour construire 50 000 unités.

Pour sauver le dialogue, Yasser Arafat adopte un ton optimiste pendant la conférence de presse. Le lendemain, il est stupéfait d'apprendre que Netanyahou a déclaré au cours d'une réunion du comité central du Likoud : « Il n'y aura jamais d'État palestinien entre la Méditerranée et le Jourdain[280]. »

Netanyahou cherche-t-il à exaspérer les Palestiniens pour provoquer des actes de violence néfastes à la paix ? Ce n'est pas impossible. Dans la nuit du 23 au 24 septembre, il ordonne l'ouverture de l'accès nord du souterrain qui longe le Mur des lamentations. Cela permet aux fidèles et aux touristes de pénétrer par cette voie et de sortir dans le quartier musulman. Rabin et Peres avaient bloqué une telle entreprise. Le Premier ministre a pris cette initiative à l'insu du ministre de la Défense et du patron du Shin Beth, tous deux opposés à une action dont ils prévoient les conséquences. Au matin, les Palestiniens s'insurgent. Pour eux, toucher au Mur des lamentations, c'est s'attaquer au mur de soutènement des saintes mosquées. Plusieurs notables prennent la tête d'une manifestation pacifique qui sera dispersée *manu militari* par la police. Il y aura des blessés.

La colère se transforme en révolte. Le 25, sur les instructions de Marwan Barghouti, secrétaire général du Fatah en Cisjordanie, les étudiants de l'université de Bir Zeit organisent une importante manifestation. Elle commence au nord de Jérusalem, près d'un barrage établi par l'armée israélienne. Les étudiants lancent des pierres sur les soldats, qui ripostent par des balles de métal caoutchoutées. À courte distance, ces balles peuvent être meurtrières. Des ambulances transportent les blessés graves, tandis que de nouvelles vagues estudiantines déferlent. Les policiers palestiniens qui assistent, Kalachnikov en main, à ce jeu de massacre finissent par intervenir à

balles réelles. En fin de journée, le bilan est de 7 tués et 253 blessés. Des policiers palestiniens ont tiré sur des soldats israéliens, les autorités retiendront cet acte. Les obsèques des « martyrs » se transforment en nouveaux affrontements. D'heure en heure, l'intensité des combats s'accroît et prend une tournure dramatique.

À la Maison-Blanche, on redoute la fin du processus de paix. Sur les instructions de Warren Christopher, le consul général des États-Unis à Jérusalem risque sa vie pour demander à Yasser Arafat de calmer ses concitoyens. Le leader accepte, mais le bilan est très lourd : 80 morts palestiniens, 15 soldats israéliens, et des centaines de blessés.

Bill Clinton décide alors de convoquer à Washington Netanyahou et Arafat. Il invite également le roi de Jordanie et le ministre égyptien Amr Moussa pour l'aider à sauver la paix. La rencontre a lieu le 2 octobre. Arafat s'étend longuement sur les difficultés et les humiliations vécues par les Palestiniens. Les bouclages ont engendré un chômage notable, le niveau de vie de la population a baissé, une révolte pourrait éclater… En réponse, Netanyahou insiste sur son désir d'aboutir à la paix. Clinton conseille aux deux leaders de ne pas manquer l'occasion de faire avancer les négociations. Le chef de la diplomatie propose une réunion tripartite, à Gaza ou en Israël, pour mettre au point le retrait d'Hébron. Arafat accepte aussitôt. À la fin de sa conférence de presse, Clinton insiste pour qu'Arafat serre la main de Netanyahou. Cette réconciliation forcée, retransmise par les médias, sert d'épilogue au conflit.

Le mémorandum de Wye River

Les Américains sont déterminés à ne pas perdre de temps. Le 6 octobre, Warren Christopher se rend à Gaza et à Jérusalem pour discuter les termes de l'accord avec les deux dirigeants. Mais les divergences sont importantes. Le secrétaire d'État se retire, laissant à Dennis Ross le soin de poursuivre les négociations. Trois mois s'écoulent sans résultat.

Hussein de Jordanie décide d'intervenir et se rend chez Netanyahou le 12 janvier. Cet entretien a sans doute porté ses fruits. Le 15 janvier, le cabinet de sécurité israélien vote l'accord par 11 voix contre 7. Les trois quarts d'Hébron passent sous autorité palestinienne.

Le Likoud, cette droite nationaliste, renonçant à une partie d'Hébron, la

ville des Patriarches… c'est un événement. Les dirigeants occidentaux applaudissent, Netanyahou veut vraiment la paix. Mais les radicaux israéliens sont révoltés. Le Premier ministre, lui, a bonne conscience, et à juste titre. Il n'a pas renoncé au quartier juif d'Hébron où vivent plusieurs centaines de fanatiques et au caveau des Patriarches où certains religieux situent le tombeau d'Abraham. « La ville est divisée en deux : une partie qui englobe quelque 400 colons et… 30 000 Palestiniens, est maintenue sous occupation, l'autre est évacuée. L'intérêt de 400 exaltés a prévalu[281]. »

Yasser Arafat a cependant marqué des points. Il prononce, le 17 janvier, un discours triomphant dans la partie libérée d'Hébron. Les Palestiniens pensent que d'autres territoires seront bientôt évacués. Leur illusion sera de courte durée.

Netanyahou a des plans précis. Il ne se contente pas d'encourager la colonisation à Gaza et en Cisjordanie, il tient à renforcer la souveraineté sur l'ensemble de la Ville sainte. En mars, il autorise la construction d'une nouvelle implantation à Jérusalem-Est : 6 500 habitations vont s'étaler sur une colline nommée Djebel Abou Ghoneim par les Palestiniens, et Har Homa (en hébreu, « la colline du rempart ») par les Israéliens. Cette implantation va achever l'encerclement de la partie arabe par une succession de quartiers juifs, ce qui rendra impossible tout futur partage géopolitique de la Ville sainte.

L'ONU est le seul recours de l'autorité palestinienne. Mais au Conseil de sécurité le veto américain interdit toute résolution favorable aux Palestiniens. La condamnation d'Israël par l'Assemblée générale n'a aucune suite.

Le 18 mars 1997, les travaux de construction commencent. Le désespoir engendre la violence – 13 morts et 170 blessés israéliens paieront le prix de Har Homa. Netanyahou suspend tout contact avec l'Autorité palestinienne et ordonne le bouclage de Gaza et des villes autonomes de Cisjordanie. Le roi Hussein, puis Madeleine Albright, la nouvelle secrétaire d'État, interviennent sans succès. Les habitations s'élèvent à Har Homa, en réponse les attentats se poursuivent.

À ce stade, le Mossad commet une faute lourde. Le 25 septembre, dans une rue d'Amman, deux de ses agents parviennent à injecter un poison mortel dans l'oreille de Khaled Mechaal. Cette éminente personnalité du bureau politique du Hamas a des gardes du corps. Ils poursuivent les assaillants et alertent la

police. Les deux agents sont arrêtés. Le roi Hussein entre dans une grande fureur et annonce que sa réaction sera très dure si le leader palestinien meurt. Netanyahou redoute une rupture des relations diplomatiques avec la Jordanie et envoie aussitôt à Amman un médecin avec l'antidote. Le monarque hachémite, implacable, exige la libération de cheikh Ahmed Yassine, le chef spirituel du Hamas, pour remettre à Israël les deux agents du Mossad. C'est un coup très dur pour le Premier ministre.

Le 1er octobre, le cheikh est conduit à Amman, où le roi Hussein le reçoit en personne. Les autorités israéliennes lui per mettent de regagner Gaza, peut-être pour favoriser de nouveaux troubles et porter un coup définitif au processus de paix. Yasser Arafat n'écarte pas cette hypothèse, d'autant plus que l'accueil triomphal réservé à cheikh Yassine menace son autorité. Il est cependant tenu d'aller féliciter le leader islamiste.

À la Maison-Blanche, Bill Clinton est conscient des dangers de la situation : l'horloge d'Oslo risque de s'arrêter. Malgré ses difficultés personnelles (suscitées par l'affaire Lewinsky), il convoque à Washington Netanyahou et Arafat. Le 20 janvier 1998, il reçoit un leader israélien irréductible. Netanyahou sait que le pouvoir du président américain s'est fortement amenuisé et qu'il peut le défier. Il refuse un retrait de 13 % de la Cisjordanie et se borne à souligner l'insécurité en Israël, la montée du terrorisme, l'inefficacité sinon la complicité de l'Autorité palestinienne… Il conclut son exposé en réclamant une réunion du Conseil national palestinien qui devra modifier solennellement les dispositions de la charte de l'OLP relatives à la destruction d'Israël. Deux jours plus tard, Clinton reçoit Arafat. Il n'a aucune offre concrète à lui proposer et se contente d'assurer qu'une solution sera trouvée.

Le roi de Jordanie et Madeleine Albright tentent en vain de briser l'intransigeance de Netanyahou. Mais il exige un accord de sécurité avant tout retrait israélien de Cisjordanie.

À l'heure où la Chambre des représentants prépare à son encontre une procédure de destitution, le président américain se lance dans une aventure politique en faveur de la paix au Proche-Orient. Il décide de réunir un sommet à l'Institut Aspen de Wye Plantation, dans le Maryland.

Netanyahou maintient son veto. Il ne participera pas au sommet avant d'avoir obtenu un plan palestinien de sécurité et de lutte contre le terrorisme.

Fait surprenant, les militaires israéliens sont décidés à forcer la main de leur chef. Le patron du Shin Beth et celui des renseignements, puis le ministre de la Défense facilitent la tâche de Mohamed Dahlane, patron de la sécurité préventive à Gaza, et approuvent le plan de sécurité élaboré par les dirigeants palestiniens. Le 15 octobre, Arafat et Netanyahou arrivent à Washington puis se rendent à Wye Plantation. Madeleine Albright et son équipe s'y trouvent déjà. Les discussions sur la sécurité sont menées par George Tenet, le directeur de la CIA.

Bill Clinton arrive à son tour et s'entretient longuement avec chaque partie. Soudain, c'est à nouveau l'impasse. Le conseiller pour la sécurité de Netanyahou refuse le plan palestinien approuvé par le ministre de la Défense Yitzhak Mordechaï.

Pendant plusieurs jours, les négociations sont marquées par des coups de théâtre, et Bill Clinton regagne Washington. Netanyahou menace de plier bagage, tandis que son ministre de la Défense s'efforce de juguler la crise.

Le roi de Jordanie, qui suit un traitement aux États-Unis pour son cancer, gagne à son tour l'Institut Aspen… La présence du monarque n'empêche pas Netanyahou de poursuivre ses menaces de départ. Madeleine Albright se contente de lui dire que ce serait dommage. Le Premier ministre finit par renoncer à son projet, peut-être pour éviter les foudres des États-Unis.

De retour à Wye Plantation le 22 octobre, Bill Clinton est décidé à en finir. Les négociations commencent à 10 h 30. Elles s'achèveront à l'aube le lendemain. Toutes sortes de sujets épineux sont débattus : la surveillance israélienne au futur aéroport de Rafah, le nombre de policiers palestiniens, celui des prisonniers qui seront libérés, le troisième retrait israélien… Netanyahou insiste pour que le CNP annule (à nouveau) les articles de la charte palestinienne contraires aux accords d'Oslo, et cela en présence de Bill Clinton. Le général Mordechaï conseille discrètement à Arafat d'accepter. Le chef de l'Autorité palestinienne feint d'hésiter, puis donne son accord.

Le marchandage relatif aux prisonniers se prolonge. Arafat, exaspéré, quitte la salle. Clinton continue de discuter avec Netanyahou quand soudain il se lève et claque la porte à son tour. Il fait appeler Netanyahou pour un entretien en tête à tête. Ce sera ensuite le tour d'Arafat. L'accord sera signé.

Quelques heures plus tard, dans la matinée du 23 octobre, les négociateurs se retrouvent à la Maison-Blanche. Nommé mémorandum de Wye River, le

texte est signé par Yasser Arafat et Benjamin Netanyahou. Bill Clinton appose aussi sa signature.

L'accord réserve une place considérable aux mesures de sécurité, et les États-Unis participent à leur application. Netanyahou a accepté un retrait de 13 % de la Cisjordanie et s'est engagé à libérer 750 prisonniers moyennant des conditions draconiennes. On y lit : « En plus de la coopération bilatérale israélo-palestinienne sur la sécurité, un comité américano-palestinien se rencontrera toutes les deux semaines pour examiner les mesures prises pour éliminer les cellules terroristes, et la structure qui planifie, finance et soutient le terrorisme. » L'Autorité palestinienne « fera connaître sa politique de tolérance zéro contre le terrorisme et la violence sur son territoire et interdira toute importation, fabrication ou vente illégale d'armes à feu et de munitions[282] ». Les citations de cet ordre sont innombrables.

Au nombre des obligations majeures figure la réunion du CNP pour annuler les articles de la charte de l'OLP relatifs à la disparition d'Israël. Le président Clinton sera invité à cette séance.

Clinton rend visite à Arafat

Benjamin Netanyahou de retour en Israël et Yasser Arafat en Cisjordanie devront chacun affronter la colère d'une partie de leurs concitoyens. Plusieurs ministres reprochent à Netanyahou la signature du mémorandum de Wye River. À travers le retrait partiel d'Hébron, et le retrait de 13 % de la Cisjordanie qu'il vient de consentir, le chef du Likoud, l'adversaire résolu des accords d'Oslo, a pratiquement accepté l'échange de la terre contre la paix. Même si, à chaque fois, il a agi sous la pression américaine.

Arafat, de son côté, est forcé de réagir contre ses adversaires du Hamas et même contre des révoltés de son propre camp. Les prisonniers libérés dans l'immédiat sont des détenus de droit commun et non pas des militants politiques. D'autre part, l'Autorité palestinienne s'est engagée à éradiquer le terrorisme, c'est-à-dire la lutte des « nationalistes ». Il n'en faut pas davantage pour inciter certains Palestiniens à organiser des manifestations dans les grandes villes de Gaza et de Cisjordanie. Des heurts opposent la police à des éléments armés… On compte des blessés. Il faudra à Arafat plusieurs semaines pour ramener l'ordre dans les territoires autonomes.

Netanyahou se sent-il piégé ou cherche-t-il simplement à esquiver ses engagements ? Toujours est-il qu'il va s'acharner à saboter les accords qu'il a paraphés, et que la Knesset a ratifiés par une majorité de sept voix. Il impose aux Palestiniens cinq conditions préalables à tout retrait militaire. Ainsi, l'Autorité palestinienne doit renoncer à proclamer unilatéralement l'État palestinien ou à exiger la libération de détenus coupables de crimes de sang. Elle doit aussi lancer une vaste opération de saisie d'armes sous le contrôle américain… Le chef de l'OLP refuse des conditions destinées à remettre le processus de paix en question.

Le 13 décembre, Bill Clinton arrive en Israël pour une visite d'un jour. Il doit ensuite se rendre à Gaza pour assister à la réunion du CNP, conformément au mémorandum de Wye River. Il prononcera ensuite un discours. Il désapprouve les conditions posées par Netanyahou, et la secrétaire d'État Albright le dit à son homologue israélien. Mais Sharon oppose une fin de non-recevoir. Les cérémonies officielles se déroulent dans une atmosphère glaciale.

Le lendemain, à l'aéroport de Rafah, solennellement inauguré le 24 novembre, un Yasser Arafat rayonnant accueille son hôte. C'est un grand jour pour l'Autorité palestinienne. Bill Clinton, très détendu, sourit, serre des mains, échange quelques phrases avec l'un ou l'autre des ministres. Au cours du déjeuner offert par Arafat, le président prononce une phrase capitale : « Je suis fier d'être le premier président américain ici, au côté du peuple palestinien, alors que vous forgez votre avenir[283]. » Les applaudissements fusent.

À 17 heures, lors de la réunion du CNP et des instances palestiniennes, le chef de l'exécutif américain va encore plus loin : « La paix doit signifier beaucoup de choses : des droits légitimes pour les Palestiniens, une réelle sécurité pour Israël. Mais elle doit commencer par quelque chose de plus fondamental : la reconnaissance mutuelle[284]. » Les applaudissements reprennent avec encore plus de vigueur. Aucun des participants n'oubliera cette proclamation.

Le Conseil national palestinien a supprimé (pour la troisième fois) les résolutions de la charte qui exigeaient la disparition d'Israël. Mais cet engagement, quoique prononcé devant un témoin prestigieux, n'est d'aucun effet. Le lendemain, le face-à-face Arafat-Netanyahou dans la partie

israélienne du barrage d'Erez, en présence de Bill Clinton, est un échec. Ce n'est pas un dialogue, mais un affrontement.

Les jours de Benjamin Netanyahou à la tête du gouvernement sont pourtant comptés. Le 21 décembre, la Knesset vote en première lecture sa dissolution et le principe d'élections anticipées. L'ère Netanyahou prend fin dans la discorde. Une bonne partie des membres du Likoud désavouent le Premier ministre, dénoncent ses manœuvres à courte vue, son désaccord avec les militaires, ses décisions aux conséquences parfois tragiques, sa mésentente avec les États-Unis, principal allié d'Israël.

Le 4 janvier 1999, le vote de l'assemblée prend un caractère définitif. Les élections sont fixées au 17 mai. Benjamin Netanyahou a pour principal adversaire Ehoud Barak, l'ancien ministre de la Défense et le soldat le plus décoré de l'histoire d'Israël.

Chapitre XVIII

L'échec de Camp David II

À l'heure où l'État hébreu traverse une crise grave, Yasser Arafat envisage de lancer une manœuvre, légitime à ses yeux. Cinq ans après la signature de l'accord du Caire, il pourrait proclamer unilatéralement l'État palestinien. Pour contrer cette perspective, le gouvernement de Netanyahou déclare qu'il annexerait tous les territoires de Cisjordanie et de Gaza sous son contrôle. Ce serait l'acte de décès du processus de paix. Le chef de l'Autorité palestinienne dispose de quatre mois pour prendre une décision. Il entreprend une tournée dans les pays arabes qui le soutiennent, en Europe et en Amérique du Sud.

« Arafat s'est efforcé d'expliquer aux rois et chefs d'État la nécessité de respecter la date prévue, même si les négociations avec Israël ne progressent pas, explique Nabil Chaath qui accompagnait le leader. Les pays arabes, et en particulier l'Égypte et la Jordanie, ont promis de soutenir toute décision palestinienne, mais ils ont souligné les problèmes que pourrait engendrer une proclamation unilatérale[285]. » Les chefs d'État étrangers montrent plus de rigueur. « Tout en reconnaissant la légitimité de la cause palestinienne, ils ont rappelé à Arafat la nécessité d'atteindre cet objectif dans le cadre des accords d'Oslo, donc par la négociation[286]. »

À la mi-mars 1999, Miguel Angel Moratinos, l'envoyé spécial européen au Proche-Orient, déclare à Yasser Arafat : « Une proclamation de l'État palestinien dans le contexte actuel peut gêner l'avenir du processus de paix. Nous sommes prêts à aider l'Autorité palestinienne, à lui offrir notre appui politique et moral, mais nous ne voulons pas que le 4 mai 1999 se transforme en date négative pour la poursuite des négociations[287]. » L'Union européenne déconseille solennellement à Yasser Arafat toute proclamation unilatérale de l'État palestinien. Pour le chef de l'OLP, le 4 mai 1999 est une date sacrée. Les réactions enregistrées le plongent dans une période d'hésitation et de réflexion.

Le 23 mars, Yasser Arafat est reçu à la Maison-Blanche par Bill Clinton. Hostile à tout acte unilatéral, le président américain demande à son interlocuteur de patienter et d'attendre le résultat des élections en Israël. Il va

même jusqu'à lui proposer une nouvelle date pour cette proclamation, celle du 1er janvier 2000, trente-cinquième anniversaire du début de la lutte armée palestinienne.

Arafat ne prend aucun engagement. Le 25 mars lui procure un atout de poids : au sommet de Berlin, les 15 pays membres de l'Union européenne adoptent une déclaration commune. Ils affirment notamment « le droit des Palestiniens à l'autodétermination, y compris l'option à avoir un État. […] L'Europe pourrait reconnaître un tel État au moment propice[288] ». Pour les Palestiniens, c'est un tournant. Moratinos dit : « Je tiens à être clair. La reconnaissance d'un État palestinien n'est pas automatique. Le moment venu, nous étudierons les circonstances. Dans l'immédiat, nous envoyons un message très clair aux deux parties, afin qu'elles engagent des négociations sérieuses. Cette stagnation ne peut s'éterniser[289]. » Le 25 avril, Bill Clinton adresse une lettre à Arafat. Il met en relief le rôle joué par le dirigeant palestinien dans le processus de paix, lui conseille de tenir le cap avec courage, reconnaît le respect du mémorandum de Wye River par les Palestiniens… Il achève par le ferme engagement de renforcer la coopération entre les États-Unis et les Palestiniens.

Yasser Arafat, au risque de décevoir une partie de son peuple, décide de suivre les conseils de la communauté internationale. L'État palestinien ne naîtra pas le 4 mai 1999.

L'accord de Charm el-Cheikh reprend celui d'Oslo

En Israël, le 17 mai, les électeurs se rendent aux urnes pour désigner leurs représentants à la Knesset et le nouveau Premier ministre. En fin de journée, Ehoud Barak remporte une écrasante victoire contre Netanyahou. Il a obtenu 56 % des voix. À l'aube du 18, la gauche est en fête. Des milliers de jeunes chantent et dansent sur la place où Yitzhak Rabin s'est adressé à ses partisans pour la dernière fois et qui porte désormais son nom. À 3 heures du matin, Ehoud Barak s'adresse à la foule, remercie ses électeurs et lance un appel à l'union nationale. Il veut être le Premier ministre de tous les Israéliens. Il reprend ensuite dans son discours les principaux engagements de son programme : « Le temps de faire la paix est venu. Pas la paix dans la faiblesse, mais la paix dans la puissance et la sécurité. […] Nous avancerons rapidement

vers une séparation avec les Palestiniens en posant quatre lignes rouges : Jérusalem unifiée sous notre souveraineté, capitale d'Israël pour l'éternité, un point c'est tout ; en aucun cas nous ne nous retirerons sur les frontières de 1967 ; pas d'armée étrangère à l'ouest du Jourdain ; la plupart des habitants des implantations de Judée-Samarie installés dans des blocs d'implantations placés sous notre souveraineté. Comme je m'y suis engagé, tout accord définitif sera soumis à référendum. En fin de compte, ce sera vous, le peuple d'Israël, qui déciderez[290]. » Barak réitère aussi sa promesse électorale de retirer Tsahal du Liban-Sud dans un délai maximum d'un an.

Ehoud Barak se pose en successeur d'Yitzhak Rabin, et la veuve du leader israélien le serre longuement dans ses bras. Elle ne sait pas encore qu'elle va plus tard lui dénier ce titre. Le Premier ministre doit faire un choix : s'attaquer aux problèmes intérieurs du pays ou donner la priorité à la poursuite du processus de paix. Il décide de s'engager sur le chemin de la paix, écarte toute alliance avec le Likoud – désormais dirigé par Ariel Sharon – et forme un gouvernement de 23 membres avec la gauche et les partis religieux. Yossi Beilin, l'artisan des accords d'Oslo, est nommé ministre de la Justice tandis que Shimon Peres, le tuteur des négociations, reçoit le portefeuille de la Coopération régionale. De toute évidence, Barak ne veut pas les associer à son parcours en direction de la paix.

Mais quelle est au juste sa conception de la paix ? La question inquiète les Palestiniens. Chef d'état-major en septembre 1993, puis ministre de la Défense en 1995, Barak a toujours voté contre les accords d'Oslo. Les quatre lignes rouges, dont il fait son credo, s'inscrivent dans cette voie. Bien plus, il a déclaré à la presse qu'il souhaite mener parallèlement l'application de l'accord de Wye River et les négociations sur le statut définitif des territoires autonomes. Pour Yasser Arafat et son équipe, les Israéliens ne veulent pas procéder au troisième retrait de Cisjordanie avant l'accord définitif. Une proposition inacceptable.

Le 9 juillet, Ehoud Barak se rend à Alexandrie où le président Hosni Moubarak le reçoit. C'est sa première sortie en qualité de Premier ministre. Il affirme qu'il compte œuvrer pour une paix régionale, sans mettre en péril la sécurité et les intérêts d'Israël. Le raïs est enchanté. Le monde arabe a trouvé un nouveau partenaire pour la paix. Le surlendemain, le Premier ministre rencontre le leader de l'OLP dans la partie israélienne du barrage d'Erez. Les

télévisions filment l'accolade échangée par les deux dirigeants, et leur longue poignée de main. On pourrait célébrer des retrouvailles…

Pourtant, la discussion entre Barak et Arafat n'incite pas à l'optimisme. Le Premier ministre informe officiellement le leader palestinien de sa volonté de passer directement aux négociations sur le statut final. L'échec de ces pourparlers ramènerait les deux parties vers l'accord de Wye River. Arafat refuse : Netanyahou a signé le mémorandum, il faut l'appliquer sans délai. Son interlocuteur lui conseille de réfléchir.

La tournée d'Ehoud Barak aux États-Unis est un plein succès. À la Maison-Blanche, Bill Clinton est séduit par le personnage du général. Il lui promet son aide sans réserve dans la recherche de la paix au Proche-Orient.

Les Palestiniens expriment leur mécontentement le 27 juillet, lors de la deuxième rencontre entre Barak et Arafat. Le Premier ministre maintient son option, et le président de l'Autorité palestinienne son refus. Il finit par accepter des négociations sur ce thème épineux et confie à Saeb Ereikat le dossier palestinien. Barak délègue Gilead Sher, un brillant avocat de quarante-six ans, partisan du processus de paix et qui jouit de sa pleine confiance.

Au mois d'août, les équipes palestinienne et israélienne commencent leurs discussions. Sher affirme que son gouvernement respectera l'accord de Wye River, mais réclame une révision du calendrier pour son application. Ereikat déclare que la société palestinienne a perdu tout espoir dans la paix. Mohamed Dahlane rappelle que l'autorité palestinienne a poursuivi le combat contre le terrorisme même durant le mandat de Netanyahou. Au fil des jours, un climat de confiance et de sympathie s'instaure entre les négociateurs. Barak lâche du lest, Arafat aussi. Oussama el-Baz, conseiller politique du président Moubarak, participe à l'élaboration de l'accord, et Dennis Ross y met la dernière main le 3 septembre.

En Égypte, à Charm el-Cheikh, le nouvel accord est signé le 4 septembre 1999 par Ehoud Barak et Yasser Arafat. Le président Moubarak, le roi Abdallah II de Jordanie et Madeleine Albright assistent à la cérémonie. L'atmosphère est amicale, chaleureuse, et le texte semble ouvrir une nouvelle page dans les relations israélo-palestiniennes. En réalité, à l'exception de la date fixée pour l'accord définitif – le 13 septembre 2000 à la place du 4 mai 1999 –, le mémorandum de Charm el-Cheikh est une reprise d'Oslo II et de Wye River dont les clauses principales – retraits successifs, élargissement de

prisonniers – n'avaient jamais été entièrement appliquées.

Le lendemain 5 septembre, l'accord est approuvé par le gouvernement israélien par 21 voix contre 2. Son application commence aussitôt. Le 13 septembre marque l'ouverture symbolique des négociations sur le statut définitif des territoires palestiniens. Au barrage d'Erez, Mahmoud Abbas et David Lévy, le ministre israélien des Affaires étrangères, se serrent la main devant les caméras de télévision. Deux jours plus tard, les dirigeants israéliens et palestiniens sont invités à dîner par Jean Frydman, un homme d'affaires franco-israélien. Ehoud Barak est en compagnie de sa femme. Yasser Arafat est entouré de ses principaux collaborateurs. L'ambiance est amicale.

Le programme prévu à Charm el-Cheikh se concrétise. Le 5 octobre, 151 prisonniers palestiniens sont libérés. Le 25 octobre, on assiste à l'ouverture du passage protégé entre Gaza et la Cisjordanie. Le président de l'Autorité palestinienne a tout lieu d'être optimiste. D'autant plus que le 3 novembre, il retrouve à Oslo Bill Clinton et Ehoud Barak pour commémorer la remise du prix Nobel de la paix partagé avec Rabin et Peres. Le président américain déclare que les États-Unis suivront de près l'évolution des pourparlers et apporteront au besoin leur contribution. Une rencontre au sommet, sur le modèle de Camp David, est évoquée.

Le 8 novembre, la délégation palestinienne dirigée par le ministre Yasser Abed Rabbo et l'israélienne ayant à sa tête Oded Eran, l'ambassadeur en Jordanie, entament leurs discussions à Ramallah. Pour les Palestiniens, la résolution 242 du Conseil de sécurité doit être la base des engagements sur le statut définitif.

Barak donne la priorité à la Syrie

Les Palestiniens devront cependant attendre de longs mois pour enregistrer des progrès dans les négociations. Ehoud Barak, malgré les conseils de son ambassadeur en Jordanie, Oded Eran, souhaite donner la priorité à la paix avec la Syrie. On aurait pu s'en douter au regard des compliments échangés dans un quotidien arabe par les deux dirigeants. « Barak semble un homme fort et sincère. […] Il est clair qu'il veut réaliser la paix avec la Syrie », déclare Hafiz al-Asad. De son côté, Barak affirme : « Le seul moyen d'établir une paix

globale et durable au Proche-Orient passe par un accord avec la Syrie[291]. »

Barak demande au président américain d'organiser le plus tôt possible une rencontre syro-israélienne à Washington. Bill Clinton écrit : « J'avais préparé la rencontre pendant trois mois avec le ministre syrien des Affaires étrangères, Farouk el-Chareh, et au téléphone avec le président Asad. Voyant sa santé décliner, celui-ci souhaitait récupérer le Golan avant de mourir[292]. » Madeleine Albright et Dennis Ross se rendent à Damas où Asad leur déclare qu'il fait confiance à Barak, compte reprendre les négociations et conclure un accord de paix. Il pose une seule condition : le ministre Farouk el-Chareh aura pour unique interlocuteur Ehoud Barak en personne. Le Premier ministre accepte.

Le 15 décembre, la cérémonie à la Maison-Blanche commence dans une atmosphère tendue. Le ministre Chareh a fait savoir qu'il ne voulait pas serrer la main de Barak en public. Un peu plus tard, son discours est plutôt agressif à l'égard d'Israël. Le dégel commencera lors de la réunion privée de Blair House, la maison d'hôtes de la présidence américaine. On verra alors Syriens et Israéliens se serrer la main, et négocier de façon sérieuse.

Farouk el-Chareh veut que les négociations reprennent au point où elles ont été interrompues le 4 août 1993. À l'époque, Yitzhak Rabin avait prié le secrétaire d'État Warren Christopher de transmettre un message oral à Damas. Le Premier ministre proposait : « Les négociations pourraient se dérouler sur la base d'un retrait israélien total, à condition que les Syriens acceptent des arrangements de sécurité satisfaisants du point de vue d'Israël et une paix complète comportant un échange d'ambassadeurs et l'ouverture de frontières. Barak a répondu que lui-même ne s'était engagé à rien de tel, mais qu'il n'entendait pas "effacer l'histoire"[293]. »

Les deux responsables se mettent ensuite d'accord sur l'ordre dans lequel seraient abordés les problèmes : redéfinition des frontières, questions de sécurité, partage de l'eau et relations de paix. Bill Clinton annonce qu'une nouvelle série de négociations se déroulera aux États-Unis le 3 janvier 2000.

Ehoud Barak sait bien que la colère monte en Israël. Déjà, le 12 décembre, le *Yedioth Aharonot* a publié les résultats d'une enquête effectuée au sein de la Knesset : 54 députés sont hostiles à un retrait du Golan, 53 y sont favorables. Le lendemain, le Premier ministre annonce au Parlement que la paix avec la Syrie aura son prix. Quarante-sept députés le soutiennent, tandis qu'à

l'extérieur des milliers de manifestants de droite refusent toute perspective de paix avec la Syrie.

Voilà pourquoi, à la fin des pourparlers de Washington, Barak dit à Clinton qu'il lui faut obtenir des compensations pour calmer ses opposants. Il veut « la reprise, avec la collaboration de Damas, du volet libanais du processus de paix ; l'annonce publique, par un État arabe au moins, d'une amélioration des relations avec Israël ; des garanties militaires des États-Unis et la mise en place d'une zone de libre-échange sur le plateau du Golan[294] ». Clinton accepte de soutenir ces requêtes et téléphone à Hafiz al-Asad le 19 décembre. Mais le président syrien refuse de reprendre le volet libanais du processus de paix avant d'enregistrer une nette avancée sur le volet syrien. Ce refus exaspère Barak. Il voudrait signer au plus tôt un traité de paix avec le Liban, impossible sans l'accord syrien, afin que les soldats israéliens quittent le Liban-Sud d'une façon planifiée.

Asad : « Barak ne veut pas la paix »

Le 3 janvier 2000, le président américain reçoit à Shepherdstown, une commune rurale proche de Washington, Barak et Chareh en compagnie de leurs équipes. Lors de la première séance de travail, le président a le sentiment que les différends peuvent aisément trouver une solution. Ainsi, la Syrie exige la souveraineté sur le Golan, mais elle accepte de laisser à Israël une marge de 10 mètres autour du lac de Tibériade. Pour sa part, l'État hébreu demande une marge plus étendue. La Syrie réclame le retrait des troupes israéliennes en l'espace de dix-huit mois, Barak veut l'étaler sur trois ans. Tout cela est négociable. D'autant plus que la Syrie ne s'insurge plus contre la mise en place de la station d'alerte, mais préfère qu'elle soit gérée par les Nations unies ou, à la limite, par les États-Unis. De même, l'établissement de relations diplomatiques soulève une divergence facile à résoudre.

Mais Clinton va bientôt perdre son optimisme. Les Syriens sont arrivés à Shepherdstown dans un état d'esprit positif, dans le désir de parvenir à un accord. En revanche, Ehoud Barak veut ralentir le rythme des négociations, afin de montrer au peuple israélien qu'il ne s'engage pas à la légère. Il demande au président américain de faire patienter les Syriens, ce qui agace Clinton. Le chef de l'État syrien a lui aussi des difficultés intérieures et il lui a

fait confiance.

Le vendredi 7 janvier, l'équipe américaine présente l'esquisse d'un accord de paix qui met entre parenthèses les différends non résolus. Les Syriens réagissent favorablement le lendemain. Les débats portent alors sur les problèmes de frontières et de sécurité. Encore une fois, les Syriens font preuve de souplesse. Ils acceptent, par exemple, d'élargir à 50 mètres la bande de terre entourant le lac de Tibériade, à condition qu'Israël reconnaisse les frontières du 4 juin 1967 comme base de discussions. Mais Barak ne s'engage pas : il déclare qu'il veut reprendre en parallèle les négociations relatives au Liban. Farouk el-Chareh se met en colère. Pour lui, Barak n'est pas sincère, Shepherdstown est un échec… Il fera son rapport au président Asad.

Au cours du dîner de clôture, le 9 janvier, Clinton tente en vain d'amener Barak à faire une déclaration positive, afin que Chareh ne regagne pas Damas les mains vides. Le Premier ministre finit par lui demander de dire à Asad qu'« il n'accepterait les lignes du 4 juin qu'après la reprise des négociations avec le Liban[295] ». La situation s'envenime quand certains journaux israéliens publient la dernière version provisoire du traité. Elle révèle que Chareh a fait des concessions sans contrepartie, ce qui attire à Damas des critiques contre le ministre.

Clinton appelle Asad pour lui transmettre la proposition de Barak. Le dirigeant syrien écoute, mais ne répond pas. Quelques jours plus tard, Farouk el-Chareh entre en contact avec Madeleine Albright pour rejeter l'offre du Premier ministre.

Ehoud Barak n'a cependant pas renoncé à l'option d'une paix avec la Syrie et finit par mettre au point une nouvelle proposition. Il s'agirait de restituer tout le Golan aux Syriens, mais sans accès au lac de Tibériade. Le territoire retenu serait compensé par des concessions ailleurs. Il demande à Clinton d'organiser un sommet avec Asad pour lui soumettre la nouvelle proposition d'Israël.

Les présidents américain et syrien se retrouvent à Genève le 26 mars. Hafiz al-Asad, persuadé qu'un accord est proche, s'est établi à l'hôtel Continental avec de nombreux experts juridiques chargés de rédiger le traité de paix. Les deux chefs d'État sont entourés par Madeleine Albright, Farouk el-Chareh, Dennis Ross et les traducteurs. Bill Clinton tient en main un document israélien de six pages. Il commence à le lire, mais très vite la rencontre tourne court. En

apprenant qu'Israël compte maintenir sa souveraineté sur le lac de Tibériade, Hafiz al-Asad explose : « Les Israéliens ne veulent pas la paix. Inutile de continuer[296]. » En dépit de l'insistance de Clinton, qui s'efforce de développer les problèmes intérieurs de Barak, le président syrien répète : « Barak ne veut pas la paix[297]. » Cet échec marque pour de longues années la fin des négociations syro-israéliennes.

Arafat : « Jérusalem, capitale de deux États »

Selon Bill Clinton, le chef de l'OLP a été irrité, et humilié, de voir Barak accorder la priorité aux négociations avec la Syrie, alors que la question palestinienne est le cœur du conflit au Proche-Orient. Son analyse est exacte, mais les problèmes d'Arafat sont beaucoup plus graves. À Gaza comme en Cisjordanie, les Palestiniens s'impatientent et la colère gronde. Le calendrier de Charm el-Cheikh n'a pas été respecté, et les implantations se développent à un rythme rapide. L'administration américaine redoute une montée de la violence et conseille à Barak de faire un geste. Le Premier ministre décide d'inclure dans le prochain redéploiement le village palestinien d'Anata, au nord de Jérusalem ; le 15 mars, le cabinet de sécurité approuve ce transfert. Aussitôt la presse se déchaîne et le Likoud s'oppose. Barak cède, Arafat fulmine.

Le Département d'État, avec l'accord de Clinton, organise des négociations israélo-palestiniennes à la base aérienne de Bolling, près de Washington. Malgré leur désir d'aboutir à un accord, l'ambassadeur Oded Oran et le ministre Yasser Abed Rabbo ne parviennent pas à s'entendre.

Le 5 mai, d'autres négociations, secrètes cette fois-ci, mettent en présence à Jérusalem Gilead Sher, Shlomo Ben Ami, Abou Ala et Hassan Asfour. Côté américain, Dennis Ross et Robert Malley sont présents. Les discussions portent au départ sur l'avenir des implantations. Quelques jours plus tard, les équipes israélienne et palestinienne se retrouvent en Suède. Les « négociations de Stockholm » sont également secrètes. Les deux parties travaillent sans relâche sur de nombreux problèmes, à commencer par les frontières du futur État.

Dans les territoires palestiniens, la colère va l'emporter sur la sagesse. Le 15 mai, date anniversaire de la *Nakbah* (« catastrophe ») de 1948, une minute

de silence est observée à Gaza et en Cisjordanie, et les sirènes retentissent. Mais des jeunes gens survoltés lancent des pierres sur les soldats israéliens responsables d'un barrage. Les militaires répliquent par des balles en caoutchouc. Des scènes analogues se déroulent en diverses villes. Un coup de feu éclate à un moment et les affrontements prennent un caractère grave. En fin de journée, côté palestinien, le bilan est de 4 morts et 200 blessés. Les Israéliens comptent 8 blessés par balle. Barak demande à Arafat de faire cesser la violence.

Ces affrontements compromettent un nouveau geste de Barak dont le gouvernement vient de voter le retrait de trois faubourgs palestiniens de Jérusalem. Cette décision a aussitôt provoqué le retrait de la coalition gouvernementale de six ministres, ceux du Shass, du parti russe, et d'Yitzhak Lévy du Parti national religieux.

Un débat orageux a ensuite pour théâtre la Knesset. Barak annonce que le retrait des trois faubourgs est reporté en raison de la violence palestinienne, mais il demande un vote de confiance. Ariel Sharon tire à boulets rouges sur le Premier ministre, qui réplique avec la même virulence. Le vote accorde 56 voix au gouvernement contre 48. Mais, dans les rues voisines du Parlement, des milliers de manifestants conspuent Barak et exigent sa démission.

Les événements se succèdent ensuite très vite. La violence se poursuit à Gaza et en Cisjordanie, tandis que Barak prend le parti d'accélérer le retrait de Tsahal du Liban-Sud. L'opération se déroule entre le 21 et le 25 mai. De nombreux officiers de l'Armée du Liban-Sud (ALS), milice d'obédience israélienne, se réfugient en Israël avec leurs familles ; les soldats tombent l'uniforme et regagnent leurs maisons en vêtements civils.

Le 25 mai, le retrait est terminé, tandis que le Hezbollah déploie ses miliciens dans les secteurs évacués. Le gouvernement libanais, soit la légalité, n'est pas maître des lieux. Il faudra attendre l'été 2006 pour qu'une force internationale et des détachements de l'armée libanaise soient placés à la frontière sud.

Le 10 juin, Hafiz al-Asad meurt. Il a lutté pendant des années contre une leucémie et poursuivi toutes ses activités malgré le mal qui le rongeait. Son fils Bachar lui succède. Mais son décès modifie bien des données au Proche-Orient. Les négociations israélo-syriennes sont bloquées, et Israël doit désormais se concentrer sur sa paix avec les Palestiniens, même si les

négociations de Stockholm n'ont encore débouché sur aucun résultat.

Les Américains placent Arafat devant un choix : négocier immédiatement l'accord-cadre ou poursuivre les discussions sur l'accord intérimaire. S'il choisit la solution définitive, le président Clinton sera prêt à consacrer son temps pour parvenir à un accord israélo-palestinien.

Bill Clinton reçoit Yasser Arafat à la Maison-Blanche le 15 juin. Le leader palestinien ne s'oppose pas à des négociations définitives, mais réclame du temps pour préparer un sommet. Il rappelle au président américain que Barak n'a pas tenu parole jusqu'ici, le troisième redéploiement n'a pas eu lieu, le nombre de prisonniers à libérer n'a pas été atteint… Quoi qu'il en soit, son cadre de paix est précis ; il exige le retour aux frontières du 4 juin 1967, conformément à la résolution 242 du Conseil de sécurité. Il ajoute aussi : « Jérusalem doit être la capitale de deux États, autrement aucune paix n'est possible[298]. » Le président américain ne fait aucun commentaire, mais promet à Arafat qu'en cas d'échec du sommet il ne lui en imputera pas la responsabilité.

Contrairement à Arafat, le Premier ministre israélien souhaite la tenue rapide du sommet ; c'est pour lui une question de survie politique. Sa coalition gouvernementale s'est effritée, et l'opposition a réussi à faire voter une motion de censure à la Knesset. Barak est désormais minoritaire, mais il n'est pas contraint de démissionner.

Le sommet est fixé au 11 juillet. Arafat est convaincu que les Américains vont s'efforcer de le convaincre d'accepter les propositions israéliennes au sujet de Jérusalem. Il ne le fera à aucun prix. Deux semaines plus tôt, le roi Abdallah d'Arabie saoudite lui a rappelé que le Haram el-Chérif, troisième lieu saint de l'islam, appartient à tous les musulmans.

Le 10 juillet, Yasser Arafat quitte le Togo où s'est déroulé une conférence africaine pour se rendre à Camp David avec le ministre Nabil Amr et Nabil Abou Rodeinah, son chef de cabinet. Il ne cache pas son anxiété à ses compagnons. Nabil Amr raconte : « Il redoutait un échec, et nous partagions son avis, le sommet avait été mal préparé. Les négociations de Stockholm n'avaient pas abouti. Quand Sadate et Begin se sont réunis à Camp David, les trois quarts du chemin étaient déjà parcourus. Dans notre cas, aucun sujet grave n'avait été tranché. L'échec prévisible du sommet marquerait le retour à la violence[299]. »

Ehoud Barak se trouve déjà à Camp David à l'arrivée du chef de l'OLP. Il a précisé sa méthode à ses collaborateurs. Il n'aura aucun tête-à-tête avec Arafat, les propositions israéliennes seront soumises aux Palestiniens par l'entremise des Américains, l'accord devra être conclu selon les conditions qu'il estime pouvoir accepter. En cas d'échec, il faudra montrer Arafat du doigt. Selon Nabil Chaath, « Barak a tenu à transmettre ses propositions par l'intermédiaire de Clinton pour maintenir une certaine ambiguïté, pouvoir nier au besoin telle ou telle offre[300] ».

L'équipe de Yasser Arafat l'a précédée à Camp David et a déjà eu un entretien avec Madeleine Albright. « Les Français nous ont donné des cartes géographiques prises par satellite. Nous possédions pour la première fois des cartes des colonisations, de Jérusalem, de Gaza, etc. Tous nos documents étaient prêts[301]. »

Les travaux commencent le 11 juillet, à 14 h 30, dans la salle de conférences. Le président Clinton déclare : « Ce sommet est une occasion historique pour parvenir à un accord sur le statut permanent. […] Nous voulons aboutir à une solution équitable pour les deux parties. Si nous échouons, les deux parties y perdront. Sommes-nous prêts à prendre des décisions historiques, des décisions qui seront les vôtres, pas les nôtres ?

« Mais voici les règles, il faut avancer le plus vite possible. […] Les deux parties ont des doléances, nous tenterons de les surmonter. Il y aura un black-out complet en direction de la presse. […] Je resterai ici le temps qu'il faudra pour qu'un accord soit conclu[302]. »

Clinton explique qu'en juillet un accord peut encore être soutenu par le Congrès, d'où la date choisie. Yasser Arafat et Ehoud Barak se donnent l'accolade. Le président américain déclare qu'il aura un entretien particulier avec chaque leader. Arafat reprend la position déjà exprimée le 15 juin : les frontières de 1967, le droit au retour des réfugiés, Jérusalem capitale de deux États. Clinton répond qu'Israël ne renoncera jamais à sa souveraineté sur Jérusalem. Le soir, Clinton s'entretient avec Barak, et les mêmes thèmes sont repris.

Le président américain, parfaitement conscient de l'animosité qui règne entre Barak et Arafat, leur a donné des bungalows proches du sien. Il espère les amener tout au moins à dialoguer. Mais Barak opposera un refus absolu à toutes ses tentatives. Le comportement de Barak révolte Nabil Amr :

« L'absence de tête-à-tête entre les deux leaders est inadmissible. Par cette attitude, Barak a entravé toute possibilité de parvenir à un accord[303]. »

Selon la décision de Clinton, trois comités doivent être formés. Yasser Arafat nomme Yasser Abed Rabbo et Saeb Ereikat pour Jérusalem ; Abou Ala, Hassan Asfour et Mohamed Dahlane pour les frontières, la sécurité et les implantations ; Abou Mazen et Nabil Chaath pour les réfugiés.

Les travaux commencent le 12 juillet. La première rencontre relative aux frontières du futur État palestinien se déroule en présence de Madeleine Albright. Elle annonce que les États-Unis soumettront ensuite un document de travail aux deux parties. D'entrée de jeu, les Palestiniens réclament le retour à la ligne du 4 juin 1967. Les Israéliens, dirigés par le ministre Schlomo Ben Ami, exigent la création de blocs d'implantations en Cisjordanie regroupant 75 à 80 % des colons juifs et l'acceptation de la présence israélienne à la frontière orientale jusqu'à sa remise aux Palestiniens dans vingt ou trente ans. Abou Ala et son équipe s'insurgent contre une telle prétention. Albright leur demande de formuler une contre-proposition.

Aucune avancée n'est enregistrée le lendemain, et le document de travail américain est rejeté avec la même fureur par Barak et Arafat. On pouvait y lire, par exemple : « L'État palestinien aura la souveraineté sur Jérusalem-Est avec des arrange ments spéciaux pour les implantations, le quartier juif et le mur occidental. […] En conséquence, Jérusalem restera une ville ouverte et indivisible[304]. » Le 14 juillet, Clinton retire le document américain de la négociation et demande aux Palestiniens de lui présenter leur conception de leur souveraineté sur Jérusalem-Est. Ils exigent sa récupération intégrale avec des arrangements pour les quartiers juifs et le Mur des lamentations.

Dans l'après-midi, Dan Meridor explique à Yasser Abed Rabbo que tout accord sur Jérusalem devra recevoir l'aval du gouvernement d'union nationale qui sera formé et que la division de Jérusalem ne sera jamais admise.

La réunion du Comité des réfugiés donne lieu à d'intenses discussions, mais certaines percées pourraient être enregistrées. Le droit au retour, en tant que tel, ne sera pas admis, mais un accord sur un nombre limité de réfugiés, dans le cadre du regroupement familial, aurait de bonnes chances d'être accepté en Israël. D'autre part, l'idée de dédommagements semble acquise dans la mesure où, comme l'a suggéré le président Clinton, le Fonds monétaire international y contribuerait pour une large part après examen des demandes.

Au fil des jours, aucun progrès n'est enregistré au sujet des frontières et de Jérusalem, et les propositions américaines ne sont pas retenues. Bill Clinton commence à s'impatienter. Il est évident que la réussite du sommet aurait couronné la fin de son mandat.

Madeleine Albright suggère aux Palestiniens d'accepter un État sans Jérusalem et se heurte à un refus quelque peu ironique. Elle explose : « Les problèmes sont très compliqués, et vous ne proposez aucune idée. Vous vous contentez de revendiquer les frontières de 1967. Ce n'est pas une façon de négocier[305]. »

Le 18 juillet, Bill Clinton demande au chef de l'OLP de venir le rencontrer. Nabil Abou Rodeinah l'accompagne. Il est 22 heures. Le président américain tient en main un document et déclare que c'est le meilleur *deal* possible. Il commence à le lire :

> Vous serez les « gardiens » du Haram el-Chérif avec l'approbation du Conseil de sécurité et celle du Maroc (président du comité el- Qods), qui vous confieront l'administration des lieux saints musulmans. Le drapeau palestinien flottera sur El-Haram, mais sous la souveraineté israélienne. Il en sera de même pour les lieux saints chrétiens. […] Un corridor reliera la nouvelle Jérusalem, qui est, Abou Dis, le centre de votre capitale, et la partie de la vieille ville qui relèvera de votre souveraineté.
>
> De 80 à 85 % de la frontière du Jourdain seront palestiniennes. Les Israéliens y maintiendront une présence militaire pendant douze ans. 8 % de la Cisjordanie seront annexés par Israël pour y créer des blocs d'implantations. Il n'y aura pas d'échange de territoires. Une solution satisfaisante sera trouvée pour les réfugiés palestiniens. Enfin une formule sera trouvée pour marquer la fin du conflit…

Arafat ne masque pas sa colère. Il répond que ce texte a été rédigé par Dennis Ross avec l'accord de Barak. Il accuse Ross de travailler pour les Israéliens et non pas pour l'administration américaine. Le lendemain, il adresse à Clinton une lettre pour confirmer son refus. Il réclame un délai de quinze jours pour permettre aux deux parties de trouver une solution satisfaisante. De son côté, Barak écrit au président américain pour souligner l'absence de bonne foi des Palestiniens qui n'ont pas la volonté de prendre des décisions historiques.

Clinton convoque Arafat à 10 heures pour lui faire part de son

mécontentement. Albright est présente. Arafat se défend avec vigueur, déclare qu'il ne peut abandonner Jérusalem, qu'il ne trahira pas Jérusalem…

Le président américain téléphone alors à Hosni Moubarak pour lui communiquer son projet. Le raïs souligne qu'une telle formule modifierait le statut des Lieux saints, et engendrerait de graves conséquences.

Le président américain se rend chez Yasser Arafat dans l'après-midi. Il doit quitter Camp David le lendemain pour participer à Okinawa à la réunion du G8. Il suggère une reprise des négociations dans quinze jours, mais sur la base de sa proposition. Arafat refuse de nouveau.

Les délégations israélienne et palestinienne préparent leurs bagages, le sommet a pris fin. La consternation se lit sur les visages des négociateurs modérés des deux camps. Nabil Chaath prétend qu'il s'est rendu chez Clinton et l'a supplié de revenir à Camp David. « "Monsieur le président n'allez pas à Okinawa pour annoncer un échec." Il m'a répondu : "Que dois-je faire ?" Je lui ai proposé de nous laisser continuer les négociations sous la houlette de Madeleine Albright et de déclarer à Okinawa : "Des progrès ont été réalisés, les tabous sont brisés, nous discutons de tous les sujets."[306] » Clinton s'est-il laissé convaincre, ou a-t-il déjà adopté cette formule ? Peu avant minuit, il se rend chez Arafat et lui annonce que les négociations se poursuivront en son absence avec la secrétaire d'État ; Barak est d'accord.

À Camp David, les délégations s'accordent un répit, et les comités se réunissent dans une atmosphère plutôt cordiale. Mais aucun progrès n'est enregistré. À son retour, Clinton entend les doléances de Barak et d'Arafat. Chaque dirigeant rejette sur l'autre la responsabilité de l'immobilisme.

Bill Clinton, décidé à en finir, prend la direction des débats. Chaque camp envoie deux délégués. Il les contraint à trancher rapidement les questions de sécurité. Il est convenu, en principe, que les Israéliens maintiendront trois stations d'alerte et de détection en Cisjordanie. L'État palestinien sera démilitarisé, mais devra pouvoir assurer sa défense par de puissantes forces de police dont l'armement reste à déterminer. Les Israéliens réclament aussi cinq points pour un déploiement militaire d'urgence, un contrôle de l'espace aérien en collaboration avec les Palestiniens… En ce qui concerne les réfugiés, Arafat répète qu'en cas d'accord il éviterait à Israël un problème démographique.

La souveraineté sur Jérusalem-Est demeure au cœur du conflit. Devant Bill

Clinton, Madeleine Albright et son équipe, Yasser Arafat déclare de nouveau qu'il ne fera aucun compromis au sujet des lieux saints musulmans. Clinton explose, menace de lui retirer son amitié et celle des États-Unis, mais le leader palestinien campe sur ses positions. Il ne veut pas entrer dans l'histoire du monde arabe sous les traits d'un traître. Saeb Ereikat et Shlomo Ben Ami, chargés de reprendre la négociation, ne parviennent pas à dégager une solution.

Le 25 juillet, Bill Clinton réunit Yasser Arafat et Ehoud Barak. Il ne cache pas sa déception, mais reconnaît les progrès accomplis. Il leur demande de poursuivre les négociations pour parvenir à un accord avant la mi-septembre. Les deux leaders s'engagent à œuvrer de toutes leurs forces pour sauver le processus de paix.

Chapitre XIX

La montée de l'extrémisme

Yasser Arafat quitte Washington avec la satisfaction d'avoir accompli son devoir. Il a défendu les droits des Palestiniens sur Jérusalem-Est et ceux des musulmans sur le Haram el-Chérif. Au cours d'une halte à Alexandrie où il doit rencontrer Hosni Moubarak, la foule massée autour du palais présidentiel l'acclame. Le raïs lui réserve un accueil chaleureux et le félicite pour son courage.

L'arrivée en Cisjordanie est un triomphe. Des dizaines de milliers de Palestiniens scandent son nom, et son portrait est accroché dans toutes les avenues des grandes villes. Les sondages lui accordent une popularité plus élevée qu'à son arrivée à Gaza le 1er juillet 1994.

La joie d'Arafat est cependant teintée d'amertume. Bien avant son départ de Camp David, les chaînes de télévision israéliennes et américaines parlent de l'échec du sommet et l'attribuent au leader palestinien. Bill Clinton, en dépit de sa promesse, le désigne maintenant comme le responsable de l'échec.

L'ancien ministre Nabil Amr, alors membre du haut comité des négociations, a été envoyé en mission à Ramallah le 12 juillet. Il n'a pas assisté au sommet, mais porte un jugement sévère sur Ehoud Barak et Yasser Arafat : « Barak n'a pas l'envergure et la puissance de Rabin, il n'a pas osé défier ses opposants pour prendre le chemin de la paix. D'ailleurs, Uri Avnery l'a qualifié de "criminel de paix". Quant à Arafat, je lui reproche son immobilisme. Il ne suffisait pas de réclamer les frontières de 1967, il fallait avancer des contre-propositions, négocier. Il n'a pas su le faire[307]. » Amr poursuit : « Je prévoyais l'échec du sommet, vu l'absence de préparation, mais je souhaitais qu'Arafat agisse de façon à plaire à l'administration américaine, afin d'avoir son appui aux négociations suivantes. Je respecte Arafat, mais cela n'empêche pas les critiques sincères. Au moment où l'Intifada d'al-Aqsa a commencé, il aurait dû tenter de calmer les esprits, et non pas attiser les passions[308]. » (Personnage important sur la scène palestinienne, Nabil Amr a démissionné à l'époque, parce qu'on ne peut pas s'opposer à la politique du gouvernement et conserver son portefeuille ministériel.)

De fait, après le retour de Yasser Arafat en Cisjordanie, la situation ne s'améliore pas. Les négociations informelles entre Palestiniens et Israéliens, auxquelles participent Saeb Ereikat et Gilead Sher, ne donnent aucun résultat. Mais on ne soupçonne pas le début d'une tragédie.

Ariel Sharon décide de se rendre sur l'esplanade des Mosquées. Il annonce à la presse qu'il compte se promener au mont du Temple (El-Haram el-Chérif pour l'islam) le 28 septembre. Yasser Arafat prend contact avec Ehoud Barak pour lui demander de déconseiller à Sharon une promenade qui risque d'exaspérer les Palestiniens. Barak n'a-t-il pas voulu ou n'a-t-il pas pu agir ? Nombre de Palestiniens pensent qu'il a évité d'intervenir auprès de Sharon pour provoquer une explosion de violence susceptible de mettre fin au processus de paix.

Le 28 septembre 2000, le chef du Likoud, entouré de quelques amis et sous la protection d'une centaine de policiers, se promène ostensiblement sur le mont du Temple. Un moyen de montrer qu'Israël a la souveraineté sur ce lieu saint. Le lendemain, un vendredi, les fidèles vont faire leurs dévotions à la mosquée d'al-Aqsa. Marwan Barghouti, secrétaire général du Fatah en Cisjordanie, a organisé une manifestation à la fin de la prière en signe de protestation contre la visite de Sharon. Les jeunes manifestants lancent des pierres sur les soldats israéliens en charge de l'ordre. En réponse, les militaires tirent des balles de caoutchouc sur la foule, faisant 7 morts et des centaines de blessés. La violence s'étend alors aux villes de Gaza et de Cisjordanie. On comptera en trois jours 28 morts palestiniens et 500 blessés. Policiers et soldats israéliens répondent de façon disproportionnée aux jets de pierres. Les affrontements vont durer près de trois mois.

Pourtant, dès la première semaine, un sommet réunit à Paris, au palais de l'Élysée, le président Jacques Chirac, Yasser Arafat, Ehoud Barak, Hubert Védrine, Madeleine Albright, Miguel Angel Moratinos… Arafat, soutenu par le président Chirac, réclame une commission d'enquête internationale pour déterminer les responsabilités. Barak, soutenu par Albright, refuse. L'accord n'interviendra qu'en soirée au cours d'une réunion à l'ambassade des États-Unis.

Malgré cette intervention internationale, et l'accord de Paris ratifié à Charm el-Cheikh, les violences se poursuivent. De part et d'autre des balles réelles sont tirées. Arafat, incapable de maîtriser la rue palestinienne, s'implique. Il

libère de nombreux détenus du Hamas, provoque des manifestations, donne des instructions par téléphone… La paix israélo-palestinienne s'éloigne au son du crépitement des balles. Le 9 décembre, Ehoud Barak donne sa démission et provoque des élections anticipées. À l'étonnement général, il pose à nouveau sa candidature au poste de Premier ministre.

À la veille de quitter ses fonctions, Bill Clinton lance une dernière initiative. Le 23 décembre 2000, il convoque Arafat et Barak à la Maison-Blanche et propose ses nouveaux paramètres : « J'ai lu très lentement pour leur permettre de prendre des notes. À propos des territoires occupés, je recommandais que 94 à 96 % de la Cisjordanie soient rendus aux Palestiniens, avec une rétrocession de 1 % à 3 % de territoires par les Israéliens, étant entendu que 80 % des colons resteraient sur les terres conservées par Israël. […] À propos de Jérusalem, j'ai recommandé que les quartiers arabes soient en Palestine et les quartiers juifs en Israël, et que les Palestiniens aient la souveraineté sur l'esplanade des Mosquées, tandis qu'Israël aurait la souveraineté sur le mur Ouest et sur la zone "sainte" dont il faisait partie[309]. » Le président exprime aussi sa vision relative à la sécurité d'Israël, au problème des réfugiés palestiniens : « J'ai précisé que certains paramètres n'étaient pas négociables, que je ne pouvais pas faire mieux, et que je voulais que les deux parties négocient entre elles l'accord final. […] Je savais que le projet était dur à accepter pour les deux parties, mais il était temps – et même plus que temps – d'en finir, d'une manière ou d'une autre. Les Palestiniens renonceraient au droit de retour absolu ; ils avaient toujours su qu'ils devraient le faire, mais sans l'admettre. Les Israéliens renonceraient à Jérusalem-Est et à une partie de la vieille ville, mais leurs sites religieux et culturels seraient respectés. […] C'était un arrangement difficile à admettre, mais que j'estimais juste pour les deux parties, si elles voulaient réellement la paix[310]. »

Clinton affirme que, le 27 décembre, le gouvernement de Barak a accepté ses paramètres avec certaines réserves et que Yasser Arafat a demandé des éclaircissements. Toujours selon le président américain, Hosni Moubarak a déclaré qu'il s'agissait d'un « compromis historique » et qu'il allait encourager Arafat à l'accepter. Les dirigeants d'Arabie saoudite auraient également cherché à convaincre Arafat.

Du 21 au 27 janvier 2001 ont lieu à Taba, petite station balnéaire, les dernières négociations entre les représentants de l'Autorité palestinienne et du

gouvernement israélien. Ils discutent sur la base des paramètres de Clinton, et l'on note des avancées et des compromis considérables. L'ambassadeur Miguel Angel Moratinos, principal témoin de l'ultime rencontre, écrit : « Les bases d'un accord entre Israéliens et Palestiniens existent, elles ont été discutées à Taba[311]. » Nabil Chaath, membre de la délégation palestinienne, explique de son côté : « À Camp David, c'est nous qui avons dit non. À Taba, c'est Israël. Nous voulions poursuivre les négociations, mais Barak a dit aux membres de l'équipe israélienne de regagner le pays. Il jugeait ne plus avoir de légitimité ni à la Knesset ni dans l'opinion pour signer, ne serait-ce qu'un bilan écrit des négociations[312]. »

« Arafat a été assassiné »

Le 6 février 2001, Ariel Sharon écrase pratiquement son adversaire en obtenant 62,4 % des voix. Son arrivée au pouvoir modifie totalement la situation. Le général qui voulait faire assassiner Arafat pendant la guerre du Liban refuse de poursuivre le processus d'Oslo. Il a l'intention d'imposer sa propre paix en donnant au futur État palestinien les frontières qu'il aura lui-même tracées. Dans l'intervalle, il ne veut avoir aucun contact avec le chef de l'OLP, auquel il impute la responsabilité de la seconde Intifada.

Diabolisé par Sharon, secondé par Ehoud Barak en quête de revanche, Arafat n'est plus « un partenaire pour la paix » selon leur expression, c'est le « parrain du terrorisme ». Le drame du 11 septembre 2001 contre les Twin Towers de Manhattan donne à Sharon un allié, George W. Bush, qui lance un combat radical contre le terrorisme. À la fin de l'année, le président de l'Autorité palestinienne est assigné à résidence dans son quartier général de la Moqatâ'a, à Ramallah. Il ne le quittera plus.

Le sommet arabe de 2002 requiert la présence du leader palestinien. Ariel Sharon lui permet de se rendre à Beyrouth, mais laisse entendre qu'il pourrait ne pas l'autoriser à regagner la Cisjordanie. Alors Arafat décide de ne pas quitter son fief.

Le sommet des chefs d'État arabes a sa place dans l'histoire du Proche-Orient. Le 28 mars 2002, pour la première fois depuis de longues années, l'initiative lancée par le roi Abdallah d'Arabie saoudite, soit l'échange de la terre contre la paix, est adoptée à l'unanimité. À la seule condition de

réintégrer les frontières du 4 juin 1967, l'État hébreu trouvera sa place dans la région. Mais Israël, qui vient de vivre un attentat sanglant, déclenche l'opération « Rempart » et réoccupe toutes les villes de Cisjordanie.

Le Premier ministre a également donné l'ordre de construire en Cisjordanie un mur de séparation qui divise le territoire et entoure Jérusalem. Dans le même temps, Bush et Sharon veulent éliminer politiquement Yasser Arafat. Le nouveau président américain fait de l'éviction du leader de l'OLP une condition préalable à la création d'un État palestinien. La pres sion israélo-américaine contraint Yasser Arafat à prendre un Premier ministre qui dirigera, en fait, les territoires autonomes. Le 19 mars 2003, le Conseil législatif palestinien choisit Mahmoud Abbas, ce dirigeant modéré qui a signé l'accord d'Oslo. Arafat entérine.

Les États-Unis publient alors la « feuille de route » rédigée par le « quartet » Union européenne, États-Unis, Russie et ONU. Ce plan permettrait de parvenir, par étapes, à la création d'un État palestinien. La première exige une lutte implacable contre le terrorisme et la mise en place des institutions palestiniennes. Le gouvernement de Mahmoud Abbas respecte ses obligations, et Israël se retire des territoires palestiniens occupés depuis le 28 septembre 2000.

Ce retour au *statu quo ante* ne sera pas de longue durée. En fait, la feuille de route, approuvée jusqu'à aujourd'hui par les dirigeants palestiniens, n'a jamais été véritablement appliquée. Israël et l'Autorité palestinienne s'accusent mutuellement de cet échec.

En novembre 2004, Yasser Arafat se plaint de douleurs à l'estomac. Une équipe médicale française vient l'examiner dans son quartier général de la Moqatâ'a, puis il est transporté en avion à Paris. Admis à l'hôpital militaire Percy de Clamart, aucune indication officielle n'est donnée sur la maladie qui l'emportera le 11 novembre.

Quelle a été la cause de sa mort ? Mohamed Sobeih, secrétaire général adjoint de la Ligue arabe pour les Affaires de Palestine, déclare : « Toutes les données en possession de la partie palestinienne démontrent que l'homme a été empoisonné. Toutes les personnes qui ont suivi les déclarations des responsables israéliens, tels Ariel Sharon ou le chef du Service des renseignements ou celui de la sécurité, les ont entendus dire qu'on en finirait avec Yasser Arafat dans six mois. L'homme était plein d'énergie et de vitalité,

bien qu'enfermé dans son bureau de la Moqatâ'a depuis trois ans. Soudain sa santé s'est gravement détériorée, et il est mort. En conséquence, la partie palestinienne et son neveu Nasser el-Koudra disent qu'il a été empoisonné. Les Israéliens s'en sont débarrassés ».

Yasser Arafat aura à l'aéroport du Caire les obsèques d'un chef d'État. À Ramallah, des dizaines de milliers de Palestiniens accueillent sa dépouille avec une sorte de vénération. Mahmoud Abbas est porté à la présidence de l'Autorité palestinienne le 9 janvier 2005 à une majorité écrasante de 62,32 % des voix. Son mandat de cinq ans devrait lui permettre de relancer le processus de paix, et il s'y emploie sans tarder. Le 8 février, au sommet de Charm el-Cheikh, tenu en présence du président Moubarak et du roi de Jordanie, Sharon et Abbas annoncent l'arrêt des violences entre Palestiniens et Israéliens. Mais ils ont des priorités différentes. Pour Ariel Sharon, l'important est d'en finir « une fois pour toutes » avec les groupes radicaux palestiniens ; Mahmoud Abbas, en revanche, n'hésite pas à affirmer sa volonté sur la base de la « feuille de route » de « remettre le processus de paix sur les rails ».

Le nouveau président palestinien rencontre les dirigeants du Hamas et du Djihad islamique, et lance un appel au calme. Quelques mois plus tard, Ariel Sharon proclame sa détermination d'effectuer un retrait unilatéral de Gaza. Entre le 15 août et le 11 septembre, les colonies israéliennes sont évacuées, au besoin par la force.

Sharon n'a pas négocié le retrait israélien de Gaza, et l'Autorité palestinienne n'en retire aucun bénéfice politique. C'est le Hamas, tout au contraire, majoritaire sur cette bande de terre minuscule, qui en devient le maître. Le Premier ministre a-t-il prémédité son acte pour inciter à une guerre civile entre factions palestiniennes rivales ? « Sans aucun doute », disent certains responsables de l'OLP. Mais Sharon n'aura pas le loisir de vivre cette étape. Victime de deux attaques cérébrales à la fin de l'année, il ne peut plus assumer ses fonctions. Ehoud Olmert, l'ancien maire de Jérusalem, lui succède et devient le chef du parti Kadima qu'il avait créé.

Fatah-Hamas, les frères ennemis

Au mois de janvier 2006, l'histoire du Proche-Orient prend un tournant

peut-être capital. Aux élections législatives palesti niennes, organisées sous haute surveillance internationale, le mouvement Hamas remporte une victoire éclatante contre le Fatah du président Abbas. Le monde entier accueille ce triomphe avec stupeur. Le Hamas est un mouvement de résistance qualifié de « terroriste » par les États-Unis et l'Union européenne. Dans les rues de Gaza et de Cisjordanie, le simple citoyen explique aux journalistes que ce vote sanctionne la corruption des grands dignitaires de l'Autorité palestinienne à laquelle ils reprochent aussi de n'avoir pas su gérer les accords d'Oslo afin de parvenir à la paix.

Mahmoud Abbas et son équipe sont atterrés, le prochain gouvernement sera formé par le Hamas. Le 14 février, Ismaïl Haniyeh, tête de liste aux législatives, devient le Premier ministre. Le Fatah refuse tout portefeuille ministériel.

Le « quartet » annonce qu'il poursuivra son aide financière à la Palestine sous trois conditions : le Hamas doit reconnaître Israël, accepter les accords d'Oslo qui visent à établir la paix et renoncer à la violence. Haniyeh ne donne pas suite à ces adjonctions. Le 7 avril, l'UE arrête officiellement les subventions accordées à l'Autorité palestinienne. Les États-Unis lui emboîtent le pas.

Ismaïl Haniyeh, qui a tenté en vain de former un gouvernement d'union nationale pour éviter ces mesures, a désormais pour principal interlocuteur l'Iran, le bailleur de fonds, et la Syrie, l'allié traditionnel. Au Liban, le Hezbollah, la milice chiite, pavoise. Au sein du Fatah, la colère gronde. Les militants des deux factions palestiniennes rivales ne vont pas tarder à se déclarer la guerre.

Un événement majeur bouleverse alors la région. Des miliciens du Hezbollah ont capturé deux soldats israéliens. Il s'agit, comme de coutume, d'échanger ces militaires contre la libération d'un bon nombre de prisonniers. Mais Israël a d'autres plans. Son état-major a préparé de longue date une opération destinée à écraser le Hezbollah. C'est l'occasion de l'appliquer. À partir du 12 juillet et jusqu'au cessez-le-feu du 14 août, un déluge de bombes s'abat sur le Liban-Sud, détruit ses infrastructures, tue plus de 1 000 civils libanais, dont 30 % d'enfants, et en blesse des milliers d'autres.

Le Liban-Sud revit les drames de 1982. Mais cette fois-ci le Hezbollah n'est plus une milice embryonnaire, ses militants ont reçu un entraînement

militaire de qualité, et il dispose de roquettes et de missiles de longue portée ; le missile C-802 peut ainsi atteindre Tel-Aviv. Les Israéliens des colonies voisines du Liban-Sud connaissent à leur tour la terreur et vivent pendant des jours dans les abris.

Le bilan de la guerre du Liban se révèle un désastre pour Israël. Tsahal n'a détruit que partiellement les infrastructures souterraines et les armements du Hezbollah, tandis que la milice chiite se pose en vainqueur. Elle a été la seule force arabe capable d'infliger de lourdes pertes à l'État hébreu. Le Liban est sans doute le seul gagnant de cette aventure militaire ; pour la première fois depuis 1975, des soldats libanais montent la garde dans le Sud aux côtés des contingents de la force multinationale.

Dans un tel contexte, le processus de paix n'a plus de place. L'Arabie saoudite tente alors un sauvetage politique. Elle réunit à Riyad les frères ennemis palestiniens et obtient une réconciliation nationale. Retrouvailles éphémères. Début juin, les miliciens du Hamas lancent une guerre à outrance contre les policiers et les fonctionnaires du Fatah, qui abandonnent leurs postes pour se réfugier en Cisjordanie.

Face à cette insurrection, le président Mahmoud Abbas dissout le 14 juin 2007 le gouvernement de Haniyeh et forme un nouvel exécutif dirigé par Salem Fayyad, un économiste de renom international. Les États-Unis et l'Union européenne ont désormais un interlocuteur. Les relations, mises en veilleuse pour un temps, reprennent.

À la fin de 2007, le mandat de George W. Bush est près de toucher à sa fin. À l'instar de ses prédécesseurs, il cherche à sortir sur une action d'éclat. Réussir la paix israélo-palestinienne pourrait servir d'épilogue. Il décide de réunir une conférence internationale à la base navale d'Annapolis, dans le Maryland, pour relancer le processus de paix. Au départ, plusieurs pays arabes sont réticents. L'Arabie saoudite, chef de file des émirats du Golfe, donne le ton. Elle n'a pas apprécié le rejet de son initiative de paix de 2002.

Bush finit par remporter un succès diplomatique. Seize pays arabes, dont la Syrie, se retrouvent à Annapolis le 27 novembre. La conférence officialise de nouveau la solution de deux États séparés. Ehoud Olmert et Mahmoud Abbas annoncent la conclusion d'un traité de paix avant la fin de 2008. Mais de telles promesses sont fragilisées par leurs auteurs. Olmert survit difficilement à l'échec de la guerre du Liban, et Abbas gouverne un territoire réduit à

7 agglomérations. Le Hamas, qui n'a pas été invité à Annapolis, refuse tout compromis.

L'Égypte s'est engagée à réconcilier le Fatah et le Hamas. Au Caire, les rencontres des deux clans ennemis se tiennent sous la houlette du puissant chef des renseignements Omar Souleimane. Mais les divergences sont très profondes. Aucune date de réconciliation n'est respectée.

Tout au long des négociations interpalestiniennes, les miliciens du Hamas lancent des roquettes Kassam contre les villages israéliens du Sud. Une trêve, conclue en juin 2008, est soudain rompue le 27 décembre. Israël lance une attaque terrifiante contre la bande de Gaza. L'opération « Plomb durci » est faite de raids, de bombardements, d'offensives terrestres… Et l'on meurt à Gaza, malgré nombre d'interventions internationales.

Le 18 janvier 2009, à l'heure où Israël décrète le cessez-le-feu après avoir atteint ses objectifs, on compte 1 400 tués à Gaza, en majorité des civils et des enfants, et des milliers de blessés. Une fois de plus, cette opération militaire est un désastre politique pour Israël. Le rapport Goldstone commandé par les Nations unies l'accuse de « crimes de guerre » même si les actes de certains militants du Hamas sont également dénoncés.

Garder espoir

À l'heure d'un bilan provisoire, que peut-on dire ? De sa création par l'ONU en 1947 jusqu'à l'initiative courageuse de Sadate en 1977, Israël n'existait pour aucun pays arabe. Sa paix avec l'Égypte lui a servi de carte d'entrée au Proche-Orient.

Cette reconnaissance par le plus grand pays arabe, un pas essentiel, n'a eu aucune suite jusqu'à la conférence de Madrid. En juin 1992, l'arrivée au pouvoir du tandem Rabin-Peres pouvait modifier la situation. Tous deux avaient compris que l'occupation des territoires arabes ne saurait être éternelle et avaient accepté le principe de l'échange de la terre contre la paix. Ils ont appliqué ce principe pour Gaza et la Cisjordanie lors de l'accord d'Oslo, en septembre 1993, mais en tentant de s'approprier le maximum de terres avant la reconnaissance de l'État de Palestine. À l'époque, dans sa hâte d'être reconnu internationalement, Arafat n'a pas su, ou pas osé, exiger le gel des implantations pendant la période intérimaire. Rabin en a profité, et ses

successeurs davantage encore.

La Jordanie, pour sa part, a signé un traité de paix avec Israël en 1994. La Syrie, jusqu'au décès de Hafiz al-Asad, se rapprochait d'une évacuation israélienne totale du Golan en échange d'une paix totale avec l'État hébreu. Le Liban aurait suivi l'exemple.

Il y a eu malheureusement deux grands absents sur la scène du Proche-Orient. Yitzhak Rabin a été assassiné en 1995, Hafiz al-Asad est mort en 2000. Du même coup, le processus de paix n'a pas vraiment survécu. Ehoud Barak n'a pas su traiter avec Asad et Arafat, et il a retiré Tsahal du Liban-Sud sans négocier un accord avec le pays du Cèdre.

Ariel Sharon, devenu Premier ministre le 6 février 2001, a tôt fait de briser tous les rêves. Yasser Arafat a été assigné à résidence dans la Moqâta'a, son quartier général. L'année suivante, la décision adoptée à l'unanimité par le sommet arabe de Beyrouth – l'échange de la terre contre la paix, une solution pacifique définitive – n'a pas été retenue par Israël. De même la « feuille de route » rédigée par le « quartet » en 2003 n'a jamais connu d'application suivie.

Il y a eu ensuite, comme l'écrit Charles Enderlin, les années perdues. Fin 2007, après la conférence d'Annapolis, les négociations entre Ehoud Olmert et Mahmoud Abbas auraient, dit-on, accompli un grand pas en direction de la paix. Aucun document ne l'atteste. D'autre part, le dialogue des deux dirigeants a été brutalement interrompu par l'opération « Plomb durci » lancée le 27 décembre 2008.

Depuis son accession au pouvoir en janvier 2009, le président Barack Obama s'efforce de donner un nouvel élan aux négociations israélo-palestiniennes. Il tient à tenir sa promesse de candidat à la Maison-Blanche, et œuvre pour une solution à deux États, l'un israélien et l'autre palestinien, vivant côte à côte en paix et en sécurité. Il l'a solennellement proclamé au Caire le 4 mai 2009 lors de son discours à l'adresse du monde musulman. Il a également demandé le gel de la colonisation israélienne en Cisjordanie.

Sous la pression américaine, Benjamin Netanyahou a fini par accepter l'établissement d'un État palestinien. Mais un État « démilitarisé » en contrepartie de la reconnaissance de l'État d'Israël pour le peuple juif. Une équation catégoriquement refusée par l'Autorité palestinienne, et évidemment par le Hamas.

Au fil des mois, Barack Obama a pris conscience de ses limites. Son recul devant l'intransigeance israélienne a profondément déçu les Palestiniens. Il a accueilli avec satisfaction l'annonce faite par Netanyahou de geler pour dix mois de la colonisation en Cisjordanie, à l'exception de Jérusalem et du « développement naturel » dans les colonies déjà établies, une mesure rejetée par l'Autorité palestinienne, qui pose comme condition préalable à la reprise des négociations un arrêt total de la colonisation sur ses terres.

Ce *statu quo* ne peut s'éterniser. Selon les Palestiniens, faute de reprendre les négociations et d'aboutir au plus vite à la solution de deux États, il y aura de moins en moins matière à discussion. La poursuite de la colonisation découpe la Cisjordanie en bantoustans, et finira par entraver toute possibilité de créer un État palestinien viable.

Mais l'heure n'est pas encore au découragement. Dans la revue *Études* du mois de février 2010, l'ambassadeur de France Jacques-Alain de Sédouy écrit : « Pourtant, toutes les solutions aux difficiles problèmes que poserait la création de deux États, frontières, sécurité d'Israël, statut de l'État palestinien, droit au retour, avenir de Jérusalem, ont été trouvées. La boîte à outils est sur la table, prête à servir. Il suffirait que les puissances responsables, États-Unis, Europe, Russie, avec l'aide des pays arabes, le veuillent et sans plus tarder s'attellent à la tâche, dépêchant s'il le faut sur le terrain les forces militaires nécessaires. Mais le veulent-elles ? Jusqu'à présent, les États-Unis ont été paralysés par un lobby pro-israélien qui pèse lourdement sur leur politique étrangère, les Européens se sont montrés peu hardis, hantés qu'ils sont par le souvenir de la Shoah, les Arabes ont étalé leurs faiblesses, leurs divisions, et leurs surenchères. »

Cette analyse n'interdit pas d'espérer, malgré les réticences des Israéliens et des Palestiniens. Mais il faudra sceller la réconciliation interpalestinienne, obstacle majeur à la paix. Faut-il rappeler la situation actuelle ? Les Européens plaident pour une conférence internationale, peut-être calquée sur celle de Madrid. Les Arabes n'ont pas modifié leurs positions et proposent toujours l'initiative saoudienne, la terre en échange de la paix. Il y a également la promesse de Barack Obama : « Je ne fléchirai pas dans ma quête de la paix. »

Notes

Chapitre premier

1977, l'Égypte en ébullition

1 Slogans rapportés par des témoins des manifestations.

2 Anouar el-Sadate, *Al-Bahs ane al zate* (À la recherche de l'être), Le Caire, Al Maktab al Masri al Hadiss, 1990, p. 402.

3 *Ibid.*, p. 396.

4 *Ibid.*

5 *Ibid.*, p. 398.

6 Jimmy Carter, *Palestine, Peace not Apartheid*, New York, Simon & Schuster, 2006, p. 39.

7 *Ibid.*

8 *Ibid.*

9 *Ibid.*

10 *Ibid.*, p. 39-40.

11 Presse égyptienne du 5 juillet 1977.

12 *Ibid.*

Chapitre II

Briser le mur de la haine

13 Ismaïl Fahmy, *Al-Tafaoud min agl al-salam fi al-Chark al-Awsat* (Négociations pour la paix au Proche-Orient), Le Caire, Dar el-Chourouk, 2006, p. 304.

14 *Ibid.*

15 Charles Enderlin, *Paix ou guerres, les secrets des négociations israélo-arabes 1917-1995*, Paris, Fayard, 2004, p. 409.

16 Anouar el-Sadate, *op. cit.*, p. 403.

17 *Ibid.*

18 Extrait de la Déclaration commune des États-Unis et de l'URSS en date du 1er octobre 1977.

19 Anouar el-Sadate, *op. cit.*, p. 406-407.

20 *Ibid.*

21 *Ibid.,* p. 408.

22 *Ibid.,* p. 409.

23 Ismaïl Fahmy, *op. cit.,* p. 308.

24 *Ibid.*, p. 313.
25 Entretien de l'auteur avec Mme Jehane el-Sadate, décembre 2006.

Chapitre III

Le voyage historique à Jérusalem

26 Ismaïl Fahmy, *op. cit.*, p. 317.
27 Entretien de l'auteur avec Saïd Kamal, janvier 2007.
28 Entretien de l'auteur avec Mme Jehane el-Sadate, décembre 2006.
29 *Ibid.*
30 Extrait du discours prononcé le 11 novembre 1977 devant la radio et la télévision israéliennes.
31 Anouar el-Sadate, *op. cit.*, p. 409.
32 *Ibid.*
33 Entretien de l'auteur avec Mme Jehane el-Sadate, décembre 2006.
34 Entretien de l'auteur avec Saïd Kamal, janvier 2007.
35 *Ibid.*
36 *Ibid.*
37 Entretien de l'auteur avec Mme Jehane el-Sadate, décembre 2006.
38 Anouar el-Sadate, *op. cit.,* p. 411.
39 Boutros Boutros-Ghali, *Le Chemin de Jérusalem*, Paris, Fayard, 1997, p. 37.
40 Dépêche AFP du 21 novembre 1977.
41 *Ibid.*
42 *Ibid.*
43 Entretien de l'auteur avec Ahmed Maher.

Chapitre IV

Le blocage ?

44 Boutros Boutros-Ghali, *op. cit.*, p. 58.
45 Entretien de l'auteur avec Ahmed Maher.
46 Boutros Boutros-Ghali, *op. cit.*, p. 68.
47 Presse égyptienne du 27 décembre 1977.
48 Jimmy Carter, *Palestine, Peace not Apartheid*, New York, Simon & Schuster, 2006, p. 43.
49 Denise Ammoun, *Histoire du Liban contemporain*, tome II, Paris, Fayard 2005, p. 712.
50 Boutros Boutros-Ghali, *op. cit.*, p. 80.

51 Denise Ammoun, *op. cit.*, p. 444-445.
52 Jimmy Carter, *op. cit.*, p. 44.
53 *Ibid.*

Chapitre V

À Camp David, l'Égypte récupère le Sinaï

54 Boutros Boutros-Ghali, *op. cit.,* p. 180.
55 Entretien avec l'auteur, janvier 2007.
56 *Ibid.*
57 Entretien avec l'auteur, mars 2007.
58 Entretien avec l'auteur, avril 2007.
59 *Ibid.*
60 Jehane Sadate, *Une femme d'Égypte*, Paris, Livre de poche, 1990, p. 553.
61 Entretien avec l'auteur, mars 2007.
62 Entretien avec l'auteur, janvier 2007.

Chapitre VI

Le traité de paix

63 Boutros Boutros-Ghali, *op. cit.*, p. 217.
64 *Ibid.*, p. 223.
65 Jimmy Carter, *op. cit.*, p. 50.
66 Boutros Boutros-Ghali, *op. cit.*, p. 234.
67 Jimmy Carter, *Keeping Faith, Memoirs of a President*, New York, Bantam, 1982, p. 415.
68 Presse égyptienne du 15 mars 1575.
69 *Le Monde*, 26 mars 1979.
70 *Ibid.*
71 *L'Orient-Le Jour*, 27 mars 1979.
72 *Ibid.*
73 *Ibid.*
74 *Ibid.*

Chapitre VII

Israël défie la légalité

75 *L'Orient-Le Jour,* 29 mars 1979.
76 *Ibid*.
77 *Ibid*.
78 *Journal d'Égypte*, 3 avril 1979.
79 *Ibid.,* 4 avril 1979.
80 *Ibid*.
81 *Ibid*.
82 *Ibid*.
83 Boutros Boutros-Ghali, *op. cit.*, p. 275.
84 *Journal d'Égypte*, 26 mai 1979.
85 Boutros Boutros-Ghali, *op. cit.*, p. 293.
86 *Ibid.*, p. 339.
87 *Ibid.*, p. 378.
88 Dépêche AFP du 16 novembre 1979.
89 *Ibid*.
90 Dépêche AFP du 19 novembre 1979.
91 *Ibid*.
92 Presse égyptienne du 8 janvier 1980.
93 *Haaretz*, 9 janvier 1980.
94 Texte recueilli dans divers journaux égyptiens.
95 Entretien avec l'auteur.
96 Presse égyptienne du 8 avril 1980.
97 Entretien avec l'auteur.
98 *Ibid*.
99 Extrait des résolutions du Conseil européen réuni à Venise.
100 Dépêche AFP du 4 avril 1981.
101 *Ibid*.
102 Radio Le Caire, 6 octobre 1981.

Chapitre VIII

Le Liban : proie d'Israël et de la Syrie

103 Joseph Abou-Khalil, *Les Maronites dans la guerre du Liban*, Paris-Beyrouth, Edifra, 1992, p. 51.
104 *Ibid.*, p. 53.
105 *Ibid*.
106 *Ibid*.

107 Kamal Joumblatt (avec Philippe Lapousterle), *Pour le Liban*, Paris, Stock, 1978, p. 185.
108 Karim Pakradouni, *La Paix manquée*, Beyrouth, FMA, 1984, p. 221.
109 Message cité par Karim Pakradouni, *ibid.*, p. 231.
110 *An-Nahar*, 5 août 1981.

Chapitre IX

Bachir Gemayel, président du Liban

111 Joseph Abou-Khalil, *op. cit.*, p. 189.
112 Charles Enderlin, *op. cit.*, p. 464.
113 *Ibid.*
114 Denise Ammoun, *op. cit.*, p. 802.
115 Entretien avec l'auteur.
116 Médias internationaux.
117 Ghassan Tuéni, *Une guerre pour les autres*, Paris, JC Lattès, 1985, p. 239.
118 *Ibid.*, p. 240.
119 Extrait du plan de Philip Habib.
120 Extrait du discours prononcé par Bachir Gemayel le 23 août 1982.
121 Réaction générale dans les rues de Beyrouth-Ouest.
122 Charles Enderlin, *op. cit.*, p. 478.
123 Extrait du plan Reagan du 1er septembre 1982.
124 Réaction citée par un diplomate américain tenant à garder l'anonymat.
125 Alinéa 3 du document final de la résolution adoptée au sommet de Fès le 8 septembre 1982.
126 Entretien de l'auteur avec Marwan Hamadé.
127 Télévisions et radios libanaises du 12 septembre 1982.

Chapitre X

Négociations israélo-libanaises

128 Karim Pakradouni, *Le Piège*, Paris, Grasset-Fasquelle, 1991, p. 17.
129 Entretien avec l'auteur.
130 Amine Gemayel, *L'Offense et le pardon*, Paris, Gallimard/Lieu Commun, 1988, p. 81-83.
131 Ghassan Tuéni, *op. cit.*, p. 271.
132 *Ibid.*, p. 272.
133 *Ibid.*, p. 275.

134 *Ibid.*, p. 276.
135 *Ibid.*, p. 277-278.
136 Phrase rapportée par des familiers de Pierre Gemayel.
137 Radio Damas captée à Beyrouth.
138 Ghassan Tuéni, *op. cit.*, p. 325.

Chapitre XI

L'accord mort-né du 17 mai 1983

139 Walid Charara et Frédéric Dumont, *Le Hezbollah, un mouvement islamo-nationaliste*, Paris, Fayard, 2004, p. 95.
140 *Ibid.*, p. 77.
141 *Ibid.*, p. 69.
142 *Ibid.*, p. 70.
143 Denise Ammoun, *op. cit.*, p. 844.
144 Presse libanaise du 29 avril 1983.
145 Entretien avec l'auteur, 2003.
146 Amine Gemayel, *op. cit.*, p. 90.
147 *Ibid.*, p. 91.
148 Entretien de l'auteur avec l'ancien président Gemayel, 2003.
149 *Ibid.*
150 Membre de la délégation libanaise tenant à garder l'anonymat.
151 *Ibid.*
152 Entretien avec l'auteur, 2003.
153 *Ibid.*
154 Amine Gemayel, *op. cit.*, p. 95.
155 *Le Réveil*, 14 mai 1983.
156 *L'Orient-Le Jour*, 17 mai 1983.
157 Presse libanaise du 18 mai 1983.
158 *L'Orient-Le Jour,* 17 mai 1983.
159 *Ibid.*
160 Amine Gemayel, *op. cit.*, p. 95-96.
161 Entretien avec l'auteur, 2003.
162 *Ibid.*
163 Entretien avec l'auteur.
164 Jean Sarkis, *Histoire de la guerre du Liban*, Paris, PUF, 1993, p. 109.
165 *Ibid.*
166 Ghassan Tuéni, *op. cit.*, p. 380.

Chapitre XII

Proclamation de l'État palestinien

167 Dépêche AFP du 21 juin 1983.
168 Dépêche AFP du 22 juin 1983.
169 Entretien de l'auteur avec Mohamed Sobeih, juin 2008.
170 Entretien avec l'auteur avec Saïd Kamal, janvier 2008.
171 *Ibid*.
172 Entretien de l'auteur avec Mohamed Sobeih, juin 2008.
173 Entretien de l'auteur avec Saïd Kamal, janvier 2008.
174 Entretien de l'auteur avec Mohamed Sobeih, juin 2008.
175 Amnon Kapeliouk, *Arafat, l'irréductible*, Paris, Fayard, 2004, p. 236.
176 Presse libanaise du 6 février 1984.
177 Entretien avec l'auteur, mars 1986.
178 Dépêche AFP du 15 novembre 1988.
179 *Ibid*.
180 *Ibid*.
181 *Ibid*.
182 *Ibid*.
183 *Ibid*.
184 Nadia Benjelloun-Ollivier, *Yasser Arafat. La question palestinienne*, Paris, Fayard, 1991, p. 152.

Chapitre XIII

Arafat reconnaît implicitement Israël

185 Dépêche AFP du 13 décembre 1988.
186 Amnon Kapeliouk, *op. cit.*, p. 272.
187 Entretien avec l'auteur.
188 Amnon Kapeliouk, *op. cit.*, p. 273.
189 Mahmoud Abbas, *Tariq Oslo* (Le chemin d'Oslo), Beyrouth, Cherket al-Matbouate lil Nachr, 1995, p. 88-89.
190 Mahmoud Abbas, *op. cit.*, p. 87.
191 Dépêche AFP du 10 septembre 1989.
192 Dépêche AFP du 11 octobre 1989 citant le quotidien *Yediot Aharonot*.
193 Dépêche AFP du 11 octobre 1989 citant l'agence WAFA.
194 *Ibid*.

195 Mahmoud Abbas, *op. cit.*, p. 138-139.
196 Dépêche AFP du 29 octobre 1991.
197 *Ibid.*
198 *Ibid.*

Chapitre XIV

La conférence de Madrid

199 Dépêche AFP du 30 octobre 1991.
200 *Le Monde diplomatique*, « La Conférence de Madrid » (Cahier spécial sur le Proche-Orient).
201 *Ibid.*
202 *Ibid.*
203 *Ibid.*
204 *Ibid.*
205 *Ibid.*
206 *Ibid.*
207 *Ibid.*
208 Dépêche AFP du 30 octobre 1991.
209 *Ibid.*
210 *Ibid.*
211 *Ibid.*
212 *Ibid.*
213 *Ibid.*
214 *L'Orient-Le Jour,* 31 octobre 1991.
215 *Le Monde diplomatique*, *op. cit.*
216 *Ibid.*
217 *Ibid.*
218 *Ibid.*
219 *Ibid.*
220 *Ibid.*
221 Dépêche AFP du 31 octobre 1991.
222 *Ibid.*
223 Dépêche AFP du 1er novembre 1991.
224 *Ibid.*
225 Charles Enderlin, *op. cit.*, p. 615.
226 Dépêche AFP du 1er novembre 1991.

Chapitre XV

Les négociations d'Oslo

227 Mahmoud Abbas, *op. cit.*, p. 93.
228 *Ibid.,* p. 95.
229 *Ibid.*, p. 96.
230 *Ibid.*, p. 98.
231 Entretien avec l'auteur.
232 Extraits du discours prononcé par Yitzhak Rabin.
233 Charles Enderlin, *op. cit.*, p. 541.
234 Abou Mazen, *op. cit.*, p. 98.
235 *Ibid.*, p. 10.
236 Presse égyptienne du 22 juillet 1992.
237 Charles Enderlin, *op. cit.*, p. 633.
238 Entretien avec l'auteur.
239 *Ibid.*
240 *Ibid.*
241 Abou Mazen, *op. cit.,* p. 189.
242 *Ibid.*, p. 190.
243 *Ibid.*, p. 191.
244 *Ibid.*, p. 201.
245 *Ibid.*, p. 203.
246 Entretien de l'auteur avec Hassan Asfour.
247 *Ibid.*
248 Abou Mazen, *op. cit.*, p. 168.
249 *Ibid.*, p. 169.
250 *Ibid.*, p. 170-171.

Chapitre XVI

Arafat et Rabin se serrent la main

251 Mahmoud Abbas, *op. cit.*, p. 261.
252 *Ibid.,* p. 262.
253 *Ibid.*
254 Extrait du texte de l'accord d'Oslo.
255 Charles Enderlin*, op. cit.*, p. 660.

256 Amnon Kapeliouk, *op. cit.*, p. 321.
257 *L'Orient-Le Jour*, 10 septembre 1993.
258 *Ibid*.
259 *Ibid*.
260 *L'Orient-Le Jour*, 11 septembre 1993.
261 *Hebdomadaire Magazine* citant plusieurs sources occidentales.
262 Dépêche AFP du 9 septembre 1993.
263 *Ibid*.
264 Amnon Kapeliouk, *op. cit.*, p. 323.
265 Charles Enderlin, *op. cit.,* p. 684.
266 Conférence de presse au Caire, 6 octobre 1993.
267 Déclaration faite à l'Association de la presse étrangère d'Égypte le 18 novembre 1993.
268 Entretien de Nabil Chaath avec l'auteur, juin 2008.
269 Entretien avec l'auteur, juin 2008.
270 Entretien avec l'auteur, juin 2009.
271 *Ibid*.
272 *Ibid*.

Chapitre XVII

Sabotage de Netanyahou

273 Entretien avec l'auteur.
274 *Ibid*.
275 Ces diplomates désirent garder l'anonymat.
276 Entretien avec l'auteur.
277 Amnon Kapeliouk, *op. cit.*, p. 370.
278 Entretien avec l'auteur.
279 *Ibid*.
280 Charles Enderlin, *Le Rêve brisé. Histoire de l'échec du processus de paix au Proche-Orient 1995-2002*, Paris, Fayard, 2002, p. 66.
281 Alain Gresh, *Israël, Palestine. Vérités sur un conflit*, Paris, Fayard, 2007, p. 198.
282 Extrait du mémorandum de Wye River.
283 Charles Enderlin, *Le Rêve brisé…*, *op. cit.*, p. 111.
284 *Ibid*.

Chapitre XVIII

L’échec de Camp David II

285 Entretien avec l’auteur, juin 2009.
286 *Ibid*.
287 Entretien avec l’auteur, mars 1999.
288 Extrait de la déclaration de Berlin.
289 Entretien téléphonique avec l’auteur, mars 1999.
290 Charles Enderlin, *op. cit.*, p. 122.
291 Déclaration publiée à Londres par le quotidien arabe *Al-Hayat* sous la plume de Patrick Seale.
292 Bill Clinton, *Ma vie*, Paris, Odile Jacob, 2004, p. 927.
293 *Ibid*.
294 *Ibid*.
295 *Ibid*.
296 Charles Enderlin, *op. cit.,* p. 150.
297 *Ibid.,* p. 151.
298 *Ibid.*, p. 169.
299 Entretien avec l’auteur, juin 2009.
300 *Ibid*.
301 *Ibid*.
302 Charles Enderlin, *op. cit.*, p. 184.
303 Entretien avec l’auteur, juin 2009.
304 Charles Enderlin, *op. cit.*, p. 193-194.
305 *Ibid.*, p. 230.
306 Entretien avec l’auteur.

Chapitre XIX

La montée de l’extrémisme

307 Entretien avec l’auteur, juin 2009.
308 *Ibid*.
309 Bill Clinton, *op. cit.*, p. 976-977.
310 *Ibid*.
311 Extrait du compte rendu de Moratinos sur les négociations de Taba.
312 Entretien avec l’auteur, juin 2009.

Bibliographie

Abbas, Mahmoud, *Tariq Oslo*, Beyrouth, Cherket el-Matbouate lil Nachr, 1995.

Abou-Khalil, Joseph, *Les Maronites dans la guerre du Liban*, Paris-Beyrouth, Edifra, 1992.

Ammoun, Denise, *Histoire du Liban contemporain*, tome II, Paris, Fayard, 2005.

Ashrawy, Hanane, *This Side of Peace*, New York, Simon & Schuster, 1996.

Benassar, *Anatomie d'une guerre et d'une occupation (1975-1978)*, Paris, Galilée, 1978.

Benjelloun-Ollivier, Nadia, *Yasser Arafat. La question palestinienne*, Paris, Fayard, 1991.

Boutros-Ghali, Boutros, *Le Chemin de Jérusalem*, Paris, Fayard, 1997.

Boutros-Ghali, Boutros et Peres, Shimon, *Setoun amman min el-Seraâ fil Chark el-Awsat*, Le Caire, Dar el-Chourouk, 2007.

Carter, Jimmy, *Palestine, Peace Not Apartheid*, New York, Simon & Schuster, 2006.

Carter, Jimmy, *Keeping Faith, Memoirs of a President*, New York, Bantam, 1982.

Charara, Walid et Dumont, Frédéric, *Le Hezbollah. Un mouvement islamo-nationaliste*, Paris, Fayard, 2004.

Clinton, Bill, *Ma Vie*, Paris, Odile Jacob, 2004.

Corm, Georges, *Le Proche-Orient éclaté (1956-2000)*, Paris, Gallimard, 2001.

El-Khazen, Farid, *Tafakfouk Awsal el-Daoula fi Loubnane (1967-1976)*, Beyrouth, Dar An-Nahar, 2002.

Enderlin, Charles, *Paix ou guerres, les secrets des négociations israélo-arabes 1917-1995*, Paris, Fayard, 2004.

Enderlin, Charles, *Le Rêve brisé. Histoire de l'échec du processus de paix au Proche-Orient, 1995-2002*, Paris, Fayard, 2002.

Enderlin, Charles, *Les Années perdues. Infanticide et guerres au Proche-Orient, 2001-2006*, Paris, Fayard, 2006.

Fahmy, Ismaïl, *Al-Tafaoud min ajl al-salam fi al-Chark al-Awsat*, Le Caire,

Dar el-Chourouk, 2006.

Gemayel, Amine, *L'Offense et le pardon*, Paris, Gallimard/Lieu commun, 1988.

Gresh Alain, *Israël-Palestine, vérités sur un conflit*, Paris, Fayard, 2001, rééd. 2007.

Hawatmeh, Naïf, *Oslo*, Le Caire, Galilée, 1999.

Hraoui, Elias et Menassa, Camille, *Aoudet el-Joumhouriya min Douwaylate illa el-Daoula*, Beyrouth, Dar An-Nahar, 2002.

Joumblatt, Kamal (avec Philippe Lapousterle), *Pour le Liban*, Paris, Stock, 1978.

Kanafani, Marwan, *Sanawate el-Amal*, Le Caire, Dar el-Chourouk, 2007.

Kapeliouk, Amnon, *Arafat*, Paris, Fayard, 2004.

Kassir, Samir, *La Guerre du Liban (1975-1982)*, Paris, Karthala/CERMOC, 1994.

Kissinger, Henry, *Diplomatie*, Paris, Fayard, 1996.

Laurens, Henry, *La Question de Palestine*, tome III, Paris, Fayard, 2007.

Mansour, Hassan, *Jehane Sadate : témoin de l'ère Sadate*, Le Caire, Dar el-Chourouk, 2002.

Menassa Béchara, *Le Liban dans la tourmente*, Beyrouth, L'Orient, 1991.

Mortada, Saad, *Mohemati fi Israïl*, Le Caire, Dar El-Chourouk, 2008.

Pakradouni, Karim, *La Paix manquée*, Beyrouth, FMA, 1984.

Pakradouni, Karim, *Le Piège*, Paris, Grasset-FMA, 1991.

Qoreï, Ahmed, *Min Oslo ila Kharitet El-Tarik*, Beyrouth, Mouassasset el-Derassate el-Falistiniya, 2006.

Riad Mahmoud, *The Struggle for Peace in the Middle East*, Londres, Quartet Books, 1981.

Sadate, Anouar, *Al-Bahs ane el-zate*, Le Caire, Al-Maktab El-Masri Al-Hadiss, 1990.

Sadate Jehane, *Une femme d'Egypte*, Paris, Presses de la Renaissance, 1987.

Sarkis, Jean, *Histoire de la guerre du Liban*, Paris, PUF, 1993.

Timofief, Igor et Kamal, Joumblatt, *el Rajoul wal oustoura*, Beyrouth, Dar An-Nahar, 2000.

Tuéni, Ghassan, *Une guerre pour les autres*, Paris, JC Lattès, 1985.

Remerciements

L'auteur tient à remercier les personnalités qui, par leurs témoignages, ont permis la réalisation de ce livre.

L'auteur remercie également l'Agence France-Presse, ainsi que les journaux égyptiens et libanais qui lui ont facilité ses recherches.